IMT Nuremberg Archives

H – 4743

International Court of Justice

RF 1106 bis

RF 1106 bis

REINHARD WOLF

RF 1106 bis

Le Calvaire de CHYPRE

H4743-0002

R.F 1106 bis A101196

H4743-0003

M-4743(2)

LE CALVAIRE DE CHYPRE

INTERNATIONAL MILITARY TRIBUNAL
NURNBERG, GERMANY
Exhibit RF 106 bis
Filed Jul 5, 1946

101197

H4743-0004

L'Angleterre sans masque

No. 11

101198

Dm 28905

BIBLIOTHÈQUE ROYALE DE BELGIQUE

REINHARD WOLF

LE CALVAIRE DE CHYPRE

A 101199

O 34653

H4743-0005

H4743-0006

TABLE DES MATIÈRES

1. Le peuple se soulève 5
2. Les causes du soulèvement 8
3. L'occupation de l'île par l'Angleterre et le parjure de Gladstone 12
4. Le « tribut » anglais à la Turquie aux frais des Cypriotes 15
5. La profession de foi nationale des Cypriotes. — W. Churchill et J. Chamberlain sur la situation de l'île 20
6. « Diviser, pour régner » 24
7. Chypre pendant la guerre mondiale et dans les traités de paix 29
8. Oppression des Grecs à Chypre 34
9. Dictature britannique 41
10. L'Angleterre contre l'Église de Chypre 47
11. Nouvelles espérances des Cypriotes 51

Maison Internationale d'Edition
Bruxelles

101200

H4743-0007

I. LE PEUPLE SE SOULÈVE

C'était mardi, le 20 octobre 1931. Sur le terrain de sport de Limassol, la jeunesse grecque de la ville s'était rassemblée pour écouter l'évêque de Larnaka. Dans une allocution qu'il lui adressa après le sport, l'évêque appela la jeunesse à la lutte pour la liberté. Le même soir se formèrent des cortèges qui parcoururent les rues de Limassol; les cloches des églises sonnaient, si bien qu'une grande agitation s'empara de la population. Les manifestants des cortèges crièrent: **« Chassez les étrangers! A bas les Anglais! Vive le rattachement! »**

Le mercredi 21 octobre, le mouvement, qui avait ainsi commencé à Limassol, au sud de l'île, s'étendit à la capitale Nikosia. Un cortège de manifestants — on dit qu'ils étaient 5.000 — traversa la ville et se rendit au bâtiment du gouverneur britannique, situé à la périphérie, sous la conduite de trois députés grecs du « Conseil législatif » de l'île.

Les députés voulaient, comme on dit, remettre leur démission de député au gouverneur. Les groupes de manifestants criaient sans cesse: **Enosis! Enosis! Union! Rattachement!** Devant la maison du gouverneur, il y eut des échauffourées avec la police. Tout à coup, le bâtiment du gouvernement fut en flammes. Personne ne savait comment cela était arrivé; il brûla complètement. Mais la police et la troupe britanniques marchèrent sur les manifestants qui n'avaient pas d'autres armes que des pierres. Les Britanniques tirèrent dans la foule dense, 15 morts restèrent sur place, et il fallut emporter 60 blessés.

Après les événements de Limassol et de Nikosia, des troubles analogues éclatèrent à Famagousta et à Larnaka

101201

H4743-0008

dans l'Est, à Pissouri au Sud, à Paphos et à Kerynia au Nord.

Pendant que les autorités britanniques prenaient dans les villes des mesures contres ces manifestations, les troubles gagnèrent les campagnes. Dans les petites localités, il y eut des destructions de bâtiments administratifs, de commissariats de police et de bureaux de douane. Dans les campagnes, on renversa les poteaux télégraphiques, brûla les ponts et coupa les lignes. Dans plusieurs localités, le pavillon britannique fut amené et le grec hissé à sa place.

On s'aperçut que la direction du soulèvement était partout dans les mains des ecclésiastiques et des députés. Les Anglais intervinrent et arrêtèrent aussitôt les évêques et les membres du clergé dont ils purent s'emparer. **L'arrestation des évêques** provoqua des attroupements contre lesquels la police dut faire usage des armes à feu. Il en résulta de nouveau des morts et des blessés en divers endroits.

Comme le gouverneur se sentait trop faible pour faire face à la situation avec les troupes dont il disposait, il appela du secours d'Egypte et de Malte. En quelques heures, un détachement de troupes britanniques put être amené en avion du Caire à Chypre. En outre, deux croiseurs et deux destroyers de l'escadre de la Méditerranée apparurent.

L'Angleterre se voyait tout à coup et sans s'y attendre le moins du monde en face d'un mouvement insurrectionnel des Cypriotes, c'est-à-dire des Grecs vivant dans l'île. Comme les Grecs manifestaient sans armes, il suffit de relativement peu de soldats pour venir à bout des troubles au bout d'environ 10 jours. Il y eut partout des morts et des blessés. Mais on procéda surtout à des arrestations en masse.

191292

H4743-0009

L'île elle-même fut aussitôt coupée du monde extérieur dès que les troubles éclatèrent. Il n'en sortit que quelques nouvelles britanniques. Par suite de la censure britannique et de l'interception de toutes les nouvelles, on ne sait pas encore aujourd'hui ce qui s'est vraiment passé dans l'île pendant les troubles. La Grande-Bretagne, en effet, désirait, sans doute dans sa mauvaise conscience, dissimuler le soulèvement des Cypriotes, si accablant pour les Anglais.

A 101203

H4743-0010

II. LES CAUSES DU SOULÈVEMENT

Nous avons indiqué que le monde ignore presque tout du déroulement des troubles à Chypre, à la fin octobre 1931. Il n'a jamais été non plus bien mis au courant du motif et des causes profondes qui ont provoqué le brusque déclenchement du mouvement national grec à Chypre.

Quelle était l'origine du mécontentement de la population? La véritable et essentielle revendication élevée contre les Anglais était Enosis! C'est-à-dire: **la réunion de l'île de Chypre avec la métropole de tous les Grecs! Rien d'autre donc que la libération de la domination anglaise.**

Mais comment les Anglais ont-ils présenté ce fait primordial du mouvement cypriote? Voici comment l'agence Reuter, qui commandait alors l'opinion de la presse mondiale, présentait l'événement:

> ... un évêque turbulent, assisté d'un groupe d'arrivistes et d'usuriers, déçus par les mesures britanniques, avait agité les habitants de l'île, qui se nomment Grecs, contre le gouvernement britannique, absurdement, sans penser que la question du transfert de Chypre à la Grèce avait été réglée définitivement et pour toujours dès le 28 novembre 1929 par la déclaration de lors Paszfield. Mais l'Angleterre était décidée à en finir avec ces ennemis de l'empire mondial britannique!

Voilà donc comment se présente aux Anglais, qui avaient été autrefois de si ardents philhellènes, le mouvement national de la population grecque de Chypre! Une population qui, depuis l'époque byzantine et pendant tout le moyen âge, et même encore à l'époque turque,

101204

H4743-0011

est restée une communauté ethnique et religieuse; qui a été saisie au cours des 150 dernières années par le nouveau mouvement du rassemblement national de tous les Grecs; cette population est dédaigneusement repoussée avec ses vœux les plus sacrés et traitée de « groupe d'arrivistes et d'usuriers » qu'un « évêque turbulent » a « absurdement » conduit à passer outre à la communication d'un lord déclarant que ces vœux devaient être considérés comme réglés!

Nous trouvons la revendication des Cypriotes dans un écrit du métropolitain de Kitium (Larnaka) adressé au gouverneur britannique, où l'on peut lire:

> « J'ai l'honneur de vous communiquer que je me démets de mes fonctions de membre du Conseil législatif de Chypre...
>
> Excellence, il faut dire que même la patience la plus chrétienne a ses limites. Nous avons supporté pendant 35 ans l'administration d'étrangers qui ignorent nos sentiments et nos droits les plus élémentaires et sont indifférents aux nécessités de cette malheureuse île. Nous l'avons supporté dans l'espoir que les sentiments de liberté de la vieille Angleterre qui avaient tant aidé notre grande patrie à recouvrer sa liberté, triompheraient des notions d'un intérêt colonial mesquin...
>
> Vous vous vantez qu'en Angleterre règnent la liberté et le droit, mais vous voulez établir à Chypre le régime permanent de la tyrannie et de l'injustice...
>
> Vu pareille situation, mon devoir de chef religieux du peuple cypriote opprimé dépasse désormais les limites étroites d'un appareil pseudo-parlementaire, dans lequel la prise de position légale des représentants du peuple est étouffée par une majorité faussée et par les tyranniques décrets royaux de Londres. »

A
101205

H4743-0012

Le métropolite de Larnaka dit ensuite dans sa lettre qui est en même temps une proclamation:

« En tant que député j'ai dû jurer fidélité au roi Georges; en tant que prélat et chef national, j'ai maintenant l'obligation de recommander aux Cypriotes, ses sujets, la non-soumission, attitude qui nous est imposée par la **violation de nos droits humains.** Ce sera désormais mon devoir d'aller partout et d'exhorter mes compatriotes à la résistance illégale contre une autorité illégitime et contre des lois illégales. Dans ce siècle, Excellence, aucun peuple ne reste asservi, s'il veut vraiment sa liberté et s'il se décide à l'acquérir. Nous, habitants hellènes de cette île grecque depuis trois millénaires, nous constituons les cinq sixièmes de sa population... Nous proclamons la réunion de Chypre à la métropole Grèce, et nous déclarons que nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour réaliser aussi vite que possible cette décision, dans la certitude que le Dieu de la justice et de la morale soutiendra cette lutte du droit contre la force brutale. »

Cette proclamation du métropolite de Larnaka oppose avec force la revendication fondamentale par les Cypriotes de la libre disposition d'eux-mêmes, de leur liberté nationale et de leur réunion à la métropole, à l'impérialisme britannique. Cette proclamation au gouverneur résidant à Nikosia fut en même temps envoyée à Londres à MM. Macdonald, Baldwin, Lloyd George et Henderson. Naturellement en vain! Mais l'évêque adressa à la population de l'île un appel enflammé pour l'inviter à conquérir sa liberté. En voici la teneur:

« 53 ans d'occupation britannique ont prouvé clairement et convaincu tout le monde:

F 101206

H4743-0013

a) que les peuples opprimés ne peuvent se libérer par des adresses suppliantes et par l'appel aux sentiments des tyrans,

b) que la réponse des tyrans n'est que mépris à l'égard des prières des esclaves inférieurs et une arrogance encore beaucoup plus grande,

c) que notre salut — bien considéré à tous les points de vue — ne se trouve que dans notre libération nationale . . .

Nous ne devons aucune obéissance aux lois illégales du maître étranger, opposons donc la non-soumission à ses intentions injustes et arbitraires et déployons tous nos efforts afin que disparaisse de notre pays la honte de la civilisation humaine qui s'intitule occupation anglaise et gouvernement de Chypre . . . »

101207

H4743-0014

III. L'OCCUPATION DE L'ÎLE PAR L'ANGLETERRE ET LE PARJURE DE GLADSTONE

Amitié et hostilité entre les Turcs et les Anglais ont alterné au cours des siècles. Mais, dans l'ensemble, l'Angleterre a détaché de la Turquie un morceau après l'autre, la réduisant ainsi constamment, que ce soit en Europe, en Afrique ou en Asie, depuis la libération de la Grèce jusqu'à la dissolution de la vieille Turquie après la guerre mondiale. C'est ainsi que l'Angleterre profita aussi d'un instant où la Turquie se trouvait spécialement menacée pour enlever à l'empire ottoman l'île de Chypre qui dépendait depuis 1571 de la Constantinople turque. L'occupation de l'île par les Anglais avait été convenue à la suite de la promesse faite par Disraëli au sultan, selon laquelle il le soutiendrait contre la Russie; l'Angleterre avait besoin pour cela d'une base d'opération, et l'on avait envisagé alors la cession de diverses places, Gallipoli, Lemnos, Mitylène, Alexandrette. Finalement le choix était tombé sur Chypre.

Mais au lieu de la guerre anglo-russe, que l'on attendait, on eut le Congrès de Berlin. L'île de Chypre resta pourtant aux mains des Anglais (Traité du 4 juin 1878).

Lorsque les Anglais partirent pour Chypre le 12 juillet 1878, ils emportaient avec eux de brillantes promesses.

> La reine s'intéressait vivement au bonheur des habitants de Chypre. Des mesures seraient prises pour favoriser le développement du commerce et de l'agriculture de l'île; le peuple connaîtrait les bienfaits de la liberté, de la justice et de la sécurité. Rien ne serait négligé pour relever le niveau intellectuel et matériel, et l'on tiendrait compte des désirs du

101208

H4743-0015

peuple tout en respectant ses anciennes coutumes et habitudes.

Bref, on promit de faire de l'île un vrai paradis, et la joie des Cypriotes était générale et sincère. L'archevêque Sophronios II exprima comme suit, dans une allocution, les sentiments des Cypriotes:

> « Nous saluons avec joie votre arrivée, parce que nous espérons, confiants dans l'esprit libéral de la grande puissance chrétienne, que l'heure de la réunion à la Grèce viendra bientôt.
>
> Nous sommes heureux du changement de régime survenu; mais **nous vous prions de ne pas oublier que nous sommes Grecs et que nous devons former une partie inséparable de l'État grec.** »

Il ressort de cette allocution que les Cypriotes mettaient en 1878 leurs espérances dans « l'esprit libéral de la grande puissance chrétienne », dans la Grande-Bretagne. Pas un d'entre eux ne soupçonnait alors que « libéralisme » et « christianisme » étaient des éléments de la politique britannique devant servir avant tout à la propagande, tout comme aujourd'hui.

Les Cypriotes avaient en particulier mis leurs espérances dans les libéraux et leur « homme d'État chrétien, qui se trouvaient dans l'opposition et qui avaient, au cours de leur agitation contre Disraëli, qualifié de **« piraterie »** l'occupation de Chypre. Dans un discours de 1879, leur chef Gladstone avait déclaré à ses électeurs en Écosse que la manière dont on avait conquis Chypre était honteuse, et il ajoutait:

> « Les Cypriotes exècrent la domination anglaise. Ils attendent avec impatience l'instant où ils pourront se réunir avec leurs frères et coreligionnaires. »

Mais que se passa-t-il lorsque Gladstone fut ministre en 1881? De quelle façon, à peine concevable, ce même

A 101209

H4743-0016

Gladstone déçut-il l'espoir des Cypriotes, cette croyance anglophile que l'empire britannique était une « grande puissance chrétienne » et qu'il témoignerait un « esprit libéral » à l'égard de ses peuples opprimés! Qu'a donc fait Gladstone, lorsqu'il revint au pouvoir peu après l'occupation de Chypre? Comment ce grand « ennemi des Turcs », ce « Philhellène », cet « homme d'État libéral et chrétien » s'est-il comporté à l'égard du vœu unanime de la population grecque de Chypre? Il a rejeté toutes les pétitions et tous les vœux des Cypriotes concernant la réunion à leur mère-patrie la Grèce avec cette remarque qui revient régulièrement chez lui:

> L'Angleterre s'était liée par un traité à la Turquie. Pour cette raison, hélas, le vœu justifié des Cypriotes ne pouvait être exaucé par l'Angleterre. L'île appartenait aux Turcs et les Anglais n'en étaient que les gouverneurs. C'est pour cette raison que, de droit, l'Angleterre ne pouvait procéder au transfert de l'île. « Chypre doit être considérée comme un élément inséparable de l'empire ottoman. Des propositions de nature à violer le traité du 4 juin 1878 ne peuvent être l'objet d'aucune discussion. » (19 avril 1881.)

Cette formule — **une formule hypocrite de la « grande puissance libéro-chrétienne »** — a été opposée automatiquement et froidement par les gouvernements anglais à chaque nouvelle pétition des Cypriotes de 1878 à 1914: nous voudrions bien, mais nous ne pouvons malheureusement pas!

L'île, d'après la lettre du droit formel, faisait partie de l'empire ottoman. L'Angleterre n'avait qu'un droit d'occupation et d'administration. Cette situation équivoque subsista jusqu'au 5 novembre 1914; car, lorsque les Turcs entrèrent dans la guerre mondiale, les Anglais passèrent immédiatement à « l'annexion ». Chypre était la première annexion de « cette guerre sans annexions ».

101210

H4743-0017

IV. LE TRIBUT ANGLAIS À LA TURQUIE AUX FRAIS DES CYPRIOTES

Dans les conventions de la Grande-Bretagne avec la Turquie sur Chypre, il était prévu que la Grande-Bretagne verserait annuellement à la Turquie une somme de 92.799 livres. Les Turcs avaient exigé 22.936 bourses de 500 piastres chacune, prétendant que ce montant constituait l'excédent annuel des impôts de Chypre après paiement de l'administration cypriote. Afin de conclure rapidement avec les Turcs, Disraëli avait accepté ces chiffres sans les soumettre à un examen sérieux. Des calculs ultérieurs ont prouvé que l'on aurait pu compter en tout cas 66.229 livres, mais jamais 92.680. Le tribut qui était une sorte de fermage de l'île, fut fixé d'après des calculs établis sur le papier à Constantinople. Quant à ce qui avait été payé réellement comme impôts, c'était une toute autre affaire; on sait que les livres contenaient des chiffres beaucoup plus élevés que les sommes d'impôts rentrées. En outre, ces paiements d'impôts se faisaient avec une monnaie dépréciée. Les Anglais, par contre, calculaient tout en or. Il était évident que Disraëli voulait s'assurer l'amitié des Turcs. Mais l'incroyable, ce fut que les Anglais imposèrent sans aucun scrupule à la population de l'île de Chypre ce montant avec lequel ils avaient acheté l'île aux Turcs. Faut-il rendre — a-t-on demandé — les Cypriotes responsables des fautes de calcul ou de l'ignorance intentionnelle des fautes de calcul par les Anglais? Le traité sur les paiements à la Turquie avait été conclu à l'insu des habitants de Chypre. On avait placé les Cypriotes devant un fait accompli; les impérialistes britanniques n'avaient accordé aucun droit d'appel

A 101211

H4743-0018

ou aucune influence aux habitants de l'île dans cette question d'une importance capitale pour la levée des impôts et la vie économique de Chypre. Pas d'imposition sans le consentement des imposés, cela passait dans le monde pour être un des principes fondamentaux de la vie politique dans l'empire britannique. Mais il n'en était pas question dans la nouvelle possession britannique de Chypre.

> « Nous avons donc bien ici l'unique exemple où deux parties concluent un traité dont un tiers non interrogé et ignorant tout doit faire les frais. » (R. von Lichtenberger 1904.)

Les Grecs de l'île se sentaient délivrés de la domination turque par suite de l'occupation anglaise, mais les nouveaux maîtres leur imposèrent un « **tribut turc** » qui leur pesa de plus en plus au cours des années; l'argent, en effet, quittait le pays, ce qui provoquait un **appauvrissement croissant de l'île.**

Ce « tribut turc », que les Cypriotes devaient fournir, n'a jamais été payé par les Anglais à la Turquie; les sommes tombaient dans le trésor anglais! Voici comment cela s'était fait: les Anglais avaient accordé un emprunt aux Turcs pendant la guerre de Crimée contre la Russie. Jusqu'en 1875, la Sublime-Porte avait payé régulièrement les intérêts et ainsi amorti le capital. La Turquie voulait maintenant faire parvenir le tribut de Chypre à l'administration ottomane des dettes. Mais l'Angleterre retint le tribut de Chypre sous le prétexte que l'emprunt de Crimée devait tout d'abord être remboursé, et refusa de donner un sou. C'est ainsi que les habitants de Chypre durent payer une partie des frais de la guerre de Crimée que les puissances occidentales avaient montée contre la Russie!

Afin de faire face à ces paiements, il fallut en fait

101212

H4743-0019

élever les impôts levés sur la population de Chypre; car il fallait encore prendre en considération que l'administration anglaise de l'île coûtait beaucoup plus que celle des Turcs n'avait coûté auparavant. Les fonctionnaires britanniques réclamaient des traitements aussi élevés que dans le reste de l'empire, mais qui, pour cette île pauvre, constituaient des sommes incroyables. Les Turcs — d'après ce qu'on a calculé — avaient administré l'île pour 30.000 livres. Les Anglais avaient besoin en moyenne de 1878 à 1895 de 115.932 livres par an; pour les années de 1879 à 1901, cette somme annuelle s'élève même à 119.690. Il faut induire de ces chiffres datant des premières décades de l'occupation que le tribut turc, tel qu'il avait été convenu ajouté aux frais d'administration turcs équivalait aux nouveaux frais d'administration britanniques, si bien qu'il fallait frapper l'île **de nouveaux impôts pour une somme correspondant au tribut turc.**

Quelques Anglais équitables ont alors reconnu ce mal capital et l'ont condamné. Nous trouvons des voix dans les journaux et au Parlement qui disent avec quelque honte: nous n'avons pas fait dans l'île tout ce que nous aurions pu ou dû faire (Mr. Leighton, le député Pierpont et sir Albert Rollit, sir Henry Bulwer, sir Walter Sendall); d'autres disaient ouvertement: la situation dans l'île est indigne et dégradante pour une grande nation (lord Brassey, sir Robert Biddulph, lord Kimberley). D'autres encore déclaraient: le tribut est tout à fait disproportionné aux revenus du pays, il est une charge énorme et accablante pour les épaules du peuple cypriote (sir Hamilton Long, Mr. Swettenham). On trouve ici quelques personnes qui exposent les faits tels qu'ils sont:

« Les Cypriotes sont sacrifiés afin d'en tirer les intérêts de l'emprunt turc. C'est peut-être là un

1012183

H4743-0020

traité très agréable pour l'Angleterre, mais c'est très malhonnête envers les Cypriotes. » (Evening News Post, 22 juin 1889.)

Le 21 août 1889, le « Times » publiait l'aveu qu'un nombre de plus en plus grand de Cypriotes libres tombaient dans la pauvreté et la dépendance ou émigraient, que le mécontentement était tout naturel et que les impôts étaient beaucoup trop lourds. En 1895, le « Manchester Guardian » qualifie cet état de choses de **« honte pour le gouvernement et d'ignominie pour la nation ».**

Malgré toutes ces voix, l'officiel « Cyprus Report » de 1899/1900 avait le front d'annoncer au monde:

« Il n'est pas étonnant que tout peuple opprimé dans le monde, qui pressent la possibilité d'un meilleur gouvernement, prie l'Angleterre d'intervenir et d'établir sur lui la domination britannique! »

Etait-ce là naïveté, et pour cela ridicule, ou était-ce l'insolence d'un menteur démasqué? En tout cas c'était bien anglais!

Le paiement dudit « tribut turc » n'a pas cessé avec l'annexion de l'île de Chypre par les Anglais en 1914; les sommes furent versées au trésor anglais jusqu'à 1927 (!); à partir de 1907, elles ne se montaient plus, il est vrai, qu'à 42.000 livres, étant donné que l'on avait enfin inscrit 50.000 livres au budget de l'île. En 1927, l'Angleterre, si experte en matière de finance, se déclara enfin prête à supprimer le tribut turc, mais seulement à la condition que les Cypriotes fourniraient une contribution annuelle de 10.000 livres pour l'entretien de la flotte britannique.

Les Anglais avaient dû faire ces concessions tardives en 1907 et 1927 vu que l'agitation contre le paiement du tribut n'avait cessé de grandir dans la population de l'île, chez les Grecs aussi bien que chez les Musulmans. L'histoire de ce tribut, de cette **« pierre au cou des**

101214

pauvres habitants de Chypre », est aussi un chapitre de l'exploitation financière des peuples faibles par l'Angleterre. Jusqu'ici les Cypriotes ont vainement réclamé la restitution des sommes injustement prélevées dans l'île et emportées par les maîtres anglais. Nous plaçons maintenant l'un au-dessous de l'autre trois chiffres que nous prenons au « Times » du 16 octobre 1936:

4.304.134 livres
1.747.085 livres
2.557.049 livres.

Que signifient ces chiffres? Le premier donne la somme totale emportée de Chypre en Grande-Bretagne au compte du « tribut turc ». Le deuxième chiffre représente la somme que les Anglais ont prélevée sur cet argent et reversée au budget de l'île sous forme de diverses subventions, surtout depuis 1907. Le troisième chiffre est la somme que les Anglais ont gardée pour eux. Les Cypriotes réclament donc la restitution de cette dernière somme à l'île de Chypre afin de l'y employer pour l'amélioration des routes, l'irrigation, les écoles, les installations portuaires et autres; car c'est l'argent des impôts de Chypre.

Nous avons bien là un triste exemple montrant comment de pauvres populations s'appauvrissent encore sous la domination britannique.

H4743-0021

A101215

V. LA PROFESSION DE FOI NATIONALE DES CYPRIOTES

MM. W. Churchill et J. Chamberlain sur la situation de l'île.

Pleins d'espérance, les Cypriotes avaient passé de l'administration turque à celle des Anglais. Rarement administration étrangère avait débuté dans un état d'esprit si favorable que celle des Anglais à Chypre en 1878. Mais l'histoire de l'île depuis 1878 fut, contre l'attente de tous ceux qui ne connaissaient pas l'Angleterre, une série de déceptions. Elles étaient toutes causées par la fausseté et l'indifférence du régime britannique à l'égard de la population indigène.

Il s'agissait pour les Anglais de tenir solidement l'île de Chypre en tant que point d'appui dans le système de leur politique de la Méditerranée et de la « route des Indes ». Ils ne se souciaient pas le moins du monde des problèmes du pays lui-même et du développement des habitants.

Les Cypriotes s'efforcèrent pourtant par un travail patient et par une attitude très loyale de gagner d'année en année leurs nouveaux maîtres à l'idée du retour à la patrie grecque et à l'amélioration de la situation de l'île. Des députations de Cypriotes se rendirent à Londres à plusieurs reprises pour y exposer leurs demandes. Sans cesse des pétitions furent adressées au gouverneur, au ministre britannique des colonies et à la Couronne. A chaque changement de ministère ou de secrétaire d'État aux colonies, survenant à Londres, on essaya d'attirer l'attention sur les questions cypriotes. Nous trouvons de ces pétitions en 1881, 1882, 1885, 1889, 1895, 1902, 1903, 1904, 1905, 1911 et 1912; mais il y en eut probablement encore beaucoup plus.

A 101216

H4743-0022

Lorsque M. Winston Churchill fit une visite dans l'île en 1907, la population fut unanime à lui crier:

« Vive l'Union! Vive la réunion de Chypre à la mère-patrie! Enosis! Rattachement! »

M. Winston Churchill déclara alors en bon élève de Gladstone que:

Bien qu'il reconnût pleinement les aspirations grecques, il devait rejeter la réunion de l'île avec Athènes; car, en droit, l'île était turque. Aussi longtemps que le traité restait en vigueur, la réunion à la Grèce n'était pas possible. Les habitants turcs de l'île étaient certainement aussi contre la réunion à la Grèce. Les habitants turcs préféraient rester sous la domination britannique.

Joe Chamberlain, lui-même un « Unionist » dans le sens de la réunion étroite de tous les hommes parlant anglais sur la terre, a déclaré aussi, se gardant bien d'appliquer ce principe à tous les hommes de langue grecque:

1° La masse des Cypriotes ne veut pas la réunion à la Grèce; ceux qui l'exigent ne sont que quelques fanatiques, quelques criards, qui sont poussés par l'ambition personnelle ou veulent gagner de l'argent!

2° Athènes, d'ailleurs, ne peut pas payer le tribut turc annuel!

3° Chypre a maintenant l'avantage d'un riche et puissant protecteur.

Les développements de Churchill aussi bien que ceux de Chamberlain laissaient complètement de côté la revendication véritable des Cypriotes, à savoir celle de Grecs désirant être gouvernés par des Grecs, afin d'être enfin délivrés de la domination étrangère dans ce siècle de l'émancipation générale des Grecs. Mais les Anglais ne s'étaient tellement passionnés pour la libération des Grecs que tant qu'ils faisaient de la politique anti-turque; ils n'ont jamais montré le moindre intérêt pour l'hellénisme à Chypre.

L'archevêque Sophronios n'avait pas caché, lorsqu'il avait salué les Anglais dans l'île pour la première fois

H4743-0023

A 101217

le 12 juillet 1878, que les Cypriotes attendaient obtenir avec l'aide des Anglais leur prochain retour dans la communauté politique et ethnique de la Grèce.

Mais lorsque les Cypriotes eurent vainement espéré pendant de longues années voir du côté anglais un signe quelconque indiquant que l'on s'occupait de la nationalité grecque des Cypriotes et du plan de réunion de l'île à la mère-patrie, l'important mémoire cypriote de 1895 exposa encore une fois avec clarté et précision de quoi il s'agissait dans la question cypriote. On pouvait lire dans ce mémoire:

> « Dès les premiers jours de l'occupation anglaise si prometteuse, les habitants grecs de Chypre ont manifesté leur désir le plus intime, nourri pendant des siècles: le désir de l'indépendance nationale. Ils ne manquèrent pas d'exprimer ce désir dans tous les memorandums qui suivirent, et déclarèrent qu'ils seraient heureux de devoir l'accomplissement de ce désir justifié à la générosité de l'Angleterre. Les Grecs de Chypre, qui constituent les 4/5 de la population totale, ont maintenant élevé leur voix d'un bout à l'autre de l'île, affirmant qu'ils n'ont qu'une seule aspiration: la réunion à leur mère-patrie la Grèce — et qu'ils seraient prêts à refuser toute autre solution de la question cypriote en recourant à tous les moyens à leur disposition. »

Le cri de guerre des Cypriotes était et reste aujourd'hui inchangé: Enosis! Ce qui veut dire « Réunion », donc le désir des Grecs qui sont liés par le sang et la langue, la religion et les traditions historiques, d'être rassemblés dans un seul État.

80 % de la population de l'île sont des Grecs. Ils adhèrent à l'Église grecque et parlent grec; on dit même que l'ancienne langue hellène s'est conservée précisément à Chypre dans son état le plus pur. Les souvenirs

A 101218
H4743-0024

des Cypriotes remontent jusqu'à l'antiquité, jusqu'à cette Chypre qui fut le lieu de naissance d'Aphrodite, la déesse grecque de l'amour. Ils remontent jusqu'à l'époque du christianisme ancien, jusqu'à époque de Byzance, lorsque l'Église grecque était la puissance spirituelle dominante dans l'Est de l'Europe. Après les croisades, pendant lesquelles l'influence franco-latine de l'Europe occidentale prédomina dans l'île, vint la longue domination turque; mais l'Église grecque qui sauvegardait le caractère grec de l'île, resta inviolée.

Les Anglais, aujourd'hui, ne veulent rien savoir de la réunion de tous les Grecs, de leur « Anschluss », comme diraient les Allemands. Les Anglais font maintenant la guerre pour défaire l'« Anschluss », cette réunion des Allemands de la marche d'Autriche, de la Bohême-Moravie et du Nord-Est aux autres Allemands. **Ils attendent des Grecs de Chypre qu'ils renoncent à leur sentiment national, à leur conscience d'appartenir à la même race, aux aspirations de leur communauté religieuse, en faveur des nécessités impériales de l'empire britannique.** Ce qui est important pour eux à Chypre, c'est la fonction que l'île remplit dans le système des bases navales de la Grande-Bretagne en Méditerranée, en Orient et sur la route des Indes. Emporté par sa volonté de domination impérialiste sur tous les espaces terrestres intéressants, comment l'Anglais se soucierait-t-il des désirs et des aspirations, de la volonté et des espérances d'un petit peuple qui tend à vivre dans la communauté politique de sa propre famille nationale?

Le maître anglais de Chypre est sans compréhension pour tous ces rapports historiques et ethniques; non seulement sans compréhension, mais aussi plein d'un outrecuidant mépris. (1)

(1) Celui qui voudrait en goûter, n'a qu'à lire un rapport paru dans le premier journal de l'Empire, le «Times» du 27 juillet 1928.

A 101219
H4743-0025

H4743-0026

VI. «DIVISER POUR RÉGNER»

Le mouvement national d'émancipation des Grecs de Chypre est méprisé ou ridiculisé par le maître anglais; car ce « maître » britannique a perdu la faculté de percevoir ce qui est sacré à ceux qu'il a asservis. Pour lui, le Cypriote n'est pas autre chose qu'un **« indigène ».** Il ne parle du Grec de Chypre, qui est pourtant un membre de la famille des peuples européens, qu'avec le qualificatif de « the native », tout comme s'il s'agissait des habitants d'une colonie africaine.

Mais lorsque l'Anglais est mis en demeure de répondre et doit s'expliquer sur le mouvement pour le rattachement à la Grèce, ou bien il dit: ce n'est qu'un petit groupe; ou bien, ce qui est devenu de plus en plus sa nouvelle méthode: il nie que les Cypriotes soient des Grecs. C'est ainsi que le « Times » du 23 octobre 1931 proclame:

« Les insulaires se nomment eux-mêmes Grecs. »

Le « Times » veut dire par là que le nom de Grec n'est qu'un nom d'emprunt, qui ne correspond pas forcément à la réalité:

« The Islanders call themselves Greeks. »

De même que l'on n'a cessé de prétendre hardiment pour l'« Anschluss » de l'Autriche que les Autrichiens n'étaient pas des Allemands, mais une race et un peuple à part, les Anglais déclarent ici que la Grande-Bretagne veillerait à ce que « le caractère propre des Cypriotes » soit cultivé et développé. Ainsi, les Cypriotes sont parfois catalogués comme Phéniciens, comme Syriens, comme Arabes ou comme Turcs, et l'on dresse des statistiques dans lesquelles les Grecs sont tout simplement qualifiés de population non-musulmane.

101220

H4743-0027

Cette population non-musulmane de Chypre, que les Anglais ont si longtemps méprisée et raillée, leur cause pourtant aujourd'hui des soucis considérables. Mais comment l'Angleterre cherche-t-elle à régler un mouvement national dans l'« Empire » ? C'est toujours la même méthode que nous rencontrons partout dans le monde britannique: l'Angleterre recherche des antagonismes, les entretient par tous les moyens et fait atout d'un parti contre l'autre.

La statistique nous apprend qu'il y a dans l'île 280.000 Grecs, 60.000 Turcs et, en outre, encore quelques petits groupes dispersés d'Arméniens, de Juifs et d'Anglais. La population grecque est environ 80 % du chiffre global, la population turque environ 20 %. L'élément décisif quant aux antagonismes de nationalités et de religions est donc la juxtaposition de Grecs et de Turcs. Cet antagonisme est, comme nous l'avons dit, sciemment attisé et entretenu par les Anglais, exactement comme l'antagonisme entre les Hindous et les Mahométans aux Indes ou entre les Juifs et les Arabes en Palestine. L'Angleterre a fait à Chypre tout son possible pour favoriser la minorité musulmane et la mettre de son côté, c'est-à-dire pour maintenir l'hostilité et la tension entre les Grecs et les Turcs, entre les orthodoxes et les mahométans. C'est pourquoi l'Anglais dit hypocritement:

> Par égard pour la minorité des Turcs, adeptes de Mahomet, nous ne pouvons pas permettre l'« Enosis »; car elle entraînerait une grande injustice pour cette minorité ethnique. La Grande-Bretagne n'est pas capable d'une pareille injustice!

C'est la vieille et secrète sagesse d'État, l'« arcanum imperii »: maintenir la discorde entre les assujettis, soutenir les uns contre les autres, afin de permettre le maintien de sa propre domination; **car la domination**

101221

H4743-0028

anglaise ne subsiste dans le monde que par les dissensions des autres.

Ce principe se retrouve aussi dans la composition du « Conseil exécutif », que les Anglais avaient introduit dans l'île en 1882. Le conseil comprenait originairement:

9 Grecs élus
3 Turcs élus
6 personnalités nommées par les Anglais (fonctionnaires).

A égalité de voix, c'est-à-dire lorsque les six Anglais et les trois Turcs votent contre les neuf Grecs, c'est le gouverneur en tant que président qui les départage. Voilà clairement démontré dans un petit exemple le jeu anglais: politique de la balance, politique anglaise de l'équilibre. Neuf voix contre neuf: **voilà ce que l'Angleterre désirerait non seulement dans ses colonies, mais aussi sur le continent européen, et partout où elle est à l'œuvre: deux camps ennemis qui se tiennent en équilibre, si bien que l'Angleterre puisse les départager selon ses désirs.**

Comme les plaintes des Grecs, qui constituent les 5/6 de la population, devenaient de plus en plus pressantes au sujet de la représentation disproportionnée des Turcs dans le « Conseil législatif », on se décida à un changement qui devait soi-disant tenir compte des vœux des Grecs et apporter une amélioration. Le rapport des voix au « Conseil législatif » fut désormais réglé comme suit: les voix grecques furent augmentées de trois, élevées de neuf à douze; les Turcs conservèrent trois voix. Mais les voix anglaises furent aussi augmentées de six à neuf, si bien que l'équilibre était réellement conservé: 12 contre 12, et la voix décisive restait comme par le passé celle du président, le gouverneur. Ce n'était donc qu'une pseudo-amélioration du rapport entre Grecs et Turcs avec maintien absolu de la « Balance » politique;

A 101222

H4743-0029

car, expliquent les Anglais, ce n'est que de cette manière que l'on peut donner à la minorité turque le sentiment de la sécurité.

Or, nous tenons à remarquer ici que nous n'avons malheureusement jamais entendu dire que les Anglais auraient fait valoir leur influence en Pologne ou dans quelque autre État créé à Versailles, afin d'assurer de cette manière ou d'une autre « les droits des minorités ». Cela aussi prouve que les droits des minorités n'intéressent pas les Anglais, mais uniquement les méthodes avec lesquelles on peut opposer les uns aux autres les peuples asservis, afin de maintenir sa propre domination.

Et c'est toujours pour appliquer ce vieux principe de la politique anglaise que l'on a tenté à Chypre de créer encore d'autres minorités, afin de gagner par là de nouvelles troupes auxiliaires contre l'idée du rattachement des Grecs. C'est des Arméniens et des Juifs qu'il s'agit.

Un des gouverneurs britanniques s'est donné toute la peine d'amener des **Arméniens** à Chypre, afin de contribuer à « neutraliser » les aspirations politiques des Grecs. Oui, les Grecs avaient tout lieu de se moquer du fait que le gouverneur fût allé jusqu'à faire de l'arménien la quatrième langue de l'île sur les plaques indicatrices des rues qui conduisent au bâtiment du gouvernement!

Mais pires encore qu'avec les arméniens furent les essais avec les **Juifs.**

En 1933, fut dressé un plan comportant l'installation à Chypre de 50 000 Juifs. Cette colonie juive devait constituer un point d'appui britannique au sein de la population grecque, de même que les Juifs de Palestine au milieu des Arabes. On jouait avec l'idée de se rendre maître de l'opinion publique de l'île à l'aide des Juifs, et en général d'amener de plus en plus sous leur in-

A 101223

H4743-0030

fluence toute la vie publique. On pensait aussi à mettre des Juifs dans les offices d'administration accessibles aux non-britanniques. Mais une opposition se forma contre ces plans juifs de l'Angleterre. Quelques Juifs réussirent cependant à venir dans l'île et à s'y occuper comme commerçants et fruitiers et à trouver emploi dans l'hôtellerie et la restauration, les pensions et les cabarets.

Depuis les jours de l'empereur romain Trajan, l'île avait été interdite aux Juifs. Ce furent les Anglais qui, au vingtième siècle, ramenèrent les Juifs à Chypre. Il n'est donc pas étonnant que les Cypriotes aient opposé une énergique résistance aux efforts de l'administration britannique pour apporter sur cette belle île de la Méditerranée un peu du mélange de peuples de son empire.

A 191224

H4743-0031

VII. CHYPRE PENDANT LA GUERRE MONDIALE ET DANS LES TRAITÉS DE PAIX

Lorsqu'au commencement de la guerre mondiale la Turquie s'allia aux puissances de l'Europe centrale, les Anglais enlevèrent définitivement l'île de Chypre à la domination turque: ils l'annexèrent le 5 novembre 1914.

Cette annexion fut bientôt suivie d'une offre de l'Angleterre au gouvernement d'Athènes: ce dernier recevrait en cadeau l'île de Chypre au cas où il serait disposé à abandonner sa politique de neutralité et à déclarer la guerre aux puissances de l'Europe centrale. Mais le roi Constantin refusa son consentement à ce marchandage qui aurait fait couler le sang de son peuple pour la cause anglaise; aussi bien il était très sceptique à l'égard d'offres émanant de l'Angleterre.

Personne d'autre que Winston Churchill n'avait alors poussé à la combinaison suivante: la Grèce devrait céder Cavalla à la Bulgarie pour prévenir l'entrée en guerre de celle-ci; en compensation elle recevrait Chypre. De la même manière Earl Grey a ensuite utilisé Chypre comme appât le 18 octobre 1915 — beaucoup trop à la légère: « rather light-heartedly », remarquait plus tard le « Times » le 23 octobre 1931 — pour entraîner la Grèce dans la guerre aux côtés de la Grande-Bretagne. Les Grecs avaient pour mission de porter secours aux Serbes qui venaient d'être écrasés par les puissances de l'Europe centrale. Mais le gouvernement d'Athènes exigea d'abord des assurances concernant l'intégrité de la Grèce et des dédommagements. Les combinaisons de guerre britanniques nouèrent à ces pourparlers la question de Chypre.

A 101225

H4743-0032

L'Angleterre était allée loin sous le coup du péril et de la peur: elle avait reconnu de fait que **la réclamation cypriote de rattachement à la mère-patrie était justifiée.** Après l'échec de cette combinaison, il devint nécessaire de retirer immédiatement l'offre de cession de l'île de Chypre et d'assurer pour longtemps le maintien de la situation créée le 5 novembre 1914. A cet effet fut conclu un accord franco-anglais en mai 1916 qui interdisait toute cession de Chypre par l'Angleterre sans consultation préalable avec la France, autrement dit sans le consentement de cette dernière. Cet accord revêtit pour l'évolution de la situation politique la même signification que celle qu'avait eue, de 1878 à 1914, le traité avec la Turquie: ces engagements internationaux étaient destinés à servir de prétexte à un refus que l'Angleterre aurait eu éventuellement à opposer aux Cypriotes réclamant leur rattachement à la mère-patrie. Cet exemple nous fournit, lui aussi, l'occasion d'étudier les méthodes de la politique britannique.

Lorsqu'ensuite Vénizelos eut pris en mains la direction de la politique grecque et qu'il eut mis celle-ci au service de l'Entente, il ne reçut pas une seule fois l'offre d'une cession de Chypre. S'étant de lui-même jeté dans les bras des puissances occidentales, celles-ci n'avaient plus besoin de lui promettre Chypre pour acheter son concours. Les Cypriotes réclamèrent un rattachement immédiat à la Grèce, mais en vain. Comme Vénizelos s'était fait l'instrument de la politique de l'Entente, on ne jugea pas nécessaire de combler les vœux des Cypriotes qui demandaient leur rattachement à la Grèce; et en 1931 Vénizelos s'est lui-même déclaré prêt à s'opposer aux souhaits des Cypriotes parce que . . . parce que Londres le voulait ainsi!

Le Grec Michel Dendias, doyen de la Faculté de Droit de l'Université de Salonique émet dans son ouvrage sur

101226

H4743-0033

Chypre (La question cypriote aux points de vue historique et de droit international, Paris 1934, p. 89) l'opinion suivante:

> « Les puissances occidentales se sont conduites dans la question de la cession de Chypre comme des candidats dans des luttes électorales parlementaires: ils font pendant la période de luttes électorales toutes les promesses possibles pour les oublier ensuite sitôt qu'ils sont élus. C'est ainsi qu'a agi l'Entente dans le cas de la Grèce et de l'île de Chypre. »

On vit combien Michel Dendias avait raison lorsqu'à la fin de la guerre les puissances alliées et associées voulurent créer dans le monde un « ordre nouveau » basé sur « les principes de la démocratie et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Le 5 janvier 1918 Lloyd George concrétisait cette prétendue intention par les paroles suivantes:

> « Aucune domination ne doit s'établir sans le consentement de ceux qui y seront soumis »; c'est, d'après nous, sur ce principe que doit s'appuyer toute réglementation des questions territoriales. »

Et Sir Edward Grey s'exprimait dans le même sens:

> « Nous souhaitons que les peuples de l'Europe, où qu'ils soient, petits ou grands, puissent mener une existence indépendante, choisir eux-mêmes leur forme de gouvernement, et travailler en toute liberté à leur développement. C'est là notre idéal. »

Oui: « C'est notre idéal! » Mais malheureusement rien qu'un idéal et nullement un principe qui ait servi de base réelle à la politique britannique! Le mot « idéal » n'est là que pour servir à l'Angleterre à tromper les autres sur ses véritables intentions. L'idéal de liberté du commerce cachait l'exploitation économique du monde par l'industrie moderne britannique. L'idéal de

A 101227

H4743-0034

Christianisme puritain cachait l'extermination des Indiens et des Australiens. L'idéal d'équilibre européen cachait la volonté de domination de l'Angleterre sur le continent, et ainsi de suite.

En 1919, conformément à ces expériences, les vœux des Cypriotes ne furent pris en considération ni à Londres ni à Paris. L'excellent ami des puissances occidentales qu'était Vénizelos ne put, lui non plus, rien changer à cet état de chose. Le seul résultat qu'il put obtenir au cours d'un entretien avec Lloyd George fut la remarque suivante: l'Angleterre serait disposée à rendre Chypre si l'Italie rendait Rhodes. Un nouveau prétexte était découvert! Une nouvelle formule qui présente l'Angleterre comme bienveillante et consentante, mais malheureusement pas libre de ses décisions et liée par ses engagements avec d'autres puissances.

Pour les Cypriotes tous ces bavardages étaient insupportables. Dans une note adressée aux « auteurs de la paix » — Cyprus trusts in British justice, London 5 mai 1919, Hespera-Press — l'archevêque et les députés cypriotes écrivaient:

> « Sur quels principes de la morale ou de l'honneur la nation britannique peut-elle baser son attitude réfractaire à l'égard d'un rattachement de Chypre à la Grèce?
>
> Le peuple de l'île ne demande rien d'autre que l'application du principe des nationalités, du principe pour lequel la Grande-Bretagne et l'île de Chypre se sont battues côte à côte et au succès duquel l'île de Chypre a prêté son concours en envoyant plusieurs milliers de ses fils dans l'armée auxiliaire de Salonique. »

Tout cela fut vain! Qu'importe aux dirigeants britanniques un petit peuple perdu dans la Méditerranée orien-

101228

H4743-0035

tale! Le 9 août 1920 les Anglais ont opposé un refus définitif aux Cypriotes qui réclamaient un traitement équitable et conforme aux principes des nationalités et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ce refus correspondait bien aux véritables principes qui trouvèrent leur expression dans les traités des faubourgs de Paris.

Lorsque l'année suivante — 1921 — on voulut aussi fêter sur l'île de Chypre le centenaire de la libération de la Grèce, le gouverneur britannique interdit cette fête qui revêtait pour le peuple grec un caractère à la fois historique et national. Une fois la guerre terminée, l'impérialisme britannique s'opposa impitoyablement aux aspirations nationales des peuples réduits à sa domination. C'est ainsi que commença sur l'île une nouvelle période d'hostilité à l'égard des Anglais.

A 101229

H4743-0036

VIII. OPPRESSION DES GRECS À CHYPRE

Nous n'avons pas l'intention d'exposer dans tous les détails les luttes qui ont mis aux prises les sentiments nationaux des Grecs et des Anglais, les différents domaines auxquels elles se sont étendues ni les moyens avec lesquels elles ont été menées. Les propositions sans cesse renouvelées des Cypriotes réclamant un renforcement de leur autonomie administrative et le rattachement à la mère-patrie n'obtenaient de Londres que cette réponse toujours aussi catégorique:

> « L'évolution des événements rend impossible un renouvellement de l'offre déjà faite (offre de la cession de Chypre à la Grèce). L'idée d'un rattachement de Chypre à la Grèce est condamnée à disparaître. » (Times, 14 août 1923.)

Londres proclamait par ces paroles sa nouvelle attitude à l'égard des Cypriotes, dans la presse d'abord, puis officiellement dans cette déclaration du Secrétaire d'État aux Colonies:

> **« La question du rattachement de Chypre à la Grèce est définitivement close. »**

La situation était donc désormais la suivante: la pensée — l'idéal — d'un rattachement de l'île à la mère-patrie était condamnée par les Anglais à disparaître! Une manière évidemment très simple de résoudre les problèmes, mais franchement impérialiste! Une cause nationale est déclarée définitivement réglée; il ne doit plus en être question; on n'en parle plus; l'affaire est classée! — oui, mais à condition qu'il soit vraiment aussi simple de résoudre les questions posées par les nationalités!

H4743-0037

Le premier moyen mis en œuvre par les Anglais pour essayer d'éteindre chez les Cypriotes tout sentiment national fut la décision du 10 mars 1925 qui, malgré l'opposition des Cypriotes, faisait une colonie royale de cette île cédée désormais conformément au droit par les Turcs dans le traité de paix. Chypre devait être, à l'avenir, gouvernée comme **une colonie d'Afrique ou une île des mers australes,** et considérée comme protectorat. Conformément à cette décision, les Cypriotes furent abaissés au rang « d'indigènes », de « Natives ». L'administration de l'île fut placée sous la dépendance du Ministère des Colonies à Londres.

L'année 1928 approchait, et avec elle le cinquantenaire de l'occupation de l'île par les Anglais. La caste peu nombreuse des maîtres de l'île, les fonctionnaires britanniques, décida d'organiser des fêtes à l'occasion de cet anniversaire, pour créer chez les habitants de l'île un entrain de bon aloi et éveiller leur sympathie envers l'Angleterre.

Mais les Cypriotes étaient d'un autre avis. Ils ne se laissèrent pas séduire par ces projets d'une fête gaie et bruyante qui célébrerait le cinquantenaire de la domination « bienfaisante » des Anglais. Ces derniers ne furent pas peu étonnés de voir les Grecs refuser leur participation aux fêtes projetées.

Le 26 mars 1878 les Anglais étaient venus dans l'île, salués par les cris d'espérance des Cypriotes. Le 26 mars 1928, on célébrait dans 600 églises grecques des services religieux au cours desquels les prêtres prenaient la parole en faveur du rattachement à la Grèce. L'abstention de la population obligea les Anglais à décommander une partie de ces fêtes. Le clergé tout entier, les maires et les députés présentèrent une pétition — qui faisait suite à combien d'autres depuis 1878 — réclamant le

A 101231 35

H4743-0038

rattachement à la mère-patrie. Le Times y répondit le 5 mai 1928:

> « Il est impossible de confier à aucun de ces deux peuples — ni aux Grecs ni aux Turcs — la vie et le bonheur d'un autre peuple. » « Neither of the two races are fit to be trusted with the life and the happiness of the other. »

Il ressort de cette pensée, la dernière en date, que seuls les Anglais étaient dignes de se voir confier la vie et le bonheur des Cypriotes!

Puis vint l'année 1929.

Il arriva qu'au « conseil législatif » le gouverneur fût interrompu au cours d'une délibération. On clôtura la séance et le conseil fut ajourné. Il s'agissait d'une discussion relative à l'augmentation des pensions des fonctionnaires et à la mise en vigueur d'un nouveau code pénal. L'inattendu s'était produit: les Turcs avaient joint leurs voix à celles des Grecs. Les Anglais se heurtaient à un vote de majorité. Le système habilement combiné de la politique d'équilibre anglaise cessait de fonctionner par le fait que les nationalités excitées les unes contre les autres s'unissaient désormais pour faire valoir leur désapprobation à l'égard d'une augmentation des pensions des fonctionnaires anglais, dont l'île aurait eu à supporter les frais, et d'une aggravation du code pénal. Quinze voix contre neuf. C'était l'effondrement du « parlementarisme » imaginé par les Anglais.

Que se produisit-il alors? Le Ministère des Colonies à Londres mit en vigueur par voie de décret les lois proposées par l'administration sans tenir compte du Corps Législatif de l'île. Serait-ce là par hasard un exemple de plus de « la méthode civilisée des consultations » dont l'Angleterre parle si volontiers et si souvent quand il s'agit de l'Allemagne? **C'est ainsi que la démo-**

A 101232

H4743-0039

cratie-modèle procède chez elle envers des citoyens européens! Les Cypriotes, il est vrai, entendent chaque jour raconter que le régime démocratique est meilleur que l'abject régime dictatorial, mais il suffit qu'un Grec ait le malheur d'interrompre le discours d'un gouverneur pour que le Conseil Législatif soit déchu de ses fonctions!

Cette même année vit arriver au pouvoir MacDonald comme Premier Ministre de l'Empire britannique. Les Cypriotes se reprirent à espérer et crurent que l'on allait enfin prendre en considération leur sentiment national et leur désir de liberté; en effet, cet homme qui venait de prendre en mains les rênes du gouvernement, n'était-ce pas celui qui en février 1919 au Congrès des Travailleurs à Berne avait pris position sur la question de Chypre et solennellement déclaré au nom du Parti Travailliste anglais:

« Le Parti Travailliste appliquera à l'île de Chypre les principes de libre disposition des peuples? »

Les Cypriotes envoyèrent aussitôt une délégation à Londres pour exprimer leurs doléances

sur la négligence dont Chypre était victime,

sur l'exploitation à laquelle elle était soumise et l'appauvrissement de cette île qui avait été le « trésor de l'Europe »,

sur le fait exaspérant que la moitié du budget était consacrée à payer des traitements excessifs aux fonctionnaires britanniques tandis que l'éducation et l'économie populaires étaient négligées,

sur le matériel primitif dont disposait l'agriculture,

sur le manque de ports dignes de ce nom bien que l'île soit depuis cinquante ans sous la tutelle de la première puissance maritime du monde,

sur le mauvais état des routes et des chemins de l'île,

A 101233

sur l'état des forêts, déboisées à l'excès pendant la Grande Guerre,

sur le Tribut Turc, avec la réclamation que l'on rende à l'île au moins 1.063.000 livres,

sur le désir des Cypriotes d'élire une représentation nationale responsable, le Conseil Législatif n'étant rien d'autre qu'une plaisanterie effrontée et une provocation non déguisée,

sur le rappel des fonctionnaires britanniques à l'exception des trois hauts fonctionnaires,

sur l'envoi d'une commission royale chargée d'enquêter sur la situation des habitants de l'île.

Cette note de protestation du 28 novembre 1929 atteignait son point culminant dans cette phrase:

« C'est avec insistance et en s'appuyant sur des arguments solides que le peuple grec de Chypre fait grief à l'Angleterre d'être tenu, à l'encontre de tous droits divins et humains, éloigné de la métropole à laquelle il est attaché par les liens indissolubles et sacrés du sang, de la religion, de la langue, de l'histoire et de la tradition et par sa conscience nationale. »

Le métropolite Nikodémos qui conduisait la délégation cypriote se trouva bientôt dans l'obligation de faire connaître l'échec de son entreprise:

« Nous n'avons malheureusement pas rencontré auprès du Premier Ministre MacDonald la même compréhension pour notre situation qu'auprès de MacDonald, Chef de l'Opposition. »

Et Nikosie reçut de nouveau de Londres la même dure et brève réponse:

« La question du rattachement est définitivement close, il est inutile d'en discuter plus longuement. »

Lloyd George disait alors, lui aussi:

101234

H4743-0040

« Ce sujet est, à mon avis, épuisé et il est inutile d'en délibérer plus longtemps. »

Les Cypriotes n'obtinrent du nouveau gouvernement travailliste rien d'autre que ce refus froid et tranchant: une désillusion de plus pour les habitants de Chypre. Des promesses faites tant que l'on était dans les rangs de l'opposition étaient violées dès que l'on était arrivé au pouvoir. Le socialiste anglais MacDonald avait pris la même attitude qu'auparavant le libéral Gladstone. En vérité la Grande-Bretagne sait merveilleusement résoudre les problèmes posés par la vie d'un peuple, c'est-à-dire des problèmes dans lesquels se mêlent étroitement politique et morale: le sujet est épuisé et il est inutile d'en parler plus longtemps!

Puis vint l'année 1930.

L'île exprima de nouveau à Londres ses désirs et ses doléances. 280.000 Grecs de Chypre voulaient être rattachés à la mère-patrie et réclamaient l'autonomie; mais qu'importe tout cela à l'Angleterre? L'Angleterre ne s'en soucie pas davantage qu'elle ne s'est souciée des vœux des Autrichiens, des Allemands des Sudètes, des habitants de Dantzig et de Mémel.

Le mémorandum cypriote du 16 juin 1930 débutait par ces mots:

« Nous, habitants d'une île qui, bien que grecque depuis 3000 ans, est retenue de force par la puissance qui la tyrannise grâce à l'application de méthodes insultant à toute loi divine et humaine ainsi qu'à tous les principes internationaux sur les frontières ethnographiques et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, décidons ce qui suit: ».

Ensuite. étaient formulées les unes après les autres, toutes les accusations déjà citées plus haut à l'adresse des négligences de la politique anglaise.

H4743-0041

A 101235

Enfin arriva 1931, l'année décisive.

La volonté de libération des Cypriotes était telle que l'explosion inévitable se produisit en automne 1931. Nous avons décrit au début de cet ouvrage le déroulement des événements.

L'histoire de l'île de Chypre sous la domination anglaise n'est pas encore assez clairement connue, faute de pouvoir se procurer les actes et documents indispensables. Disons aussi que l'Angleterre a parfaitement su détourner de Chypre l'attention de l'Europe. Les Cypriotes n'ont pas les moyens d'entretenir avec l'étranger les relations qui leur permettraient de rendre compte régulièrement de leur situation.

Mais les démonstrations d'octobre 1931 ont soudain ouvert les yeux au monde et lui ont montré que l'île vivait dans le mécontentement, donc que tout n'y était pas absolument dans l'ordre. Aujourd'hui, ce mécontentement n'a pas encore cessé.

Les quelques concessions obtenues par les Cypriotes dans le domaine de l'autonomie et de la participation au gouvernement ont été réduites à néant par l'Angleterre irritée. Les événements d'octobre, en provoquant une réaction et un retour à la situation antérieure, firent naître sur l'île une dictature qui ne chercha plus désormais à se déguiser: tous les intérêts des Cypriotes furent livrés à l'indifférence d'une froide bureaucratie anglaise.

49 01236

H4743-0042

IX. DICTATURE BRITANNIQUE

Avant la guerre mondiale, les Anglais avaient laissé les Cypriotes vivre et agir à leur guise, voire même cultiver librement leur sentiment national; après la guerre un changement sensible s'était déjà produit dans cette attitude; mais après les troubles de 1931, les Britanniques décidèrent une fois pour toutes d'en finir avec le mouvement d'indépendance grec.

Les Anglais comprirent clairement que cette profession de foi grecque des Cypriotes représentait un danger sérieux pour le maintien de leur domination sur l'île. **Toute manifestation de l'idée de rattachement à la Grèce fut désormais officiellement interdite;** toute allusion à cette idée ne devait plus être tolérée; le mot « Enosis » dut être banni du vocabulaire cypriote.

Après les troubles d'octobre 1931 l'Angleterre avait nommé sur l'île un autre gouverneur. Un homme nouveau arriva, qui avait fait du service dans les colonies d'outre-mer et savait ce que c'était qu'avoir de la poigne à la manière anglaise: Sir Reginald Stubbs.

Sir Reginald Stubbs avait appris à Ceylan de 1913 à 1919 à commander à des coolies dans les plantations de thé. De 1919 à 1926 il avait été gouverneur de la ville chinoise de Hong-Kong; de 1926 à 1932 il avait eu à faire ses preuves en tant que despote britannique sur les mulâtres de la Jamaïque. Et maintenant il était appelé à en finir avec les agitations des Hellènes de Chypre!

Dans quel esprit Stubbs entreprit de gouverner l'île, c'est là une question qu'expose le « Times » du 26 octobre 1932 en faisant tenir aux Cypriotes le langage suivant:

H4743-0043

A 101237

« Eh bien! si nos souhaits ne peuvent se réaliser, gouvernez-nous avec fermeté, gouvernez-nous comme cela se doit et ne permettez pas que nous succombions à la tentation de faire de la politique et de vouloir épuiser nos forces pour essayer d'obtenir ce que vous êtes décidés à nous refuser! »

Le « Times » auquel l'âge a donné l'expérience du monde termine ces lignes aussi impudentes que présomptueuses par cette sage remarque:

« Il faut reconnaître que les élections conduisent à une corruption et à une agitation qui ne connaissent aucun scrupule! »

On n'en croit pas ses oreilles:

« Elections, it is realized, lead to corruption and agitation of the most unscrupulous character. »

Comment? Est-ce bien vrai que l'organe le plus autorisé de la démocratie anglaise prêche l'abolition des élections en expliquant que le système d'élection démocratique est fauteur de corruption? Est-ce que les paroles de ce « Times » vénérable sont dictées par les observations et les expériences qu'il a eu l'occasion de faire pendant de longues années avec le parlementarisme de l'Angleterre démocratique? Les Anglais tiennent à ce que l'administration de Chypre ne soit ni entravée ni troublée par l'opinion des sujets, les élections et le corps législatif. C'est pourquoi il est préférable, conclut l'Anglais, **que l'on ne procède plus sur l'île de Chypre à aucune élection,** que le Corps Législatif n'y tienne plus de séances, pas même pour la forme. C'est une mesure véritablement exemplaire pour un pays qui se vante d'apporter à tous ses sujets les bienfaits de la civilisation, autrement dit le bonheur de vivre, sous un régime démocratique et non dans un de ces abjects États autoritaires comme l'Italie et l'Allemagne! Mais si on

191238

H4743-0044

fait cette remarque aux Anglais, ils y répondront par l'argument très commode et bien connu: « Les Cypriotes ne sont malheureusement pas encore assez mûrs pour être capable d'élire des représentants et d'occuper une place dans le gouvernement, si modeste fût-elle. » On abaisse donc ce peuple d'Europe au rang des tribus nègres de l'Afrique centrale.

On en arriva ainsi en 1931 à abolir l'institution du Corps Législatif. Les Cypriotes, prétendit-on alors, ne prendraient conscience de leurs devoirs de citoyens qu'après avoir été durement menés et éduqués pendant de longues années. Les maires et conseillers municipaux dans les villages ne furent plus élus, mais nommés par l'administration britannique.

La proclamation de l'état de siège aida à l'installation d'un gouvernement qui ne connut aucune pitié. On trouve parmi les mesures dictatoriales du gouverneur Stubbs tous les décrets possibles et imaginables visant à enlever au peuple cypriote toute influence politique. Tous les Clubs furent fermés — seuls les Anglais pouvaient avoir leurs clubs, pas leurs sujets —. On en arriva même à interdire des associations sportives — le Gentleman britannique pratique les sports, mais les autres, les peuples de rang inférieur, sont là pour avoir l'obligeance de travailler. La presse indigène fut soumise à une censure sévère. Les revues et journaux étrangers furent interdits. Les couleurs grecques, le blanc et le bleu, ne devaient plus être sorties. Les cloches des églises ne devaient plus sonner qu'avec l'autorisation de l'administration britannique.

Par le terme « gouverner convenablement » le nouveau gouverneur entendait qu'il allait s'efforcer avec un soin particulier d'exterminer autant qu'il était possible le sentiment national grec de la population de l'île. Un but était fixé: la nouvelle génération devait grandir dans

H4743-0045
A 191239

H4743-0046

la conviction que la réunion de l'île à l'Angleterre était un bien. **C'est pourquoi il fallait transformer les écoles de Chypre en foyers de propagande britannique.** Le Cypriote devait dès son enfance apprendre à être avant tout un citoyen britannique, qu'il soit d'oirigine grecque ou turque (« Times », 26 octobre 1932).

Le nouveau décret sur l'enseignement et l'instruction publique, de 1933, soumet la nomination de tous les maîtres à l'approbation du gouvernement. Le caractère grec de l'instruction publique doit disparaître; or, c'est précisément le corps enseignant qui, en liaison avec le clergé, élève le peuple dans l'esprit grec. Voilà pourquoi le gouverneur interdit l'enseignement de l'histoire grecque; on ne doit plus entendre les chants populaires grecs; il faut bannir tout ce qui rappelle l'influence et la culture grecques.

Pour mettre ce programme à exécution, il est nécessaire d'avoir bien en mains le corps enseignant. C'est donc le gouverneur qui nommera les maîtres et décidera de la question des cours dans tous les détails. Il faut composer de nouveaux manuels mieux adaptés aux besoins — d'après le « Times » du 25 septembre 1936 — que les livres d'histoire et de lecture grecs et turcs encore en usage.

Pour assurer l'indépendance du corps enseignant vis-à-vis de l'Eglise grecque, on fonde un séminaire d'instituteurs d'où sortent tous les deux ans cinquante maîtres formés d'après la méthode anglaise. On s'efforce depuis 1935 de faire de l'anglais une branche spéciale de l'enseignement dans les écoles primaires.

Toutes ces mesures sont destinées à servir une politique d'assimilation parfaitement organisée: **les Cypriotes doivent être anglicisés.** On disait aussi à Londres qu'il fallait mettre un terme à la « tolérance excessive » qui favorisait l'influence patente de la propagande grecque.

191240

H4743-0047

A cet égard, la sévérité de la censure ne fut pas au-dessous de sa tâche. Et cette situation est restée la même, depuis le soulèvement de 1931 jusqu'à nos jours.

Le 3 mai 1939 le « Times » publiait un article qui parlait carrément du système de dictature britannique sur l'île de Chypre. Extrayons-en cette phrase qui caractérise en quelques mots l'ensemble de l'article:

> « La dictature présente fait suite à un gouvernement qui a beaucoup parlé et peu réussi. »

Oui, c'est un passage d'un article écrit dans un numéro du « Times » de mai 1939, à une époque où Angleterre se préparait à faire le guerre aux dictatures d'Europe! On couvre ici d'éloges les méthodes de dictature britanniques et on les oppose aux méthodes d'un gouvernement qui a à son actif beaucoup de discours et peu de succès! Ce n'est pas seulement dans ses possessions d'outre-mer, mais aussi dans ses colonies d'Europe — comme à Chypre — que l'oligarchie anglaise veut un gouvernement « autoritaire » et « dictatorial ». Quelles contradictions entre ces nouvelles de Chypre et les articles de fond du « Times » qui ont, tous ces mois-ci, stigmatisé les méthodes des États autoritaires de l'Europe continentale. Qui veut croire les Anglais lorsqu'ils affirment au monde qu'ils combattent pour la démocratie? Toutes les questions soulevées par la « démocratie » et les prétendus « droits de l'homme » — surtout dans l'Empire Britannique — les laissent indifférents. C'est encore le « Times » qui écrit dans un article sur Chypre:

> « Ce qui rend critique la situation de Chypre, n'est pas l'absence de toute représentation populaire, mais la pauvreté qui règne dans l'île. »

Soixante et une années de domination sur une île de la Méditerranée orientale si favorisée par la nature n'ont pas suffi aux Anglais pour améliorer le sort d'un

101241

H4743-0048

peuple pauvre dans le vrai sens du mot et qui n'a même pas le droit, parce qu'il en est jugé indigne, de représenter lui-même ses intérêts nationaux!

On peut en vérité se demander à quoi sert l'existence d'un empire britannique, s'il ne se préoccupe nulle part des progrès économiques, sociaux, culturels ou politiques? Un empire mondial immense de bientôt trois siècles d'existence n'a-t-il été créé que pour permettre à une certaine caste anglaise — aux dix mille membres de la classe dirigeante, ces gens qui forment la « société « — d'amasser des fortunes et de mener une vie agréable et commode? Pendant combien de temps encore un cinquième de l'humanité doit-il travailler et peiner pour la haute finance et renoncer à tous ses droits? Combien de temps encore subsistera cet appareil économique et politique arriéré? Combien de temps encore les Cypriotes se verront-ils contester leur droit à une représentation nationale qui n'aurait pour mission que de combattre l'indigence et la pauvreté qui règnent sur l'île?

101242

H4743-0049

X. L'ANGLETERRE EN LUTTE CONTRE L'ÉGLISE DE CHYPRE

Après les troubles d'octobre 1931 par lesquels un petit peuple sans armes avait attiré dans une série de démonstrations de rue l'attention du gouverneur de l'île sur les doléances et les revendications des Grecs — la « révolution dans la tasse à thé » (the Tea-Cup-Revolution) raillait le « Times » le 25 septembre 1936 — l'administration britannique de l'île s'était transformée en un gouvernement correctionnel. Ce gouvernement correctionnel permit aux Anglais par la suite de s'attaquer à l'Église orthodoxe cypriote. Les prêtres avaient été de tout temps les chefs absolus de leurs paroisses, l'archevêque et les trois évêques les chefs de toute la population de l'île. Les choses étaient restées ainsi sous la domination turque. Le clergé servait d'intermédiaire entre les Sultans ou leurs mandataires et leurs sujets chrétiens. Dans l'Église l'archevêque portait à bon droit le titre « d'Ethnarche », c'est-à-dire de chef du peuple; l'Église jouait le rôle d'autorité intermédiaire entre l'État, le dominateur turc et les sujets chrétiens.

Comment la situation allait-elle se présenter lorsque les Anglais, qui n'ont jamais fait preuve à l'égard d'autres peuples de la moindre compréhension pour tout ce qui est tradition et exigent partout que les hommes se soumettent à leur point de vue, s'engagèrent dans une lutte sans merci contre les chefs du peuple, donc contre le clergé? Des quatre hauts dignitaires de l'île, les métropolites de Famagouste, Paphos, Kition et Cyrinée, trois furent exilés et durent vivre loin de leur patrie. Le quatrième fut arraché à son évêché et retenu prisonnier. D'autres prêtres furent également

101243

H4743-0050

contraints de quitter leur patrie pour s'être rendus coupables, selon l'acte d'accusation, d'agitations en faveur de « l'Enosis ».

Les troubles de 1931 avaient occasionné quelques dommages; on ne sait comment, un incendie s'était aussi déclaré dans la maison du gouverneur. Les Anglais exigèrent des dédommagements. Les chrétiens orthodoxes eurent à payer une somme de 34.000 livres pour les dommages causés pendant les émeutes. Quant aux fidèles de la mosquée ou de la synagogue, ils furent expressément exemptés de tout paiement de même que ceux des chrétiens qui étaient attachés comme fonctionnaires au service de l'administration britannique. Une amende extraordinaire de 14.000 livres fut imposée à la ville de Nikosia.

Les couleurs de l'Église de Chypre sont les mêmes que les couleurs nationales grecques; l'interdiction qui frappait les couleurs grecques frappait donc du même coup celles de l'Église.

Les Anglais commencèrent à persécuter l'Église chrétienne de Chypre lorsque les manifestations publiques des Cypriotes eurent révélé au monde entier l'existence du mouvement d'indépendance cypriote que les Anglais, maîtres de l'île, avaient jusqu'alors méprisé et jugé insignifiant. Les chefs chrétiens de ce mouvement national furent désormais traités comme des ennemis de l'Angleterre. Mais cette attitude qui pourrait s'expliquer par la fureur et la rage des Anglais lors de la répression de la « révolte » n'a nullement pris fin avec la cessation des troubles de 1931. Les Anglais demeurèrent fermement décidés à frapper l'idée d'indépendance jusque dans sa retraite la plus sûre, c'est-à-dire à continuer la lutte contre les chefs de l'Église.

Nous en trouvons la confirmation dans l'examen des mesures prises par les Britanniques à l'égard d'un haut

101244

H4743-0051

dignitaire de l'Église grecque en 1939, donc huit ans après les démonstrations qui étaient venues troubler la quiétude de « l'empire mondial ».

Léontios, représentant de l'archevêque, avait dit au cours d'une visite faite dans une école de Lakarna au printemps de 1939 que:

> les habitants de Chypre étaient des Grecs et devaient être fiers de leur origine. Les écoliers et écolières ne devaient jamais oublier cela.

Léontios fut, à la suite de ces paroles, inculpé

> « d'avoir troublé l'ordre et la tranquillité publiques » et « poussé la population à la révolte »!! On lui reprochait aussi d'avoir dit dans les églises que les Cypriotes étaient fiers de leur appartenance au peuple grec.

L'Angleterre « démocratique » qui ne cesse de faire la guerre soi-disant pour protéger la patrie des petits peuples et leur assurer la liberté ne peut tolérer l'expression franche et simple de l'amour le plus élémentaire des Cypriotes pour leur peuple et leur patrie. Cette Angleterre traîne au banc des accusés un haut dignitaire de l'Église non pas parce qu'il a défavorablement parlé de l'Administration britannique, mais seulement parce qu'il a rappelé aux enfants de l'île qu'ils étaient des Grecs!

A cette occasion naturellement une opposition de plus se fit jour entre les conceptions de l'administration britannique et celles de Léontios, le représentant de l'archevêque. L'administration britannique voulait organiser un enseignement de l'histoire et de l'ethnologie sur le modèle anglais, c'est-à-dire expliquées et jugées d'après le point de vue anglais. Mais Léontios déclara qu'il enseignait l'histoire à sa manière, **c'est-à-dire qu'il l'enseignait exactement comme elle s'était**

101245

H4743-0052

inscrite au fur et à mesure des siècles dans le livre d'histoire de l'humanité.

« Vous n'êtes pas des Grecs, mais des Cypriotes. » Les Anglais exigent l'enseignement de ce principe. D'autres situations souvent analogues à celle-ci nous montrent comment on s'efforçait de propager ce principe mensonger: « Vous n'êtes pas des Allemands, mais des Autrichiens »; il fallait ici susciter à côté de l'Allemand le type autrichien, comme là-bas le Cypriote à côté du type grec.

Le 22 mai 1939 l'Europe apprit que le tribunal avait condamné Léontios à un an de réclusion. Immédiatement après son arrestation, aux environs de Pâques, sa résidence épiscopale avait été l'objet d'une perquisition méticuleuse; jusque dans la sacristie tout avait été retourné et les ornements examinés avec le plus grand soin, les autels n'avaient pas été épargnés non plus. On fouillait partout pour trouver des documents qui accableraient l'évêque.

Voilà le vrai visage de l'Angleterre chrétienne qui, dans certains cas, quand il s'agit d'autres, utilise pour les besoins de sa propagande l'inviolabilité des serviteurs de l'Église et la sainteté des lieux du culte.

A 191246

H4743-0053

XI. NOUVELLES ESPÉRANCES DES CYPRIOTES

Chypre fournit l'exemple d'une colonie britannique en Europe, un exemple qui montre que l'Anglais n'hésite pas à traiter comme des « indigènes », des « natives » les habitants d'un pays d'Europe libre et riche de traditions. L'exemple de Chypre montre comment l'orgueil insensé des Anglais méprise les aspirations nationales même lorsque l'Église fait cause commune avec elles. L'exemple de Chypre est une preuve que les ploutocrates anglais se désintéressent totalement des peuples qu'ils asservissent et des pays qu'ils occupent; deux points de vue seulement comptent pour ces despotes: l'importance stratégique de la place et le profit de tous les Anglais qui y sont occupés. L'exemple de Chypre montre que, dans l'empire britannique, les qualités propres aux colonisés n'ont aucune importance réelle aux yeux des colonisateurs; en effet, l'Anglais méprise le caractère et l'originalité propres au peuple colonisé parce qu'ils sont sans valeur pour ses buts et ses conceptions impérialistes.

Chypre, l'île d'Aphrodite, recherchée par les peuples de l'antiquité, par les Phrygiens, les Achéens, les Phéniciens, les Égyptiens et les Perses, cette île qui passa sous la domination d'Alexandre et des Ptolémée, qui en 58 avant notre ère devint romaine et resta byzantine après la décadence de l'empire romain jusqu'à l'arrivée des croisés et, à leur suite, des Génois et des Vénitiens, Chypre, qui d'après le jugement des Anglais passait à l'époque de la domination turque pour une des îles les mieux administrées, est aujourd'hui un endroit qui souffre de la négligence de ce qu'on appelle la

A 101247

H4743-0054

politique coloniale britannique. **Mais la politique coloniale des « laissez faire » dans l'intérêt de bénéfices commerciaux approche de sa fin.** Dans les temps à venir, aucune politique coloniale ne pourra plus être pratiquée sans l'application de principes socialistes aux peuples des colonies. Mais Chypre ne devrait pas être condamnée à jouer le rôle de cobaye d'une politique coloniale britannique, elle devrait au contraire tenir sa place dans la communauté européenne.

Un observateur impartial, l'archéologue Reinhold, baron de Lichtenberg, a publié en 1904 un compte-rendu de ses expériences et de ses constatations sur cette île. Ce qu'il écrivait alors, dans la bonne intention de venir en aide aux Cypriotes, conserve aujourd'hui encore toute son importance.

« En janvier et en février 1902, je parcourus Chypre dans des buts archéologiques; cette île étant depuis vingt-cinq ans sous la domination britannique, je m'attendais à trouver un pays où règnent l'ordre et la prospérité. A mon grand regret, je rencontrai exactement le contraire: appauvrissement et souvent désespoir de la population indigène parce que la situation empirait sans cesse et que les ressources étaient de plus en plus insuffisantes pour les besoins les plus modestes de la vie quotidienne. »

« A Londres, autour de la table verte où on fait les lois pour les colonies, il n'est tenu compte que de l'avantage de l'Angleterre, sans égards pour le bien-être des peuples non-anglais. »

« Ce malheureux peuple ne pouvait pas savoir alors —en 1878 — que vingt-quatre ans plus tard il languirait dans la plus extrême pauvreté et que beaucoup d'habitants se verraient dans l'obligation d'abandonner leur patrie bien-aimée pour pouvoir

101248

H4743-0055

gagner leur vie ailleurs. Rien que dans l'année 1902, 3000 habitants devaient avant l'automne avoir quitté l'île, et le pays est aujourd'hui à la veille d'une ruine complète. »

Aujourd'hui — et c'est vrai depuis 1931 — étant donné que l'île, après l'abolition du Conseil Législatif, est gouvernée dans une sorte d'état de siège et qu'on procède à une censure sévère ainsi qu'à beaucoup d'autres restrictions des libertés, Chypre n'a pour ainsi dire plus la possibilité de faire entendre sa voix d'une manière ou d'une autre. L'agence D.N.B. est en mesure d'annoncer en date du 15 octobre 1939:

« Une loi anglaise très stricte empêche les habitants de l'île de Chypre d'envoyer au gouvernement anglais des protestations ou pétitions réclamant la mise en application du droit de libre disposition, étant donné qu'une telle démarche serait considérée et punie comme un acte de haute trahison. »

C'est pourquoi les désirs, plaintes et réclamations des Cypriotes ne peuvent plus aujourd'hui être formulés que par la bouche de ceux que des décisions britanniques ont chassés de leur patrie. On compte en Grèce cinq associations cypriotes composées à peu près essentiellement d'habitants expulsés à la suite des troubles d'Octobre. Lorsque les Allemands des Sudètes recouvrèrent leur liberté en Octobre 1938 — l'Angleterre n'y consentit qu'à contre-cœur — les accords de Munich réveillèrent les espérances des Cypriotes: peut-être l'Angleterre serait-elle disposée à agir chez elle d'après les principes mis en application à Munich. De même que les Cypriotes s'étaient laissés emporter par de nouvelles espérances à la suite de l'Anschluss de l'Autriche et des Sudètes, de même doivent-ils aujourd'hui sentir que l'heure de la

A 101249

H4743-0056

libération sonnera aussi pour eux le jour où prendra fin en Europe la tyrannie anglaise.

Les Iles Britanniques et leurs habitants sentent de nouveau peser sur eux le lourd fardeau d'une guerre qu'ils ont volontairement déchaînée en donnant carte blanche à la Pologne. Il est vrai que la propagande britannique annonce au monde que les Cypriotes — il s'agirait soi-disant d'un transport de muletiers expérimentés — ont été enrôlés et dirigés sur le front franco-anglais en France: ce serait là un résultat tangible de « l'écho favorable que l'appel anglais a rencontré dans tout l'empire et particulièrement dans les colonies ». Les muletiers cypriotes en France sont la vivante « image de citoyens de l'Empire, fiers et loyaux qui s'efforcent avec un enthousiasme à peine dépassé de donner un sens pratique à leur loyalisme ». (Times, 13 janvier 1940.)

Mais en même temps, le gouverneur-dictateur de l'île réclame de la population de Chypre, appauvrie par ses propres mesures, qu'elle prête son concours à la guerre menée par la Grande-Bretagne contre l'Allemagne en payant de nouveaux impôts et taxes: un accroissement d'impôts d'environ 13.000 livres est d'abord prévu, mais il faut aussi à l'avenir « se tenir prêt à accepter beaucoup de désagréments en murmurant le moins possible et à accepter de bonne grâce tous les sacrifices qui seront exigés ». (Havas, 25 janvier 1940.)

Ces lignes rendent déjà un autre son que l'article enthousiasmé du « Times » sur les muletiers cypriotes. « En murmurant le moins possible », c'est ainsi que les Cypriotes — tout comme les autres peuples des colonies anglaises — doivent consentir à des sacrifices pour la Grande-Bretagne!

Mais les véritables sentiments des Cypriotes à l'égard de l'Angleterre, n'allons pas les chercher dans des

A 101250

H4743-0057

articles de journaux anglais, mais recueillons-les de la bouche des Cypriotes eux-mêmes. Lorsqu'ils décidèrent de montrer au monde par des manifestations organisées sur leur île quelles souffrances et quelles misères la tyrannie anglaise leur faisait endurer, les Grecs lancèrent de leur patrie l'appel suivant au monde avec le vœu qu'il fût entendu du plus grand nombre d'hommes possible:

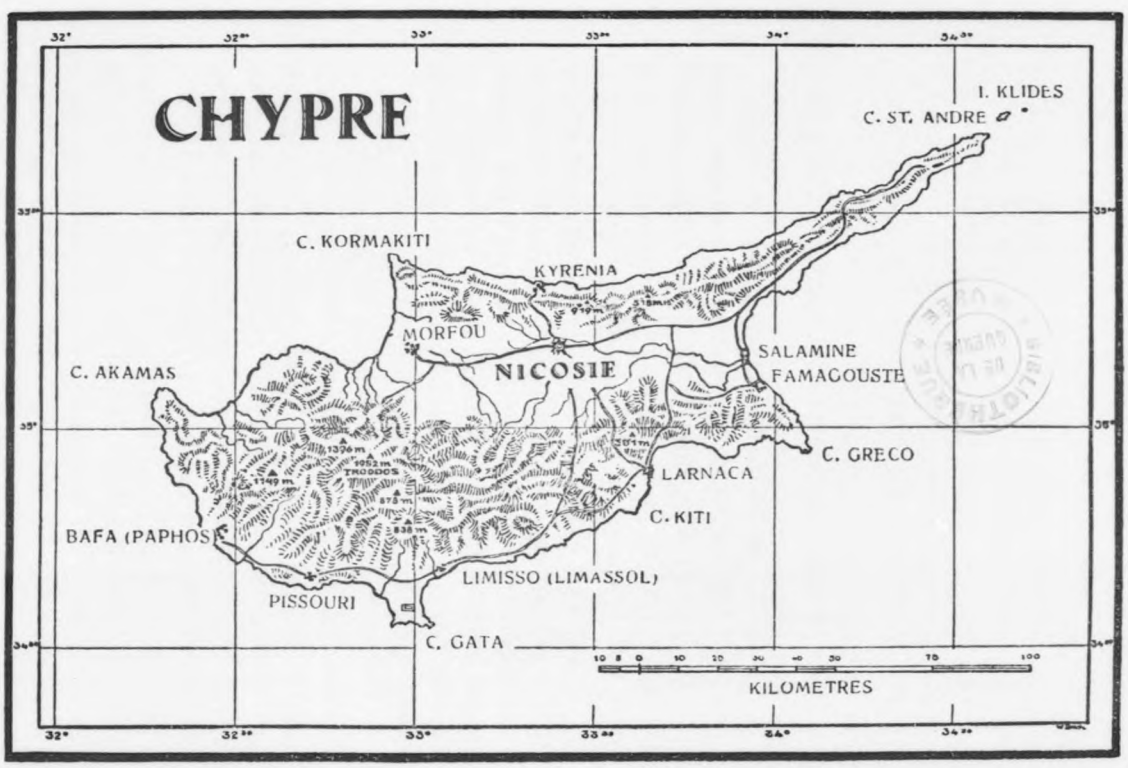
« A l'heure où nos frères grecs asservis s'engagent dans une lutte inégale pour reconquérir leur liberté et abreuvent de leur sang la terre sacrée de l'île grecque de Chypre, tout le peuple hellène, atteint dans son sentiment national, souffre et accompagne ce soulèvement de toute sa sympathie!

Tout le monde civilisé proteste contre cette dureté et cette intransigeance de la Grande-Bretagne, inouies et indignes de notre époque, à l'égard d'un peuple asservi qui a toujours aimé la liberté et combat pour les fruits merveilleux de l'arbre de liberté qui a jailli du sol de notre Grèce maternelle et y a grandi.

Nous voulons exprimer ici la douleur qui nous accable et notre admiration pour la lutte engagée par nos frères de Chypre; nous leur faisons part de notre complète solidarité en nous écriant avec eux:

Vive la liberté de l'île grecque de Chypre! »

A 101251



H4743-0058

56 1012252

H4743-0059

H4743-0060

RF1106 bis

STEFAN SCHROEDER

L'ANGLETERRE ET LES BOERS

R. F. 1106 bis

RF1106bis

A 101253

0.33982

H4743-0061

H-4743(3)

L'ANGLETERRE ET LES BOERS

INTERNATIONAL MILITARY TRIBUNAL
NURNBERG, GERMANY
Exhibit RF-1066bis
Filed Feb 5, 1946

A 101254

H4743-0062

OFFICE D'INFORMATION ALLEMAND

L'Angleterre sans masque

N° 6

101255

acq
48801

STEFAN SCHROEDER

L'ANGLETERRE
ET
LES BOERS

BERLIN 1940

A 101256

O 33982

H4743-0064

SOMMAIRE

L'Angleterre et la protection des petites Nations 5

Comment l'Angleterre enleva aux Hollandais la Colonie du Cap 6

Ce que l'Angleterre entend par colonisation 8

Pourquoi l'Angleterre excite les Noirs contre les Blancs 9

Le grand exode (treck) 10

Le raid Jameson en 1895 16

Vers la catastrophe 17

La guerre des Boers 20

La situation dans les camps de concentration anglais . 22

La mortalité 33

Les Noirs au service de l'Angleterre 36

Le général Smuts, l'homme qui fit la paix 39

Juifs et farmers dans l'Afrique du Sud 40

Bibliographie 43

Imprimerie: M. Müller & fils, Berlin SW 68

101257

H4743-0065

L'ANGLETERRE ET LA PROTECTION DES PETITES NATIONS

Le Premier ministre anglais Chamberlain a solennellement déclaré, en septembre 1939, que l'Angleterre n'a qu'un seul but de guerre: la protection des petites nations contre la force brutale. En présence de la réalité historique, cette déclaration n'est que pure ironie. Pour l'Angleterre, la protection des petits peuples n'a jamais été qu'une simple phrase, un prétexte masquant la convoitise insatiable, la rapacité des marchands et des aventuriers britanniques. Toute l'histoire de l'Angleterre le prouve, notamment son histoire coloniale. Elle a fondé son empire colonial par l'oppression, l'extermination sanglante et brutale des indigènes, en Amérique, dans l'Inde et en Australie. Au profit de ses intérêts économiques, elle a égorgé en Afrique des tribus entières!

L'histoire des Boers, ce peuple courageux de colons néerlandais installés dans l'Afrique du Sud, ce peuple travailleur qui soigneusement cultivait son sol et ne se montra pas disposé à offrir à l'impérialisme anglais sa nouvelle patrie qu'il avait eu tant de peine à constituer, présente la preuve la plus frappante de la manière dont l'Angleterre entend défendre les droits des petites nations, droits dont elle ne cesse de parler, mais qu'en réalité elle méprise et foule aux pieds. Du jour où l'on eut découvert de l'or et des diamants dans les champs des Boers, l'Angleterre ne put souffrir leur indépendance. Impitoyablement elle détruisit le bonheur de tout un peuple, qui entendait vivre comme par le passé sa propre vie, parce que cela gênait les intérêts de la City de Londres.

5
A 101258

H4743-0066

COMMENT L'ANGLETERRE ENLEVA AUX HOLLANDAIS LA COLONIE DU CAP

Le « Cap de Bonne Espérance », à l'extrême pointe du sud de l'Afrique avait retenu très tôt l'attention des nations européennes. Les Portugais, puis les Hollandais et, finalement, les Anglais occupèrent le Cap dont ils avaient reconnu la valeur comme point d'appui sur la route des Indes. En 1652, les Hollandais y fondèrent une colonie. Durant 130 ans, ils restèrent les maîtres incontestés de ce territoire dont le caractère exclusivement hollandais, sur lequel se base le développement du peuple des Boers, n'a jamais fait l'objet d'aucun doute. Ce n'est qu'en 1781 que l'Angleterre commence à s'intéresser également au Cap. Le nombre des colons hollandais installés dans le pays s'élevait déjà alors au chiffre de 10.000. Mais qu'importaient à l'Angleterre ces points de vue de race! Une flotte britannique s'emparerait du sud de l'Afrique et l'enlèverait aux Hollandais.

C'est grâce à la France que ce dessein ne fut pas réalisé. La constellation politique en Europe lui fit prendre le parti de la Hollande, et la paix de 1784 mit provisoirement un terme aux convoitises d'annexion de l'Angleterre. Quelques années plus tard, cependant, la guerre renaissait en Europe entre la France et l'Angleterre et celle-ci profita des dissensions intérieures qui régnaient en Hollande pour imposer, en 1795, la capitulation de la colonie du Cap. Finalement, avant le Congrès de Vienne, en 1814, le Cap fut officiellement attribué aux Anglais contre promesse solennelle d'un payement de 6 millions de livres.

A 101259

H4743-0067

Déjà à cette époque l'Angleterre opérait avec les mêmes méthodes condamnables qu'elle a employées pendant la guerre mondiale de 1914/1918.

Bien que l'Angleterre eût prétexté n'avoir pris les armes contre Napoléon que pour rétablir l'ordre et la sécurité dans le monde, elle se garantissait son établissement au Cap avant le Congrès de Vienne, qui devait consacrer le nouvel ordre de choses. Elle mettait donc ce Congrès en présence d'un fait accompli, de même qu'avant la fin de la guerre mondiale de 1914/18, elle s'assura par des traités secrets le vol des colonies allemandes. C'est en vain que l'Allemagne sans défense protesta contre cette rapine, comme les Hollandais, hors d'état de se défendre, avaient également protesté lorsqu'on leur enleva la colonie du Cap.

La Hollande fit savoir par ses négociateurs qu'elle exigeait qu'on lui rendît immédiatement et sans conditions sa colonie. Elle voulait nouer avec l'Angleterre des liens indissolubles, mais, en revanche, elle attendait que rien de ce qui appartenait à la Hollande ne fût retenu. Cependant l'Angleterre, profitant de la situation désespérée de la Hollande, lui dicta sa volonté. « C'est à nous de rendre ou de conserver » déclara le ministre anglais Lord Castlereagh, aux négociateurs hollandais; il parlait des exigences hollandaises comme d'une « demande inouïe » et les qualifiait de « prétentions coloniales ».

Bien plus, ces 6 millions de livres, solennellement promis en dédommagement à la Hollande, qu'en advint-il? Il fallut que la Hollande en cédât un million à la Suède, 2 millions durent être employés par la Hollande à construire des fortifications contre la France, 2 millions

A 101260

H4743-0068

furent attribués à la Russie et la Hollande ne put disposer que du dernier million.

C'est ainsi que l'Angleterre tint ses promesses envers la Hollande.

Tels étaient cette sécurité et cet ordre pour lesquels l'Angleterre avait prétendu recourir aux armes.

Ce que l'Angleterre entend par colonisation.

On aurait pu trouver une justification à cette extorsion, à ce vol de la propriété coloniale hollandaise, si les Anglais avaient mieux colonisé le Cap que ne l'avaient fait les Hollandais. Mais voyons comment ils agirent.

A peine les Anglais s'étaient-ils installés au Cap que les plus vifs démêlés commencèrent entre le gouvernement anglais et les colons hollandais. L'Angleterre, en effet, ne voulait pas contribuer au développement du peuple colonisateur et de la colonie elle-même. Bien au contraire, ce pays, dont la population hautement évoluée comprenait alors 50 pour cent d'Allemands, 30 pour cent de Hollandais, environ 15 pour cent de Français et 5 pour cent de ressortissants d'autres nations, fut considéré par les Anglais comme un excellent lieu de déportation pour leurs forçats.

En 1849, 2.800 grands criminels furent déportés au Cap et, malgré les protestations des colons, y obtinrent le droit de cité.

Plus tard, l'Angleterre fit des tentatives de colonisation avec des colons allemands. On connaît notamment l'établissement d'Allemands de la Lande de Lunebourg en 1857 et en 1883. Mais où restaient les pionniers de la civilisation anglaise?

Ils restaient à Londres et y élaboraient des lois leur permettant la « pénétration pacifique », c'est-à-dire

101261

H4743-0069

Colenso

A 191262

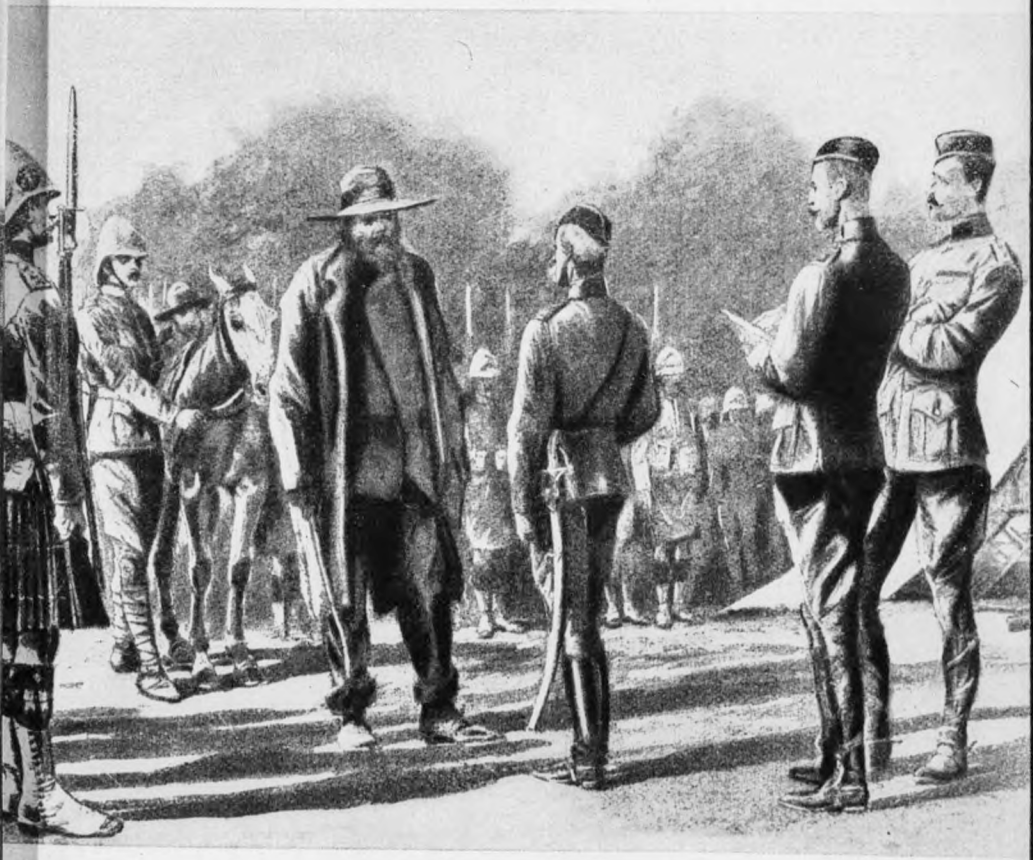
Sous la malédiction de la guerre.

Emily Hobhouse: The brunt of war, 1901.

A101262/1

H4743-0070

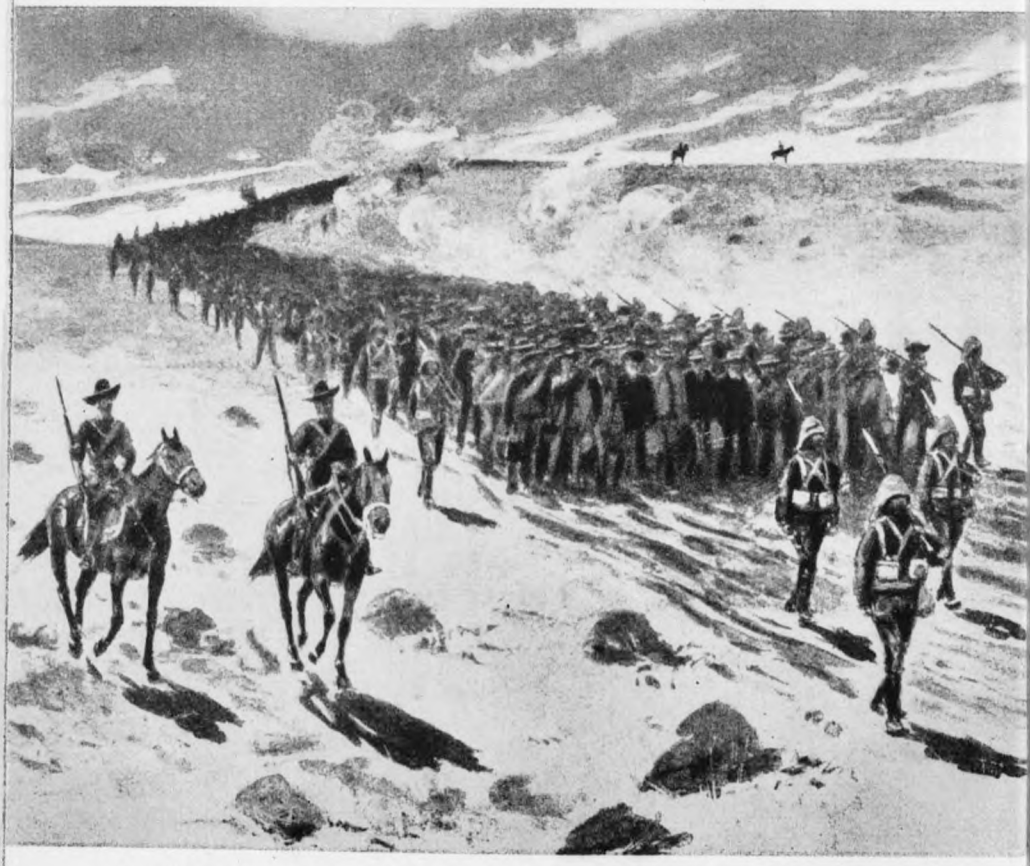
H4743-0071



Le général Cronje se rend à Lord Roberts, le 27 février 1900.

A 101262/2

H4743-0072



Les troupes du général Cronje, emmenées par les Anglais après la reddition au mont Paarde.

91263

H4743-0073

l'exploitation financière de la colonie du Cap. Pour arriver à leurs fins, ils se servirent, entre autres, de

la question des esclaves.

Le Gouvernement anglais ne songeait aucunement à protéger les indigènes, il voulait seulement chicaner et affaiblir la population non-anglaise de race blanche, comme le prouve le fait que, dans les contrées où il n'y avait pas de Boers, il allait jusqu'à favoriser un état de dépendance des indigènes envers les Blancs, état ressemblant à l'esclavage. Ce qui importait avant tout, c'était de ruiner les Boers par cette « émancipation » des indigènes.

La loi sur l'abolition de l'esclavage dans les fermes de la colonie du Cap causa aux fermiers boers des pertes évaluées à 3 millions de livres. L'indemnité offerte par le Parlement anglais ne comportait qu'un million et demi de livres, et encore était-elle rendue illusoire pour les intéressés par la clause disant qu'elle était « payable seulement à Londres ».

Les titres d'indemnité devaient donc être cédés par les fermiers, qui, naturellement, ne pouvaient se rendre à Londres, à des spéculateurs juifs qui, eux, pouvaient les négocier dans la capitale anglaise.

Mais devant l'opinion publique mondiale, l'Angleterre se parait du rôle de défenseur de l'humanité, du progrès et de la morale, parce qu'elle s'était employée à abolir l'esclavage, dont elle souffre encore l'existence dans sa propre colonie du Kenia.

Pourquoi l'Angleterre excite les Noirs contre les Blancs.

Il était inévitable que les différends entre le Gouvernement anglais et les colons boers eussent leurs répercussions sur l'attitude des indigènes. Secrètement le

A 191264

H4743-0074

Gouvernement anglais favorisait leur esprit d'insubordination et leurs déportements. Que voulait, en effet, l'Angleterre?

Elle voulait amener les colons boers à abandonner leur espace vital dans le rayon de la domination anglaise.

Elle voulait « dégoûter » les Boers, ne pouvant autrement ébranler leur attachement au sol et reculant encore à employer des mesures de violence non déguisée.

Ce sont là les méthodes anglaises!

Au lieu de lutter loyalement, homme contre homme, au lieu de comprendre et d'admettre le droit vital d'autres peuples, au lieu de payer d'exemple et de créer ainsi la confiance, l'Angleterre, suivant sa méthode, emploie l'hypocrisie et, lorsqu'elle ne réussit pas, la pression financière, l'organisation de rébellions, l'intervention dans les affaires intérieures, la création d'un chaos, voire le lâche assassinat.

Les Boers se défendirent longtemps contre ces

méthodes de la politique anglaise de protection.

Mais, finalement, ils se lassèrent. Leur chef, Piet Retief, publia une déclaration dans laquelle il exprimait la conviction que la politique du Gouvernement anglais avait rendu la vie impossible aux Boers dans la colonie du Cap, que le Gouvernement anglais n'avait plus rien à exiger d'eux et qu'il leur permettrait de se gouverner eux-mêmes sans plus s'occuper d'eux.

Le grand exode (treck).

Les Boers commencèrent alors à emballer tout ce qui leur appartenait pour émigrer au nord vers les contrées inconnues de l'Afrique. D'abord dix, puis cent, puis mille familles boers s'en allèrent ainsi vers le Transvaal et le Natal, afin d'y reconstituer une nouvelle existence à l'abri des Anglais. Quel exemple!

191265

H4743-0075

Un peuple entier de paysans fuit devant l'Angleterre.

Des hommes qui avaient assez de courage pour se créer une existence en luttant contre la steppe africaine, contre la brousse, les indigènes et les épidémies, s'enfuyaient devant les Anglais!

Des êtres humains appartenant à la même race que les Anglais n'avaient qu'une idée, qu'un désir:

mieux valait périr dans le désert que de supporter plus longtemps la protection anglaise!

La conception que se faisait le Gouvernement anglais de cette grande migration des Boers est assez caractéristique. Avant cet exode, le 25 juillet 1881, Chamberlain, le père du Premier ministre anglais actuel, déclarait aux Communes:

« Quelques-uns des honorables membres semblent avoir l'impression que les Boers attaquent durement et injustement les indigènes, qu'ils les dépouillent de leurs terres et les maltraitent ensuite de la façon la plus brutale. Avant d'en venir à des conclusions si rapides et si inconsidérées, que les honorables membres veuillent donc prendre connaissance des documents. La réalité est précisément à l'opposé des suppositions que nous venons de mentionner. »

Après l'exode, le 19 octobre 1889, ce même Chamberlain disait au Parlement britannique:

« Le traitement des indigènes par les Boers était honteux. Il était brutal, il était indigne d'une nation civilisée. Nous avons beaucoup entendu parler du grand exode. Je ne sais où les honorables membres ont puisé leurs informations sur cette migration. Elles divergent en tout cas fortement des miennes. La raison essentielle de cet exode, fut, comme le prouvent les propres paroles des Boers et, pour

A 101266

H4743-0076

employer une expression vulgaire, qu'ils voulaient rosser leurs Cafres. »

C'est ainsi que l'Angleterre s'efforçait de rejeter loin d'elle la responsabilité morale de l'exode des Boers.

Non contente de ce résultat,

elle laissait les Boers émigrer, non pour qu'ils trouvassent enfin la paix, mais pour abuser d'eux comme instruments de conquête de nouveaux territoires!

A ces trois méthodes de la politique de protection britannique s'en ajouta une quatrième, celle de

l'exploitation des petits peuples pour les buts anglais!

L'exode des Boers quittant la colonie du Cap se dirigea d'abord vers le Natal, parce que les Boers pouvaient espérer y échapper le mieux à tout contact avec les méthodes de violence de l'Angleterre, méthodes que les Boers détestaient tant. On sait qu'ils ne réussirent à s'implanter au Natal qu'au prix de rudes combats contre les Zoulous. Néanmoins le Gouvernement anglais, notamment Sir George Napier, le gouverneur de la colonie du Cap, leur créa de nouveaux obstacles comme le montrent les instructions suivantes:

« Il est parvenu à la connaissance du Gouvernement que certains habitants des districts du nord de la colonie du Cap ont l'intention de venir en aide aux farmers qui émigrent et de procéder avec eux à une attaque contre les Zoulous. Son Excellence le Gouverneur désire donc avertir expressément ces gens que s'ils persistent dans leur projet ou le mettent à exécution, il se verrait contraint, bien qu'à contre-cœur, de prendre des mesures qui devraient se montrer extrêmement désavantageuses pour les intérêts des émigrants eux-mêmes. »

L'Angleterre a donc assumé « bien qu'à contre-cœur » la protection des Zoulous, afin de récolter les fruits des

101267

H4743-0077

tentatives de colonisation du Natal par les Boers. Ceux-ci ayant malgré tout fini par dompter ceux-là, l'Angleterre eut enfin recours à la force des armes en vue d'occuper le Natal, contraindre les Boers à en sortir et à émigrer de nouveau pour conquérir, au profit de l'Angleterre, de nouvelles terres sur le sol africain.

L'exode des Boers se tourna alors vers les hauts plateaux situés à l'ouest du Natal et qui forment actuellement le territoire de l'État libre d'Orange. Le Gouvernement anglais et le nouveau gouverneur de la colonie du Cap, Sir Harry Smith, les y suivirent, employant les méthodes qui avaient donné de si bons résultats au Natal, de manière à confisquer bientôt au profit de l'Angleterre les contrées dont les Boers avaient pris possession.

Le 3 février 1848, Sir Harry Smith lança une proclamation par laquelle il étendait la souveraineté anglaise au territoire situé au nord du fleuve Orange. En même temps, et comme pour se moquer, il affirmait que « Sa Majesté n'avait pas le moindre désir d'étendre ou d'augmenter son empire ».

Mais toutes ces manœuvres dolosives, toutes ces brutalités n'étaient encore que le prélude des événements qui allaient se produire.

Jusqu'alors les Anglais, en s'emparant de la colonie hollandaise du Cap et de son hinterland, n'avaient eu en vue que d'assurer la route maritime de l'Inde. Après avoir atteint ce but en refoulant brutalement les Boers, ils conclurent avec eux, pour leur propre commodité et parce qu'ils se trouvaient eux-mêmes en difficultés après avoir soulevé les indigènes contre les Boers, un traité qui accordait à ceux-ci le droit de se gouverner eux-mêmes au Transvaal et dans l'État libre d'Orange.

A 101268

H4743-0078

L'encre qui avait servi à écrire ce traité était à peine sèche que l'Angleterre déjà le violait, une violation de plus! On venait, en effet, de découvrir des diamants dans l'État libre d'Orange.

Cet État était incontestablement territoire boer, un territoire où l'Angleterre n'avait que faire, conformément à la convention qu'elle venait de signer.

Le Gouvernement britannique n'eut même pas le courage de confesser ouvertement ses convoitises et d'avouer son désir d'annexer le territoire où l'on avait découvert des diamants. On fit valoir les prétendus droits d'un indigène à ce territoire qui fut détaché de l'État libre d'Orange, et cela bien que des tribunaux anglais n'eussent pas reconnu ces prétendus droits de l'indigène. Froude, un historien anglais, déclare lui-même que le fait d'avoir enlevé aux Boers ces mines de diamants, pour lesquelles on leur offrit la somme dérisoire de 90.000 livres, était « certainement la plus grande honte de l'histoire coloniale anglaise » Les Boers, dont la force de résistance avait été affaiblie par les longues années de persécution que leur avaient fait subir les Anglais, n'avaient plus qu'une seule arme, celle de la protestation. Ils protestèrent donc, comme l'avoue cyniquement l'historien anglais Froude, « en faisant appel, suivant la coutume démodée, au Dieu de justice, auquel les Boers, chose singulière, croyaient comme à une réalité ».

La réalité s'appelait:

Cecil Rhodes.

Cecil Rhodes était un impérialiste anglais, un homme sans scrupule avide d'argent et de pouvoir. Il a dit lui-même: « La loi? Ah, la loi! Ma vie durant je n'ai eu de succès que lorsque j'ai outrepassé ce qu'on appelle la loi. »

101269

H4743-0079

Le président des républiques boers, Paul Krüger homme lent dans ses décisions, un peu lourd, mais animé d'une foi inébranlable en son droit, n'était disposé à aucune concession envers Cecil Rhodes, précisément parce qu'il croyait en son droit. Sous la direction de ces deux hommes, dont les qualités étaient si caractéristiques, la lutte entre l'Angleterre et le peuple des Boers prit une tournure vraiment tragique.

Déjà en 1880 Rhodes, qui avait alors 27 ans, avait créé avec le fameux juif anglais Rothschild et Alfred Beit, un autre juif de Hambourg celui-là, la compagnie De Beers dont le tout-puissant directeur était le juif Barnett Isaks (Barnato). La production obtenue par cette société, la plus riche du monde entier, comprenait les trois quarts de toute la production diamantaire!

Dans une proclamation, les Boers s'élevèrent contre cette contamination de l'Afrique du Sud par le capitalisme juif.

> *Qui doit gouverner en Afrique? y demandait-on. Les Africains ou quelques despotes de la Downing Street?*

Ils n'eurent que trop tôt la réponse à cette question.

En 1890, Cecil Rhodes, devenu Premier ministre de la colonie du Cap, se trouvait en mesure de poursuivre contre le Transvaal une politique d'une extrême brutalité. Suivant les méthodes anglaises bien connues, Rhodes essaya d'abord d'organiser de la ville du Cap, et avec l'aide de son ami juif Lionel Philipps, un soulèvement à Johannesburg, la ville des mines d'or. Afin de disposer d'un autre prétexte permettant d'envahir le Transvaal, Rhodes et ses complices juifs prétendirent qu'un traité secret existait entre l'Allemagne et le Transvaal et qu'ils étaient contraints de protéger le Transvaal contre des influences anti-britanniques. Le général Smuts, actuelle-

A 101270

H4743-0080

ment Premier ministre de l'Afrique du Sud, mais affidé aujourd'hui aux Anglais, a caractérisé alors ces manœuvres de jingoïsme capitaliste. Il portait ce jugement sur Rhodes: « Avec cette traîtresse ambiguité qui est la caractéristique et le trait prédominant de la politique britannique dans l'Afrique du Sud, Rhodes semblait agir en plein accord avec les Africains, tandis que secrètement il organisait des conjurations contre eux et contre les républiques de l'Afrique du Sud. »

Le raid Jameson en 1895.

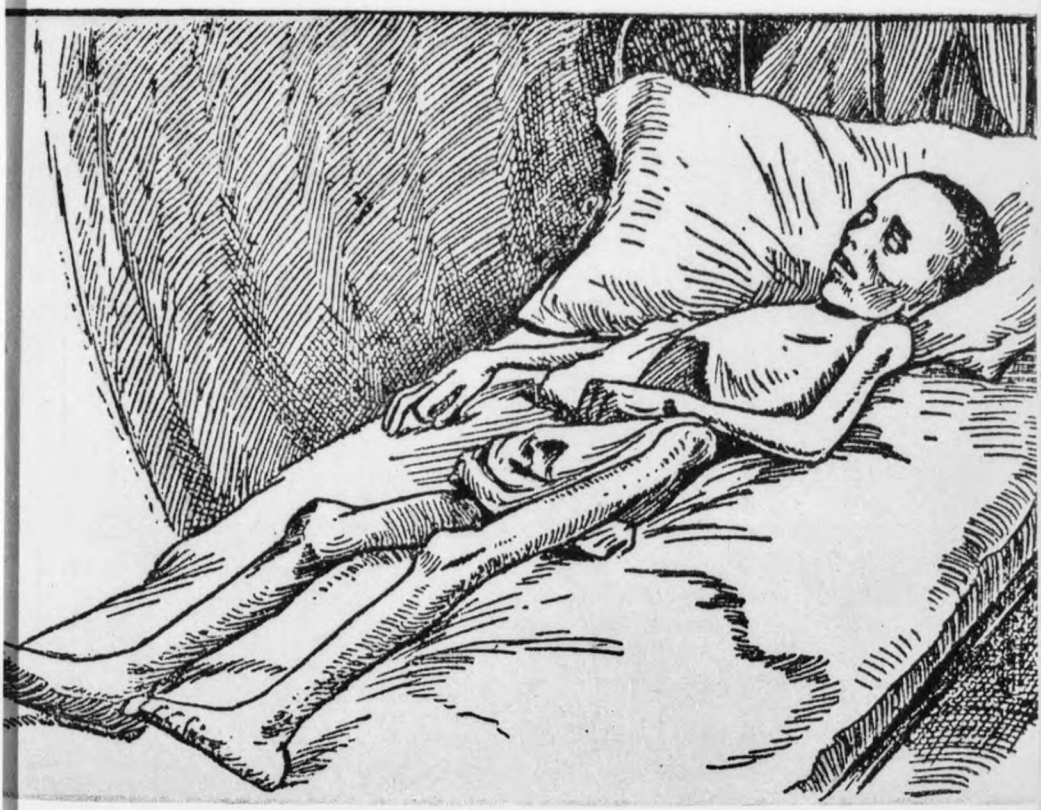
Afin de préparer le terrain à une « incorporation volontaire » du Transvaal à la sphère d'influence britannique, Rhodes, suivant en cela les bonnes vieilles méthodes anglaises, tenta d'organiser un bouleversement révolutionnaire au Transvaal. Une fois qu'aurait éclaté cette révolte, organisée par des éléments purement capitalistes, une troupe de 800 hommes dirigée par le Docteur Jameson, troupe qui attendait déjà à la frontière, devait survenir pour rétablir l'ordre, tâche que, disait-on, on ne pouvait laisser aux forces de police du Transvaal, soi-disant nullement à la hauteur de cette tâche. En outre, Rhodes comptait sur l'appui des troupes régulières anglaises. Cependant, l'invasion et la révolution échouèrent, grâce à la vigilance des Boers qui livrèrent Jameson et sa troupe de brigands à l'Angleterre, bien qu'ils eussent eu le droit et le pouvoir de les faire fusiller, de confisquer leurs biens et, ainsi, de briser pour toujours les reins aux capitalistes dans l'Afrique du Sud.

Cette attitude conciliante des Boers, l'Angleterre la récompensa par une campagne de calomnies contre le gouvernement boer, campagne d'autant plus hypocrite que la participation du cabinet britannique au raid Jameson pouvait être prouvée par des documents. Il est

101271

H4743-0081

Une victime d'Angleterre

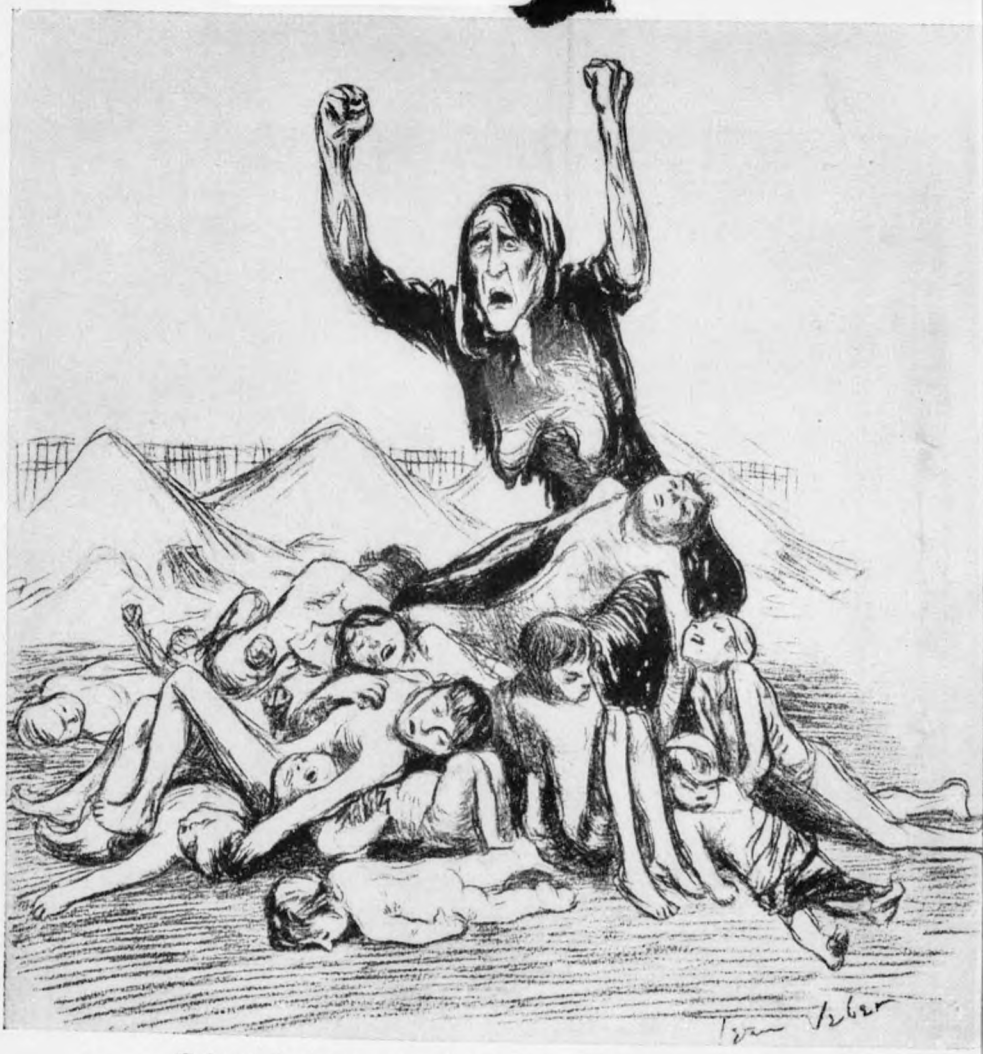


Lizzie van Zyl, enfant de huit ans. Photo prise par une dame anglaise dans le camp des femmes et des enfants à Bloemfontein.

Journal «Le Cri du Transvaal» du 21 juillet 1901.

A 1272

H4743-0082

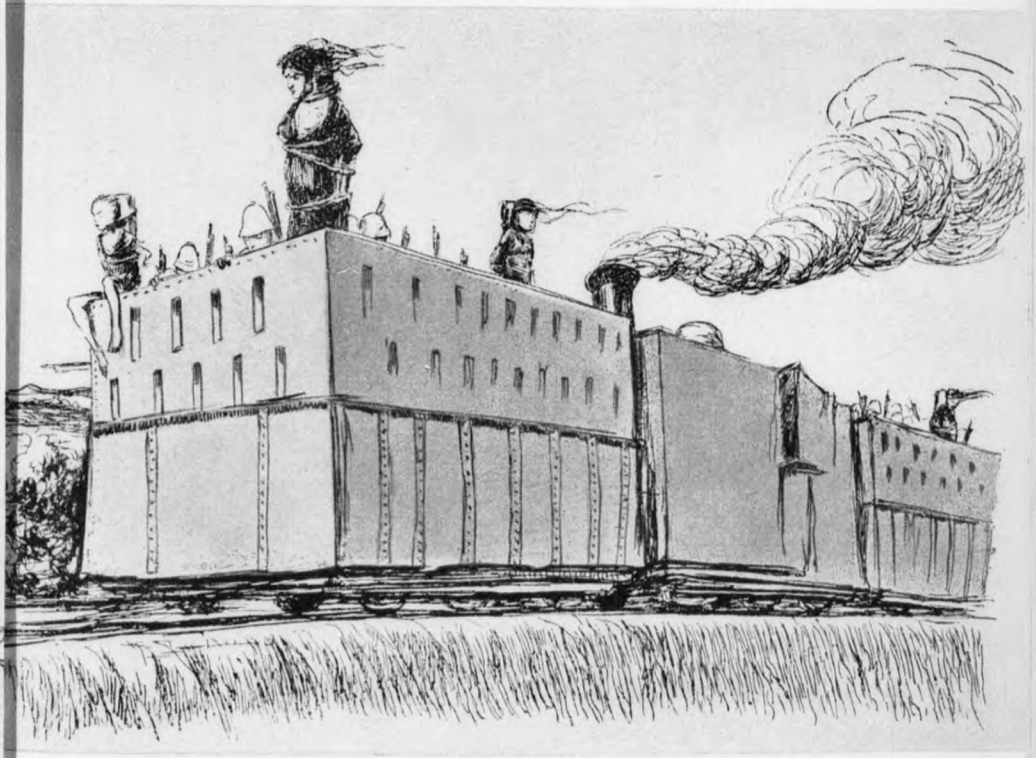


... Grâce à la bonne organisation dans les camps de concentration, l'abondance et la santé y règnent. C'est un véritable plaisir de voir les enfants innocents courir et jouer entre les tentes, sous le regard souriant de leurs mères, qui oublient un instant leur triste sort...
... Nos mesures préventives ont permis de réduire la mortalité infantile à 380 pour mille.

(Rapport officiel au War Office.)
Dessin de L'Assiette au Beurre, 1901.

A 101273

H4743-0083



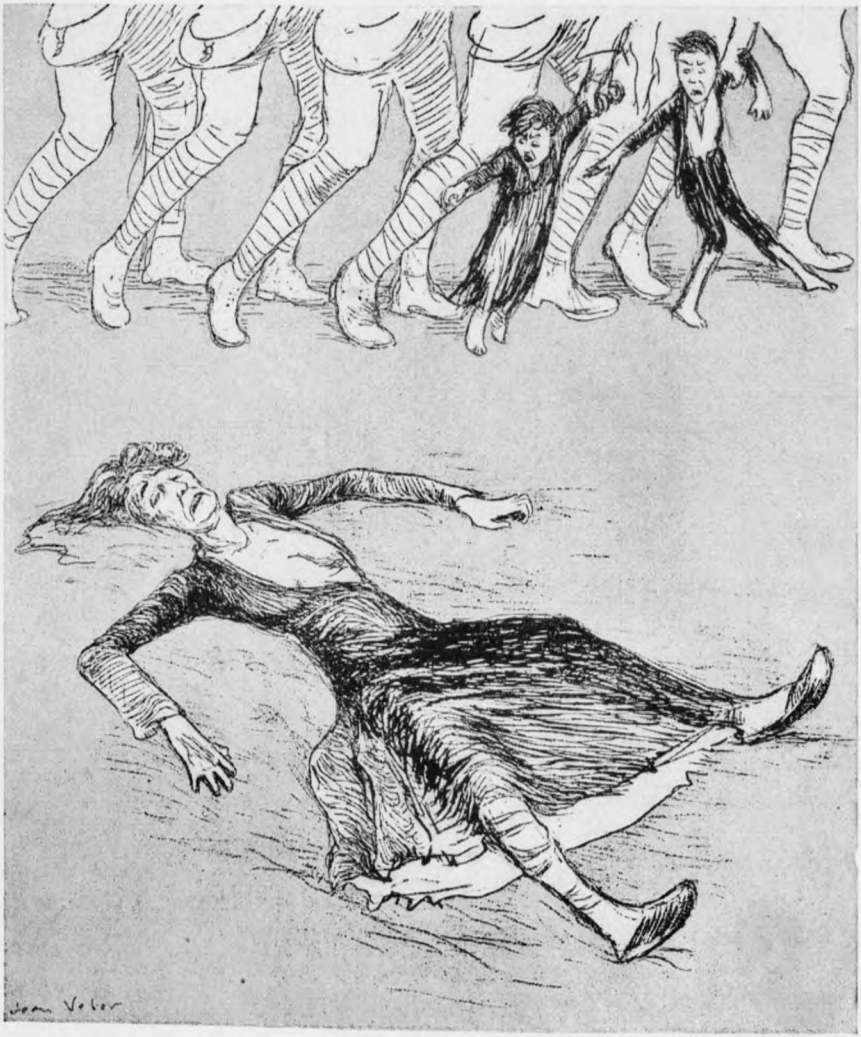
La bravoure anglaise.

Les voies de communication sont rétablies et les trains circulent normalement.

(Rapport officiel au War Office.)
Dessin de L'Assiette au Beurre, 1901.

101274

H4743-0084



...les femmes des Boers sont peu dignes d'intérêt.

(Rapport officiel du général Kitchener au War Office.)
Dessin de L'Assiette au Beurre, 1901.

101275

H4743-0085

MUSÉE BIBLIOTHÈQUE DE LA GUERRE

vrai que le Gouvernement britannique s'opposa aussitôt à une publication de ceux-ci.

Au sujet de cet épisode, le général Smuts écrivait:

« Nous voyons là jusqu'où étaient tombées les grandes traditions de la constitution britannique, sous l'influence sans cesse croissante de l'esprit de lucre qui étouffait tout le reste, et entre les mains d'un grand marchand qui, tel Cléon dans l'Antiquité, s'érigeait en homme d'Etat. »

Vers la catastrophe.

Au cours des démêlés qui suivirent, les Boers se sont laissé guider jusqu'au dernier moment par la pieuse croyance d'un peuple candide en la justice historique, pensant que l'Angleterre finirait tout de même par respecter leur indépendance politique. Ils étaient prêts aux concessions extrêmes en présence de la brutale volonté d'annexion de l'Angleterre et de son Premier ministre Chamberlain, ils ne voulaient toutefois pas renoncer à leur existence comme peuple.

Mais l'Angleterre se moquait de toutes les concessions! A cause de l'or et des diamants, l'Angleterre ne voulait point d'ethnie boer!

Au moment où l'or commença à enivrer les cerveaux britanniques, l'Angleterre jeta le masque dans l'Afrique du Sud et se mit à anéantir les libres Républiques boers.

On ne saurait dépeindre de façon plus émouvante que ne l'a fait le général Smuts dans son livre: « Un siècle d'iniquités », la situation dans laquelle se trouvait alors le petit peuple des Boers. On peut y lire le passage suivant:

« Dans cette terrible crise que traverse l'histoire de l'Afrique du Sud, et qui menace d'exterminer

F 101276

H4743-0086

complètement notre peuple, il est de notre devoir de clamer au monde la vérité, en proférant peut-être notre dernière parole, de sorte que, si nous périssons, la vérité triomphe de nos conquérants jusqu'à ce qu'eux-mêmes finissent par disparaître dans l'ombre du néant. Jusqu'à présent, le peuple est resté calme, l'ennemi a craché sur nous, il nous a insultés, nous a battus et nous a menacés de tous les moyens de haine et d'anéantissement dont il disposait; mais avec une dignité qui rappelle au monde entier une passion plus tragique et plus auguste encore, notre peuple a supporté dans le silence les offenses et le mépris de l'ennemi. Dans des milliers de discours tenus en Grande-Bretagne, et par la voix des hommes d'État les plus influents, notre peuple n'a cessé d'être présenté comme un peuple sans honneur, sans fidélité, un peuple corrompu, traître et avide de sang, à ce point que, non seulement le public britannique, mais presque le monde entier commençait à croire qu'il fallait nous traiter comme des bêtes sauvages. Nous sommes restés calmes sous toutes ces injures. Nous avons dû entendre par les Livres Bleus du Gouvernement anglais, par les dépêches du Haut Commissaire de l'Afrique du Sud, que notre système de gouvernement dénué de tout principe, que notre administration inique, chaotique et désordonnée, représentaient un abcès pestilentiel empoisonnant l'atmosphère morale et politique de l'Afrique du Sud. Si le public de lecteurs n'avait cru que la centième partie de toutes les horreurs dont on accusait notre peuple et notre Gouvernement, il devait nécessairement être amené à conclure que ce gouvernement n'était qu'une horde de brigands et

A 101277

H4743-0087

d'assassins, que ce peuple, par son existence même, était une honte pour l'humanité. »

Cette description ne montre que trop clairement les méthodes calomniatrices et toujours identiques de la politique anglaise lorsqu'elle prépare les guerres qu'elle a voulues. Ce procédé employé alors par l'Angleterre est exactement le même que celui que la propagande anglaise de guerre a utilisé durant la guerre de 1914, et dont elle se sert actuellement dans ses démêlés avec l'Allemagne nationale-socialiste.

Pour l'Angleterre tout peuple est criminel qui s'oppose aux convoitises anglaises.

Pour l'Angleterre tout moyen est bon pour anéantir un tel peuple.

La politique de l'Angleterre, appuyée par tous les moyens d'une propagande cynique et cauteleuse, poursuivait, dès le principe, le but d'amener la guerre. Cecil Rhodes, aidé de la presse du Cap entièrement sous l'influence juive, et secondé par l'Union Nationale, cette organisation qu'il avait créée lui-même dans les deux Républiques, avec des éléments non-boers, soutint de toutes ses forces cette politique officielle de l'Angleterre. Une pétition couverte de 20.000 signatures, en partie obtenues de façon fallacieuse, fut adressée au Gouvernement anglais pour l'inviter à accorder des droits politiques aux étrangers non-boers dans les républiques et pour lui demander que la langue anglaise bénéficiât des mêmes droits que la langue du pays. Les deux républiques tentèrent de faire appel à un arbitrage pour aplanir pacifiquement tous les différends, mais l'Angleterre repoussa orgueilleusement cette proposition et la guerre éclata.

A 101278

H4743-0088

La guerre des Boers.

Lorsque commença la guerre des Boers, les deux républiques boers se trouvaient dans une situation désespérée parce que les conditions tactiques et stratégiques du combat qui allait s'engager étaient toutes en faveur de l'armée anglaise. Les effectifs boers accompagnés d'un énorme train de chevaux, de chariots traînés par des bœufs et servis par des Cafres, n'avaient pas la mobilité voulue; les Anglais, en revanche, utilisaient l'immensité de l'espaces déserté en dévastant systématiquement et de la façon la plus cruelle les régions cultivées, en combattant contre des femmes et des enfants, en détruisant les fermes et en s'emparant du bétail de leurs propriétaires.

Le général Smuts lui-même, aujourd'hui asservi aux Anglais, avait reconnu tout ce que cette situation avait de désespéré:

> « *Ce n'est pas une guerre, disait-il, mais la tentative d'assassiner un enfant.* »
>
> « *Et si l'on se demande pourquoi il a fallu que tout cela arrive, pourquoi les fils héroïques d'un peuple héroïque, auxquels la civilisation était redevable de ses trésors les plus précieux, ont dû être égorgés dans ce continent éloigné, un esprit invisible vous ricane au visage, en vous jetant: « La civilisation a fait faillite, la race aryenne a fini de jouer son rôle!* »

Et l'on se réveille avec, dans les oreilles, l'écho de ce seul mot: l'or, l'or, l'or! »

Le général Smuts a cruellement caractérisé la honte pour la civilisation, pour l'Europe et le monde entier, que fut cette guerre organisée par l'Angleterre. Les méthodes employées au cours des opérations par les Anglais ne devaient que trop rapidement montrer à quel

A 101279

H4743-0089

point il avait su prévoir le sort que l'Angleterre réservait à son peuple. Dès le début de la guerre il ne pouvait subsister de doute sur l'issue de la lutte. Après que Kimberley eut été occupé, le 15 février 1900, par les Anglais, Blœmfontein, la capitale de l'État libre d'Orange, tomba également entre leurs mains. Le 28 mai 1900, l'État libre fut annexé et transformé en Oranje-River-colony. Le 5 juin 1900, les Anglais occupèrent Prétoria et, le 1er septembre 1900, le Transvaal fut également annexé. Mais dans les affres du malheur se montra toute la grandeur morale de la résistance des Boers, et aussi

toute la vilenie des méthodes de combat employées par les Anglais.

Or, ces méthodes employées par l'Angleterre n'étaient pas, comme on pourrait le croire, le résultat d'une sauvagerie naturelle se déchaînant à mesure que s'échauffaient les passions au cours de la guerre, mais le résultat d'une cruauté froidement calculée, ainsi que le prouve une lettre officielle adressée par le commandant en chef des armées anglaises, Lord Roberts, au commandant en chef des forces boers aussitôt après la déclaration de l'annexion de la République du Transvaal:

Quartier général de l'Armée de l'Afrique du Sud,
le 2 septembre 1900.

Monsieur!

Le moment est venu de me référer à ma lettre du 5 août 1900, à laquelle vous avez bien voulu répondre le 15 août. Je sens que maintenant que la guerre est entrée dans le stade des combats de guérillas et de troupes irrégulières, je ne remplirais pas mon devoir envers les intérêts nationaux si je continuais à permettre aux familles de ceux qui combattent contre nous de demeurer dans les villes que nous contrôlons. Il ne s'agit **pas tant d'une question de subsistance que d'une question de politique** et de nous assurer contre l'envoi de nouvelles

A 121280

H4743-0090

à nos ennemis. Je vous serais donc reconnaissant de donner des instructions à tous les « burghers » sous les armes, dont les familles se trouvent dans les districts sous le contrôle de nos troupes, pour qu'ils fassent les préparatifs pour les recevoir et les loger bientôt. On commencera dans peu de jours le transport de ces familles. Elles seront amenées jusqu'aux avant-postes britanniques et y seront remises à une personne que vous aurez chargée de les recevoir. Je vous tiendrai au courant, jour par jour, du nombre des personnes qu'il faut attendre, et je profite de l'occasion pour faire savoir que, puisque presque tous les wagons de voyageurs de la Société des chemins de fer néerlandais ont été emmenés vers l'est, les familles, j'ai le regret de le dire, **devront pour la plupart voyager en wagons de marchandises ouverts . . .**

Inutile de vous exprimer combien je regrette d'avoir à prendre une telle mesure, mais elle m'est imposée par la résolution manifeste que vous et vos burghers avaient montrée de continuer la guerre, maintenant qu'ont cessé tous les doutes sur son issue.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre obéissant serviteur

Roberts
Feld-maréchal, Commandant en chef des troupes de l'Afrique du Sud.

Cette lutte menée en 1900 par les forces anglaises rappelle exactement par ses froids calculs la guerre menée actuellement par l'Angleterre pour affamer les femmes et les enfants allemands, les femmes et les enfants des Neutres.

La situation dans les camps de concentration anglais.

Dans le cas des Boers, la situation était encore plus cruelle, car les femmes et les enfants furent refoulés au nord du Transvaal dans une contrée couverte de brousse et où régnait la fièvre, région pleine de serpents et de

A 101281

H4743-0091

bêtes sauvages. Plus tard, afin de se servir de la situation désespérée des femmes et des enfants comme moyen de pression politique, on les enferma dans des camps de concentration. C'est en vain que le président de l'État libre d'Orange, Steyn, adressa en faveur de ces malheureux une lettre personnelle à Lord Kitchener.

En campagne, le 15 août 1901.

« . . . En ce qui concerne les 74.000 femmes et enfants que Votre Excellence prétend nourrir dans ses camps, il me semble que Votre Excellence ignore la façon barbare dont ces pauvres êtres sans défense ont été arrachés par les troupes anglaises à leurs foyers, pendant que l'on anéantissait tout ce qui leur appartenait. Combien de ces pauvres victimes innocentes de la guerre se sont enfuies à l'approche de troupes ennemies, par tous les temps, de jour ou de nuit, courant aussi loin qu'elles pouvaient pour ne pas tomber aux mains des soldats; et les troupes de **Votre Excellence n'ont pas eu honte de diriger sur ces êtres sans défense le feu de leurs canons et de leurs fusils** afin de s'emparer d'eux, bien que les troupes de Votre Excellence aient parfaitement su qu'il ne s'agissait que de femmes et d'enfants! Plus d'une femme, plus d'un enfant ont été ainsi blessés ou tués, comme cela s'est présenté récemment encore à Graspan près de Reitz où, le 6 juin 1901, un camp de femmes, et non un convoi, ainsi qu'il vous a été dit, a été pris par les troupes anglaises et délivré ensuite par nous, **cependant que vos soldats cherchaient abri derrière les femmes.** Lorsque vos renforts sont arrivés, ils ont tiré sur ce camp de femmes à coups de canon et de fusil. Je pourrais citer des centaines de cas de cette nature, mais je ne le juge pas utile, car si Votre Excellence voulait se donner la peine d'interroger un seul soldat loyal, il devrait confirmer ce que j'avance. Dire que ces gens séjournent volontairement dans les camps de concentration, c'est parler contre les faits. Et prétendre que les femmes ont été transportées dans les camps parce que les Boers auraient refusé d'assurer la subsistance de leurs familles, comme on l'a déclaré

A 101282

H4743-0092

récemment au Parlement anglais, c'est là une calomnie qui retombe sur le calomniateur lui-même.

signé: M. T. Steyn
Président de l'État libre d'Orange.

La lettre du Président Steyn, que nous venons de reproduire, emploie des termes encore très modérés en décrivant la brutalité des troupes anglaises. En réalité, le traitement auquel les femmes des Boers étaient exposées de la part des troupes anglaises était encore bien plus impitoyable et plus inhumain. Dans une requête adressée par les femmes du camp de Klerksdorf, le 5 janvier 1901, au Président du congrès du Cap, nous pouvons lire que l'on avait eu recours, pour arrêter et transporter les femmes, à des Cafres dont la *cruauté et la barbarie ne le cédaient en rien à celles des troupes anglaises.*

« Les femmes se jetèrent à genoux devant les Cafres en implorant leur pitié; mais on les entraînait avec brutalité, les accablant d'injures abominables et leur faisant subir un traitement pire encore. On alla jusqu'à leur arracher leurs vêtements. Lorsque les mères imploraient en faveur de leurs enfants, il leur était répondu: « marche, vous devez tous crever! » Nous pourrions multiplier de tels exemples, mais nous croyons que vous vous ferez déjà une idée suffisante de la

cruauté et de la manière barbare dont les officiers anglais et la troupe en usent avec des femmes et des enfants sans défense. »

Lorsqu'on lit de telles descriptions, on songe involontairement aux cruautés inouïes, aux massacres, à la bestialité dont se sont rendus coupables contre le sang allemand innocent, les Polonais, ces alliés de l'Angleterre dans la présente guerre anglo-juive; et l'on peut dire, en voyant l'attitude prise par les Anglais en pré-

A 101283

H4743-0093

sence de ces crimes, que les méthodes de l'Angleterre sont restées identiques à travers les temps.

La misère qui régnait déjà à la fin de 1900 dans les camps de concentration, ne tarda pas à attirer dans le monde entier l'attention de personnes généreuses. En dépit de la censure anglaise, on finit par savoir, en Europe et en Amérique, qu'une situation déplorable régnait dans ces camps. Les mères y étaient séparées de leurs enfants, on avait refusé aux femmes ayant des bébés d'emmener avec elles une vache laitière. Les portions de nourriture étaient absolument insuffisantes et étaient délivrées crues, alors que les prisonnières ne recevaient pas de combustible. Les listes officielles des rations montrent que les familles dont les membres étaient sous les armes recevaient des rations plus petites encore que les autres. Même des enfants au-dessous de six ans n'étaient pas exceptés de ces mesures. Les femmes et les enfants, même les malades et les femmes enceintes, devaient coucher sur le sol nu, sous des tentes n'offrant pas un abri impénétrable contre la pluie et le froid vif des nuits d'hiver de l'Afrique du Sud.

Nous avons les rapports suivants sur la situation dans ces camps de concentration où étaient retenus prisonniers des femmes et des enfants.

1.

Camp de Blœmfontein.
26 janvier 1901.

« Il y a presque deux mille personnes dans ce seul camp, mais seulement quelques hommes et plus de 900 enfants. Une température torride règne sous les tentes. Dans les nuits de pluie, l'eau traverse la toile, coule dans la tente avec cette violence que l'on ne trouve que dans ce pays et trempe les couver-

A 101284

tures de laine sur lesquelles reposent les gens. Madame P. va accoucher dans trois semaines et doit pourtant dormir sur le sol nu, toute raide et meurtrie; depuis presque deux mois elle n'a plus eu rien où s'asseoir et doit rester accroupie sur une couverture roulée... Ces camps sont la cruanté érigée en système. Jamais, au grand jamais, ce souvenir ne s'effacera de la mémoire des gens. Ce sont les enfants qui sont le plus cruellement éprouvés. Ils s'étiolent sous la terrible chaleur ainsi que par suite d'une nourriture insuffisante et qui ne leur convient pas. Des milliers de gens, dont la résistance physique est insuffisante, sont exposés à des conditions d'existence que leur affaiblissement ne leur permet plus de supporter.

Il y a des cas où des familles entières sont séparées et dispersées; elles ne savent où sont les leurs et ce qu'elles deviendront. Une ruine effroyable les attend...

Si le peuple anglais essayait pourtant de se représenter toute cette désolation! La population de villages et de districts entiers a été arrachée au sol, auquel elle tenait par toutes les fibres de son âme, et replacée autre part sur un sol nu. La façon dont on entretient ces camps revient à assassiner des enfants.

Nous avons eu beaucoup de cas de typhoïde et nous craignons une épidémie. J'emploie donc toute mon énergie pour que l'on fasse bouillir l'eau de la Modder. Les médecins disent que boire cette eau c'est comme si l'on avalait un vrai bouillon de culture de bacilles du typhus. Et pourtant, tous ne peuvent pas la faire bouillir, car le combustible est très rare. La quantité que l'on délivre pour une se-

01285
H4743-0094

maine ne suffit même pas pour préparer un repas chaud par jour...

Dans la tente voisine une jeune fille de 21 ans agonisait sur un brancard. Le père, un Boer de haute stature et à l'air doux, était à genoux près d'elle, cependant que, dans une tente à côté, sa femme veillait un enfant de six ans, également à l'agonie, et un enfant de 5 ans qui dépérissait. Ce couple a déjà perdu trois enfants à l'hôpital. »

2.

Camp de Norvals Pont.
10 février 1901.

« La chaleur dans les camps était intolérable. Même dans les grandes tentes fraîches et aérées on avait souvent 32 degrés Réaumur, et dans les petites tentes, recouvertes de simple toile à voile, la température s'élevait jusqu'à 34 et 36 degrés Réaumur. Le médecin disait qu'il ne pouvait utiliser son thermomètre dans ces tentes, car il lui était impossible d'y faire descendre la colonne de mercure. »

3.

Camp d'Aliwal North.
12 février 1901.

« Ce qui manque le plus, c'est le savon. Ni dans ce camp, ni à Norwals Pont on n'a donné de savon, et ceux qui n'ont pas d'argent ne peuvent se laver, ni laver leur linge. »

4.

Camp de Blœmfontein.
17 février 1901.

« Le manque de matelas me cause beaucoup de souci. Si l'administration militaire me donnait

H4743-0095

A 101286

seulement de la paille et du foin, je ferais faire les matelas par les gens eux-mêmes. Pour la plus grande part ils couchent sur le sol nu. »

5.

Camp de Blœmfontein.
18 février 1901.

« C'est une idée étrange, fausse et profondément inique, de créer partout dans ces États boers de grandes concentrations de gens, que l'on appelle des fugitifs et que l'on prétend protéger, mais qui, eux-mêmes, se considèrent comme prisonniers de guerre, y sont retenus contre leur gré et ont en horreur cette protection. »

6.

Camp de Blœmfontein.
27 février 1901.

« Cinq rangées de cellules en tôle ondulée (je ne puis appeler cela des maisons) ont été construites, deux rangées de chambres à un lit, les parois adossées, dix sur une rangée et vingt chambres dans un seul bâtiment, et chacune de ces chambres abrite une famille et même davantage. Environ cent familles y sont logées. Les cloisons en fer qui séparent les diverses chambres ne vont pas jusqu'au toit et le bruit, les courants d'air et le danger de contamination règnent dans toute l'habitation. »

7.

Camp de Springfontein.
4 mars 1901.

« Les gens ici sont dépourvus des choses les plus nécessaires et à un point que je n'avais encore jamais trouvé jusqu'à présent. Heureusement j'avais

01287
H4743-0096

H4743-0097

Le sentiment de l'humanité est, comme toujours admirable chez nos soldats.

(Rapport officiel au War Office.)
Dessin de L'Assiette au Beurre, 1901.

A 121288

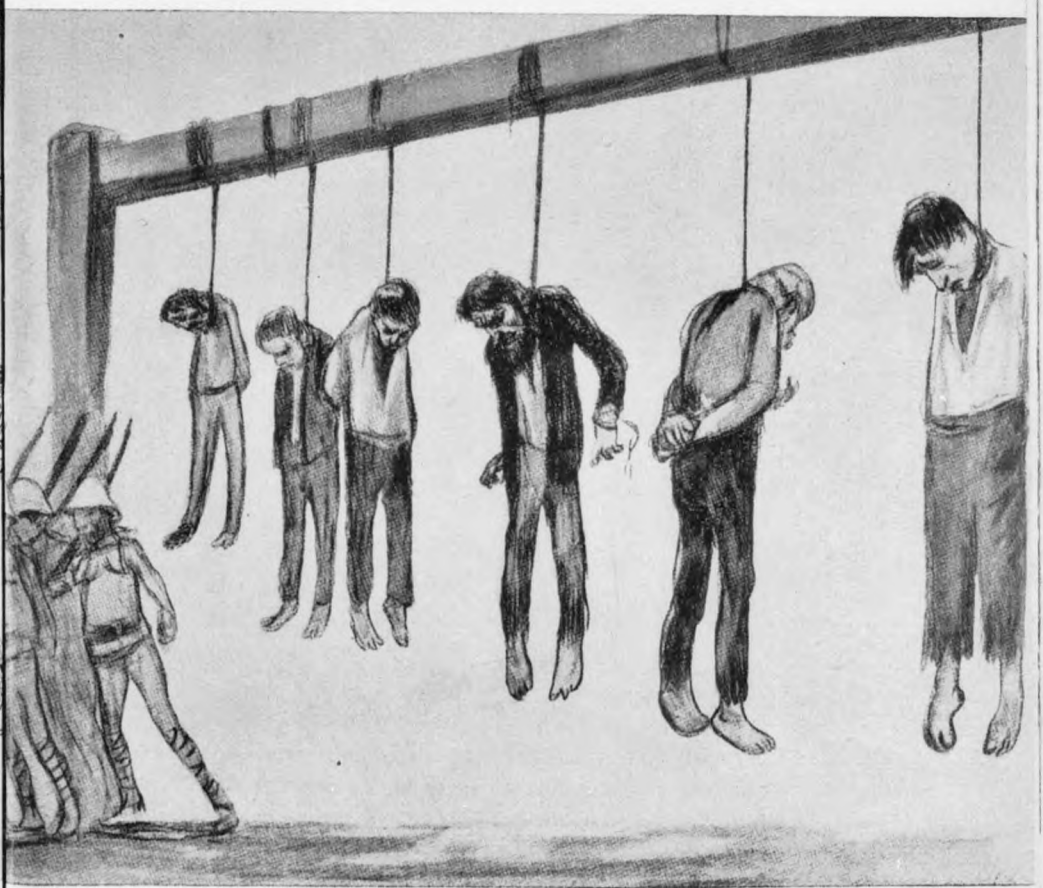
Il me faut rendre justice au soldat anglais et reconnaître sa politesse proverbiale . . . Il est touchant de voir avec quels égards et quel ménagement sont traitées les femmes boers.

(Rapport officiel au War Office.)
Dessin de L'Assiette au Beurre, 1901.

A 101289

H4743-0098

H4743-0099



. . . la déclaration que tout homme pris les armes à la main serait considéré comme rebelle, a produit les meilleurs résultats. J'ai appliqué systématiquement cette méthode.

(Extrait d'un rapport officiel du général Kitchener au War Office.)
Dessin de L'Assiette au Beurre, 1901.

A 101290

H4743-0100

« . . Les Boers prisonniers ont été placés dans de grands enclos où depuis 18 mois règnent le calme et la paix. Un grillage de fer où passe un courant électrique forme la clôture à la fois la plus saine et la plus sûre. Elle permet aux prisonniers d'avoir une belle vue, et de goûter l'illusion de la liberté.»

(Rapport officiel au War Office.)
Dessin de L'Assiette au Beurre, 1901.

A 201291

H4743-0101

avec moi trois caisses pleines de vêtements, mais ce n'était qu'une goutte dans cet océan de misère. Toute la journée je suis resté sur la véranda d'une ferme. Chaque famille, sortant des tentes, défilait l'une après l'autre devant moi, et j'ai pu leur donner seulement les vêtements indispensables pour couvrir leur nudité . . . La plus terrible détresse dans ce camp c'est encore le manque de combustible. Il n'y a pas de bois. On délivre un peu de charbon, mais si peu que les gens ne peuvent souvent faire cuire leurs aliments. Et cependant les rations fournies à l'état cru exigent du feu pour les préparer. »

8.

Camp de Kimberley.
13 mars 1901.

« C'est le plus petit camp que j'aie vu jusqu'à présent. Les tentes sont étroitement serrées les unes contre les autres, et le tout est entouré d'une clôture en fil de fer barbelé de huit pieds de haut. Aucune garde-malade. Une grande tente vide, sans mobilier, qui sert peut-être d'hôpital. Tentes trop remplies. La variole et la coqueluche règnent; le camp est sale et dégage de mauvaises odeurs. Un médecin militaire, qui naturellement connaît peu les maladies d'enfants. Pour ainsi dire pas de chauffage. La femme d'un commandant est ici avec six enfants. Le plus jeune est mort après un triste sort. Un général anglais est venu avec son détachement à la ferme pour la faire évacuer, l'enfant n'avait que dix-sept jours et la mère était encore très faible; l'enfant dépérit faute de lait et mourut au bout de trois mois. Il me sembla voir illustré le terme « innocent assassiné ». »

A 101292

H4743-0102

9.

Camp de Mafeking.
11 avril 1901.

« Une dame âgée avec laquelle je me suis entretenu fit vraiment preuve de caractère. Elle était complétement effondrée, et à un point que je n'avais encore jamais vu. Elle m'a décrit toute son histoire et les actes du général anglais qui l'a faite prisonnière, comment elle s'est jetée à terre devant lui, le suppliant de la fouler aux pieds et de la tuer. Elle m'a montré les vêtements qu'elle a emportés. Ce n'était qu'un paquet de linge blanc contenant un suaire, la seule chose dont, pensait-elle, elle eût besoin dans ce camp. »

10.

Camp de Kimberley.
13—15 avril 1901.

« On a amené ici 240 personnes, entassées la moitié dans des wagons à charbon ouverts. Lorsque je suis venu ici j'ai vu le commandant chargé de les recevoir. Il me raconta qu'à force de prières, en empruntant et en procédant à des achats, il avait pu réunir environ 25 tentes pour loger ces 240 personnes. La situation va donc devenir encore plus terrible... Sept enfants sont morts durant les quelques jours que j'ai passés à Capetown, deux autres sont décédés depuis que je suis de retour. Madame X. est à l'hôpital de la ville; elle est très malade à la suite d'un coup reçu à l'estomac. Un soldat ivre l'a frappée, un organe est atteint...

Lorsqu'il pleut la nuit, l'eau traverse la toile des tentes et forme de petits ruisseaux sur le sol où couchent les gens. Il n'est donc pas étonnant que les enfants tombent malades et meurent. »

F 101293

H4743-0103

11.

Camp de Blœmfontein.
20 avril 1901.

« Il y a ici 4.000 personnes, donc le double d'il y a six semaines. A la station de Springfontein j'ai vu un train amenant 600 autres personnes. Il est affligeant de les voir entassées dans le train, nombre d'entre elles dans des wagons ouverts. Il faisait un froid piquant Toute la nuit il avait plu à verse, et partout il y avait des flaques d'eau. Sur le sol détrempé, ces gens essayaient de se sécher, eux et leurs vêtements. Quelques femmes tentèrent de se faufiler sur le quai, afin d'acheter de quoi manger pour leurs enfants. Mais les soldats ne voulaient pas le leur permettre; je réclamai. Ils me dirent qu'ils regrettaient infiniment, mais qu'ils avaient reçu des ordres sévères . .

Un nombre toujours plus grand de femmes et d'enfants arrive. Une nouvelle razzia a commencé, et le résultat sera que des centaines, des milliers de ces malheureuses gens devront être parqués dans des camps déjà surpeuplés, ou bien envoyés à un endroit quelconque où l'on créera un nouveau camp, mais où il n'y a rien pour les recevoir.

Il n'est donc pas surprenant que les maladies augmentent. Depuis mon départ, il y a six semaines, le camp a eu 62 décès et le médecin lui-même est malade de la fièvre. »

Parmi les faits qui pesaient le plus durement sur les prisonniers et qui ont contribué à ravager la santé et la constitution des femmes et des enfants, il faut signaler, comme on le voit résumé dans un rapport:

«**Le manque de combustible.** Imaginez-vous trois petites bûches de 18 pouces de long, ou de petits morceaux de

A101294

H4743-0104

charbon pierreux, à peu près plein une assiette, pour la cuisine quotidienne ... On ne peut faire cuire la viande, et le pain est mal cuit ... Les femmes arrachent de mauvaises herbes pour essayer de chauffer les fourneaux en terre.

Le manque de lits et de matelas. La plupart couchent sur le sol ... Ainsi l'humidité de la terre, les averses dont l'eau pénètre dans les tentes, l'air froid qui souffle la nuit sous ces tentes, contribuent à miner la santé des enfants et à les tuer.

Le manque de savon. Dans aucun camp on n'a fourni le nécessaire sous ce rapport.

Le régime. La nourriture est toujours la même et elle ne convient pas à des enfants ... La viande est remplie de vers, le café est cuivreux et imbuvable, et tout cela a des conséquences néfastes.

L'eau. C'est de l'eau croupie. Durant des mois entiers, les vêtements de milliers de personnes n'ont pu être lavés que dans de petites mares d'eau stagnante, parfois améliorée par de l'eau de pluie.

L'encombrement. Il est très grand. Dans quelques camps, deux et même trois familles différentes habitent sous la même tente; dix à douze personnes sont entassées ainsi dans une tente qui a à peine 500 pieds cubes d'air.

Les chaussures, vêtements, couvertures. Dans certains endroits un grand besoin de ces articles se fait sentir ... Les gens, dont on a brûlé tout ce qu'ils possédaient, sont fort nécessiteux. Partout les chaussures manquent.

Les installations sanitaires. Elles sont parfaitement insuffisantes, vu le nombre de personnes ... elles sont exposées à tous les regards, au soleil, à la pluie. Il faut se boucher le nez déjà à 50 yards. Quand la puanteur atteint un des côtés du camp, la vie devient parfois

A 101295

H4743-0105

intenable sous la tente; résultat: inflammations des amygdales, et différentes maladies des voies respiratoires. Les gens considèrent ces lieux comme le plus terrible affront qu'on leur ait fait.

La vie de camp. La vie dans le camp n'a aucun but et est démoralisante. Les mères voudraient pouvoir, si elles en avaient le moyen, éloigner leurs jeunes filles de cette atmosphère...

La plupart de ces gens sont totalement ruinés. »

La mortalité.

La mortalité dans les camps, entre janvier 1901 et février 1902, a été effrayante. A cette époque, le chiffre annuel de la mortalité en Angleterre était de 18 pour mille.

Dans les camps de concentration il s'est élevé à 264, et même, pour les enfants, à 433. Le nombre des personnes internées ayant été en moyenne de 100.000, un quart aurait donc péri.

Les cruautés britanniques firent horreur même à quelques Anglais.

Ainsi, une Anglaise, Emily Hobhouse, parcourut les camps de concentration et décrivit dans un livre, qui fit sensation dans le monde entier, l'effroyable situation qu'on y pouvait constater. Ses récits, que nous avons reproduits, et qui lui valurent d'être expulsée par les autorités anglaises, prouvent abondamment que si les femmes et les enfants internés par les autorités militaires anglaises ont été maltraités, ce n'est pas par suite d'une pure négligence, mais parce que l'on a voulu leur faire subir systématiquement des tourments diaboliques, afin de briser la résistance des hommes qui combattaient contre l'Angleterre.

A 101296

Au mois d'août 1901 il y avait plus de 100.000 femmes et enfants internés dans les camps de concentration.

On négligea de les ravitailler en vivres.

On négligea de leur fournir les médicaments et les soins nécessaires.

En peu de semaines, la mortalité décupla parmi ces internés.

Suivant des indications officielles, un quart des personnes internées dans les camps de concentration y périrent, à savoir:

4.100 femmes,
22.000 enfants,
1.600 hommes débiles.

Et ces chiffres ne donnent qu'un aperçu sommaire de la réalité, les pertes ont été effectivement bien plus élevées.

Les Boers s'étant adressés au général Maxwell, le gouverneur anglais, à cause des hauts chiffres de la mortalité dans les camps de concentration, celui-ci leur répondit:

« *Que les Boers se rendent, la situation s'améliorera aussitôt.* »

Un médecin anglais, Sir Condal Franks, auquel le consul de Portugal à Prétoria s'était adressé pour la même affaire, lui répondit cyniquement:

« *Plus il en mourra, mieux cela vaudra.* »

De tels propos montrent nettement que l'Anglais, qui tire une telle vanité de ses bonnes manières, qui se pare du titre de gentleman et prétend que son peuple est prédestiné par ses qualités aristocratiques à dominer le monde, n'est en réalité qu'un individu brutal et lâche

A 101297

H4743-0106

qui, ne pouvant arriver assez rapidement à bout des Boers, de véritables hommes ceux-là, a déchaîné une lutte brutale contre des femmes et des enfants sans défense.

Parallèlement à cette « lutte » se poursuivait une campagne pour

déshonorer les prisonniers de guerre.

Suivant un rapport du Procureur général de la colonie du Cap, sur 12.119 Boers faits prisonniers par les Anglais, il y en avait 8.000, à la fin de la guerre, qui avaient été condamnés à des peines graves et infamantes, bien qu'ils n'eussent rien fait que de demeurer fidèles à leur peuple. C'est ainsi que l'on prononça de graves peines de détention contre des Boers âgés qui avaient commis le seul crime de ne pas livrer leurs jeunes fils combattant contre les Anglais, pour que ceux-ci les fusillent. Les Anglais laissaient aussi tranquillement les Cafres assommer et honteusement mutiler des Boers blessés.

Les autorités militaires anglaises s'attaquèrent même à des enfants.

Un procès fut intenté à un jeune garçon de quinze ans nommé Liebenberg. Il fut condamné à mort et exécuté. Aujourd'hui encore, le peuple boer tient en haute vénération la lettre émouvante dans laquelle il fit ses adieux à sa mère.

Afin de ne négliger aucun moyen susceptible de détruire le moral des Boers dans leur lutte héroïque contre l'Angleterre, celle-ci souleva contre eux les indigènes, leur fournit des fusils, des munitions en répandant parmi eux la devise: égalité de droits pour le Noir et pour le Blanc.

Qu'était devenue cette fierté de la race anglaise?

L'Anglais ne considère-t-il pas, maintenant encore, les princes hindous, dont la civilisation est de plus de mille

H4743-0107

A 101298

H4743-0108

ans plus vieille que la sienne, comme des êtres de second ordre?

N'a-t-il pas que dédain pour tous les étrangers; les Américains pour lui ne sont-ils pas des sots, les Français des niais et les Allemands des barbares?

Ne fustige-t-il pas les indigènes et même les gens de son sang avec le chat à neuf queues?

Certes, mais

lorsqu'il s'agit d'or et de diamants, lorsqu'il est question de conquêtes, soudainement toutes les races et tous les peuples sont juste assez bons pour tirer les marrons du feu pour l'Angleterre.

Les Noirs au service de l'Angleterre.

A cet effet, elle employa aussi les Cafres et les Boschimans contre les Boers. Elle leur promit monts et merveilles, s'ils voulaient l'aider à vaincre les Boers ou elle les menaça de représailles.

Des rapports officiels de généraux boers nous fournissent également un témoignage irrécusable de cet aspect de la guerre sud-africaine.

« De nombreux milliers de Cafres qui, sous le gouvernement des Boers, avaient paisiblement vécu dans leurs villages, furent faits prisonniers par les Anglais et emmenés en captivité avec leurs familles dans des camps de concentration. De nombreux transfuges nous ont fait savoir comment on s'y était comporté avec eux. Dès que les Cafres arrivaient au camp, on leur déclarait qu'ils ne recevraient pas de vivres à moins de faire la guerre du côté de l'Angleterre. Un grand nombre d'entre eux se vit donc enrôlé de force. Dans la colonie du Cap, on racontait aux Noirs encore sauvages, que si les Boers remportaient la victoire ils rétabliraient l'esclavage et

A 101299

H4743-0109

«Orphelins, nous avons perdu notre père; nos mères sont veuves.»

A 101300

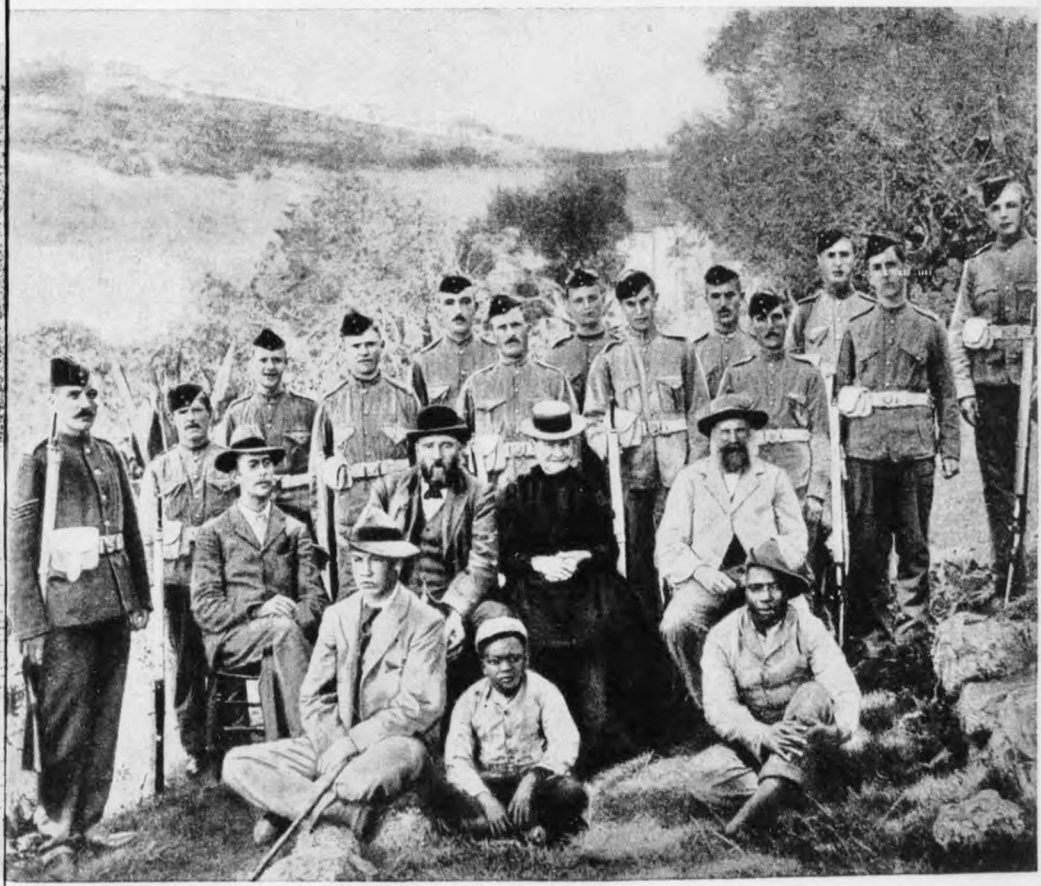
H4743-0110

Les tentes dans les camps de concentration offrent aux femmes boers le confort anglais — et l'hygiène. On trouve dans quelques-unes de ces tentes une atmosphère d'intimité réllement charmante.

(Rapport officiel de Lord Kitchener au War Office.)
Dessin de L'Assiette au Beurre, 1901.

A101301

H4743-0111



Le général boer Cronje, son épouse et d'autres Boers, prisonniers à Ste Hélène, en 1901.

A 1,01392

H4743-0112

Encore un Chamberlain.

Dessin de L'Assiette au Beurre, du 28 septembre 1901.

A 101303

que ces cruels Boers les attelleraient à leurs voitures et à leurs charrues.

Pour les impressionner plus profondément encore, on leur raconta que, s'ils prenaient le parti des Anglais, ils deviendraient propriétaires des fermes des vaincus. Alors ce seraient les Boers qui devraient travailler pour eux, et ils pourraient épouser les femmes de ceux-ci.

On répandit d'horribles histoires de cruautés commises par les Boers contre des Noirs. De sorte que la peur et la cupidité entraînèrent des milliers de nègres de la colonie du Cap à prendre les armes et à se mettre au service de l'Angleterre. La plupart des compagnies anglaises dans la colonie du Cap et dans l'État libre d'Orange comprennent un assez haut pourcentage de Noirs en armes, et ils se font un jeu d'insulter la population de race blanche; leur attitude arrogante fait l'objet de soucis motivés pour l'avenir de la race blanche dans l'Afrique du Sud. »

A tous ces débordements d'une guerre faite par tous les moyens s'ajoutait

l'incendie des fermes des Boers.

Il ne suffisait pas aux autorités militaires anglaises de soulever les Noirs contre les Blancs. Il ne leur suffisait pas d'interner les femmes et les enfants des Boers et de les laisser périr de faim. Il ne leur suffisait pas de décimer les prisonniers de guerre boers.

L'Angleterre voulait encore exterminer la culture paysanne boer dans l'Afrique du Sud, afin de faire place nette à ses prospecteurs à la recherche de l'or.

De même que les lords anglais, afin de pouvoir faire leurs grandes chasses en Écosse, expulsaient, encore au déclin du siècle dernier, les fermiers écossais de leurs

H4743-0113

A101304

foyers, incendiant les fermes pour en chasser les habitants, les militaires anglais se mirent aussi à incendier les fermes des Boers.

Les paysans boers combattaient, loin de leurs fermes, contre l'Angleterre.

Les femmes des Boers étaient internées dans des camps de concentration.

Les fermes étaient donc à l'abandon et ne constituaient aucun danger pour les Anglais.

Néanmoins, elles furent incendiées et rasées partout où passèrent des troupes britanniques.

En effet, pour l'Angleterre, une monnaie d'or, un chèque, une traite sont plus importants qu'un lopin de terre.

Un petit nombre d'Anglais raisonnables ont réprouvé cette brutale destruction d'une paysannerie cultivée qui, depuis des décades, avait en Afrique fait œuvre de pionnier. Le général anglais Smith-Dorrien qui, durant la guerre des Boers, fut spécialement chargé de brûler les fermes, adressa une lettre au commandant des forces boers à Leliefontein, dans laquelle il disait:

« Il m'est extrêmement pénible de brûler des fermes et de détruire la propriété d'un peuple si brave et si humain, et je regrette fort qu'il m'ait été ordonné de poursuivre l'application de ces mesures jusqu'à ce que le peuple boer ait déposé les armes. »

Mais à quoi servaient de si honorables exceptions?

Lorsque le mercanti britannique voit de l'or, il ne connaît aucune pitié.

Jusqu'au dernier moment, les Boers ont cru qu'ils pourraient éviter leur complet anéantissement en cédant les mines d'or à l'Angleterre. Mais il était déjà trop tard.

A 101395

H4743-0114

Envers ses adversaires vaincus l'Angleterre n'est pas généreuse, elle est cruelle.

De même qu'en 1918, alors que l'Allemagne, se fiant à l'honneur et à la raison de l'Angleterre, avait capitulé, mais avait été maintenue par elle dans l'esclavage, l'Europe se trouvant ainsi jetée dans le malheur pendant des dizaines d'années afin de satisfaire la volonté d'hégémonie mondiale des Anglais, vers 1900 déjà les Boers se virent dicter également une paix qui entraînait leur anéantissement complet, une paix qui les asservissait et paralysait pour de longues années le développement de la population du Sud de l'Afrique.

Le général Smuts, l'homme qui fit la paix.

L'Angleterre se trouva secondée, dans le camp même de ses adversaires, par le général Jan Smuts, qui, déjà alors, passé du côté des Anglais, travaillait pour leurs intérêts.

Nous avons sur les événements qui se sont déroulés dans le camp des Boers, lors de la conclusion de la paix, un récit digne de foi du commandant Andries de Wet. Il nous décrit comment, dans leur camp de guerre de Galvinia, les Boers attendaient avec impatience l'arrivée du général Smuts, qui leur dit froidement, à leur profonde stupeur: « Il me faut vous dire que les deux Républiques, pour lesquelles nous avons tant souffert ces trois dernières années, ont cessé d'exister. Elles qui, pour vous et pour moi, étaient notre bien unique, ne sont plus. Il ne nous reste, à vous et à moi, qu'à devenir les sujets de l'Angleterre, nous le sommes déjà. »

Quand on connaît la carrière politique du général Smuts dans les années qui suivirent, l'exhortation qu'il adressa alors à son peuple, le conjurant de se soumettre à la paix dictée par les Anglais, ne manque vraiment pas

H4743-0115

A 101396

d'ironie. « Vous ne devez pas, disait-il, abandonner votre qualité d'Africanders, vous ne devez pas devenir infidèles à votre idéal. Ce doit être notre fierté de reconnaître que nous sommes Africanders et que nous avons pris part à la guerre de libération qui vient d'échouer. »

Une fois que les Boers furent soumis au joug des Anglais, ce ne furent plus les Africanders qui gouvernèrent dans l'Afrique du Sud, mais la ploutocratie juive alliée aux gouvernants britanniques, et elle n'offrait aucun espoir d'avenir aux éléments attachés au sol. On ne sera donc pas étonné que les héros de la guerre de libération aient crié à Smuts, en plein visage: « Tu nous as trahis! »

Juifs et farmers dans l'Afrique du Sud.

Avec la défaite des Boers, la politique de Cecil Rhodes et de la ploutocratie juive, son alliée, l'avait emporté à Johannesbourg sur la vie nationale de l'Afrique du Sud. Les deux Républiques indépendantes du Transvaal et de l'Etat libre d'Orange devinrent des colonies de la couronne, dont le premier gouverneur fut Sir Alfred Milner, plus tard Lord Milner, bien connu par ses étroites attaches avec les principaux représentants de la ploutocratie juive.

Dans ses mémoires, le général Maritz nous rapporte une déclaration faite en 1900 par Milner, suivant laquelle l'Angleterre ne faisait pas cause commune avec les capitalistes de Johannesbourg. Elle faisait la guerre, disait-il, pour protéger les droits et les intérêts anglais.

Mais quelques années plus tard, ce même Milner entretint les relations les plus étroites avec les financiers juifs de Johannesbourg, avec Sir Edward David Stern, A. H. Goschen, et surtout avec Sir Sigismund Neumann, l'un des principaux fomentateurs de la guerre du Trans-

A 101307

H4743-0116

H4743-0117

vaal, et avec lequel il se trouva plus tard au conseil d'administration de la Bourse de Londres.

La découverte des terrains aurifères et des mines de diamant dans les Républiques boers, n'avait pas attiré seulement les Anglais *mais toute une horde de petits aventuriers juifs, ambitieux, insolents et dépourvus de tout scrupule.* Cecil avait cru pouvoir se servir d'eux, mais finalement ce sont eux qui ont fait servir Cecil Rhodes à leurs fins. C'est grâce à leurs basses intrigues que le sol de l'Afrique a été morcelé en une poussière de parcelles.

Rhodes, auquel on avait donné le nom de Napoléon du Cap, mourut à l'âge de 49 ans après la fin de la guerre contre les Boers. Il ne put poursuivre jusqu'au bout ses projets ambitieux, qui tombèrent aux mains de Juifs cupides, larges bénéficiaires de ses idées et de ses entreprises.

Ce n'est qu'en apparence que l'impérialisme britannique a su tirer au mieux parti des Juifs. En réalité, ce sont les Juifs qui se sont servis de l'impérialisme britannique.

Les propriétés des Boers en Afrique devinrent terres anglaises sous mandat juif. Les financiers internationaux juifs, dont le quartier général était et est encore à Londres, avaient tout à gagner et rien à perdre dans la guerre contre les Boers. L'Afrique était pour eux la nouvelle Terre promise. Ce sont ces Juifs qui, en dernier ressort, sont cause de cette guerre contre les Boers qui a coûté la vie à 26.000 femmes et enfants et à des milliers de braves soldats.

Le Juif est l'allié et le profiteur de la Grande-Bretagne!

Anglais et Juifs ont la même cupidité, la même absence de scrupules. Tous deux aiment à parler de la

A 101308

protection des petits peuples faibles, d'humanité, de démocratie et de progrès; tous deux entendent, par là, l'exploitation de ces peuples et l'extermination de tous ceux pour lesquels l'honneur, le sang, le sol ont une plus haute valeur que le profit et l'argent.

La guerre contre les Boers en est la preuve irrécusable.

Mais, déjà pendant la guerre contre les Boers, qui du côté anglais fut conduite avec la dernière brutalité et au mépris de toutes les lois de l'humanité et du Droit des gens, le Président des Boers, Steyn, a déclaré que toutes les horreurs commises par les Anglais n'auraient pour résultat que de faire des Africanders une grande nation.

« *Les temps ne sont pas encore venus, mais ils viendront un jour, et le monde entier entendra parler de toutes les horreurs britanniques qui auront produit ce résultat.* »

« *Un jour viendra où le devoir envers son ethnie sera plus fort que le devoir envers la couronne anglaise.* »

Depuis que Smuts a réussi à entraîner l'Afrique du Sud dans la guerre contre l'Allemagne, contre le gré du peuple sud-africain, tous les vrais Boers sont tellement persuadés de cette vérité que les temps ne semblent pas trop éloignés où l'on pourra sans doute libérer le peuple paysan de l'Afrique du Sud des chaînes que lui a imposées la City de Londres, et où il sera donné à ce peuple d'obtenir enfin, en dépit de l'Angleterre, la liberté de sa terre bénie pour laquelle il a si durement combattu

A 101309

H4743-0118

H4743-0119

Bibliographie.

Brochure du professeur hollandais Heeres: « Les Pays-Bas ont-ils vendu le Cap? »

Cf. « Grahamstown Journal ».

Hansards Parliamentary Debates CCLXIII, page 1828.

Cf. « Daily News » de Londres du 20 octobre 1899.

Journal « Zuid-African » du 12 février 1879.

Livre Blanc britannique, N° 969, page 63.

J. A. Froude: « Oceana », page 46.

Zeck: « Kampf um Südafrika », page 111.

Smuts: « Un siècle de tort », page 9.

Idem, page 10 et suivantes.

Idem, page 20.

Idem, page 21.

March Philipps: « With Rimington », page 87.

Réponse au Livre Bleu britannique d'août 1918, page 155.

W. T. Stead: « Methods of Barbarism », page 32.

Idem, page 37.

Emily Hobhouse: « The brunt of war ».

D'après l'épigraphe sur le monument érigé à Bloemfontein en 1913 en mémoire des morts dans les camps de concentration anglais.

Cf. chiffre 14, idem page 163.

Idem.

de Wet: « En luttant pour l'Afrique du Sud », page 275.

Idem, page 279.

Recueil de rapports officiels de généraux Boers, page 15.

A 101310

« The New Age », supplément, 17 octobre 1901.
Cf. chiffre 20, idem, page 249.
Idem, page 250.

Général Maritz: « Mémoires », page 54.
Idem, page 100.
Cf. chiffre 20, idem, page 79.
Idem, page 284.

Remarque relative aux illustrations.

Il s'agit ici, exclusivement, de photographies et de caricatures contemporaines de source anglaise ou française.

MUSÉE * BIBLIOTHÈQUE DE LA GUERRE *

A 101311

H4743-0120

H4743-0121

41

RF 1106 bis
1106-6

WERNER SCHAEFFER

LA TYRANNIE ANGLAISE EN IRLANDE

R. F. 1106
1105 bis

A 101312

0.33981

H4743-0122

H4743-0123

M-4743(a)

LA TYRANNIE ANGLAISE EN IRLANDE

INTERNATIONAL MILITARY TRIBUNAL
NURNBERG, GERMANY
Exhibit RF 1106 bis
Filed Feb 5, 1946

101313

H4743-0124

OFFICE D'INFORMATION ALLEMAND

L'Angleterre sans masque

No. 5

A 101314

Acq. 48801

WERNER SCHAEFFER

LA TYRANNIE ANGLAISE EN IRLANDE

Des faits

Ossements blanchis et illusions perdues, tels sont les soubassements de la nation irlandaise.
Arthur Griffith

BERLIN 1940

A 101315

O 33981

H4743-0126

SOMMAIRE

	Page
Introduction	5
I. L'asservissement ..... 1150—1700	7—12
II. La « vallée de la désolation » ..... 1700—1800	13—16
III. Le grand massacre ..... 1800—1915	17—25
IV. La lutte pour la liberté ..... 1916—1939	26—46
Épilogue	47
Bibliographie	48

Imprimerie: M. Müller & fils, Berlin SW 68

A 101316

H4743-0127

INTRODUCTION

Les hommes d'Etat qui dirigent la Grande-Bretagne ont, suivant leurs propres paroles, déclaré la guerre à l'Allemagne pour « s'opposer à l'emploi de la violence », pour « protéger la liberté des peuples » et pour « aider au triomphe de la justice ». Aujourd'hui encore, leurs discours sont pleins de cette déclamation et ils colorent leur propre conduite des plus nobles motifs. Quand on entend des déclarations de ce genre par lesquelles l'Angleterre s'érige, pour ainsi dire, en censeur des mœurs internationales, il est bon de se demander quelle a été la conduite de ce régent, ce qu'il en est de sa morale et ce qu'il a bien pu faire dans son propre Empire pour réaliser les idéals qu'ils prétend défendre.

Inutile d'aller bien loin pour nous livrer à des recherches de cette nature. Immédiatement au voisinage de l'Angleterre so trouve une grande île qui, durant 700 ans, est demeurée sous la souveraineté britannique, et qui peut donc nous fournir le meilleur témoignage de la nature de cette souveraineté. Cette île, c'est l'Irlande. Nous savons que les Irlandais sont un peuple spécial, de vieille race celtique, ayant son caractère propre, ses mœurs à lui et une civilisation d'une nature très marquée. La simple question que nous poserons sera celle de savoir ce qu'il en est, dans ce pays, de la « liberté », de la « justice », pour lesquelles l'Angleterre a tiré l'épée ? Comment a-t-on mis en valeur en Irlande ces deux idéals ? Comment ont-ils triomphé sous la bannière de la Grande-Bretagne ?

Nous donnons ci-après un bref exposé de l'histoire de l'Irlande, depuis le Moyen Age jusqu'à nos jours. Afin de procéder sûrement, nous nous appuierons uniquement sur les déclarations de témoins anglais et irlandais et non sur le témoignage d'observateurs étrangers, dont les paroles pourraient être empreintes de partialité. Nous nous bornerons à relater ce que rapportent des témoins irrécusables. Nous n'offrons ici que des faits.

A 101317

H4743-0128

H4743-0129

I. L'ASSERVISSEMENT
1150—1700

Aucun peuple en Europe n'a eu autant à souffrir que le peuple irlandais, et ses souffrances indicibles ont commencé dès le moment où les Anglais ont débarqué dans l'île verte. Avant leur venue, l'Irlande était un pays heureux où florissaient les arts et les sciences, pays où le christianisme avait très tôt pris racine. De nombreux couvents où on l'enseignait essaimaient des moines irlandais qui allaient porter la bonne parole aux nombreux peuples du continent. Au cours des temps, des Danois qui avaient émigré, s'étaient fixés dans certains points du pays, y avaient fondé des villes et développé leur commerce pacifique. L'île, en effet, avait de grandes richesses naturelles. on y trouvait notamment de grandes quantités de bois, article fort demandé à cette époque.

Or, dans la seconde moitié du 12e siècle, l'Anglais Richard de Clar, earl of Pembroke, surnommé Strongbow, partit avec quelques barons avides de butin à la conquête du pays demeuré libre jusque-là. Un bref aperçu de cette **première invasion** nous montre déjà comment les Anglais se comporteront plus tard en Irlande. L'historien anglais **Trevelyan** décrit ainsi cette première expédition dans son « Histoire de l'Angleterre » (« History of England ») : «Aux côtés des chevaliers (anglais) avec leurs puissantes armures combattaient des archers. Les troupes des tribus irlandaises combattaient à pied, sans armures, brandissant la hache danoise et l'épieu, lançant des pierres ; elles ne pouvaient donc résister aux meilleurs archers, à la meilleure cavalerie de l'Europe. Les Irlandais s'enfuirent dans les marais, dans les forêts et les montagnes à l'intérieur de l'île où personne ne pouvait les suivre et que personne ne convoitait . . . Les conquérants ne rencontrèrent de résistance que dans les ports construits par les Danois et où les défenseurs se trouvaient à l'abri d'ouvrages fortifiés. Les villes furent aisément conquises et devinrent anglaises sur le champ. Les bourgeois de Bristol obtinrent le droit de s'établir à Dublin et le burg de Dublin resta du 12e au 20e siècle le centre de la domination anglo-saxonne. Les

A 101318

H4743-0130

quelques Danois qui avaient échappé au carnage retournèrent en Scandinavie, abandonnant la place aux conquérants qui, à dater de ce jour, tinrent en mains les ports, ces clefs de l'île. » **Les barons britanniques** continuèrent d'ailleurs « à piller le peuple et à **se tailler leurs baronies dans le pays,** guerroyant pour leur propre compte ». Les Irlandais furent de plus en plus refoulés.

Tels furent les premiers actes de l'Angleterre pour mettre brutalement la main sur l'île voisine. Ce début dénote déjà des traits caractéristiques: une incroyable rapacité du conquérant qui à la fois s'empare des terres et violente le commerce. Telle sera toujours l'attitude des Anglais sur le sol de peuples étrangers.

Pires encore que cette première invasion furent **les violences commises 300 ans plus tard sous le règne de la reine Elisabeth. Cette fois, à la cupidité brutale se joignait la fureur de la persécution religieuse.** Les Irlandais, qui étaient catholiques, devaient non seulement être asservis à l'Angleterre, mais encore devenir protestants. On s'empara donc des couvents dont on chassa les moines. Cependant, dit Trevelyan « les Anglais n'apportaient rien qui pût remplacer ce qu'ils détruisaient. Ils ne fondèrent ni universités ni écoles pouvant remplacer les couvents ». C'est intentionnellement et non par apathie que les Anglais agirent ainsi. Il convenait, après les avoir soumis, d'abêtir entièrement les Irlandais, car on avait commencé à les réduire sans pitié à l'esclavage. « Le Gouvernement (anglais) », dit Trevelyan, « favorisait en même temps l'établissement d'Anglais, comme le seul moyen de maintenir opprimée la population autochtone qui, d'année en année, se montrait plus hostile. Cette mesure du Gouvernement anglais attira des **légions d' aventuriers nobles** et de cadets de familles **anglaises,** venant des villes ou des campagnes. On a dit que les aigles d'Elisabeth prirent leur vol vers l'Amérique espagnole pendant que les vautours fondaient sur l'Irlande : mais souvent la distinction s'effaçait . . L'Irlande, comme l'Amérique étaient pour eux deux pays nouveaux d'égal attrait et d'égale importance, où l'on pouvait s'enrichir, tout en servant sa reine et en déployant la bannière de la vraie religion. » Dans l'introduction à son « Histoire de l'Irlande au 18e siècle » (« A History of Ireland in the 18th century »), Lecky raconte comment les « vautours » procé-

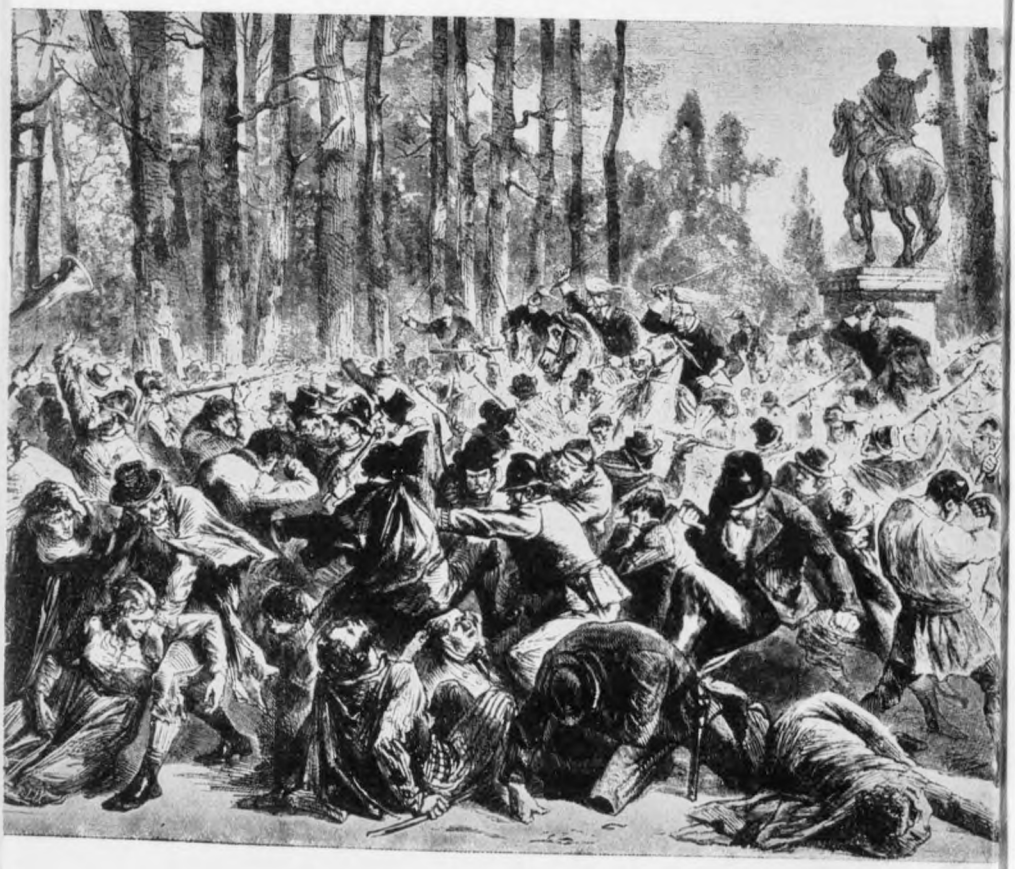
101319

H4743-0131

Expulsion d'un fermier irlandais

A 101320

H4743-0132



Dissolution par la force d'une réunion d'Irlandais par la police anglaise (1871)

A 101321

H4743-0133

daient. « La guerre était à la lettre **une guerre d'extermination.** On massacrait les Irlandais comme on égorge des bêtes sauvages. Non seulement les hommes, mais aussi les femmes et les enfants qui tombèrent aux mains des Anglais furent systématiquement mis à mort. Mais le glaive, pensait-on, n'allait pas assez vite en besogne. . . . Aussi, d'année en année, détruisit-on progressivement jusqu'à épuisement les possibilités d'existence dans une grande partie de l'Irlande; les Irlandais qui s'étaient rendus, furent égorgés et la population fut, avec succès, systématiquement affamée. Longtemps avant que la guerre fût terminée, on assurait à Elisabeth **qu'en dehors de cendres et de cadavres, il n'y avait plus grand'chose pour elle à gouverner. »**

Un statut publié alors et que nous reproduisons textuellement, montre comment on procédait avec les survivants :

« Celui qui épouse un Irlandais, qui fait élever ses enfants par des Irlandais, qui choisit des Irlandais comme parrains, se rend coupable du crime de haute trahison et sera puni de mort.

Celui qui prend un nom irlandais, parle irlandais, porte des vêtements irlandais ou adopte des coutumes irlandaises, sera expulsé du pays; et sa fortune sera confisquée par l'Etat.

Celui qui écoute des joueurs de cornemuse, des bardes ou des diseurs de contes, sera expulsé du pays ou jeté au cachot. »

Si répugnant que soient ces faits, ils ne formaient cependant qu'un préambule à ce qui allait bientôt se produire. Quelques dizaines d'années plus tard, en effet, **la troisième vague de l'invasion anglaise** déferla **sur l'Irlande;** lorsque, en 1649. Cromwell reprit la conquête de l'île Verte. Il la poursuivit avec une rage indescriptible. Matthew Carey nous décrit quelques scènes de cette impitoyable guerre d'anéantissement dans son livre: « Vindiciae Hibernicae » : « De toutes les cruautés », dit-il, «et de toutes les scènes de meurtre qui caractérisent la manière anglaise en Irlande, ce sont certainement celles qui se déroulèrent lors de la **reddition de Drogheda** qui furent les plus affreuses. Cromwell avait assiégé cette ville pendant quelque temps; finalement, il donna la promesse de faire grâce. La garnison était composée des meilleurs éléments de l'armée et l'aurait repoussé si elle n'avait été leurrée par la parole qu'il avait engagée de les ménager, parole qui fut tenue jusqu'au moment où la garnison entière eut déposé les armes, après quoi Cromwell ordonna à ses hommes de commencer le

A 101322

H4743-0134

massacre de tous ceux qui s'étaient rendus. Ce carnage dura 5 jours et fut exécuté avec une atroce cruauté, une férocité que les pires sauvages seraient à peine capables d'imaginer et de réaliser. » Dans un autre passage de son ouvrage, Carey écrit :

« Trois mille personnes, hommes, femmes et enfants, de tout âge et appartenant à toutes les classes, avaient cherché refuge dans la cathédrale de Cashel, dans l'espoir que le temple du Seigneur les protégerait contre le carnage qui dévastait tout le pays. Le général Ireton, un véritable forcené, fit enfoncer les portes de l'église et lâcha sa soldatesque sur la foule qu'elle renfermait. On ne tarda pas à voir comme il avait été vain d'avoir confiance dans la protection de la Maison divine et de l'autel. **Tous ceux qui se trouvaient dans l'église furent massacrés.** Ni leur rang, ni leurs dignités, ni leur caractère ne purent sauver le noble, l'évêque ou le prêtre. On n'eut pitié ni de l'âge ni des cheveux blancs du sage vénérable dont le front est déjà penché vers la tombe, ni la grâce de la vierge ni le dénuement de l'enfance ne mirent un terme à la fureur. **Le mot d'ordre était de tuer** et tous subirent le même sort. »

Ce que le glaive n'avait pu faire, se trouva achevé par **l'isolement et l'affamement des milliers** d'Irlandais qui s'étaient enfuis dans les forêts et les gorges sauvages où l'on retrouvait leurs cadavres « les lèvres vertes d'orties et d'herbes qu'ils avaient eu encore la force d'arracher au sol ». L'Anglais Spenser, témoin oculaire de ces atrocités, décrit comme il a vu d'autres victimes de cette guerre d'affamement sortir à quatre pattes de leurs cavernes enfumées, parce qu'ils n'avaient plus la force de se tenir debout, et se jeter sur une charogne dont ils se disputèrent les débris ; il raconte comment un officier écossais, après avoir lié ensemble des femmes, les jeta du haut d'un pont dans une rivière, comment un soldat anglais transperçait des enfants de son sabre en répétant le plaisanterie. « Écrasons la vermine dans l'oeuf! »

C'est ainsi que Cromwell **réduisit le chiffre de la population irlandaise de 1.500.000 âmes à 800.000 ;** il contraignit, en outre, 50.000 hommes à émigrer, cependant qu'il vendait des milliers de jeunes filles irlandaises comme esclaves dans les colonies anglaises. Quand, sa besogne terminée, Cromwell la célébra au Parlement britannique comme une « victoire », en disant :

A 101323

H4743-0135

« Et maintenant demandons-nous qui a accompli cette grande œuvre ? Ce ne sont pas nos forces à nous, mais l'esprit de Dieu. Le Seigneur les a livrés entre nos mains. »

Le but que l'on voulait obtenir par ces mesures barbares **c'était de faire de la place pour les Anglais que Cromwell voulait installer en Irlande.** Il confisqua environ les deux tiers de tout le sol irlandais. Relativement à cette spoliation sans exemple, Trevelyan écrit : « La réglementation de la question foncière en Irlande a été de beaucoup la partie la plus mauvaise de l'œuvre de redressement instaurée par Cromwell, et c'est précisément cette partie de son œuvre qui s'est conservée quant à l'essentiel, telle qu'il l'avait organisée. On acheva alors de faire passer **aux mains d'Anglais le sol appartenant à des Irlandais.** On poursuivait ainsi un triple but: En première ligne les soldats et les capitalistes qui avaient prêté les sommes nécessaires pour la campagne se trouvaient dédommagés en propriété foncière irlandaise... ensuite la domination de l'Angleterre sur l'Ile se trouvait assurée, même après le licenciement de l'armée, en cas de soulèvement de la population. Enfin, on pensait par cette mesure extirper le catholicisme. Les deux premiers buts furent atteints... On envisagea même l'idée de refouler vers l'ouest toute la population celtique, mais on renonça à réaliser ce projet. La **population autochtone** resta pour la plus grande part sur les terres et **servit aux nouveaux maîtres de bûcherons,** de **porteurs d'eau,** devant, en **outre, verser les uns et les autres des redevances écrasantes pour le fermage,** sans que les propriétaires eussent aucunement besoin de se soucier d'améliorations et de constructions nouvelles. » En d'autres termes, **les Irlandais devinrent les esclaves des propriétaires fonciers anglais.**

Quelques dizaines d'années plus tard, en 1690, le malheureux peuple irlandais eut à supporter de **nouvelles et effroyables mesures de violence sous** le règne du **roi Guillaume III.** Une fois encore, une armée anglaise envahit le pays et étouffa brutalement dans le sang la vaillante résistance des braves Irlandais. Les mesures d'asservissement redoublèrent. Ecoutons ici également le jugement porté sur ces événements par Trevelyan : « Les véritables maîtres de l'Irlande », dit-il, « ce furent alors les whigs et les tories de Westminster (la caste dirigeante en Angleterre), dont le nouveau gouvernement du pays reflétait l'étroitesse d'esprit et l'aberration. La loi livrait

A 101324

H4743-0136

le catholique irlandais à toutes les vexations politiques et sociales que peut imaginer la méchanceté humaine. Elle poursuivait et tourmentait son clergé, le seul chef que lui eût laissé le régime foncier établi par Cromwell... Déjà, depuis Charles II, la jalousie des commerçants anglais pouvait nuire également aux protestants irlandais, depuis que l'on avait promulgué des lois **contre l'exportation irlandaise de bétail et de drap.** En détruisant le commerce irlandais du drap, dont la ruine se trouva achevée par des lois publiées par le Parlement anglais vers la fin du règne de Guillaume III, se trouvait paralysé le développement de la colonie anglicane. »

En réalité, **l'Irlande** était devenue absolument une colonie, mais une **colonie de type nettement anglais.** C'est ce qu'indique Trevelyan en disant que l'Irlande était devenue une « vallée de la désolation ».

101325

H4743-0137

II. LA « VALLÉE DE LA DÉSOLATION » 1700—1800

Considérons maintenant cette colonie anglaise et voyons quel fut au 18e siècle le sort de ces Irlandais asservis, au siècle des lumières où l'Europe s'enthousiasmait pour un idéal humain élevé? Nous ne voyons pas la moindre lueur d'un tel idéal éclairer la sombre destinée des Irlandais. En effet, après qu'ils les eurent déduits en esclavage, les Anglais s'efforcèrent de maintenir au niveau le plus bas de l'humanité les Irlandais qu'ils avaient dépouillés de tous leurs droits, auxquels ils avaient enlevé tout leur sol, les condamnant ainsi au dénûment le plus complet et leur enlevant toute possibilité de redressement même le plus modeste. Les **lois pénales** promulguées **contre les catholiques** offraient l'instrument nécessaire à cet effet. Un Irlandais qui ne voulait trahir ni sa race ni sa foi ne pouvait fréquenter aucune école ni se préparer à un métier. Il devait rester valet de ferme ou petit fermier à la campagne et, même dans ce milieu, on veillait à ce qu'il ne pût jamais sortir des bas fonds de la pauvreté. Si, par exemple, il possédait un cheval pour les travaux des champs, il devait aussitôt s'en défaire dès qu'un grand propriétaire anglais lui en offrait 5 livres, car il ne convenait pas qu'un Irlandais possédât un cheval de prix. Afin d'arracher au peuple irlandais les derniers membres de son clergé, on avait institué une récompense de 50 livres accordée à celui qui dénoncerait un évêque ayant commis un délit quelconque contre les dispositions mentionnées. Dans ses lettres à Sir Hercules Longrishe, Edmund Burke appelle avec ironie le « Penal Code », le recueil de ces lois, « l'instrument d'une sage et mûre réflexion » aussi propre à opprimer, à appauvrir et à abaisser un peuple qu'à rendre ses instincts plus mauvais et cela avec un degré de perversité dépassant tout ce que l'on avait imaginé jusque-là.

Dans « Two Centuries of Irish History », R. Barry O'Brien nous décrit les effroyables effets de ce code pénal. « A n'importe quelle heure du jour des **visites domiciliaires pouvaient avoir lieu dans toutes les maisons**... Les fonctionnaires de l'administration avaient le droit d'arrêter tous les vagabonds

A 101326

H4743-0138

et toutes les personnes n'ayant pas de revenu assuré et, après une courte délibération, de les envoyer à la flotte (anglaise). » On lit également dans cet ouvrage que « l'on ne négligeait aucun moyen pour arriver à une condamnation ». **La persécution incessante de tout ce qui était irlandais avait été élevée à la hauteur d'un système.**

Edwin Smith (Histoire de l'Irlande et caractère irlandais — « Irish History and Irish Charakter ») nous dépeint sous d'affreuses couleurs les résultats de cette oppression exercée par les Anglais: « La masse du peuple se trouvait dans un état économique et social qui était sans doute le plus déplorable que l'on eût jamais vu dans l'histoire des nations civilisées. **Les hobereaux** (anglais) formaient **la pire caste de maîtres dont ait vraisemblablement jamais eu à souffrir un pays.** Brutaux et ne respectant rien, ils ne tardèrent pas à perdre toute mesure. Ivrognes, dissolus et bretteurs, ils foulaient aux pieds la dignité de l'Angleterre. Ces « vers du royaume », comme les appelle Arthur Young, exerçaient sur leurs terres une véritable tyrannie sur les pauvres Irlandais catholiques. Entre les fermiers, d'une part, et les receveurs des fermages, de l'autre, s'engagea une véritable lutte pour la vie, avec, comme résultat, tout un siècle de conjurations et de crimes... **Il n'y a pas de termes assez forts pour dépeindre les horreurs d'une telle situation sociale.** »

Outre les sommes que les fermiers irlandais pressurés devaient verser comme fermage à leurs maîtres, on essayait encore d'obtenir d'eux tous les impôts possibles. Cependant, finalement, la pauvreté devint telle qu'il fallut nécessairement établir certaines limites. On calcula les impôts d'après le nombre des feux que possédait une famille. Mais, suivant une statistique mentionnée par O'Brien, sur 701.102 maisons qu'il y avait en 1791 en Irlande, 112.556, étaient dépourvues de tout foyer et 36.432 seulement (c'est-à-dire 5 % de toutes les habitations, en avaient deux). Si l'on songe que le nombre des Irlandais, malgré leur effroyable misère, s'élevait alors au chiffre de six millions — les Irlandais étant d'une extrême fécondité — on peut se faire une idée des conditions de logement et d'existence dans lesquelles ils vivaient alors. **Environ huit à dix personnes s'entassaient dans des huttes de bois, qui ne pouvaient, en partie, être chauffées, et, le plus souvent, n'avaient qu'une pièce.** Ce même O'Brien constate qu'alors

A 101327

H4743-0139

« sur des terres légères, de pauvres paysans, demi nus, vivant dans des tanières et de pitoyables abris, s'efforçaient de sustenter leur chétive existence et de payer les sommes d'un fermage usuraire dont le taux se trouvait immédiatement relevé dès que l'on remarquait une amélioration du sol, du logement et du vêtement . . . La classe des paysans était toujours en danger de périr de faim et bientôt, effectivement, commença **la période des famines** (il y en eut cinq ou six dans l'espace de vingt ans) qui causaient une sorte de fièvre provoquée par la faim. »

Dans de pareilles conditions que, bien loin de s'efforcer à les supprimer, la caste anglaise dirigeante ne cherchait qu'à perpétuer, il n'est donc pas étonnant que les paysans irlandais, à bout de désespoir, aient parfois pensé améliorer leur terrible sort en se soulevant. La répression venait alors, féroce, au milieu d'hécatombes.

Vers la fin du 18e siècle **l'Angleterre imagina** contre la paysannerie irlandaise un **plan des plus diaboliques.** L'essor économique de la caste anglaise dirigeante d'Irlande inquiétait le Parlement britannique. En effet, cette caste, favorisée par le travail de ses esclaves irlandais, commença à faire concurrence à l'Angleterre avec un commerce de blé des plus prospères. Aussi résolut-on à Londres de **transformer la colonie en province anglaise,** de manière à en tirer directement profit. Comme les grands propriétaires fonciers établis dans l'Ile verte s'opposaient à la rèalisation de ce dessein, celui qui avait alors la haute main sur la politique anglaise, Pitt, conçut un projet aussi astucieux qu'impitoyable. Afin de rendre les grands propriétaires fonciers plus traitables, il convenait de soulever les Irlandais contre eux, qui auraient alors besoin de la protection de la métropole. C'est ce que l'on fit. Les Irlandais se laissèrent entraîner par un vice-roi, qui semblait être bien disposé envers eux, à avoir recours aux armes. Ils se soulevèrent sous la direction de Wolfe Tone. Et à peine l'émeute avait-elle éclaté que les oppresseurs firent, en effet, appel à l'Angleterre. L'arrivée de l'armée contraignit les propriétaires fonciers à s'unir à l'Angleterre. Quant aux Irlandais, ils furent de la façon la plus cruelle rappelés a la réalité des choses. **Lord Bryce** lui-même, qui, plus tard, se déshonora à jamais en donnant de la part du gouvernement britannique son estampille aux listes d' « atrocités » que les

A 101328

H4743-0140

Allemands auraient commises en Belgique, décrivit, en 1888, dans son livre « Two Centuries of Irish History » — cette fois conformément à la vérité — **les atrocités commises alors par l'Angleterre en Irlande.** Voici ce qu'il écrit :

« **Les tortures, le viol, l'incendie des fermes, la destruction des vivres, l'anéantissement complet de familles entières,** de façon générale, toutes les atrocités auxquelles peuvent se livrer sur d'autres hommes des criminels brutaux auxquels on a donné carte blanche, furent alors commises. **La pendaison,** la fusillade étaient à l'ordre du jour et de telles exécutions étaient encore moins cruelles que les effroyables **fustigations,** allant parfois jusqu'à mille coups de fouet, qui détachaient des os la chair et les muscles. Pour arracher des aveux on faisait agenouiller le fils sous son père, ou le pére sous son fils, pendant que le sang coulait tout chaud sous la violence des coups. Une des formes les plus courantes de ces tortures consistait à pendre à demi la victime. Des **couvre-chefs, remplis de poix brûlante,** étaient enfoncés sur la tête des victimes, puis arrachés brutalement. N'insistons pas. **Une duperie sanglante et une terreur bestiale inauguraient un nouveau chapitre effrayant dans l'histoire de la Passion irlandaise. »**

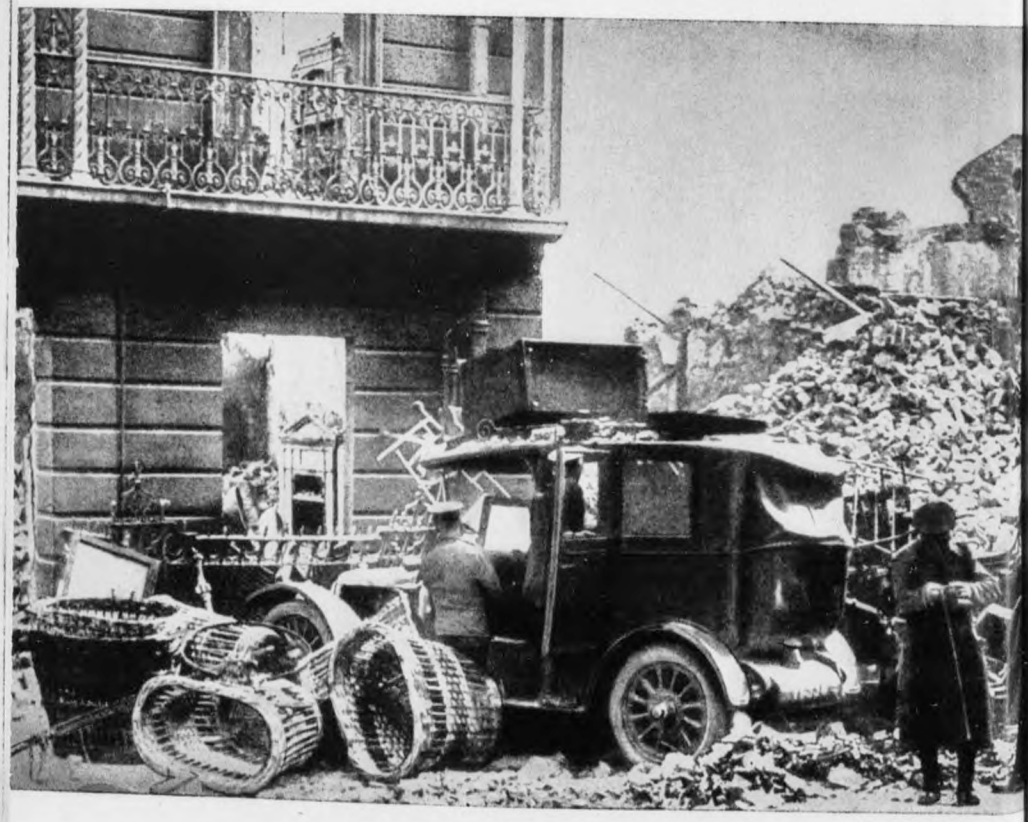
A 101329

H4743-0141

Sinn-feiners arrêtés lors du soulèvement de Pâques 1916

A 101330

H4743-0142



Aspect d'une rue de Dublin après l'intervention du général anglais Maxwell

A 101531

H4743-0143

III. LE GRAND MASSACRE 1800—1915

Depuis le jour néfaste de l'an 1800 où l'Irlande fut réunie à l'Angleterre, la « vallée de la désolation » devint un théâtre de grands massacres, tels que le monde n'en avait jamais vu. Voici brièvement ce qui les amena:

L'Angleterre voulait ruiner économiquement l'Irlande pour ne pas être handicapée dans son propre commerce par la concurrence de l'île voisine. Elle prit donc coup sur coup trois mesures décisives: 1. elle ferma les tissages de laine du nord de l'Irlande; 2. elle paralysa le développement de toutes les entreprises industrielles irlandaises; 3. elle abolit les droits protectionnistes sur le blé pour ruiner le commerce du blé de l'Irlande avec le continent, par la baisse automatique des prix. Que restait-il à faire aux grands propriétaires anglais dans l'Ile verte? Pour conserver des possibilités de gain, ils durent suivre la voie que, dans son propre intérêt, leur prescrivait l'Angleterre. Et au **lieu de produire du blé** ils se mirent **à pratiquer l'élevage** sur une grande échelle, afin de pouvoir fournir **au marché anglais la viande** produite. Ce fut dans les premières décades du 19e siècle qu'ils se décidèrent à entrer dans cette voie.

Mais quelles furent pour les Irlandais les conséquences de ce revirement? Il eut des effets terribles à deux égards. D'une part, les Irlandais ne pouvaient plus offrir leurs nombreux enfants comme main-d'œuvre dans les fabriques ou dans les ateliers qui n'existaient plus; d'autre part, les propriétaires fonciers, chez lesquels ils avaient trouvé du travail dans la culture des champs, s'étant mis à transformer ces champs en prairies, chassèrent leurs paysans. Ils n'avaient plus besoin, en effet, ni de paysans ni de fermiers, mais seulement de bergers. **De grandes masses d'Irlandais se virent donc ainsi évincés des terres.** La législation anglaise en donnait la possibilité aux propriétaires fonciers en autorisant à expulser purement et simplement ou, comme on disait, à faire déguerpir tout fermier qui ne payait pas ponctuellement le fermage. Les

A 101332

Irlandais perdaient ainsi les maigres ressources qu'ils avaient eues jusqu'alors et cela, sans la moindre chance de pouvoir trouver d'autre occupation. Ce système, provoqué par **l'attitude de l'Angleterre, aboutit au cours du 19e siècle à une politique systématique de dépeuplement de l'Irlande absolument sans précédent.** A une époque où, en Europe, les paysans échappaient au servage et où l'on prenait toutes les mesures pour relever la production agricole, les paysans irlandais furent froidement déracinés et voués à leur perte.

Les terribles **famines** qui revenaient sans cesse, offraient là un bon prétexte. Nous avons des renseignements exacts, provenant de sources diverses, sur l'une de ces épidémies, celle qui régna de 1845 à 1848. A l'origine de cette famine se trouvaient de mauvaises récoltes de pommes de terre, le seul aliment des serfs irlandais. Voici d'abord en quels termes Stuart Trench (« Realities of Irish Life ») relate les conséquences de cette disette :

« Le peuple mourait dans les rues. Il mourait dans les champs, il mourait dans les montagnes et dans les marais. Il mourait au cours des travaux d'urgence, il mourait dans les maisons, de sorte que les petites rues des villages étaient presque vides. Finalement quelques-uns désespérant de rien obtenir à la campagne se traînaient jusqu'à la ville pour y mourir aux portes des citadins ou extra-muros. Une partie d'entre eux fut enterrée, mais les autres, notamment dans les montagnes, on les laissa gisant à même le sol, parce qu'on n'avait plus la force de les enterrer. »

Nous trouvons ensuite les indications suivantes, extraites des Documents parlementaires anglais de l'année 1849 (Troisième série, tome 105) : « Mr. Stewart résuma sa déposition devant la commission des pauvres en disant que **l'Irlande** était en train de devenir une **immense nécropole.** » Avons-nous jamais rien entendu, ni lu qui dépasse ceci? Et Mr. Gorsman de s'écrier ironiquement aux Communes : « Un pays riche à une époque chrétienne ! » Un inspecteur comparait l'Irlande à un pays dévasté par l'ennemi. « On dirait que l'esprit de la dévastation a passé sur lui. » Toute la population est terrassée ; l'air est empesté. Les champs sont abandonnés, les églises désertes ; Prêtres et pauvres meurent également de faim. Aucune enquête, nulle assistance religieuse, aucun état-civil, on n'enregistre même pas les décès. Les rues

A 101333

H4743-0144

servent de morgue, le pays est plongé dans le chaos, la propriété est anéantie, et d'innombrables fermiers pris de panique errent au hasard. La terre, les champs sont en friche, les workhouses exhalent une pestilence morale. La mort, l'abandon, la dévastation règnent sur le pays. »

Et **l'Angleterre ?** Que fit-elle pour mettre un terme à l'épouvantable situation dans sa province d'Irlande ? Rien, absolument rien ! Au contraire, elle y **aggrava encore la misère.** Ne voulait-elle pas que l'Ile verte se dépeuplât, afin de pouvoir en tirer des quantités de viande de plus en plus grandes ? **De sorte qu'alors que les épidémies de famine ravageaient le pays, elle continuait tranquillement à en faire venir des cargaisons de vivres.** De plus les organes de sa police soutenaient les propriétaires fonciers anglais et leur permettaient de profiter de cette occasion favorable pour agrandir plus que jamais leurs prairies. Les Irlandais qu'avaient appauvris de mauvaises récoltes ne pouvaient évidemment plus payer leur fermage. On les chassa donc impitoyablement de leurs demeures et de leurs champs. « **Rien que de 1849 à 1859** », écrit l'Anglais Liddell, on procéda à 52.193 expulsions, souvent de la manière la plus brutale, chassant **259.382 personnes « du sol auquel leur condition les attachait ».** Les Irlandais ainsi menacés par la famine et par les expulsions s'enfuirent et par centaines de mille **tentèrent de se sauver en émigrant en Amérique.**

Dans son livre « Two Centuries of Irish History 1671—1870 », O'Brien résume ainsi les conséquences de ces événements que nous venons d'effleurer, en disant :

« **En 1841, la population s'élevait à 8.175.124 ;** ce chiffre était tombé, **en 1851, à 6.552.385.** Les commissaires chargés du recensement calculèrent que, si la population avait augmenté régulièrement, elle aurait dû atteindre, en 1851, le chiffre de 9.018.799, c'est-à-dire deux millions et demi de plus que le chiffre réellement atteint à cette époque. Dans le Leinster, le chiffre de la population s'était réduit de 15,25 % ; dans l'Ulster de 15,71 %, dans la province de Munster de 22,47 %, dans le Connaught de 28,81 %. En 1851, il y avait en Irlande 49 personnes de moins au mille carré qu'en 1841. Dans le comté de Mayo, le nombre des habitants, par mille carré de terre utilisable, était tombé de 475 à 225, dans le Kerry de 416 à 216, à Monaghan de 428 à 288. En 1841 il y avait 1.328.839 maisons en Irlande : en 1851, il n'y en avait plus

H4743-0145

A 101334

que 1.046.334, et cette diminution portait seulement sur la plus pauvre des catégories des quatre classes entre lesquelles se répartissaient, suivant la statistique irlandaise, les différents genres de maisons. Les huttes en torchis à une seule pièce accusaient alors 355.689 unités de moins qu'en 1841. La diminution était de 81 % dans l'Ulster, de 74 % dans le Connaught, de 69 % dans le Munster, de 62 % dans le Leinster. En 1841, il y avait 694.549 fermes de moins de 15 acres, et, en 1851, seulement 307.665 ; d'autre part, le nombre des fermes de plus de 15 acres s'était élevé de 127.967 à 290.401. Les grands propriétaires fonciers, la loi sur les pauvres, ainsi que la maladie et la famine avaient rendu déserts les districts agricoles. En 1847, 1848 et 1849 le nombre des procès intentés devant les « tribunaux supérieurs » et les « tribunaux auxiliaires » pour expulser de leurs fermes et logis les paysans, s'éleva à 32.531 ; les demandeurs, c'est-à-dire les grands propriétaires fonciers, obtinrent gain de cause dans 25.739 cas. Les statistiques de la police des campagnes concernant les expulsions de paysans commencent en 1849 : or, nous y voyons qu'au cours de quatre années, soit de 1849 à 1852, 58.423 familles, comprenant 306.120 hommes, femmes et enfants, ont été ainsi expulsées de leurs fermes. La loi sur les pauvres, qui aggravait les charges que devaient assumer les propriétaires fonciers, leur donnait, en revanche, un moyen pratique de dépeupler leurs possessions. La diminution effective de la population a été due essentiellement, en dehors de l'exode rural, à la mort et à l'émigration. Entre 1846 et 1851 presque un million de personnes sont mortes et plus d'un million ont émigré. »

John Mitchel (« The History of Ireland ») souligne ainsi **l'immense culpabilité des Anglais :**

« C'était là une **famine artificiellement provoquée,** c'est-à-dire une famine qui dévasta une île riche et fertile, une île qui chaque année produisait en telle abondance qu'elle aurait pu nourrir tous ses habitants et nombre de gens encore. Sans doute, les Anglais disent que ces crises de famine étaient dues à la volonté de la Providence et les attribuaient aux dommages causés par le gel à la pomme de terre (peut-être par des parasites, par la rouille). Cependant, la récolte de pommes de terre avait été également mauvaise dans toute l'Europe, mais nulle part, à l'exception de l'Irlande, il n'y avait eu de

A 101335

H4743-0146

famine. La façon dont les Anglais présentent la chose n'est donc pas seulement une tentative pour surprendre la bonne foi, mais un blasphème. Dieu a pu faire geler les pommes de terre, mais ce sont **les Anglais** qui ont causé la famine. D'une part, en effet, ils favorisèrent la dépopulation du pays par des moyens artificiels (notamment par les mesures que nous venons de mentionner), et, en outre, ils prirent un **soin minutieux pour empêcher** que de l'extérieur ne vînt **du secours** pour cette île vouée à la mort. »

Cette **dépopulation systématique de l'Irlande,** en vue de mieux l'exploiter dans l'intérêt anglais, ne dura pas seulement une dizaine d'années, mais **plus d'un demi siècle.** De nouvelles crises de famine furent accompagnées de nouvelles **grandes campagnes d'éviction** des Irlandais, les contraignant à émigrer en masse. Dans un livre paru récemment sous le titre : « Au service de la reine » ("A Servant of the Queen") **un témoin oculaire, Maud Gonne Mac Bride, décrit ces actes d'inhumanité révoltants.** Elle dépeint ce qu'elle a vu elle-même **à la fin du 19e siècle:**

« Cette fois encore, et grâce à mes vêtements en bon état, je réussis sans difficulté à franchir le cordon de police et à trouver une place d'où je pouvais exactement entendre ce que disait le Bailiff (l'agent de police) qui avait à lire le verdict d'expulsion. Pour terminer la procédure il devait se rendre compte que, conformément à la loi anglaise, la maison n'abritait plus aucun être vivant, sinon l'évacuation n'aurait pas été considérée comme faite suivant les règles.

D'abord il inspecta une petite hutte qui ne se composait que de deux chambres et où habitait une vieille femme alitée avec sa fille et ses deux petits enfants. Le beau-fils se trouvait en Écosse où il cherchait du travail. La porte était verrouillée du dedans, mais c'était aussi la seule faible résistance que pouvaient oser les habitants. Un coup de pied d'un agent de police auxiliaire suffit pour rompre les ais vermoulus. Le curé Stephens se glissa derrière l'homme de la police à travers les débris de la porte, car il voulait s'assurer que l'on ne maltraiterait pas la vieille femme. Lorsqu'on la transporta dehors sur son maigre matelas, elle tenait dans ses deux mains une petite statue de la Vierge et son chapelet. Ses regards éteints et remplis de stupeur se perdaient dans le vide ; elle n'avait plus quitté, en effet, sa masure depuis de longues années.

H4743-0147

A 101336

H4743-0148

Ceux qui la portaient la déposèrent au bord du chemin l'abandonnant à sa fille en pleurs et aux enfants qui sanglotaient. Autour d'elle on entassa le misérable mobilier.

« Où trouveront-ils asile ? » demandai-je au curé Stephens.

« Je ne sais pas. Celui qui nous recueillerait serait également expulsé ! » . . .

« Au workhouse ! » Ses yeux flamboyèrent d'une lueur plus passionnée que jamais et une sombre rougeur passa sur son visage osseux. Le « Bailiff » condamna avec une planche qu'il cloua dessus la porte qu'il avait enfoncée. L'expulsion s'était faite suivant les règles, conformément à la loi, et la police, traversant la prairie, se rendit vers la prochaine demeure . . .

La porte que brisa alors la police était celle d'un couple de vieillards. Ils avaient construit la petite maison environ 50 ans auparavant, lors de leur mariage. Ils en sortirent la tête basse, il n'y avait plus grand'chose à détruire à l'intérieur. Ils avaient déjà fait transporter les pauvres restes de leur mobilier chez leur fille qui vivait dans un logement de prolétaire, étroit et encombré, à Derry. Ils jetèrent un dernier regard sur le petit jardin qu'ils avaient toujours entretenu avec tant de soin. Puis, se tenant par la main, ils s'en allèrent à travers la campagne — spectacle lamentable ! Le « bélier » légal fut transporté à la plus prochaine cabane. Une femme en couches avec son nouveau-né allait avoir son tour. Les policiers la déposèrent sur un matelas dans le chemin ; la mère tenait son bébé étroitement enlacé. Deux ou trois enfants suivaient en criant, et le mari sur le visage duquel se reflétait une rage impuissante. Cette fois également le mobilier fut entassé devant la porte. « Enfoncez la façade pour qu'ils n'aient plus envie de rentrer », cria au constable le régisseur. Mais le policier grommelait que cela prendrait trop de temps de décharger le bélier et de le mettre en place et qu'on avait encore à procéder à cent cinquante expulsions au cours de la semaine. On se contenta donc de briser les vitres et de laisser deux auxiliaires de la police monter la garde. Entretemps, le Bailiff avait déjà lu le verdict d'expulsion devant la maison suivante. Il commença à pleuvoir, une pluie froide et continue. Le curé Stephens essayait de calmer le mari expulsé qui n'arrivait pas à s'apaiser. Je m'occupai de la femme et du nouveau-né. « Qu'allez-vous faire mainte-

A 101337

H4743-0149

nant ? » Elle secoua la tête et, la voix étranglée de larmes, elle se lamentait : « Si seulement je pouvais me lever ».

« Ne vous faites pas de souci, nous trouverons bien une voiture. Où voulez-vous aller ? »

Les 150 arrêtés d'expulsion furent en effet exécutés ; cela prit toutefois plus d'une semaine. Mille Irlandais, hommes, femmes et enfants, n'en furent pas moins impitoyablement chassés de leur foyer. Je ne sais combien d'entre eux devinrent les victimes du froid et de l'hiver. Ce furent certainement plus de cent, car, dans les « workhouses » encombrés, les enfants à la mamelle et les tout petits moururent comme des mouches. »

Les victimes de ces brutales expulsions, exécutées par les fonctionnaires de la police de sûreté, s'en allèrent donc au workhouse où les adultes, séparés de leurs enfants, furent contraints à des travaux de construction de route, pour un salaire journalier d'un demi shilling (50 pfennig), ou à d'autres rudes corvées, jusqu'au moment où ils s'effondraient d'inanition. — Le pitoyable sort qui attendait les émigrants nous est décrit dans un passage d'un discours de Robert Peel qui stigmatisait ainsi les **conditions à bord des bateaux que l'on appelait des cercueils flottants :** « En général les vivres sont mauvais et comme, le plus souvent, les fourneaux sont en mauvais état, la nourriture n'est pas assez cuite. Les quantités d'eau dont on dispose suffisent à peine pour la cuisine et pour la boisson et il ne reste rien pour se laver. Dans beaucoup de ces bateaux, le couchage est répugnant, il se trouve dans un état indescriptible et jamais la literie n'est montée sur le pont pour être aérée. L'étroit espace entre les places de couchage et les montagnes de caisses n'est jamais ni balayé ni nettoyé et exhale une répugnante odeur de remugle. On ne tente d'exercer aucun contrôle moral. On ne cherche pas notamment à réprimer l'ivrognerie, avec toutes ses conséquences de basse humiliation, car elle rapporte beaucoup au capitaine qui lui-même vend les grogs ! »

Résumons maintenant les **conséquences de ce grand massacre.** Quelques chiffres nous suffiront. **Alors qu'en 1841 vivaient en Irlande 8.175.000 Irlandais, il n'en restait plus en 1911 que 4.390.219, alors que, pendant la même période, le chiffre de la population en Angleterre avait triplé.** Ces chiffres nous montrent les énormes brèches faites par la

A 191338

H4743-0150

famine et par l'émigration dans l'élément irlandais. **Rien que durant le règne de la reine Victoria** (1837—1901), **1.225.000 personnes sont mortes de faim,** 4.186.000 ont émigré et 3.663.000 ont été chassées de leurs foyers.

Mais le but poursuivi par l'Angleterre était atteint. Ce but était de faire de l'Irlande, aux dépens de sa population, un pays de production de viande. En effet, en **1930, 71%** de la superficie totale de l'île avaient été transformés en prairies et **on n'y trouvait plus que 18% de terres arables.**

Le **sort des Irlandais restés au pays** était si **misérable qu'il est impossible à un Allemand de se le représenter.** Nous avons sous les yeux un exposé de la seconde moitié du 19e siècle sur les conditions d'existence dans une petite localité irlandaise comptant 9.000 personnes. **Les habitants** réunis de cette localité possédaient en tout et pour tout:

1 chariot
1 charrue
18 rateaux
20 pelles
2 lits de camp
8 paillasses

Pour se nourrir cette population n'avait ni porcs, ni légumes, mais seulement des pommes de terre. Ces gens demeuraient dans de misérables huttes, entassés avec leur bétail, des chèvres le plus souvent, et dormaient à même le sol nu ou sur des guenilles. Les conditions d'existence dans les villes étaient aussi affreuses pour les Irlandais. En 1913 encore, dans les « Slums » de Dublin, on trouvait 21.000 familles n'ayant qu'une chambre, et un grand nombre des maisons dans lesquelles elles étaient entassées menaçaient ruine.

Et ces malheureux continuaient à être exposés aux **violences** inimaginables de leurs tyrans anglais. Emmet (« Ireland under English Rule ») nous rapporte à cet égard, en 1880 :

« Jamais, excepté en temps de guerre et de peste, le peuple irlandais n'a plus souffert de la domination britannique qu'à cette époque.

Des **gens innocents** furent **assassinés** par des policiers et des soldats brutaux, qui les tuaient d'une balle ou à coups de matraque, sans craindre la moindre réprimande de la part de leurs chefs. Contre tout droit, **une foule d'hommes, de**

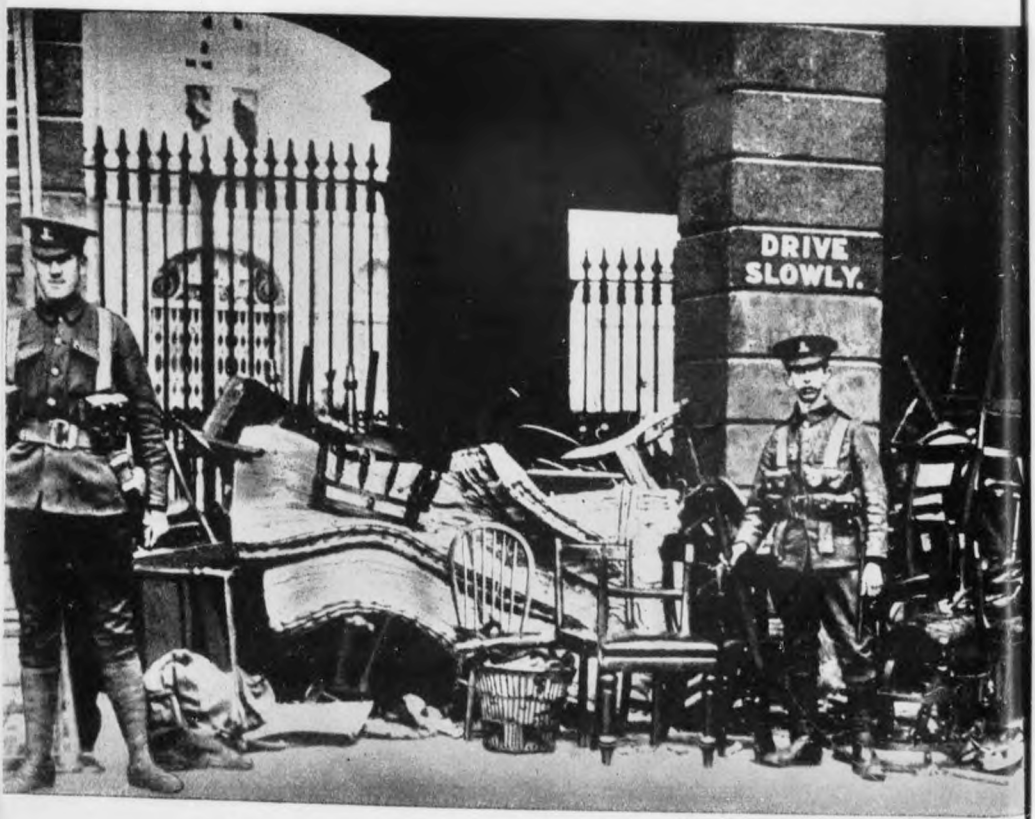
A 101339

H4743-0151

Destruction de la ville irlandaise de Cork par les „Black and Tan“

A 101340

H4743-0152



Barricade devant le conseil de guerre de Dublin

4° 1341

H4743-0153

femmes, de fillettes et de **garçons** furent jetés en prison, parfois simplement pour satisfaire des rancunes privées. On les soumettait à des **châtiments corporels,** on les **affamait,** et, dans plusieurs cas, on leur enlevait au sein même de l'hiver tous leurs vêtements, bref, on les traitait avec cette cruauté barbare dont seul est réellement capable un geôlier anglais... Quand on ne les violait pas, les femmes et les jeunes filles appartenant aux classes élevées étaient traitées comme de vulgaires prostituées et souvent, sous des inculpations ridicules, parquées avec des filles et le rebut de leur sexe. Mais tous ces faits sont encore trop frais dans la mémoire pour que l'on puisse évoquer sans passion ces détails d'une terrible période du calvaire de l'Irlande, à moins que les détails rapportés, si paradoxal que cela puisse paraître, ne proviennent d'expériences personnelles, car ce sont ceux qui ont le plus souffert qui se sont le moins lamenté, parce qu'ils étaient trop fiers pour réjouir par leurs plaintes les fonctionnaires du gouvernement. »

Tout ceci se passait au 19e siècle et au début du 20e, à l'époque même où l'Angleterre faisait parade à la face de l'univers de sa liberté et de sa démocratie. En réalité, elle commettait en pleine Europe et dans son voisinage immédiat des crimes perpétrés avec bestialité sur un autre peuple, crimes dont la monstruosité dépasse tout ce que l'humanité a jamais vu. Il semble parfois qu'un léger regret transparaisse dans les déclarations des hommes d'Etat qui dirigent l'Angleterre. C'est ainsi que Gladston disait, en 1886 (« Parliamentary Debates » du 8 juin): « Parcourez le monde entier, feuilletez ce qui a été écrit dans tous les pays et voyez si vous pourrez trouver quelque part un seul livre où l'attitude de l'Angleterre envers l'Irlande ne soit condamnée avec une profonde amertume. » La reine Victoria écrivait un jour à son oncle, le roi Léopold de Belgique, en revenant d'une visite dans l'île: « On voit ici plus de gens en guenille et dans la misère que n'importe où... » Cependant de telles expériences, de telles lueurs de conscience n'amenèrent aucune amélioration dans le sort des Irlandais. **L'estomac anglais exigeait de la viande et pour le satisfaire il fallut acculer à l'abîme tout un peuple.**

BA 101342

H4743-0154

IV. LA LUTTE POUR LA LIBERTÉ 1916—1939

Le peuple irlandais n'a cessé au cours des temps de réitérer ses efforts un vue d'un soulèvement lui permettant de secouer le joug qu'on lui avait imposé. Mais ces soulèvements n'aboutissaient à rien et furent chaque fois réprimés par les Anglais avec une dureté impitoyable. Finalement se formèrent au 20e siècle des associations secrètes comme celles de « Young Irelands » ou des « Fénians ». Elles opposaient terreur contre terreur, ce qui eut au moins pour résultat de contraindre les autorités britanniques à faire des concessions sur certains points. Cependant **l'exigence** primordiale **du mouvement de la libération irlandaise,** celle du **« Home Rule »,** c'est-à-dire de l'administration autonome, et, par suite, de l'éviction de la puissance anglaise, ne fut pas réalisée. **Lorsque la guerre mondiale éclata, l'Angleterre promit,** il est vrai, d'accorder le **« Home Rule »** afin de déterminer un nombre aussi grand que possible d'Irlandais à s'engager dans l'armée anglaise, mais elle rétracta la **parole donnée.** Entretemps, un groupe d'Irlandais résolus, qui s'étaient donné le nom de **« Sinn Fein »,** avaient réussi à organiser en silence et avec la plus grande énergie, la résistance contre la Grande-Bretagne. Ce groupe, rempli de l'idée nationale qui, depuis longtemps, avait déjà triomphé dans toute l'Europe, sut gagner de nombreux partisans à sa cause et préparer à la lutte qui devait réaliser leurs buts. Se refusant à tout compromis, ces Irlandais se proposaient de détacher entièrement l'Irlande de l'Angleterre. Ils étaient prêts à frapper, en tout cas, lorsque commença la grande lutte de l'indépendance.

En 1916, première offensive, mais provenant d'autres milieux. L'Irlandais Patrick Pearce, appuyé sur un petit groupe de combattants et sur les syndicats ouvriers irlandais, proclama **la République, le lundi de Pâques, à Dublin** où un groupe de conjurés s'étaient emparés des principaux édifices. « Nous déclarons », était-il dit dans sa proclamation, « que le droit du peuple irlandais à être maître de l'Irlande et à diriger sans contrôle ses distinées est souverain et absolu... C'est

A 101343

H4743-0155

en nous basant sur ce droit fondamental, que nous entendons de nouveau faire valoir par les armes aux yeux du monde entier, que nous proclamons la République irlandaise, Etat souverain et indépendant. Nous offrons notre vie et celle de nos camarades pour sa liberté, sa prospérité et son exaltation parmi les Nations. »

Cependant la courageuse entreprise échoua. La masse du peuple, depuis des siècles apeurée, ne bougea pas. L'Angleterre envoya le **général Maxwell** avec des troupes. Ce Maxwell, que l'on ne tarda pas à appeler à juste titre, le général sanguinaire, instaura un **véritable régime de terreur.** Il s'empara de Pearce et de ses partisans, fit déporter mille d'entre eux, jeter 50 des principaux conjurés en prison et fusiller les quinze signataires de la déclaration d'indépendance, faisant preuve dans tout cela d'une **brutalité vraiment anglaise.** Convolly, l'un des condamnés à mort fut, bien que le médecin de la prison eût déclaré mortelles les blessures qu'il avait reçues dans la lutte, cependant traîné sur une civière au lieu de l'exécution, tassé sur une chaise et fusillé. Même après avoir privé de leurs chefs les héros de l'indépendance irlandaise, Maxwell ne cessa pas sa sinistre besogne. Comme le député irlandais Dillon l'adjurait au nom de l'Angleterre et de l'Empire de s'arrêter, il déclara qu'il étoufferait le soulèvement de façon si impitoyable que jamais plus il ne renaîtrait rien de semblable. Le dictateur anglais du 20e siècle ne se distinguait donc aucunement de ses prédécesseurs dans les siècles antérieurs. Et bientôt ce fut **un déchaînement satanique contre la population** de la soldatesque sous ses ordres, devenue tristement fameuse sous le sobriquet de **« Black and Tan »,** déchaînement dont, au cours de l'été 1916, le Parlement anglais apprit, entre autres, les détails suivants :

Le député Ginnel rapporta au Parlement que le pont-levis de Great Brunswick Street avait été pris sous le feu, bien qu'il ne s'y soit pas trouvé de gens armés. Un médecin et des civils se portant au secours d'une femme mortellement blessée en le traversant, servirent également d'objectif au tir bien qu'agitant des mouchoirs blancs de sorte que la femme resta cinq heures durant, étendue sur le pont dans les affres de l'agonie. Des **fillettes** et des **garçons** qui, saisis d'angoisse, erraient dans les rues, furent **arrêtés** par des soldats et **fusillés,** sous prétexte qu'ils voulaient transmettre des nou-

A 101344

H4743-0156

velles aux insurgés. **Cinquante personnes** furent **fusillées sans jugement** contre le mur d'une caserne, puis enterrées à la hâte au cimetière de Glasnevin. Le député Healy mentionna un cas où des soldats traînèrent au dehors d'un magasin quatre civils inoffensifs qu'ils fusillèrent, et tous les cadavres, lorsqu'on les exhuma, se trouvaient allégés des bagues, de la montre et de l'argent que chacun portait. Le député Nugent décrit sous la foi du serment le cas suivant: Quelques familles qui, sous la protection du drapeau blanc, avaient quitté, avec femmes et enfants, leurs maisons menacées, servent tout d'abord de cible à des soldats qui, de derrière une barricade, tirent sur eux, tuant un père de famille, puis lorsque ces familles se voient obligées de quitter leur nouveau refuge que gagnent les flammes, ce qui ne leur est d'ailleurs accordé qu'après de longs refus, elles sont enfermées par les troupes dans une autre maison où elles restent toute la journée sans nourriture, enfin, lorsque la fille de l'homme qui avait été tué reçoît la permission de l'officier commandant en cet endroit d'aller avec une autre personne relever le cadavre de son père, ces deux personnes, malgré le drapeau blanc qu'elles arborent, sont de nouveau prises sous le feu des troupes et n'échappent qu'à grand peine à la mort. D'autres étaient à même de signaler que des officiers de l'armée anglaise s'étaient rendus coupables d'abus et d'excès de pouvoir qui étaient un défi à la discipline et au bon sens les plus élémentaires et que les tribunaux anglais, appelés à connaître de ces faits, avaient prononcé des peines légères ou même acquitté les coupables. Le député Dillon affirma être en possession de renseignements d'après lesquels des **centaines de prisonniers** auraient été mis dans l'alternative de déposer contre leurs chefs ou d'être **mis au mur,** et on leur avait donné une demi heure pour se décider. Le sergent anglais Flood ayant arrêté à la brasserie de Guinness, le 29 avril, alors qu'il était de garde, un officier du nom de Lucas et un civil appelé Rice et les ayant fait exécuter sans motif, le conseil de guerre acquitta le coupable en disant que Flood avait agi par erreur excusable. Contentons-nous de citer encore parmi une série de faits analogues, le cas le pire de tous, celui du capitaine Colthurst qui, un jour, abattit lui-même d'une balle un gamin nommé Coade qui, flânant soi-disant de façon suspecte, l'aurait qualifié de fou. Déjà au cours du soulèvement le dit

A 101345

H4743-0157

capitaine avait arrêté au hasard trois personnes absolument étrangères à ce mouvement et les avait fait fusiller sans autre forme de procès. Au nombre de ces victimes se trouvait le journaliste Sheehy Skeffington. Et on ne se contenta pas de le laisser agoniser, se débattant encore une heure entière après la salve meurtrière dans les affres de la mort sous les yeux de plusieurs officiers, contemplant le spectacle, car un détachement de soldats opérait encore au même moment à son domicile une perquisition qui débuta par une salve tirée à travers les fenêtres fermées. Et lorsque, dans ce cas également, pour sauver l'honneur de l'Angleterre, le conseil de guerre acquitta le capitaine, en prétendant qu'il avait agi dans un accès de folie, la presse irlandaise demanda avec raison si cela faisait partie du système du militarisme anglais de conférer, en temps de soulèvement, à des officiers atteints d'aliénation mentale un commandement donnant droit de vie et de mort sur les civils.

Mais cette fois les Anglais avaient mal calculé. Cette fois le seul effet de ces folles orgies de cruauté fut que le peuple irlandais tout entier, saisi d'une profonde indignation, au lieu de reculer s'unit comme un seul homme. A ce moment psychologique, **le Sinn Fein,** qui secrètement s'était exercé à la pratique des armes, se souleva sous la direction de **de Valera** et, porté par l'enthousiasme du pays tout entier, reprit la lutte. Une lettre, adressée **le 17 mai 1916** par **l'évêque irlandais de Limerick au général Maxwell,** nous montre quel était alors l'état d'esprit :

« J'ai lu avec attention les accusations que vous portez contre les deux ecclésiastiques, mais je ne puis y découvrir une raison pour moi de prendre des mesures disciplinaires. Tous deux sont d'excellents prêtres, ils sont, il est vrai, animés d'un esprit nettement national, mais je ne puis trouver qu'ils aient contrevenu à aucune loi civile ou religieuse. Dans votre lettre du 6 de ce mois, vous vous êtes adressé à moi en me priant de vous seconder dans votre tâche de dictateur militaire de l'Irlande. Même si tout acte de cette nature ne dépassait ma compétence, les événements des dernières semaines m'empêcheraient absolument de participer en quoi que ce soit à des actes que je considère comme une **abominable cruauté que rien ne justifie.** Vous vous souvenez sans doute de l'invasion de

A 91346

H4743-0158

Jameson au Transvaal; une troupe de brigands faisant irruption sur le territoire d'un État ami et attaquant les troupes du Gouvernement régulier. Si jamais la peine de mort a été méritée, c'était bien par eux. Cependant on fit jouer l'influence officielle et inofficielle de l'Angleterre pour les sauver et on y parvint. Mais vous, vous avez pris soin que l'on ne pût exaucer aucun recours en grâce en faveur de ces pauvres jeunes gens qui se sont rendus à Dublin, car la première nouvelle que nous avons reçue de leur sort fut celle qu'ils avaient été froidement fusillés. Personnellement vos procédés me font horreur, et je crois qu'ils ont également soulevé la conscience du pays tout entier. De plus, les mesures que vous avez prises pour déporter des centaines, voire des milliers de pauvres diables, sans aucune forme de procès, me semble être un **abus** aussi **insensé qu'arbitraire de votre pouvoir,** et, du reste, l'exercice de **votre autorité forme un des pires et des plus sombres chapitres de l'histoire du mauvais gouvernement de ce pays.** »

Le **même évêque** déclarait, **au début du mois d'août 1916:**

« Les récents événements de Dublin, la **perfidie du gouvernement anglais** dans la question du Home Rule, la **déloyauté** avec laquelle on nous a promis l'autonomie en récompense de l'appui que nous donnerions à l'Angleterre durant la guerre, de sorte que notre peuple fut amené à croire que la guerre était faite également pour l'Irlande, tout cela et les nombreux exemples d'équivoque dévoilés maintenant au Parlement, ont mis le peuple irlandais dans un tel état d'âme qu'il n'accepte plus de leçons de patriotisme de l'Angleterre. »

Ainsi s'engagea une **lutte d'une violence inouïe** qui dura **plus de quatre années** et que le Sinn Fein mena avec un héroïsme incomparable. Les moyens employés par les Anglais étaient ceux du négrier qui, avec toutes les ressources imaginables que lui suggère sa brutalité, cherche à maintenir sa tyrannie. Le sort de milliers d'Irlandais qui tombèrent entre leurs mains fut effroyable. Ils furent **torturés, martyrisés jusqu'à la mort, fusillés.** On ne ménagea ni les femmes ni les enfants. Afin de rendre plus profonde encore la terreur, on ne recula pas à mettre de **grandes villes en cendres, à assaillir des gens désarmés, à détruire** les magasins de comestibles, **notamment des laiteries.**

101347

H4743-0159

Par bonheur pour les Irlandais, **le monde** s'inquiéta enfin de leur sort déplorable et l'opinion publique **protesta.** C'est ainsi que, le 6 janvier 1920, parut à Paris un rapport dans lequel se trouvaient exposés les procédés du mauvais gouvernement de l'Irlande par l'Angleterre au cours de l'année 1919. On y pouvait lire :

« 15.000 atrocités britanniques en Irlande en 1919.

Au cours de cette année, l'Irlande a eu à souffrir dans plus de 15.000 cas d'actes de cruauté et de brutales mesures de coercition. Ce régime de terreur fut appliqué par le gouvernement de Lloyd Georges, en contradiction absolue aux promesses solennelles données par le Premier anglais et à l'Amérique et à l'Irlande.

La promesse qui avait été donnée par ce gouvernement avait eu pour effet que plus de 1.000.000 de soldats de sang irlandais, dont le quart étaient des volontaires venus d'Irlande même, avaient combattu en France pour la couse des Alliés. Et voici quelle fut leur récompense:

Au cours de l'année dernière, le gouvernement anglais a fait perquisitionner à 12.589 foyers, 975 républicains irlandais ont été arrêtés, 259 ont été traduits en conseil de guerre, 389 attaques à main armée ont été exécutées contre la population civile, 7 personnes ont été assassinées, 364 manifestations et réunions politiques régulièrement annoncées ont été interdites, 26 journaux ont été prohibés et 22 personnes ont été déportées.

Au début de la nouvelle année, la cruelle campagne a repris avec une violence redoublée, dans l'intention d'exciter l'Irlande à la révolte, afin que l'Angleterre puisse lui imposer dans le sang une autonomie déloyale, indésirable et inacceptable.

Si l'Amérique, la France et les autres pays civilisés ne protestent pas et ne rappellent pas au gouvernement britannique ses solennelles promesses, la domination tyrannique de l'Angleterre sera bien plus terrible encore en 1920 qu'en 1918. »

Des **milieux américains** instituèrent une **commission d'enquête** composée de 150 personnes, hommes et femmes, commission qui se livra à des recherches minutieuses sur les événements qui s'étaient déroulés de 1916 à 1921 et publia en 1921 un rapport de plus de 1.000 pages. Le **résultat d'ensemble** de ces recherches fut consigné dans la statistique suivante :

A 101348

H4743-0160

A partir de mai 1916	1917	1918	1919	1920	Total:
Assassinats 38	7	6	8	203	262
Villes pillées et incendiées			4	98	102
Déportations..... 1.949	24	91	20	467	2.551
Attaques à main armée contre des civils sans armes..	18	81	476	834	1.409
Perquisitions domiciliaires	11	260	13.782	24.171	38.224
Arrestations 3.226	349	1.107	959	4.109	9.750
Réunions interdites et dissoutes	2	32	335	106	475
Journaux prohibés 13	3	12	25	?	53
Destructions de laiteries et de fabriques				42	42
Condamnations par les tribunaux militaires 199	36	62	209	212	718
5.425	450	1.651	15.818	30.242	53.586

Un chapitre tout particulièrement révoltant de la conduite des Anglais est celui du **traitement des prisonniers.** Déjà avant 1916, ce traitement n'avait été qu'une longue suite de tortures raffinées infligées aux malheureuses victimes, comme le montre une description de Maud Gonne MacBride, que nous avons déjà mentionnée, et qui, en temps de paix, avait visité, en compagnie d'un journaliste anglais, **la terrible prison de Portland** afin de se renseigner sur le sort des partisans du mouvement de l'indépendance irlandaise qui s'y trouvaient enfermés. Voici ce que nous lisons dans ce récit:

« Un jour, vers 2 heures, nous nous trouvâmes (l'auteur et le journaliste anglais) à l'entrée de la prison. Elle est située sur une hauteur et en nous y rendant nous avions vu un groupe de prisonniers attelés comme des chevaux à de lourds chariots chargés de pierres, et qui tous portaient d'abomina-

A 101349

H4743-0161

Femmes irlandaises priant pour la paix

A 101350

H4743-0162

(3) The Provision of Masks by the Government

The following is a copy of a packing note, showing that goggles for " night practice " —or masks, as we prefer to call them—are supplied by the authorities for the use of th forces of the Crown in Ireland. The Commission examined one of these masks, whic are expensively produced.

Package { Description : 1 Case / No. B.132 } — PACKING NOTE — Army Form G.1028 — C.fergus Station.

Unit : O.C. Depot Rl. Irish Fus. — 12/10/20. Date.

Indent No. and date

Description of Stores.	Quantity	Description of Stores	Quantity
Section 15			
Goggles Night practice Sets	16		
Case W.P.	1		

Packer : Wm. Semple — Witness : Wm. Mullan, Sr.

40011—W4693—P.571—2600 B.110—2/18—T—W. & J.M.CCD. (E.2622).

(68)

Fac-similé du bulletin d'emballage des masques livrés par W. Churchill (d'après le rapport de la commission du Parti Travailliste)

191351

H4743-0163

bles vêtements jaunes sur lesquels se trouvaient de grandes flèches noires. Des gardiens en uniforme accompagnaient le groupe.

Nous attendîmes dans une petite pièce située à l'intérieur de l'enceinte de la prison; pendant ce temps, deux fonctionnaires examinaient nos permis et nous considéraient avec des regards curieux. . . .

« Vous ne pourrez parler au deuxième prisonnier inscrit sur votre liste; il a contrevenu aux prescriptions du règlement de la prison et purge en ce moment une peine spéciale; il ne peut donc recevoir de visite. Du reste, la visite de sept prisonniers durera assez longtemps. »

« Qu'a-t-il donc fait ? »

« Je ne puis répondre à cette question. »

Plus tard j'appris que cet homme était devenu fou.

On nous mena le long d'un profond couloir et on nous fit entrer dans une cage où il y avait deux chaises. C'était une cage comme celles dont on se sert dans les jardins zoologiques pour les fauves. Une grille fermait un passage y aboutissant et qui n'avait pas plus de quatre pieds de large. Le gardien, celui-là même qui avait contrôlé nos permis, se tint à côté de nous. Un autre gardien arriva avec un prisonnier par une porte qui se trouvait de l'autre côté de la grille. Lorsque cette porte fut enfin ouverte après bien des efforts dans un grand bruit de clefs, je remarquai un troisième gardien qui montait la garde derrière elle. Tous ces gardiens étaient armés de revolvers. Le prisonnier portait, lui aussi, le costume jaune à flèches noires. Il nous considéra avec méfiance d'un regard scrutateur. Pour mettre un terme à un silence qui vous serrait le cœur, je pris la parole: «Vos amis m'ont prié de venir vous voir; j'arrive directement d'Irlande et j'y retournerai; je voudrais dire à ceux qui sont au pays comment vous allez. »

« Il n'y a rien à dire de moi. » Telle fut la réponse faite de mauvaise grâce. Je tentai encore une fois de gagner sa confiance.

« Je pensais qu'une visite, même d'une personne que vous ne connaissez pas, ne pourrait vous être désagréable dans la monotonie de votre vie actuelle. Moi-même je suis Irlandaise. » Au lieu de me répondre, le prisonnier me lança un nouveau regard désemparé. Je réfléchissais désespérément au moyen

A 101352

H4743-0164

de gagner sa confiance lorsque le gardien, qui manifestement voulait m'aider à délier la langue du prisonnier, intervint: «Tu devrais être reconnaissant à cette jeune dame», dit-il, «de s'intéresser ainsi à toi.» Je secouai la tête avec impatience. «Il n'y a aucune raison à cela; il est tout naturel que le peuple irlandais pense à vous et sache ce que vous devez souffrir pour l'Irlande.»

Ces paroles semblèrent faire impression sur lui; ses yeux commencèrent à briller et, avec un regard devenu subitement interrogateur, il balbutia: «Dites-moi comment vont les choses là-bas. Est-ce que Parnell obtiendra le home rule?»

«Vous ne pouvez répondre à cette question, elle est de nature politique», objecta aussitôt le gardien. Pour le maintenir de bonne humeur, je lui adressai un sourire et demandai alors au prisonnier:

«Comment va le docteur Gallagher?»

«Il ne peut répondre à cette question, il s'agit là d'une affaire interne de la prison!»

«Je le regrette, car les amis du docteur Gallagher ont appris qu'il est malade et ils m'ont prié expressément de demander comment il allait. Autant que nous sachions, le docteur Gallagher est, paraît-il, devenu fou.»

Me tournant alors vers le gardien je lui dis: «Peut-être pouvez-vous répondre à la question, si le prisonnier n'en a pas le droit?»

«Seul le directeur peut vous donner des renseignements sur l'état de santé des prisonniers», telle fut la réponse.

J'insistai auprès du gardien avec une amabilité feignant l'embarras, lui disant:

«Il me semble très difficile de poursuivre ici un entretien; indiquez-moi donc, je vous prie, ce dont on peut parler.»

«De tout, excepté de politique et de la prison», nous lança sentencieusement le gardien...

Un autre prisonnier, accompagné d'un autre gardien, se tenait maintenant devant les barreaux de la grille. Il était complètement apathique et pouvait à peine prononcer une parole, on eût dit qu'il avait désappris de parler. L'imposition du silence avait produit en ce cas son plein effet. Lorsque le gardien eut mis fin à ce sinistre mutisme en disant: «Le temps est écoulé», je me sentis à la fois soulagée et toute honteuse. On eut de la peine à détacher de la grille le prison-

191353

H4743-0165

nier qui, en s'éloignant, ne profèra que ces deux mots: « Aidez! Aidez! », tandis que la porte se refermait sur lui avec un bruit sourd....

Ces pauvres gens, que n'avaient-ils souffert pour l'Irlande dans leur lutte contre l'empire britannique! L'univers pouvait-il ainsi les oublier? Question qui pesait sur moi comme un cauchemar, de sorte qu'il m'était de plus en plus difficile d'assembler mes idées...

Le prisonnier qui se trouvait maintenant devant la grille était un homme de taille élevée et de rude aspect. Je remarquai aussitôt que sa paupière droite était fermée. Il ne perdit pas de temps à se demander qui je pouvais bien être et ce que je voulais. « Un de mes yeux a perdu la vue et l'autre est en train de la perdre. Je vais devenir fou de douleur. Le docteur d'ici pense que je devrais être opéré mais que l'on ne peut faire l'opération ici. On me laisse donc devenir aveugle. Cela ne suffisait donc pas de m'avoir éborgné d'un coup de poing... » Le gardien-chef l'interrompit brusquement: « Ferme ça, O'Callaghan! Ce fut un accident et tu ne dois pas en parler. » — « Voudriez-vous, peut-être, m'en empêcher? » — « Un mot de plus et la visite est terminée. » Le prisonnier s'accrocha de ses poings robustes aux barreaux de la grille. « Le monde doit apprendre ce qu'on a fait de moi, même si vous deviez me punir dix fois après! Pendez-moi si vous le voulez! On ne saurait souffrir plus que je ne souffre maintenant! » La porte s'ouvrit brusquement et le gardien d'un mouvement furieux le prit par les épaules: « Allez, houp! » Mais Callaghan ne s'en cramponnait que plus fortement à la grille. L'autre gardien se précipita à la rescousse de son collègue, un troisième venait d'apparaître au fond.

Toute chavirée je fis un pas en avant et je criai au prisonnier: « O'Callaghan, vous n'avez pas besoin d'en dire davantage; je puis bien m'imaginer ce qui vous est arrivé. Je ferai le nécessaire pour que l'on vous envoie un oculiste. » Pour un moment, la lutte cessa entre les gardiens et le prisonnier récalcitrant.

« Laissez-vous emmener, O'Callaghan, lui conseillai-je. L'oculiste viendra certainement et dans 6 mois vous serez libre. » Il lâcha maintenant les barreaux de la grille. « Ne le traitez pas si mal », intercédai-je auprès du gardien-chef. « Il a de si terribles douleurs. » « Au revoir, O'Callaghan! Je reviendrai bientôt! »

A 101354

H4743-0166

Je m'assis de nouveau, comme si je me réveillais d'un rêve effroyable, mais déjà un autre prisonnier accompagné de son gardien se tenait devant moi. »

Nous possédons, du reste, sur les luttes pour l'indépendance le témoignage d'un courageux sinn-feiner, **Ernie O'Malley,** qui **a décrit** dans son livre intitulé: « On another man's wound », **ce qu'il a dû endurer après être tombé au pouvoir des Anglais:**

« Il m'emmenèrent dans un long corridor, me firent asseoir sur un banc de bois et me ligotèrent les mains et les jambes comme auparavant. Je me faisais l'effet d'une botte de paille. On me banda les yeux. Je pouvais entendre des gens chanter et des verres que l'on entrechoquait ; ce devait être la cantine. Ceux qui passaient s'arrêtaient en proférant des menaces, et quelques uns disaient: « Nous te revaudrons ce que l'on a fait à Macroom ! », et avec leurs gros souliers ils piétinaient mes pieds simplement chaussés de bas. Les orteils furent écrasés. Quelques uns levaient la jambe le plus haut possible et frappaient de tout leur poids sur mes pieds et mes orteils. Leurs coups portaient toujours au même endroit. Je contractais tous mes muscles pour réprimer mes gémissements. Deux des sentinelles m'enfoncèrent à plusieurs reprises leur baïonnette sous les côtes. Le sang me coulait le long des fesses et des jambes. On amena d'autres prisonniers et eux aussi furent frappés et foulés aux pieds, certains d'entre eux hurlaient de douleur.

Lorsqu'on voulut m'emmener, je ne pouvais plus marcher. Le soldat me souleva, me porta durant quelques pas et me jeta dans une pièce. Ma tête alla donner sur les dalles et je restai étourdi. On m'enleva le bandeau qui me recouvrait les yeux. »

Voici comment se poursuivit **l'interrogatoire de cet homme:**

« Je trouvai deux hommes dans cette pièce, l'un était en civil, l'autre portait l'uniforme khaki. L'homme en uniforme appartenait à la « couverture » des frontières du Connaught. Il était de taille moyenne, mince, et boitait. Son visage était pâle et ses yeux avaient de grandes pupilles noires avec un iris formant un cercle bleu étroit. Il ne cessait de mouvoir la lèvre inférieure. L'autre avait plus de six pieds de haut : c'était un homme fortement taillé et d'allure impérieuse; lorsqu'il

A 101355

H4743-0167

parlait des plis se creusaient sur son front. C'était le commandant Y., l'autre était le capitaine X.

« Comment vous appelez-vous ? » demanda le commandant.

« Stewart. »

« Votre prénom ?»

« Bernard. »

« Votre profession ? »

« Fermier. »

« Votre domicile ? »

« Inistiogue, province de Kilkenny. »

« Mais ce n'est pas là que vous habitez ! »

« Non. »

« Où demeurez-vous alors ? »

Pas de réponse.

« Enlevez votre veston », commanda-t-il.

J'enlevai mon veston et il aperçut mon gilet de Cardigan.

« Où avez-vous volé ce cardigan ? »

« Je l'ai acheté. »

Il me lança un formidable coup de poing au visage. Je tombai à genoux.

« Lève-toi ! Qui t'a donné le revolver ? »

Pas de réponse.

« Veux-tu répondre ? »

« Non. »

Il me frappa de nouveau en plein visage. Le sang se mit à couler, me remplissant la bouche et dégouttant sur le sol.

Le capitaine me demanda: « Où habitez-vous ? »

« Je ne donne pas de réponse. »

« Pourquoi pas ? »

« Si je réponds vous irez incendier la maison de ma mère. Je suis son fils unique. »

« Mais nous n'avons pas du tout l'intention de l'incendier. »

« Pourtant on a déjà incendié des maisons et je préfère que ce soit moi qui souffre qu'elle. »

« Ah, ah, tu veux souffrir ! » dit le commandant.

Et il me frappa de nouveau au visage, à droite et à gauche et dans le ventre. Du revers de la main je m'essuyai le sang du visage.

« Etends le veston devant toi, me dit-il, nous ne voulons pas que le plancher soit plein de sang. »

J'obéis.

A 101356

H4743-0168

« Tournez-vous », dit le capitaine.

Je me tournai.

« Voyez-vous ces photographies ? »

« Oui », répondis-je, en jetant un coup d'œil sur le mur.

« Bon. Parmi eux il y en avait aussi qui ne voulaient rien dire et qui ont passé de vie à trépas ! »

« Vas-tu répondre ? » demanda le commandant. « Où demeures-tu ? »

Je ne donnai aucune réponse. Il me frappa de nouveau et me donna un coup tel que je fus lancé contre le mur.

Lorsque je me fus relevé, il me dit : « Veux-tu boxer avec moi ? »

« Non. »

Il ajouta d'un ton railleur : « Tu as peur ? »

Je savais trop bien que s'il ne me mettait pas knock out dès le premier moment, il aurait tout de même raison de moi en moins de dix minutes, et il ne devait pas avoir la joie de pouvoir dire qu'il s'était battu honnêtement avec moi et qu'il m'avait loyalement vaincu. S'il voulait s'abaisser aussi pitoyablement et déshonorer sa qualité d'homme il le pouvait, pour l'amour de Dieu, mais il ne fallait tout de même pas qu'il pût le faire en beauté.

Le capitaine reprit : « Savez-vous que votre mère doit indiquer votre nom à sa porte et que, si elle ne le fait pas, cela peut lui coûter cher. »

Je fis signe que je le savais.

« Il vous suffit de nous dire le nom de l'homme qui vous a donné ce pistolet automatique et vous serez libre aussitôt. Personne ne le saura jamais et vous pourrez rentrer chez vous. »

« Je ne puis donner aucun renseignement. »

« Bien sûr que tu le peux ! » dit le commandant en me frappant de nouveau. Le capitaine s'approcha de moi : « Je puis donner l'ordre que l'on épargne votre maison. Je suis ici le commandant en chef et je signerai le formulaire dès que vous nous aurez donné votre adresse. »

« Je ne donnerai pas mon adresse, car j'ai peur que les patrouilles de la police ou les troupes auxiliaires ne brûlent la maison. »

« Etes-vous fermier ? » demanda-t-il.

« Oui. »

Fc 101357

H4743-0169

« Pour un fermier vous avez en vérité de gentilles petites mains. Vous m'avez l'air d'un drôle de fermier, saligaud ! De quelle province êtes-vous ? »

Je ne donnai aucune réponse.

« Comment s'appelle votre mère ? »

« O'Brien. »

« Ah oui, je sais d'où sont les O'Brien. Ils sont de Clare. »

Je secouai la tête.

« D'Ennis ? »

« Non. »

« De Galway ? »

« Non. »

« De Tiperary ? »

« Non. »

« De Limerick ? »

« Non. »

« De Kilkenny ? »

« Non. »

« De Kerry ? »

« . . . non. » J'hésitai avec intention avant de prononcer ce « non ». Je n'avais encore jamais été à Kerry, je ne m'étais rendu qu'à la frontière de cette contrée et il pouvait, si cela lui plaisait, penser que j'étais de ce pays.

« Ah, de Kerry. »

Il nomma différentes villes et me demanda si j'étais de telle ou telle de ces localités.

Mon non « stéréotypé » devenait monotone.

« As-tu jamais été à Dublin ? »

« Oui. »

« Où as-tu habité ? »

« Chez mon oncle. »

« Et où demeurait-il ? »

Je ne fis aucune réponse.

« Je t'ai déjà vu à Dublin, tu étais dans un tram », dit-il.

« Oui j'ai souvent circulé en tramway, répondis-je. »

« Ton tram a suivi la Harcourtstreet et a tourné au coin de Kelly. »

« Je ne sais pas où est le coin de Kelly. »

« Tu as alors traversé un pont. »

« Sur une rivière ? » demandai-je.

A 101358

H4743-0170

« Non pour franchir le canal, puis tu as continué par Rathminesstreet en passant devant la caserne de Portabello. C'est précisément là que j'habite », dit-il.

« Je puis me rappeler d'avoir vu là un bâtiment. »

« A droite ? »

« Je ne me souviens plus. »

« Si, dit-il, c'était à droite. Puis tu as continué ton chemin jusqu'à l'Hôtel-de-Ville. Qu'as-tu fait ensuite ? »

« Je suis descendu. »

« Alors vous avez remonté la Leinsterstreet, fit le capitaine, à moins que vous n'ayez continué tout droit ? »

« Qu'as-tu fait là ? » demanda le commandant.

« Je suis entré dans un cinéma. »

Ils se regardèrent comme s'ils voulaient dire : « Seigneur, qu'il est bête ! »

Le capitaine parcourut quelques notices. « Un joli petit plan de la patrouille de Kilkenny », dit-il. «Vous vouliez de nouveau partir en campagne pour mettre le pays à feu et à sang ? »

« Stop ! dit le commandant et le capitaine referma mon agenda noir.

Il venait de parler des notes que j'avais prises sur l'effectif du détachement armé qui chaque jour se rendait de la caserne de Kilkenny à la prison pour y faire la relève de la garde.

« Moi aussi, dit le capitaine, j'ai un joli petit plan. Il s'avanca vers le poêle, prit le tisonnier sur le plancher et le plaça entre les barreaux de la grille. Lorsqu'il le retira il était rouge sombre. Mais il le replaça. Le commandant me regarda et se tourna ensuite vers le poêle. Je me sentais défaillir. Le capitaine regarda le tisonnier, il était tordu et la lueur rouge alteignait presque la poignée. « Et maintenant tu parleras ! » dit-il en approchant le fer de mon visage. La chaleur me fit reculer. « Par dieu, tu parleras ! » Et me tenant solidement par le bras, il approchait toujours plus près la pointe de mon visage, comme s'il voulait me crever les yeux ; la balançant à leur hauteur. Mes sourcils furent grillés et l'intolérable chaleur envahissait les orbites. Il approcha plus près encore le tisonnier. Je voulais reculer ; l'odeur de brûlé me faisait tousser d'une toux sèche. Les cils se calcinaient, les paupières me faisaient mal. Il me fallait un effort pour tenir les yeux ouverts tant la douleur était vive. « Grand

101359

H4743-0171

dieu, pensai-je, mes yeux ! » S'il les touche, je lui saute à la gorge et je la lui écharpe.

« Répondras-tu ? » Je secouai la tête et il leva le fer comme s'il voulait m'en frapper. Puis il le remit entre les barreaux de la grille.

« Crois-tu vraiment que tu nous auras ? » dit le commandant.

« Tu vas répondre à mes questions, entends-tu », hurla-t-il. « Où habites-tu ? » Et il se mit à me frapper à tort et à travers. Je me relevai. Mes joues étaient déchirées, le sang me coulait du front dans les yeux, ils étaient si enflés que je pouvais à peine maintenir mes paupières entr'ouvertes. Je titubais et je voyais les visages de mes bourreaux s'approcher et s'éloigner, comme l'on voit le paysage sous la lueur éclatante du soleil ou à travers des vapeurs brûlantes. Le sang dans mes yeux me faisait apercevoir la chambre comme un pêle-mêle d'objets rouges et bleus. Chaque fois que je respirais je sentais le goût salé du sang sur les lèvres et dans la gorge ; il me semblait que mes dents allaient tomber sous la poussée de ma langue, elles me faisaient l'impression de gros doigts lorsque j'appliquais ma langue contre elles. Les coups m'avaient tordu le nez et un râle s'en échappait chaque fois que je respirais. Il me semblait que je devais chanter et j'entendais distinctement les paroles, mais je ne pouvais savoir si les sons que j'entendais provenaient de ma voix :

« Je reconnais mon bien-aimé à sa démarche,
Je reconnais mon bien-aimé au son de sa voix,
Je reconnais mon bien-aimé à ses yeux bleus. »

« Infect animal ! » s'écriait le capitaine dont la voix s'étranglait presque de colère. Il me saisit d'une main à la gorge et de l'autre me porta un coup violent au creux de l'estomac. Puis des deux mains il me serra la gorge, enfonçant profondément les pouces, et se tournant vers le commandant il demanda lubriquement : « Nous lui donnons son reste ? »

« Non, pas encore. »

Le capitaine me lâcha et je m'effondrai comme un sac, cherchant à reprendre ma respiration.

« Lève-toi ! » ordonna le commandant.

« Veux-tu répondre à mes questions ? » demanda-t-il.

J'eus de la difficulté à me remettre sur mes jambes, les

A 101360

H4743-0172

muscles des mollets tremblaient lorsque je me relevai sur un genou.

« Non, mais je veux boxer avec toi. »

« Pardieu, fit le capitaine, cela te plairait, je comprends, de frapper un gentleman, mais tu ne boxeras pas avec lui. »

Et il se dirigea vers la fenêtre où se trouvait le bureau et du tiroir il en retira un revolver d'ordonnance, un Webley 45.

« Sais-tu ce que c'est ? »

Je fis signe que oui.

« Alors écoute ! » Il fit jouer le cran d'arrêt, tourna le barillet de gauche à droite et de droite à gauche, me montra les pointes de plomb des douilles. « Tu vois, me dit-il, il est chargé. » Je regardais les six cartouches. « Mets-toi au mur ! » Je marchai à reculons jusqu'à ce que je sentisse le mur.

« Je te donne encore trois chances. Si tu n'as pas répondu à la troisième fois, ta cervelle collera au mur. Il prononça alors lentement: « Qui t'a donné le pistolet? »

« Une. »

Pas de réponse.

« Deux. »

Pas de réponse.

Il arma lentement le chien, je fixais l'ouverture bleuâtre du canon, mes jambes fléchissaient sous moi et tremblaient aux hanches ; par un dernier effort je joignis les talons.

« Trois. »

Je me dressais raide comme un bout de bois. Il pressa sur la détente. Il y eut une détonation. Il avait tiré à blanc. »

Le rapport rédigé par une commission du Parti Travailliste anglais, commission qui s'était rendue en Irlande sous la direction d'Arthur Henderson, nous donne un aperçu complet des cruautés commises par les Anglais. Ce rapport fut publié à Londres en 1921 sous le titre : « Report of the Labour-Commission. »

Ce document, qui remplit plus de 100 pages imprimées, contient plusieurs chapitres où se trouvent exposés d'une façon irrécusable tous les détails de la terreur exercée.

On y cite une **longue liste d'actes de pillage, de destructions de magasins, de fabriques, d'imprimeries, de maisons de paysans.**

Voici ce qu'on relate dans un cas : « Le paysan n'était pas à la maison. Les autres habitants reçurent l'ordre de sortir.

A 101361

H4743-0173

La femme qui était vieille et malade fut portée dehors et les deux sœurs, à demi nues et sans chaussures, durent quitter la maison avec le petit garçon en chemise de nuit. Les hommes versèrent du pétrole sur les lits et le mobilier. . . . Les bâtiments brûlèrent de fond en comble. . . . La famille passa la nuit dans les champs. » N'oublions pas que c'était en hiver!

On cite, en outre, **d'innombrables incendies,** mesure au programme de la politique des Anglais. La commission a pu voir elle-même des cas de destructions insensées d'autre nature. Du reste, la soldatesque anglaise indisciplinée a commis également des **vols** et des **actes de pillage.** Des **attaques** à main armée sus la voie publique sont signalées. Innombrables sont les **cas de brutalité** et de **sévices.** Citons au hasard quelques **dépositions de témoins:**

« L'un des policiers me traita de **bâtard** sans parler d'autres injures. De la crosse de son fusil il me contraignit à m'agenouiller dans la boue. Avec des menaces de mort, on m'obligea à jurer que je n'étais pas sinn-feiner. L'un des policiers me présenta une photographie de De Valera. Je dus cracher trois fois dessus sous peine d'être fusillé. On me battit et on me frappa de coups de pied. Puis on me dit de me relever et de déguerpir. Mais aussitôt une douzaine de policiers me poursuivirent, se jetèrent sur moi et me frappèrent à coups de crosse, à coups de poing et de pied... L'un d'eux dit: « Laissez-le aller, il a son compte. » Mais lorsque je me relevai il se précipita de nouveau sur moi.

« Les « Black and Tan » qui m'avaient arrêté, dirent que j'avais une photographie de MacSwiney. Le commandant m'ordonna de m'agenouiller. Je n'en fis rien. Alors il me donna un coup de poing au visage. Puis il répéta que je devais m'agenouiller. De nouveau je n'en fis rien. Alors trois ou quatre des « Black and Tan » se jetèrent sur moi et me firent tomber. Leur chef me tendit un livre en m'ordonnant de le tenir au-dessus de ma tête et de prononcer après lui les paroles suivantes: « Je jure qu'à l'avenir je ne ferai plus parti de Sinn Fein. » Et comme je ne bougeais pas, il m'obligea à faire ce qu'il disait en me menaçant de son fusil... puis il m'allongea un coup de poing dans le visage... »

On fusillait partout. Des membres de l'Armée Royale tiraient froidement sur les gens.

Voici un cas. Deux frères sont placés sur une voiture mili-

A 101362

H4743-0174

taire, dos à dos, les mains liées. « Environ à un demi mille hors de la ville, rapporte l'un d'eux, j'entendis mon frère pousser un cri et, au même moment, un coup de revolver retentit... Une seconde détonation suivit immédiatement. Une balle m'avait traversé l'épaule droite... Nous étions pourtant restés tranquillement assis tous deux et nous n'avions nullement tenté de nous enfuir, comme le prétendaient les soldats. »

« Je fus arrêté le 21 octobre par des soldats sous la conduite d'un officier. Lorsqu'on me fouilla, on trouva sur moi une dépêche. Je refusai de donner tout renseignement à ce sujet. Deux soldats me frappèrent alors au visage et me jetèrent à terre, sous les yeux de leur supérieur. Le sang me coulait de la bouche. On me transporta au quartier de la garnison de la ville... En chemin, l'officier me donna par deux fois des coups de pied. Arrivé là-bas, on me mit tout nu, sous prétexte de voir si mon corps portait des traces de balles. On ne trouva rien. Je me rhabillai tant bien que mal. L'officier m'offrit du rhum, mais je refusai... Ils me posèrent deux couteaux aux coins de la bouche qui saignait encore, puis on me fit absorber le rhum... Ma chemise en était tachée ainsi que de sang... Je priai l'officier de me donner mon chapelet... Mais cette prière déchaîna les rires... Je le suppliai de cesser par pitié et de me fusiller aussitôt. Il me répondit qu'il avait une autre méthode que de passer les gens par les armes et que d'être fusillé c'était une mort par trop légère... Il ordonna à deux de ses soldats de me lier les mains et les pieds. Puis il me versa du pétrole sur la tête et sur la poitrine. Un bouchon de paille fut placé entre mes pieds, imbibé de pétrole et allumé. Les flammes me léchèrent le visage et la poitrine et je souffris affreusement. On me questionna de nouveau, mais je refusai de répondre. On m'enleva alors mes liens, on me frappa à diverses reprises au visage et sur la tête et on me jeta dans une cellule délabrée... Le matin on me transféra, le visage tout gonflé, à..., au bureau de police. En chemin on me frappa de nouveau... »

Un autre fut arrêté et également **traité à coups de crosse.** « Je suppliai le soldat de me tuer. L'un de ses camarades me repondit : « Ce serait trop bon pour un... comme toi. » Puis il se mit à jurer terriblement et m'envoya un coup de crosse sur l'œil gauche. Je tombai sans connaissance et je ne me souviens plus de ce qui s'est passé jusqu'au moment où je me

101363

H4743-0175

retrouvai sur un chemin près de la maison. Après avoir repris connaissance j'appelai par trois fois ma mère. Je traversai le chemin en courant, la maison était en flammes . . . »

Il est dit dans le rapport de clôture de la commission:

« La commission a pu relever des cas où l'on avait manifestement provoqué l'incendie ; les hommes s'étaient servis de pétrole pour mieux réaliser leur œuvre . . . Les membres de la commission ont vu des scènes de **destruction** par malveillance **de maisons et de magasins, destructions en présence desquelles on avait honte d'être Anglais . . . »**

Ils ont constaté des **cas d'actes de cruauté froidement commis sur des hommes, des femmes et des enfants . . .** Chaque nuit des gens étaient fusillés dans leur lit. Des employés des trade-unions, ont été fusillés sur le seuil de leur maison, sans que l'on pût leur reprocher d'autre crime que d'avoir été membres de ces trade-unions. Sans motif plausible, des hommes furent passés par les armes sous les yeux de leur famille. Les membres de la commission ont eu connaissance de cas où l'on avait exécuté des gens par erreur La police ne faisait pas de longues recherches, le nom lui suffisait. Si l'on avait le malheur d'avoir un nom irlandais, comme celui de Murphy, on pouvait fort bien être expédié de vie à trépas à la place d'un autre Murphy . . .

« Il y a encore le cas de cet homme que la commission a vu . . . Une nuit on l'emmena en le tirant du lit. Comme on franchissait un pont, on lui demanda s'il préférait recevoir une balle ou être jeté à l'eau. Il dit : Pour l'amour de Dieu, fusillez-moi, je ne sais pas nager. » Ils répliquèrent : « Alors nous te jetterons dans la rivière. » Il l'y jetèrent, mais heureusement les eaux étaient basses. Ils tirèrent à deux reprises sur lui . . . Puis ils s'éloignèrent croyant l'avoir atteint et qu'il s'était noyé. »

Finalement il est constaté dans le rapport que **Winston Churchill,** l'homme qui est actuellement à la tête de la Flotte anglaise, a fourni sa note de collaboration bien personnelle à ce système de terreur. **Il fit en effet fabriquer** des **masques spéciaux** pour les troupes anglaises qui s'attaquaient aux gens sans défense. Les soldats mettaient ces masques lorsque, la nuit, ils envahissaient les maisons de gens innocents **« afin de causer un mortel effroi aux hommes et aux femmes ».** Ce fut

A 121364

H4743-0176

également Winston Churchill qui inaugura la lutte en déclarant qu'il fallait **« abattre les Irlandais comme des chiens »**. Nous avons là un trait intéressant qui complète le caractère de l'homme.

Cependant Winston Churchill n'a pas alors atteint son but. La lutte se termina effectivement par la **victoire des Irlandais.**

Le mépris de la mort, le courage et la persévérance de Sinn Fein, contraignirent enfin l'Angleterre à conclure un traité d'après lequel le **sud de l'Irlande** devenait un Dominion doté **d'un self-government.** Bientôt la libre **République irlandaise** put être proclamée. Mais le nord de l'île, l'**Ulster,** resta, comme par le passé, **sous la domination britannique.** L'Angleterre se retirait, pour ainsi, sur ses positions de départ à l'époque de Strongbow. Et surtout, elle conservait en mains les quatre ports principaux de l'Irlande. **Elle continue, au nord, d'exercer sa tyrannie.** C'est à **Belfast** que se trouve **la sombre prison** où gémissent tous les Irlandais qui demandent la complète indépendance de l'Ile verte. Une **loi spéciale donne le droit** aux autorités anglaises **d'arrêter un chacun, même sans mandat d'amener** et sans qu'aucune procédure soit engagée. On n'entend parler que d'incarcérations et d'exécutions. L'Angleterre est demeurée fidèle à sa cruauté séculaire. A preuve cette information qui, il y a peu de temps encore, le 26 novembre 1939, a fait le tour de la presse mondiale.

« 88 ans de réclusion pour un Irlandais. »

Amsterdam, le 26 novembre. La justice anglaise a établi un grotesque record en condamnant un Irlandais — tenez-vous bien —, à 88 ans de travaux forcés. John McCabe, combattant de l'Indépendance irlandaise, qui ne comple que 21 printemps, a été victime à Manchester de toute la fureur et de la haine aveugle de juges anglais qui lui ont infligé une peine de 20 ans de réclusion parce que l'on aurait trouvé des explosifs chez lui. Auparavant, le même tribunal l'avait condamné deux fois à 14 ans et deux à 20 ans de prison. L'inculpé s'est complètement désintéressé des débats plus que singuliers sur la preuve ; il s'est content de répondre à ses accusateurs qu'il était innocent. Lorsque le jugement fut rendu, il cria aux juges : « Je suis un combattant de l'Armée républicaine irlandaise ; vive la République irlandaise ! » **Cinq gardiens se jetèrent alors sur lui et le frappèrent jusqu'à ce qu'il perdît connaissance. »**

191365

H4743-0177

ÉPILOGUE

Dans notre introduction, nous nous sommes demandé quelle pouvait être en Irlande cette « liberté », cette « justice » dont les hommes d'Etat britanniques veulent gratifier le monde entier. Notre exposé des faits répond à cette question. Il est à peine besoin d'y rien ajouter.

Un des membres de cette commission du Parti Travailliste, qui s'était rendue en 1920 en Irlande et dont nous avons parlé, le député Thomas Johnson, tint à son retour à Londres devant la Chambre des Communes un discours dans lequel il examinait, entre autres, la responsabilité du Gouvernement britannique dans ces faits inouïs. Il prit comme point de départ de ses développements les masques que **Winston Churchill** avait fait fabriquer pour aboutir à l'appréciation suivante : **« Ce n'est là qu'un petit fait mais qui prouve la complicité du Gouvernement britannique dans ce que l'on appelle un crime. »**

La simple déclaration de cet Anglais renferme bien le jugement qu'il convient de porter et qui, comme nous l'avons vu, doit être étendu à l'attitude de l'Angleterre à travers les siècles envers l'Irdande. Cette attitude n'a été, **au cours de 700 ans,** qu'un crime continu, unique dans l'histoire. La petite clique de la classe dirigeante anglaise s'est jetée un jour sur une nation heureuse et libre et, depuis lors, l'exploite brutalement pour servir ses propres intérêts. Au début, ce furent les hobereaux anglais qui vinrent dans l'Ile verte pour y conquérir des terres. Plus tard, ils furent suivis par les capitalistes anglais désireux de remplir leurs poches dans le commerce du bétail. Hobereaux et capitalistes ne connaissaient qu'**un seul but, celui de s'enrichir par le malheur de ceux qu'ils opprimaient.** Que leur importait le sacrifice de millions de vies humaines !

Malgré ses souffrances indicibles, le peuple irlandais a finalement trouvé le courage de se soulever contre ses bourreaux et il a réussi, tout au moins pour commencer, à arracher une partie de son pays aux chaînes de la tyrannique domination anglaise. Cependant le chemin menant au but final de sa lutte héroïque est encore long. Puisse le destin lui accorder de se libérer bientôt complètement de la « liberté » anglaise, et d'arracher à la « justice » anglaise son droit imprescriptible de nation.

A 101366

H4743-0178

Bibliographie.

Bryce, Lord, Two Centuries of Irish History, 1888.
Burke, Edmund, Letters, Speeches and Tracts on Irish Affaires, coll. and arr. by Matthew Arnold, 1881.
Carey, Metthew, Vindiciae Hibernicae etc. 3rd. Philadelphie et Londres 1839.
Casement, Sir Roger, Œuvres complètes, 2ème édition, Munich 1917.
Letters and Speeches of Oliver Cromwell, ed. S. C. Lomas, Londres 1904.
Currey, Charles E., Sir Roger Casement, Munich 1922.
Dufferin, Marquess of, Irish Emigration and the Tenure of Land in Ireland, Londres 1867.
Dunlop, Robert, Ireland under the Commonwealth, 2 volumes, Manchester 1913.
Emmet, Thomas Addis, Ireland under English Rule, 2 volumes, New York et Londres 1909.
Fielding, J. K., The Resurrection of a Nation, Chicago 1936.
Grattan, Memoirs of his life and times, by his son Henry Grattan, 4 volumes, 1839.
Hull, Eleanor, A History of Ireland and her people to the close of the Tudor period, Londres 1926.
Jaspert, Willem, Ireland, Berlin 1938.
Lecky, Wm. Edward H., A History of Ireland in the 18th century, New York 1893.
Macardle, Dorothy, The Irish Republic, Londres 1937.
Macbride, Maud Gonne, A Servant of the Queen, Londres 1938.
Mitchell, John, History of Ireland, New York 1896.
Two Centuries of Irish History, 1691—1870, ed. R. Barry O'Brien, Londres 1907.
O'Conor, Sir James, History of Ireland 1798—1924, 2 volumes Londres 1925.
O'Malley, Ernie, On another man's wound, Londres 1938.
Parliamentary Debates, House of Commons, 1920, vol. 135, 136, 1917, vol. 100, House of Lords, 1917/18, vol. 27.
Peel, Sir Robert, Speeches, 4 volumes.
Phillips, W. Alison, The Revolution in Ireland 1906—1923, New York 1923.
Report of the Labour Commission to Ireland, Londres 1921.
Royal Commission on the Rebellion in Ireland, Report of Commission, Cd. 8279, Londres 1916.
The Royal Commission on the Rebellion in Ireland, Minutes of evidence and appendix of documents Cd. 8311, Londres 1916.
Ryan, Desmond, Eamon de Valera, Unique Dictator, Londres 1938.
Spenser, Edmund, A View of the State of Ireland (1596), 1809.
Trench, Stuart, Realities of Irish Life.
Trevelyan, History of England, 2 volumes, 1926.
Young, Arthur, Tour in Ireland, 2 volumes, 1780.

101367

H4743-0179

BIBLIOTHÈQUE DE LA GUERRE MUSÉE

RF 1106 bis
1106 bis

GISELHER WIRSING

CENT FAMILLES DOMINENT L'EMPIRE

R. F. 1105 bis

A 101368

H4743-0180

H4743-0181

H-4743(5)

CENT FAMILLES DOMINENT L'EMPIRE BRITANNIQUE

INTERNATIONAL MILITARY TRIBUNAL
NURNBERG, GERMANY
Exhibit RF 106 bis
Filed Feb 5/1946

A 101369

H4743-0182

SERVICE INFORMATION ALLEMAND

L'Angleterre sans Masque

N° 9

A 101370

Rm 2 B 205

GISELHER WIRSING

CENT FAMILLES DOMINENT L'EMPIRE BRITANNIQUE

BERLIN 1940

O 34659

A 101371

H4743-0184

Imprimé Deutscher Verlag, Berlin

H4743-0185

Table des matières.

Prélude, il y a quarante ans 7

Les Communes — passerelle de commandement du capital spéculatif 12

Trois Premiers ministres proviennent chacun d'une entreprise d'armements 21

Les banquiers, vrais maîtres de l'Angleterre 38

Le réseau des relations 44

L'Empire, proie des cent familles 61

Le Parlement, entreprise de famille 77

« Honni soit qui mal y pense » 90

Les « gueux » et la ploutocratie anglaise 96

Bibliographie 102

A 101372

H4743-0186

Prélude, il y a quarante ans . . .

Nous sommes en 1900. La guerre contre les Boers a atteint son point le plus tragique. Par simple déclaration du Gouvernement britannique, le Transvaal a été incorporé à l'Empire anglais. Les élections-khaki de cette année-là ont valu au Ministre des Colonies Joseph Chamberlain, le succès désiré. C'est alors que paraît dans le « Punch » de novembre de cette année mémorable une caricature avec comme légende : « Plus l'Empire s'étend, plus la famille Chamberlain fait d'affaires ». Ce fut le grondement précurseur d'un des plus grands orages dont on ait entendu les mugissements sous la sombre halle balayée par les courants d'air, dans laquelle se réunissent les Communes anglaises.

Le 10 décembre 1900, l'honorable représentant de Carnavon Borough au Parlement, jeune avocat fougueux, à crinière noire échevelée, se lève de son banc pour faire à l'assemblée une révélation de nature à ébranler les fondements de l'ordre social britannique. Ce jeune député du pays de Galles était alors encore presqu'un inconnu. Il s'appelait David Lloyd George. Ce qu'il avait à dire était ceci[1]): D'après ses constatations, le très honorable gentleman qu'était le Ministre des Colonies Joseph Chamberlain, et le non moins honorable membre de l'assemblée pour East-Worcestershire, son fils Austen, Secrétaire d'État à la Chancellerie de l'Échiquier, avaient des participations dans trois sociétés qui, au cours de la guerre des Boers — toute autre concurrence, à savoir celle de ceux que l'on appelle les « Government-contractors » étant exclue —

[1]) The Parliamentary Debates, vol. 88, 1900, p. 397 ss.

A 101373

H4743-0187

avaient pu réaliser de prodigieux bénéfices de guerre sur les deniers publics. La première de ces firmes était la Hoskins & Sons Limited. Lloyd George était à même d'apprendre à l'assemblée que cette maison, qui ne travaillait que pour le compte de l'Amirauté, se trouvait presque complètement entre les mains de la famille Chamberlain. La seconde entreprise était le Birmingham Trust, où la famille du Ministre des Colonies avait une participation de 67.000 livres sterling. Ce trust était une « holding », groupant deux entreprises d'armements, à savoir la Tubes Limited et l'Elliotts Metal Company. La première était la propriété du frère du Ministre des Colonies, Mr. Arthur Chamberlain, qui possédait 74.800 actions de cette société, tandis qu'à la tête de la deuxième se trouvait le second fils dudit ministre, à savoir Mr. Neville Chamberlain. Mr. Lloyd George exposa qu'au cours des années, grâce à de très avantageuses conventions avec l'Amirauté, ces deux sociétés, qui étaient de pures entreprises d'armements, avaient réalisé des gains substantiels. En ce qui concerne l'Elliotts Metal Co., l'orateur pouvait faire valoir que le « Chamberlain-Clan » détenait un paquet d'actions de cette société d'une valeur de 121.000 L. st. et que cette société avait été appelée tout particulièrement à équiper les docks de la flotte de guerre de Sa Gracieuse Majesté. Il fallait, toutefois, convenir que le Ministre des Colonies avait, trois ans auparavant, refilé sa part à son fils Neville.

Après ces révélations, l'émotion de l'auditoire devint indescriptible. Joseph Chamberlain et tout son parentage n'étaient-ils pas en ces années au centre même de la politique anglaise? Son biographe[1]) nous rapporte que le Ministre des Colonies écouta le réquisitoire sans sourciller. Lloyd George, toutefois, ne s'en laissa pas imposer et passa à la troisième société à laquelle la famille Chamberlain était intéressée et qui traitait, elle aussi, avec le Gouvernement. Et quelles tractations, ainsi qu'on l'allait voir! Il s'agissait de la Colombo Commercial

[1]) G. L. Garvin, The Life of Joseph Chamberlain, vol. 3, p. 610 ss.

A 101374

H4743-0188

Company, compagnie d'affairisme, qui s'occupait à Ceylan des choses les plus différentes. Au cours de la guerre contre les Boers, Lord Roberts avait, en 1899 et 1900, fait de nombreux milliers de prisonniers. On les avait d'abord transportés à Ste Hélène et, de là, sur les ordres du Ministre des Colonies à Ceylan. La première chose qu'il fallait faire à Ceylan, poursuivit Lloyd George, c'était de loger les prisonniers et de procéder à la construction de baraquements à cette fin. Dès le 17 mai, le « Ceylan Observer » annonçait qu'un « manager » de la Colombo Commercial Co. était arrivé dans l'île et que la société avait déjà monté la charpente en fer de la première maison de détention pour Boers. Puis, des milliers d'ouvriers avaient été engagés pour l'édification de ce « carcere duro ». En août 1900, on pouvait lire dans le même « Ceylan Observer » que la Colombo Commercial Co. était arrivée à dresser 18 baraquements en fer pour les soldats et 30 pour les prisonniers, et que d'autres baraquements suivraient.

Bien que ce soit pénible, continuait Lloyd George, on ne saurait, cependant, celer que la famille Chamberlain compte parmi les plus gros actionnaires de cette société. « Je ne puis, dit-il en propres termes, m'imaginer à l'heure actuelle un placement plus déplacé que celui qui consiste à investir de l'argent en vue de construire des ergastules pour Boers... Quelles propositions, je le demande à la noble assemblée, le Ministre des Colonies peut-il bien leur présenter, lorsqu'ils sauront ce qu'ils ne pourront manquer d'apprendre? Pouvez-vous bien interner des milliers de Boers à Ceylan dans des camps de concentration sans qu'ils arrivent à surprendre quelques détails sur la société qui a construit leurs baraquements? Je le répète, quelles propositions pouvez-vous bien soumettre aux Boers, s'ils découvrent que le gentleman qui a le grand mot à dire dans l'interprétation et l'exécution de ces propositions, est un homme qui a mis de l'argent dans une société s'occupant maintenant de construction de prisons pour Boers? »

A 01375

H4743-0189

Et Lloyd George de révéler que la famille Chamberlain participait à la Kynoch Company Ltd. — c'était la société en question — pour la « paille » de 250.000 Livres sterling. Ladite compagnie était de plus ce qu'on appelle dans le « civil» une fabrique de munitions et l'on ne pouvait, malheureusement, pas nier que cette usine où dominait la famille Chamberlain, avait réalisé au cours de la guerre contre les Boers des gains très importants, provenant, en partie, du fait qu'on lui avait acheté des quantités de munitions à un prix beaucoup plus élevé que celui accordé à d'autres sociétés.

Le but de ce magistral réquisitoire de Lloyd George contre la famille Chamberlain, le 10 décembre 1900, était d'amener la Chambre des Communes à accepter une loi interdisant à tout ministre d'avoir des participations dans des sociétés travaillant avec le gouvernement. Le projet de loi recueillit 127 voix, mais 269 députés votèrent contre. Lloyd George était en minorité de 142 voix, bien qu'ayant pu prouver que le clan familial et ministériel des Chamberlain s'était enrichi, pour une part, au cours des dernières années en faisant édifier des camps de concentration pour Boers. Le même jour on avait reproché à la famille du Premier ministre d'alors, Lord Salisbury, d'avoir transformé le Cabinet britannique en une Société du « Cecil » (« Cecil-Hotel-Company»). Lord Salisbury, lui-même membre du grand clan de la famille des Cecil, avait porté de 3 à 5 le nombre des membres du Cabinett issus de sa famille.

Le système de domination des optimates anglais avait été attaqué ce jour-là sur deux points particulièrement exposés. Aux accusations, avec preuves précises à l'appui fournies par Lloyd George, les deux membres de la « casa » Chamberlain n'avaient pu invoquer pour leur défense que des généralités tendancieuses. Et cependant, une majorité écrasante s'était immédiatement trouvée au Parlement en faveur de la famille Chamberlain ainsi que pour approuver le népotisme du Premier ministre d'alors. C'est que les attaques de l' « outsider » du

101376

H4743-0190

Pays de Galles étaient dirigées contre toute la caste sans distinction. C'est ce dont elle avait l'instinct. De sorte que l'agression fut repoussée à l'aide de l'arme démocratique du vote majoritaire. Elle n'a depuis jamais été renouvelée de façon aussi nette dans cette enceinte. Même pas par le Parti travailliste (Labour Party). Et peut-être que Lloyd George lui-même aujourd'hui y voit un péché de jeunesse. Quoi qu'il en soit, ce débat parlementaire de l'année 1900 a mis à nu les bases du système, source de la puissance des hautes classes anglaises. Car, au point de vue politique, l'Angleterre, c'est le Parlement, d'où procède, à son tour, le Cabinet. Or, le Parlement ne représente pas le peuple ainsi que le slogan de la démocratie voudrait le faire croire : le Parlement est un clan où dominent cent à deux cents familles et où l'immense puissance commerciale et financière de l'Angleterre, voire de l'Empire mondial britannique, rejoint l'exercice du pouvoir politique et s'unit avec lui. Un empire mondial fait la guerre pour... cent familles. Il n'y a pas là la simple phrase de propagande que l'on pourrait être enclin à y voir au premier abord, c'est la pure vérité. Nous le prouverons. La ploutocratie — c'est la « monarchie » des puissances d'argent dans un peuple. Même celui qui est au courant de maint détail sera surpris de voir à quel point le système ploutocratique pratique l'absolutisme en Angleterre. Le « Punch » n'écrivait-il pas déjà : « Plus l'Empire s'étend, plus la famille Chamberlain fait d'affaires ».

A 101377

H4743-0191

La Chambre des Communes — passerelle de commandement du capital spéculatif.

Il y a des riches et des pauvres dans tout pays. Même en Russie soviétique il s'est formé au cours des années quelque chose comme une catégorie privilégiée. Il y a belle lurette que les utopies égalitaires du marxisme ont perdu toute leur attirance. De même que les hommes se différencient en races et se distinguent par leurs aptitudes et leurs talents, de même il paraît naturel qu'on apprécie diversement chez un peuple des prestations différentes appelant une échelle des rétributions. Le national-socialisme a eu raison du marxisme par sa formule lapidaire « Utilité commune passe utilité privée », qui lui a permis de faire peu à peu table rase des abus qui prennent dans toute démocratie presque automatiquement naissance du fait que quelques personnages tenant concentrés dans leurs mains de grands moyens financiers, acquièrent de l'influence sur la direction politique du pays. On sait combien de 1919 à 1933, et avant déjà, dans une certaine mesure, sous le IIe Reich, le pernicieux ascendant de ténébreux éléments capitalistes s'est affirmé sur la politique allemande.

A cette théorie nouvelle de la vie en société, théorie d'après laquelle la valeur politique ainsi que la valeur biologique, au sens le plus large, doivent seules entrer en ligne de compte, mais nullement l'argent et la propriété, l'Angleterre a opposé son concept de la démocratie. De même que pendant la guerre mondiale, les politiciens anglais, qui ont déchaîné en 1939 la guerre contre l'Allemagne, ont de nouveau proclamé qu'ils prenaient les armes pour les libertés démocratiques. Or, que signifient en réalité ces libertés démocratiques dont Lord Halifax, en particulier, aime chaque jeudi à parler à la

A 101378

H4743-0192

Chambre des Lords? Rien d'autre que le maintien de cet état de choses sur lequel le grand réquisitoire de Lloyd George contre le clan des Chamberlain a, dès 1900, projeté une vive lumière.

L'Angleterre, ou pour mieux dire, la classe supérieure anglaise combat pour la conservation du principe « égoïsme passe intérêt général », qui est aux antipodes du finalisme allemand. Le système social de l'Angleterre, qu'aucune révolution n'a plus ébranlé depuis 1648, s'avéra, au cours de la dernière décade, de plus en plus contestable, et ses bénéficiaires voyaient avec inquiétude venir le moment où l'exigence de réformes, exigence de plus en plus pressante au cours des dernières années, pouvait, malgré tout, finalement aboutir à un mouvement radical, à une révolution. En effet, depuis la guerre mondiale l'idée socialiste, c'est-à-dire le refoulement de la politique de l'influence de purs intérêts financiers privés, a accompli de par le monde une marche définitivement triomphale. Les formes de son succès ont pu et peuvent varier à l'infini, parfois même être complètement opposées quant à leurs points de départ comme dans les buts qu'elles se proposent. Mais quelles qu'elles soient, elles ont toutes contre elles cette catégorie sociale qui représente, administre et surtout... possède l'Empire mondial britannique. Particulièrement depuis l'arrivée du national-socialisme au pouvoir, cette catégorie sociale estima que les chances de maintenir le profit que lui assurait la plus énorme concentration d'autorité et de propriété réunies que l'univers ait jamais vue, se trouvaient menacées. Aussi résolut-elle de jeter le gant aux champions du nouvel ordre de choses qui s'annonçait et de déclencher contre eux une guerre d'extermination.

Sir Edward Grigg, Sous-Secrétaire d'État du Cabinet Chamberlain, a réduit l'idée à sa plus simple expression en disant dans un discours qu'il prononça à Paris en janvier 1940, qu' « il fallait entreprendre une croisade pour rétablir en Allemagne le « statu quo ante ». Il pensait précisément au retour

A 101379

H4743-0193

du régime qui dominait l'Allemagne avant la révolution nationale-socialiste et qui en avait fait un jouet des puissances d'argent internationales. C'est, il est vrai, en Angleterre, le seul pays du monde où l'idée de la communauté socialiste n'ait jamais pu s'enraciner, que ce régime s'est le plus développé sous sa forme caractéristique. Son « supporter » est le Parlement. C'est de lui qu'il faut tenir compte, si l'on veut comprendre quels sont réellement les buts pour lesquels on a lancé un empire mondial dans une guerre par toutes sortes d'excitations.

A l'exception de deux courtes périodes, ce sont les conservateurs qui, depuis le départ du Cabinet de guerre de Lloyd George, ont eu le pouvoir au Parlament anglais. En 1924 comme en 1929, le changement de gouvernement en faveur du Parti travailliste n'a été qu'un bref épisode, qui s'est terminé par l'enchaînement de Ramsay MacDonald à la clique dominante, ce politicien qui fut, finalement, pendant quelques années à Downing Street la marionnette d'un « Parti de l'Union nationale », alors qu'en réalité les conservateurs gouvernaient de nouveau le pays et reprenaient possession de leurs bonnes vieilles prébendes. La marionnette devenue superflue et le Parti travailliste privé de sa seule silhouette présentable, Baldwin revint en vedette comme chef d'un gouvernement conservateur. Cela se passait en l'an de grâce 1935.

Les conservateurs avaient déjà été représentés de nouveau comme membres de la coalition dans le second Cabinet de guerre, formé en mai 1915. A l'exception du premier Cabinet MacDonald, de janvier 1924 à novembre de la même année, ainsi que du second Cabinet travailliste, de juillet 1929 à août 1931, les conservateurs n'ont donc jamais cessé d'être au pouvoir sous la direction successive de Bonar Law, de Baldwin et, finalement, de Neville Chamberlain. Ils disposent dans le Parlement actuel de 415 sièges sur 600 environ, si l'on ajoute à leur effectif les petits partis fragmentaires qui

P 101380

H4743-0194

ont l'habitude de joindre leurs voix à celles du gros des tories. Et comme l'opposition constitue une minorité absolument sans espoir, ces 415 hommes et femmes du parti conservateur sont donc, à proprement parler, les représentants du peuple anglais.

Qui sont ces gens?

On peut donner une première réponse à cette question à l'aide d'un simple chiffre. 44 pour cent de ces 415 membres du Parlement — à savoir 181 — sont directeurs ou membres du conseil d'administration de grandes sociétés financières ou commerciales d'Angleterre. Ces 181 députés à eux tous n'occupent pas moins de 775 postes de membres de conseils d'administration et de direction dans les 700 banques, entreprises industrielles, sociétés de navigation et maisons d'exportation les plus importantes du pays. En d'autres termes — en y regardant de plus près — le Parlement anglais, dominé par les conservateurs, est non pas une représentation du peuple britannique mais celle des intérêts financiers les plus puissants qui, abstraction faite de Wallstreet, se soient jamais trouvés groupés de par le monde. Et si l'on ajoute à cette masse tous les membres du Parlement qui, sans posséder eux-mêmes des situations de ce genre, ont des frères, des fils ou des beaux-frères ayant des positions importantes dans des entreprises d'envergure, on arrive à constater que 80 p. c. environ de tous les députés conservateurs du Parlement ont, soit directement, soit indirectement, des liens avec les grandes affaires. L'aristocratie financière de l'Angleterre s'identifie donc avec les dirigeants de sa politique.

Il convient, il est vrai, de dire que, depuis toujours, la démocratie anglaise n'a jamais été en réalité une démocratie du peuple, puisqu'elle était une démocratie de la noblesse à l'égard de la monarchie dont les prérogatives constitutionnelles furent très tôt beaucoup plus limitées que celles des souverains du continent. C'est ainsi, par ex., qu'au début de l'ère victorienne le nombre des électeurs ne dépassait pas le 1/55e

101381

H4743-0195

du peuple anglais d'alors, soit 300,000 personnes. Quant au chiffre des éligibles, il était encore infiniment plus réduit, l'éligibilité jusque dans le premier tiers du siècle précédent supposant la possession d'une propriété rurale. Aujourd'hui encore, une bonne partie de la Chambre des Communes et surtout de la Chambre des Lords se compose de cette noblesse terrienne (gentry) qui a certainement été par moments pour l'Angleterre un facteur aussi important que la noblesse rurale prussienne pour l'État de fonctionnaires et de militaires qu'était la Prusse. On sait d'ailleurs la place qu'accordait Frédéric le Grand dans ses États aux négociants et aux Juifs avec lesquels il travaillait. Mais ce n'étaient que des « manœuvres » utilisés à certaines fins. Rien de plus. En Angleterre, au contraire, la révolution industrielle qui s'est déroulée au cours du siècle précédent, a eu pour résultat qu'une partie de plus en plus considérable de la classe privilégiée a coopéré à la grande razzia capitaliste à laquelle les puissances d'argent anglaises commencèrent à se livrer. Cela eut lieu pour une bonne part de façon très simple, par le fait que la propriété foncière qui se trouvait de toute éternité dans les mains de certaines familles, se transforma en «or noir» par suite des gisements houillers que l'on y découvrit et qui, pour ainsi dire, automatiquement, firent des propriétaires de la terre des magnats de l'industrie. De là à la participation à de grandes entreprises commerciales il n'y avait qu'un pas, suivi, finalement, par une pointe dans la sphère proprement dite de la haute finance. Aujourd'hui, on ne remarque plus grand'chose à la Chambre des Communes du caractère typique de la « landed gentry ». La Chambre Basse est plutôt devenue le clearinghouse politique du capitalisme spéculatif anglais, d'après les seuls intérêts duquel — c'est-à-dire d'après ceux des grandes sociétés privées — la politique du pays se trouve orientée et dirigée.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, 181 députés de la présente Chambre des Communes détiennent ensemble 775 postes de

A 101382

H4743-0196

Députés des Communes, en tant que membres de conseils d'administration et administrateurs de sociétés par actions

Branche	Nombre de députés	Nombre de situations dans les conseils d'administration
Banque	16	18
Assurances	43	49
Sociétés financières et trusts de participation	27	42
Chemins de fer et navigation aérienne	18	31
Armements maritimes	9	19
Transports par routes et par canaux	5	10
Commerçants, courtiers de navigation et courtiers expéditeurs	11	20
Câbles, télégraphe et radio	1	15
Production de fer, d'acier et de charbon	17	29
(y compris armes, avions etc.)	42	80
Brasseries	11	20
Production de denrées alimentaires	6	13
Industrie du tabac	2	2
Produits pharmaceutiques déposés	3	23
Production textile et vestimentaire	19	37
Imprimerie et production du papier	8	17
Autres productions	26	40
Hôtels et restaurants	10	19
Grands magasins	12	18
Journaux et maisons d'édition	17	24
Cinémas, théâtres, courses de lévriers, etc.	13	15
Equipement électrique	7	45
Sociétés de gaz et d'eau	10	12
Entreprises de construction et de matériaux	14	29
Sociétés immobilières	20	52
Sociétés pétrolières	7	9
Mines d'or	13	25
Autres mines	12	17
Plantations de caoutchouc	3	15
Plantations de thé et de café	7	9
Entreprises non classées	19	21

Chiffre total des postes de directeurs et de membres de conseils d'administration occupés par des membres de la Chambre des Communes: 775.
Chiffre total des membres des Communes détenant des postes de directeurs et de membres de conseils d'administration dans les Sociétés Limited: 181.

A 101383

H4743-0197

membres de conseils d'administration. La liste ci-dessus montre que les branches bancaires, commerciales et industrielles à même de faire ainsi représenter directement leurs intérêts dans l'aréopage suprême des mandataires politiques de l'Angleterre, sont extraordinairement ramifiées. Il convient d'ailleurs de relever qu'il a été probablement tout à fait impossible d'englober plusieurs centaines de cas dans lesquels des membres de la Chambre des Communes sont de « firmes privées », c'est-à-dire d'entreprises n'étant pas enregistrées comme sociétés par actions et répondant, par suite, à peu près à la société en commandite allemande. Et cependant, il peut s'agir parfois d'entreprises d'une importance nettement mondiale.

Nous n'avons malheureusement pas pour la Chambre des Communes actuelle d'indications sur l'importance de l'ensemble du capital des sociétés dans les conseils de direction et d'administration desquelles siègent des membres du Parlement. On a, par contre, fait ce calcul pour la législature qui, de l'été 1924 à l'été 1929, comprenait une forte majorité conservatrice[1]). En ce qui concerne cette législature dont les membres se retrouvent pour la plupart dans l'assemblée actuelle, on a obtenu les chiffres suivants qui ne manquent vraiment pas d'intérêt. Il y avait alors 33 membres de plus occupant des situations de membres de conseils d'administration et de direction. Ce qui faisait 214 députés détenant ensemble 763 situations de ce genre. Le nombre de ces situations correspondait donc presque exactement aux chiffres actuels. Toutefois, dans l'entretemps, la concentration des situations au profit de certaines personnes est devenue encore plus grande, puisque le groupe des membres de conseils d'administration siégeant aux Communes ayant diminué de 33 unités, ceux-ci n'en détiennent pas moins 12 situations de plus dans ces conseils.

Au total, il y avait, de 1924 à 1929, y compris toutes les sociétés et filiales représentées aux Communes, 1160 sociétés,

[1]) « Labour Research », mai 1929, supplément p. XVI.

A 101384

H4743-0198

dont le capital pouvait être déterminé pour 682 d'entre elles. Or, ce capital atteignait la somme vraiment énorme de 2.951.000.000 livres sterling. Comme pour cette époque antérieure à la dévaluation de la livre et à l'établissement d'une relation stable entre celle-ci et le mark, on est encore à même de fournir des chiffres comparatifs, on peut conclure que le capital privé représenté aux Communes de 1924 à 1929 était l'équivalent d'une valeur en reichsmarks dépassant quelque peu 59 milliards. On comprendra l'importance de ces chiffres en se rappelant que les économistes Bowley et Stamp évaluaient le revenu national britannique pour 1924/1925 à 72 milliards de reichsmarks, tandis que l'Office de statistique du Reich estimait le revenu national allemand de 1929 à 70 milliards de reichsmarks. D'autre part, la fortune nationale de la Grande-Bretagne était évaluée en 1925 à 497 milliards de reichsmarks, de sorte que le capital des sociétés représentées aux Communes constituait plus de 10 p. c. de toute la fortune nationale anglaise, qui comprend, en outre, toute la propriété rurale, l'ensemble des dépôts dans les caisses d'épargne etc. etc. De ces 2,95 milliards de livres 2,6 milliards étaient investis en Angleterre même, le surplus, soit 323 millions de l. st. fructifiant au dehors.

Il convient, de plus, de ne pas oublier, en tenant compte de ces chiffres, que l'on n'a pu établir quel était le capital de 478 sociétés figurant également parmi celles qui sont représentées aux Communes par des administrateurs ou directeurs. Toutefois, déjà du fait que la plupart des députés sont demeurés les mêmes, il y a tout lieu d'admettre que dans la législature actuelle il s'agit à peu près du même ordre de grandeurs. Dans toutes ces supputations — nous ne saurions assez le souligner — il ne s'agit que de valeurs approximatives qui permettent de se faire à peu près une idée de l'énormité des sommes entrant en ligne de compte dans ce conseil suprême de la ploutocratie britannique. C'est ainsi, par exemple, que l'on n'a nullement fait état de la totalité des portefeuilles-actions que les membres

A 91385

H4743-0199

des Communes possèdent dans des sociétés dont ils ne sont pas eux-mêmes administrateurs.

Ce n'est que lorsqu'on a une idée de ces enchaînements que l'on est à même de comprendre le singulier système auquel le parti qui mène le jeu, le parti conservateur, a recours pour les élections. Pratiquement, ne peut en effet se présenter à la députation que le candidat en mesure, tout d'abord, de payer les frais d'élection directs, frais qui atteignent de 1.000 à 1.200 livres et, ensuite, d'accorder annuellement à l'organisation locale du parti une subvention d'environ 1.000 livres. Quiconque n'est pas en état de faire des dépenses de cette ampleur n'a, ainsi que l' « Evening Standard » l'exprimait le 4 janvier 1939, absolument aucune chance d'être élu comme député conservateur. Il est vrai que, comme membre du parti travailliste, il n'aura pour toute perspective que la possibilité de tenir à l'occasion un discours de protestation devant les banquettes vides, éloquence bien incapable de rien changer à la direction effective de la politique de l'Empire anglais.

Telles sont les bases sur lesquelles la caste dominante anglaise a édifié son système démocratique qui n'est, en réalité, rien d'autre qu'une sauvegarde des intérêts et privilèges de quelques centaines de familles contrôlant en même temps la plus grande partie du revenu national anglais.

Et le peuple anglais? demandera-t-on. — Il n'a plus qu'à contempler parfois dans une revue illustrée les débuts de Miss Diana X à la Cour dans tel modèle des bons faiseurs de Paris et ceux de Miss Gloria Y au bal de bienfaisance au profit des pauvres de Whitechapel dans tel autre. Dans aucun pays du monde l'abîme entre la haute société et le peuple n'est aussi profond qu'en Angleterre, ainsi qu'Hippolyte Taine le consignait en parcourant l'Angleterre au siècle précédent. La caste des millionnaires qui est la catégorie suprême, est également celle qui gouverne l'Angleterre par la Chambre des Communes et le Cabinet qui en est l'expression.

A 101386

H4743-0200

Trois Premiers Ministres proviennent chacun d'une entreprise d'armements.

M. MacDonald, qui devait devenir Premier ministre du gouvernement national, était certainement un idéaliste. Il a cru jusqu'au dernier moment que l'on pouvait, avec les méthodes routinières du Parlement britannique, briser ou, tout au moins, limiter la prédominance de cette caste qui, en réalité, l'avait paralysé au point de vue politique. De sorte qu'un des derniers actes de MacDonald comme Premier ministre fut la nomination, en février 1935, d'une commission royale d'enquête sur l'industrie privée des armements et le commerce des armes.

Et, de fait, pendant une année et demie, ladite commission a procédé à des interrogatoires ainsi qu'à des recherches jusqu'à ce que, finalement, elle aboutît à la seule constatation possible, à savoir que tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes. Lloyd George avait préconisé devant elle l'étatisation de l'industrie des armements. C'était sous l'influence d'anciens souvenirs et d'expériences répétées. Mais quels furent ceux que l'industrie des armements dépêcha pour capter à temps des courants aussi dangereux?

Ces industriels eux-mêmes. Ils se bornèrent, d'ailleurs, sagement à des réponses aussi succinctes que possible dès qu'on leur posait des questions délicates. De sorte que le grand défenseur de l'industrie privée des armements fut surtout le secrétaire de tous les Cabinets britanniques de 1919 à 1938 et du Conseil de Défense de l'Empire de 1912 à 1918, Sir Maurice Hankey, l'un des hommes les plus influents d'Angleterre, qui, d'un poste presque dissimulé aux yeux du grand public, sut guider les pas de tous les Premiers ministres. Sir Maurice fut

A 101387

entendu par la commission comme compétence et cette compétence déclara[1]) que les reproches faits à l'industrie privée des armements étaient extrêmement exagérés. Les adversaires de cette industrie n'avaient pas été à même de produire un seul cas où l'on ait pu prouver qu'il y avait réellement corruption, c'est-à-dire collusion des intérêts privés et publics. Après avoir résigné toutes ses fonctions en 1938, Sir Maurice Hankey, comme récompense de ses longs services, est entré au conseil d'administration de la Compagnie du canal de Suez comme représentant du Gouvernement britannique. L'activité que l'on déploie à ce poste et qui consiste à opiner du bonnet, rapporte annuellement jusqu'à 10.000 l. st.

Sir Maurice Hankey, le paternel conseiller des vieux Messieurs qui se sont succédé Downing Street, n'a oublié qu'une bagatelle lors de sa déposition devant la commission royale, à savoir que les trois Premiers ministres conservateurs de l'après-guerre, Bonar Law, Baldwin et Neville Chamberlain, provenaient de familles ayant d'étroits rapports avec l'industrie des armements et, mieux encore, que ces trois gentlemen avant leur entrée dans l'arène politique avaient siégé dans le conseil de direction de grandes entreprises d'armements et que les paquets d'actions desdites entreprises qu'ils possédaient se trouvaient encore dans leurs coffres en banque alors qu'ils étaient ministres en exercice. Depuis l'échec de l'attaque de Lloyd George en 1900 il n'y avait non plus guère d'objections à faire. Lorsqu'on devient ministre anglais, il suffit de quitter le comité de direction ou le conseil d'administration d'une société par actions. Que l'on continue comme possesseur d'actions à contrôler une entreprise de ce genre, cela ne regarde personne.

Bonar Law, dont le Cabinet succéda au Cabinet d'après-guerre de Lloyd George (1922—1923), n'appartenait pas, ainsi que le « Daily Telegraph » l'écrivait dans un nécrologe qu'il con-

[1]) Times du 22 mai 1936. Cf. aussi Report of the Royal Commission on the Private Manufacture of and Trading in Arms (Cmd. 5292, 1936).

A 101388

H4743-0201

H4743-0202

sacra à son décès[1]), à la classe distinguant depuis des générations — voire depuis des siècles — la plupart des chefs conservateurs et ne se réclamait pas de leur profession de foi. Le préjugé qui en résultait contre lui se trouva même formulé, de façon peu respectueuse, par un jeune tory qui disait du Premier ministre, « qu'il n'était rien de plus qu'un marchand de fer de Glasgow — qualification déplacée à l'égard d'un membre éminent d'une organisation aussi importante que l'est celle du marché des métaux ». Et de fait, jusqu'à sa nomination de sous-secrétaire d'État parlementaire, Bonar Law était propriétaire d'une firme de métaux et d'armes en gros, la maison William Jacob & Co de Glasgow. Il se peut que le préjugé dont il était victime, provînt de la circonstance que cette entreprise ne figurait pas parmi les très grandes exploitations de la branche.

Le cas de Baldwin est déjà tout autre. Baldwin est propriétaire des grandes aciéries Baldwins Ltd. dont il quitta le comité directeur lorsqu'il devint ministre. Mais, même au cours de sa première présidence du Conseil, il lui resta de son activité antérieure 194.526 actions ordinaires d'une livre et 37.591 actions de préférence du même montant. Au cours de ce premier ministère, la Baldwins Ltd. est entrée en d'étroits rapports par échange d'actions avec les grands établissements dominant en Angleterre la branche des armements, à savoir ceux du consortium Vickers-Armstrong. Comme « Earl » Baldwin et comme membre de la Chambre des Lords, il fait maintenant de nouveau partie du conseil d'administration de son entreprise. Et cela en vaut tout à fait la peine. Si le bénéfice net de la Baldwins Ltd. atteignait 530.000 livres st. en 1932, il s'élevait dès 1938 à 1,500,000 livres environ. Alors qu'il était Lord-président du Conseil de Cabinet, en 1933, Baldwin ne touchait encore que 4 p. c. de dividende. En 1934, la rétribution de son capital montait déjà à 6 p. c. et, en 1935, époque où il était devenu Premier ministre, à 8 p. c. avec un boni de 50 p. c., les dividendes atteignant en 1936 et en 1937 10 p. c. avec un boni

[1]) « Daily Telegraph » du 31 octobre 1933.

A 101389

correspondant. On le voit, les affaires d'armements, qui sous Baldwin s'étaient plus que jamais développées, n'étaient pas pécuniairement inproductives.

Et maintenant Neville Chamberlain. Nous l'avons déjà rencontré comme membre du conseil de direction de l'Elliotts Metal Co. à l'époque où son père était Ministre des Colonies et son demi-frère Secrétaire d'État au Ministère des Finances. Neville Chamberlain entra ensuite au comité de direction de la Birmingham Small Arms Co., quant à l'importance la deuxième des firmes d'armements britanniques. Il ne renonça à son activité dans cette société que lorsqu'il commença à remplir des fonctions publiques. Aujourd'hui encore, lui, qui n'a cessé de rester fidèle à sa ville natale de Birmingham, est gros actionnaire de la Birmingham Small Arms Co. On connaît même exactement le nombre d'actions qu'il possède dans l'Elliotts Metal Co. Ce nombre s'élève à 23.250 actions. Entretemps, de même que la maison de Baldwin qui avait noué d'étroits rapports avec la Vickers Armstrong, l'Elliotts Metal Co. s'est unie aux Imperial Chemical Industries, le gigantesque trust chimique anglais, créé par le Juif Mond, trust dont Chamberlain possède 5414 actions ordinaires et 833 actions de préférence, manifestement en échange d'actions de l'Elliotts. Pour 1939 la part de Neville Chamberlain en actions I.C.I. était évaluée à 11.000[1]). Dans l'intervalle, son fils, Francis Chamberlain, est entré dans les Établissements Kynoch, également affiliés aux I.C.I. et qui sont une fabrique de munitions ayant déjà joué un rôle en 1900 lors du scandale provoqué par Joseph Chamberlain. Depuis 50 ans environ la famille Chamberlain n'a donc cessé d'avoir des participations dans les mêmes fabriques d'armements et de munitions.

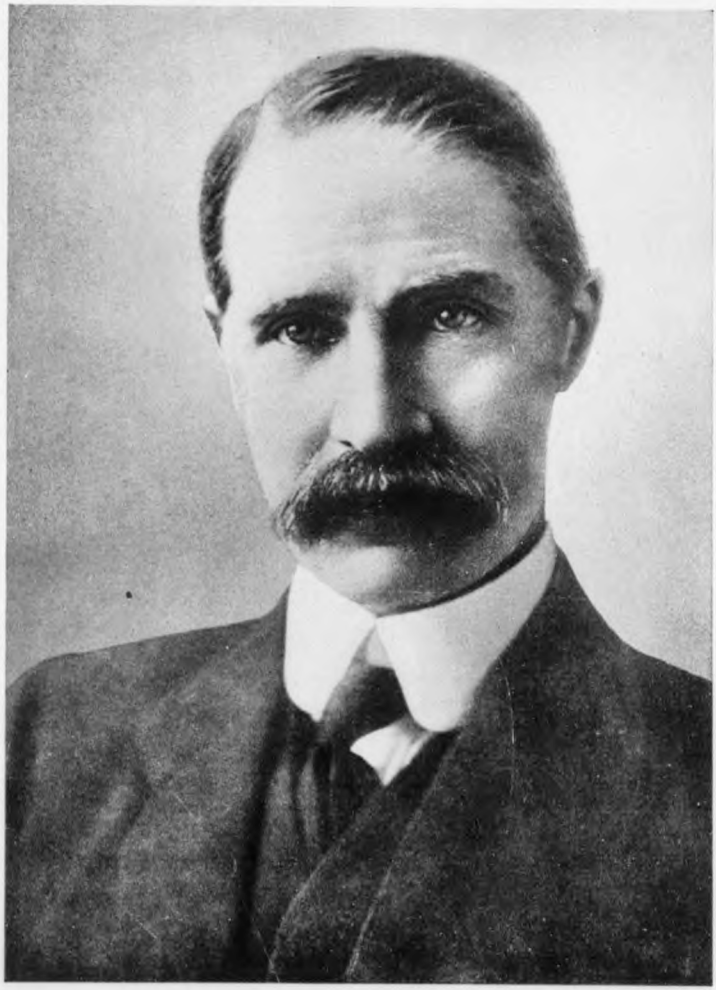
Ces étranges affaires d'armements de la famille Chamberlain ont d'ailleurs, 26 ans après les attaques de Lloyd George, alimenté de nouveaux débats à la Chambre des Communes, débats dont Neville Chamberlain fut cette fois le héros. Le

[1]) « Labour Research », 1939, p. 81.

A 101390

H4743-0203

H4743-0204



Bonar Law, conservateur, a été le premier président du Conseil des ministres anglais après la grande guerre. Il a commencé sa carrière dans le commerce des métaux et des armes en Écosse.

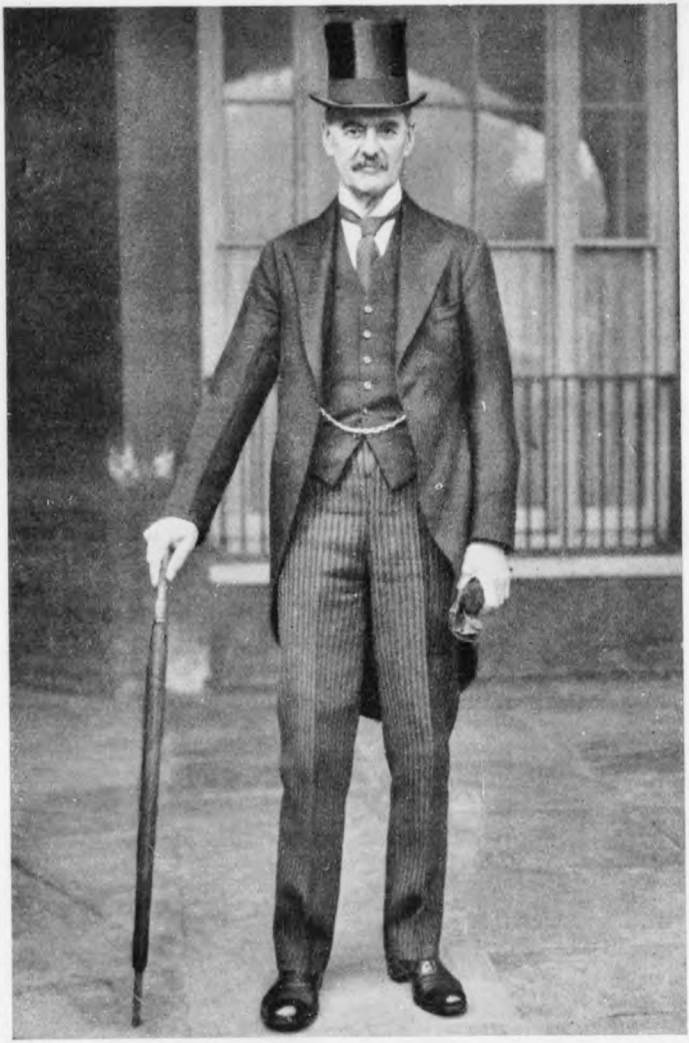
A 101391

H4743-0205

Stanley Baldwin a également pris, comme président du Conseil, une part très importante aux affaires des usines d'armement Baldwin Limited.

A 101392

H4743-0206



Neville Chamberlain, directeur d'au moins trois grandes firmes d'armement, a été, en 1926, accusé de corruption devant le Parlement anglais, du chef d'avoir passé à ses établissements des commandes gouvernementales. (Lire le texte de l'accusation dans le compte rendu officiel des « Parliamentary Debates », tome 198, pp. 86, etc. Londres 1926.)

A 101393

H4743-0207

Sir John Anderson, ministre de l' Intérieur dans le cabinet de guerre Chamberlain, représentait, avant d'être chargé de ce portefeuille, les intérêts du capitalisme de guerre en tant que membre des conseils de direction de la fabrique d'armes Vickers et des « Imperial Chemical Industries » et les intérêts du capitalisme financier en sa qualité de directeur de la Midlandbank.

A 1394

H4743-0208

12 juillet 1926, en effet, une personnalité qui n'était autre que le Ministre des Affaires Étrangères des deux Cabinets travaillistes, Arthur Henderson, depuis président de la Conférence du désarmement, accusa publiquement au Parlement de corruption le ministre d'alors de l'Hygiène et de la Santé publique, qui n'était autre que Neville Chamberlain. Il déclara[1]) que son collègue, après son entrée dans le Cabinet, n'avait pas renoncé à ses fonctions de directeur dans les deux maisons Hoskins & Sons et Elliotts Metal Co., bien que ces deux entreprises fussent en rapports d'affaires permanents avec le Gouvernement anglais. On le voit, il s'agit ici des deux sociétés dont, dès 1900, Lloyd George disait qu'elles avaient valu, grâce aux commandes gouvernementales, à la famille Chamberlain d'importants bénéfices de guerre lors de la campagne contre les Boers. Arthur Henderson exposa en termes indignés qu'alors que, pendant les 8 mois de gouvernement travailliste en 1924, Hoskins & Sons n'avaient traité qu'une seule affaire avec le Gouvernement anglais, ils avaient bénéficié, de janvier 1925 à janvier 1926, de sept grosses commandes gouvernementales passées par les collègues du Ministre de l'Hygiène et de la Santé publique. La maison Elliotts Metal Co. avait même obtenu, de janvier 1925 à janvier 1926, quatorze grosses commandes des autorités. Henderson mentionna expressément que, d'après ses constatations, les deux firmes étaient presque en totalité la propriété du Ministre de l'Hygiène et de la Santé publique, Neville Chamberlain, et de son frère Austen Chamberlain, Ministre des Affaires Étrangères.

Notons que la Hoskins & Sons est une «private company» — nous dirions en Allemagne une société en commandite par actions — qui n'a émis au total que 5,000 actions nominatives, dont la moitié environ, à savoir 2,395, appartiennent à Neville Chamberlain. Le reste a dû se trouver alors en grande partie entre les mains de son frère, le Ministre des Affaires Étrangères.

Lorsqu'après ces révélations aux Communes sur ces faits

[1]) Parliamentary Debates, vol. 198, London 1926, pp. 87—154.

A 1161395

scandaleux on demanda à Henderson s'il voulait, par là, élever une accusation de corruption contre Neville Chamberlain, il répondit tout simplement: «Les faits parlent d'eux-mêmes».

Dans les débats qui suivirent, ni Baldwin qui avait assumé la défense de Neville Chamberlain, ni un autre orateur du gouvernement ne purent laver l'honorable Ministre de l'Hygiène de l'accusation de corruption qui pesait sur lui. Il est donc incontestable, cela résulte du compte rendu des débats parlementaires, que le porte-parole actuel de l'Angleterre, Neville Chamberlain, a dû encaisser, sans mot dire, l'accusation de corruption publiquement dirigée contre lui. Et tandis que son père en 1900 s'était du moins défendu lui-même en présence de griefs de ce genre, Neville Chamberlain n'osa même pas prendre la parole dans la discussion.

Le député Thurtle résuma les inculpations formulées comme suit: « Cette « private company », qui est la propriété du Ministre de l'Hygiène et de la Santé publique ainsi que du Ministre des Affaires Étrangères, a traité avec le Gouvernement et en a tiré des profits qui ont afflué dans les poches de ces deux honorables «gentlemen». Nous nous trouvons donc ici, sans avoir à émettre un soupçon ou une imputation, en présence de faits patents, et je déclarerai qu'ils constituent un exemple proprement classique de cas réclamant une enquête. »

Lorsqu'on lit le compte rendu détaillé des débats du 12 juillet 1926 on ne peut, toutefois, que s'étonner que les défenseurs de Neville Chamberlain qui était accusé de corruption, aient eu le front pendant plus de 4 heures, de faire des discours en série où il était question non pas des inculpations formulées mais d'innombrables autres points étrangers à la discussion. Aujourd'hui encore, les documents jaunis des débats parlementaires permettent de constater que tous ces membres de conseils d'administration siégeant sur les bancs du gouvernement, passèrent un très mauvais quart d'heure.

Arriva-t-on du moins à une enquête contre le Ministre cor-

A 101396

H4743-0209

H4743-0210

rompu de l'Hygiène et de la Santé publique? — Naturellement, pas le moins du monde. Selon le système en usage, la motion de l'opposition fut repoussée. Neville Chamberlain était sauvé et l'accès aux fonctions de Chancelier de l'Échiquier et, finalement, de Premier ministre lui demeurait ouvert. De par les résolutions majoritaires des autres membres des conseils d'administration représentés aux Communes, Neville Chamberlain, propriétaire de deux entreprises ayant, au vu et au su de tous, réalisé des gains douteux au moyen de commandes gouvernementales, était un « honorable » de la Chambre des Communes et du Cabinet!

Bornons-nous à reproduire ici encore une citation qui fut faite au cours des débats par Sir John Simon, parce qu'elle reflète, de la façon la plus nette, la mentalité caractéristique des 100 familles gouvernant l'Angleterre. Simon rappelait qu'au cours de débats antérieurs, un ministre avait tenu le propos suivant : « Quelques-uns de mes collègues se délassent au golf. Mon délassement, à moi, consiste à me rendre dans le quartier des banques et à assister à une séance du conseil d'administration d'une société. » Alors pourquoi Neville Chamberlain ne pourrait-il pas, lui aussi, s'adonner à ce sport innocent?

Les « Imperial Chemical Industries » auxquelles les Établissements Elliott sont affiliés, représentent la plus grande entreprise d'armements du domaine chimique. Le Premier ministre n'est d'ailleurs pas le seul personnage qui ait un intérêt financier à la prospérité de cette firme. Le Ministre de l'Inde, Zetland, et le Chancelier de l'Échiquier, Sir John Simon, sont, eux aussi, de gros actionnaires des I. C. I. Sir Maurice Hankey avait donc tout à fait raison dans ses dépositions devant la commission d'enquête de l'industrie des armements privée. Tout était et est encore pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Nous verrons au cours de cette étude que les affaires traitées par les trois derniers Premiers ministres conservateurs, comparées à la puissance financière de groupes entiers de parlemen-

A 101397

H4743-0211

taires demeurent encore relativement modestes. Ces trois hommes n'en appartiennent pas moins tous les trois à l'oligarchie financière qui domine l'Angleterre. Depuis l'ère victorienne — et c'est ce qui dépasse de beaucoup les questions de personnes — cette petite clique qui dirige les destinées de la Grande-Bretagne, n'a en pratique jamais laissé pendant un temps d'une certaine durée à la tête du Cabinet un homme qui, de par ses origines, était hostile à la collusion de la politique et des affaires. La seule exception a été pendant la guerre mondiale Lloyd George dans les bras duquel on se jeta, parce qu'on espérait pouvoir ainsi le mieux tranquilliser les masses qui avaient à supporter le poids des hostilités. Sinon, il est de principe qu'aucun Premier ministre, et même, en général, aucun ministre et aucun Sous-Secrétaire d'État ne doivent s'étonner ou trouver insolite que la politique et le business soient inextricablement liés. Quiconque se voit attribuer comme directeur d'une entreprise d'armements un portefeuille ministériel, ne trouvera pas extraordinaire de voir siéger autour de lui dans le Cabinet et aux Communes d'autres directeurs de grandes sociétés. Il n'a jamais été nécessaire de développer théoriquement ce principe, sa répercussion est tout à fait automatique !

L'influence de l'industrie des armements sous les Gouvernements britanniques de l'après-guerre ne se concentre nullement sur les Premiers ministres. Les grandes entreprises d'armements ont, en effet, organisé un système remarquable, grâce auquel elles sont représentées au Parlement par toute une kyrielle de leurs directeurs et autant que possible dans le Cabinet par des «gentlemen» qui viennent précisément de sortir du conseil de direction. Tel est actuellement le cas du Ministre de l'Intérieur, Sir John Anderson, qu'une élection complémentaire en 1938 a envoyé au Parlement pour représenter les universités d'Ecosse. Sir John est sous tous rapports une personnalité de premier plan. Cet homme, actuellement âgé de 58 ans et qui déjà, avant la Grande-Guerre, avait été Contrôleur d'État des

A 121398

sociétés d'assurances, a rempli pendant 10 ans, jusqu'en 1932, les fonctions de Sous-Secrétaire d'État permanent du Ministre de l'Intérieur, jusqu'à ce qu'il fût appelé au poste de Gouverneur du Bengale. C'est en ces termes que des Anglais eux-mêmes ont dépeint l'activité de Sir John dans la péninsule indienne[1]).

«Une législation d'exception (Emergency Powers Ordinance) fit de Sir John le satrape despotique du Bengale. Ses fonctionnaires avaient le droit, sans pouvoirs spéciaux, de procéder à des arrestations, de séquestrer la propriété privée, de dévaster les districts où se tenaient des membres du Mouvement d'indépendance indien et de bannir ceux-ci d'autres régions ainsi que d'infliger des amendes collectives. Sous la despotie d'Anderson au Bengale, on institua, en outre, pour juger les prisonniers politiques, des tribunaux d'exception dont les débats étaient à huis clos et qui pouvaient prononcer des peines capitales contre lesquelles il n'y avait pas de recours. Les organisations antigouvernementales, telles que le Congrès national indien, étaient interdites. Plus de 7000 membres et adhérents dudit congrès furent arrêtés. Des milliers d'hommes et de femmes furent envoyés dans les camps de concentration de la province d'où ils n'ont été élargis qu'il y a peu de temps. L'esprit enrichi de ses expériences toutes fraîches, Sir John revint en Angleterre en 1937 où on le gratifia de fonctions importantes et diverses en un temps record. Il fut élu simultanément dans le conseil d'administration des Établissements Vickers, des I.C.I. et de la Midland Bank. En février 1938 il devint député et, finalement, en novembre, il fut appelé à entrer dans le Cabinet.»

Sa réputation d'homme d'une énergie extraordinaire l'y avait précédé. La City se l'arracha littéralement lorsqu'il prit la résolution d'utiliser dans les grandes affaires les relations qu'il devait à ses longues années de fonctions publiques. Il

1) «Labour Research», London 1938, p. 269.

A 101399

H4743-0212

était dans tous les cas du plus grand intérêt pour les Établissements Vickers, qui avec leur capital-actions de 17 millions de l. st. constituent une puissance de tout premier ordre, de voir confier bientôt à un membre de leur «Board of Directors» l'ensemble de la défense aérienne anglaise. Comme Ministre de l'Intérieur, fonctions où au début de la guerre Anderson remplaça Sir Samuel Hoare, il sera notablement plus utile encore à Vickers, dont les dividendes ont suivi une courbe ascendante tout à fait analogue à celle de la Baldwins Ltd. qui lui est entièrement liée. Ces dividendes étaient en 1933 de 4 p. c., en 1935 de 8 p. c. avec un boni de 50 p. c. et en 1936, 1937 et 1938 atteignaient déjà 10 p. c. En mars 1938 cette société accusait un profit net de 1 million 300,000 livres.

Vickers-Armstrong comptent parmi leurs gros actionnaires toute une série d'hommes, vedettes de la politique, par ex., un des prédécesseurs d'Anderson, Sir John Gilmour, Ministre de l'Intérieur de 1932—1935, ensuite Sir John Wardlaw-Milne, comme le précédent maintenant membre des Communes et qui tire sa « subsistance » du cumul des fonctions de directeur de la Bank of Bombay et de celles de beaucoup d'autres sociétés en relations avec l'Inde. Figurent encore dans ce groupe le député Harold P. Mitchell et, finalement, « à tout seigneur tout honneur », l'ex-Ministre de la Guerre de 1931 — 1935, Lord Hailsham, depuis toujours l'un des plus enragés germanophobes que l'on connaisse. A remarquer que Lord Hailsham n'a pas vendu ses Vickers même pendant la période où il était Ministre de la Guerre. Le début de la période des dividendes fructueux coïncide avec l'époque où il était en fonctions. C'est Hailsham qui a fait tout particulièrement échouer les propositions de désarmement d'Adolf Hitler: et cela d'ordre de Vickers.

Au total, il n'y a pas moins de 51 membres conservateurs du Parlement britannique siégeant dans des conseils d'administration de l'industrie, du fer, du charbon et de l'acier. Rien que dans l'industrie aéronautique, 23 membres des Communes

A 121400

H4743-0213

ont des participations. Quelques-uns de ces « gentlemen » mériteraient qu'on s'y arrête. Il conviendrait de mentionner ici en première place le président de la Fédération des industries britanniques (Federation of British Industries), Sir Patrick Hannon, dont le comité de direction se compose presque exclusivement de membres conservateurs des Communes. Sir Patrick est ectuellement vice-président (deputee chairman) du comité de direction de ces établissements d'armements, la Birmingham Small Arms Co., auxquels Neville Chamberlain a autrefois appartenu comme membre du conseil de direction et dont il possède aujourd'hui encore des actions. De cette manière, le président de la Fédération des industries britanniques et le Premier ministre sont, en quelque sorte, des associés d'affaires dans le domaine de la fabrication privée des armements. Hannon passe pour être un des hommes les plus influents d'Angleterre. C'est à ses protestations répétées contre une politique sociale efficace, au cours des débats du Parlement anglais sur les questions sociales, qu'il faut attribuer nombre des constatations scandaleuses que l'on peut enregistrer dans les régions déshéritées.

Les obligations personnelles vont encore beaucoup plus loin. La Birmingham Small Arms Co, qui s'occupe surtout de fabrication de mitrailleuses et de pièces d'avions, a comme président de son conseil d'administration, Sir Eugen Ramsden, qui représente au Parlement la circonscription de Bradford North. Ramsden est peu connu en dehors de l'Angleterre. Il joue, par contre, un rôle considérable dans le parti conservateur. Lui aussi, il est de mèche avec son ancien collègue du conseil d'administration de la Birmingham Small Arms Co., Chamberlain. Il est devenu en 1938 président du congrès du parti conservateur. Or, l'influence du président dans les grandes réunions du parti est extraordinaire, car le président est toujours à même de couper court aux discussions désagréables. Ramsden, qui est, en outre, dans le conseil d'administration et le comité de direction de 5 autres sociétés, a été en mesure de

H4743-0214

121401

rendre d'inestimables services au président du parti conservateur Chamberlain, précisément dans ces années critiques.

Cependant des relations de ce genre ne constituent pas une nouveauté. Telle autre grande firme d'armements, la Cammell Laird Co, n'avait-elle déjà pas réussi, en 1919, à faire entrer comme secrétaire financier l'un de ses directeurs . . . justement au Ministère des Munitions. Ce directeur est aujourd'hui Lord Rankeillour, anobli en 1932, et dont le fils, le capitaine Arthur Hope, occupe actuellement aux Communes le siège que son père y a eu de 1908 à 1928. Il est en même temps trésorier de la maison de Sa Majesté tandis que Sa Seigneurie, le père, est rentré au comité de direction de la firme d'armements.

Cette même Cammell Laird Co, qui en 1938 a donné 10 p. c. de dividendes, est en rapport non seulement avec le Ministère des Munitions, mais encore avec le Ministère de la Marine. Et quels rapports de choix: l'un des membres du conseil d'administration de cette grande entreprise d'armements n'est autre, en effet, que le député bien connu Leopold S. Amery, qui a été, de façon intermittente secrétaire financier de l'Amirauté pour en devenir un des Premiers Lords comme prédécesseur de Churchill. Amery a été Ministre de la Marine de 1922 à 1924 et Ministre des Colonies de 1924 à 1929 ainsi qu'à partir de 1929 Ministre des Dominions. Ces fonctions ont largement nourri leur homme. Amery appartient en quelque sorte à la vieille garde des conservateurs et aurait pu, après Baldwin, prétendre devenir Premier ministre, s'il n'avait préféré utiliser de tout autre manière les possibilités qui s'offraient à lui comme Ministre de la Marine, Ministre des Colonies et Ministre des Dominions.

Indépendamment de sa situation au conseil d'administration de l'entreprise d'armements ci-dessus indiquée, il est président d'une Trust Company qui s'occupe de spéculations sur terrains au Canada. Il fait, en outre, partie du conseil d'administration d'une société qui a des propriétés sur la Côte d'Or ainsi que d'une autre ayant, en tant que société minière, un

A 101402
H4743-0215

monopole dans un vaste district du Sud-Ouest africain. Il est, de plus, dans le conseil d'administration de trois sociétés de prospection d'or opérant en Australie. Il va de soi qu'on ne refuse pas à un homme aussi universel les prébendes les plus grasses en Angleterre même. De sorte qu'Amery fait également partie du conseil d'administration de la Southern Railway Co., une des plus grandes entreprises d'Angleterre. D'ailleurs, 9 autres membres des Communes sont là pour défendre avec Amery les intérêts des compagnies ferroviaires et veiller à ce que l'État pratique une politique de subventions et de tarifs adéquate. Les augmentations de tarifs de janvier 1940 sont dues à l'influence de ce groupe, qui réalisera ainsi des profits se chiffrant par millions. On dit que Chamberlain a, lui aussi, un paquet respectable d'actions de chemins de fer.

Dans tous les cas Amery, qui a des rapports très étroits avec la grosse juiverie financière et qui, comme protecteur des sionistes, ne manque jamais d'intervenir dans les débats sur la Palestine, fait partie aux Communes du groupe des « Die-hards », qui n'ont jamais fait mystère de la haine qu'ils ont vouée à l'Allemagne. Les programmes de surarmement du dernier gouvernement conservateur n'ont cessé de recueillir sa plus vive approbation.

Il est difficile de savoir où commencent et où cessent les intérêts privés des membres de la Chambre des Communes dans les industries d'armements. Sur les 23 députés conservateurs que nous avons mentionnés, et qui sont intéressés à l'industrie de la construction d'avions, nommons seulement ici Edgar Granville, qui siège au conseil d'administration de l'Avis Ltd, usine de constructions de moteurs pour avions, et W. Craven Ellis, qui fait partie du conseil de direction de la Petters Ltd, société qui possède la majorité des actions de la Westland Aircraft. Tous ces députés exercent naturellement leur influence, par les moyens les plus détournés, en vue de l'octroi à leurs firmes de commandes de l'État. D'autre part, leur ligne politique se trouve fixée dans le domaine de la

H4743-0216
A 101493

H4743-0217

politique intérieure. La moyenne des dividendes de l'industrie de constructions d'avions était d'environ 30% dans ces dernières années.

Un tel système a finalement trouvé sa consécration officielle dans le fait que Chamberlain, qui déjà songeait à se venger de Munich, nomma, en décembre 1938, un comité spécial de six industriels chargés de rechercher quels étaient les points faibles de l'industrie des armements. Chamberlain déclara alors qu'il avait choisi ces personnes « parce qu'elles n'étaient pas spécialement liées à des firmes travaillant pour l'armement ». Or, ce choix du Premier anglais était pour le moins une tentative de voiler les faits. En effet, ces six personnes de confiance ne possédaient pas moins de 26 postes dans les conseils d'administration de diverses maisons qui, indirectement, doivent être considérées comme des entreprises travaillant aux armements. On trouve, par exemple, parmi elles, le président de la société des caoutchoucs Dunlop, Sir George Beharrell, société qui, évidemment, est à compter parmi les premières firmes intéressées aux armements. Nommons, en outre, l'un des membres du conseil d'administration de l'Imperial Chemical Industries, la plus forte productrice en Angleterre de gaz toxiques et de matières explosives. Une main lave l'autre, dit un de nos vieux proverbes. On ne peut guère l'appliquer en telle occurrence, et il faudrait trouver quelque chose stigmatisant mieux de telles pratiques.

L'exemple de Lord Swinton ne manque pas non plus d'être instructif. Ce Lord Swinton, plus connu sous le nom de Cunliffe-Lister, a été pendant un certain temps Ministre des Colonies, puis Ministre de l'Air, sous les gouvernements Baldwin et Chamberlain. De son vrai nom, il s'appelle Philip Lloyd-Greane ; suivant une coutume répandue dans les milieux de la haute société anglaise, il a adopté, à partir de 1924, le nom de Cunliffe-Lister, qu'il a remplacé par celui de Lord Swinton depuis qu'il a été élevé à la pairie. Cunliffe-Lister, donc, faisait partie, déjà en 1918, du conseil de direction de la

A 101404

H4743-0218

Metropolitain Carriage, Waggon & Finance Co Ltd, qui agissait comme société de financement du consortium Vickers Armstrong ainsi que de la Cammell Laird, entreprise d'armements. Plus tard, il entra au conseil de direction de la Société de tramways anglo-argentine et de la Société Financière de Transport et d'Entreprises industrielles. En 1929, il devint enfin président de la Tin Producers Association, formée par les producteurs d'étain de l'Empire en vue de réduire la production d'étain pour parer à la chute des prix causée par la crise économique mondiale et pour maintenir ainsi artificiellement le prix de l'étain sur le marché mondial. Au printemps de 1931 Cunliffe-Lister réussit, en effet, à imposer à tous les producteurs d'étain de l'Empire une organisation schématique qui permit de faire doubler le prix de l'étain entre 1931 et 1934. Cunliffe-Lister s'installa alors au Ministère des Colonies afin de pouvoir mieux contrôler ses intérêts en matière d'étain et d'en favoriser le développement d'une façon plus substantielle encore. On lui a reproché à diverses reprises, dans des débats à la Chambre des Communes, d'avoir obtenu, par ses manigances, que le Gouvernement anglais payât aux producteurs d'étain un prix sensiblement plus élevé qu'il n'aurait dû le faire aux conditions du marché mondial.

Devenu Ministre de l'Air, Lord Swinton prit soin que les commandes d'avions de chasse et de bombardement ne fussent pratiquement accordées qu'à un nombre restreint de maisons, représentées au Parlament par un député influent. Les divers scandales Swinton, toujours étouffés avec succès, se rapportaient sans cesse à la même cause, à savoir au fait que les armements en Angleterre ne profitaient en réalité qu'à un tout petit groupe de membres de conseils d'administration et de gros actionnaires qui en tiraient d'immenses bénéfices. Ce petit groupe, comme nous l'avons vu, est identique au groupe de députés à la Chambre des Communes, que nous avons mentionnés.

A 101405

H4743-0219

Il suffira de souligner que les dividendes des deux fabriques de constructions d'avions, la Bristol Aeroplane et la Hawker Siddeley, sociétés dans lesquelles des membres de la Chambre des Communes ont des intérêts, ont pris le développement suivant :

	Dividendes de la Bristol Aeroplane	Dividendes de la Hawker Siddeley
1935	22,50	30,00
1937	25,25	42,50
1938	25,25	42,50

Les bénéfices nets des usines Vickers se montent, pour 1938, à 1 398 853 livres, ceux de la Cammell Laird à 353 907 livres. Alors que ces deux immenses entreprises d'armements n'ont versé que 10% de dividendes, d'autres fabriques d'armements, comme la Craven Bros., dont deux membres du conseil d'administration W. Craven-Ellis et le lieutenant-colonel Moore-Brabazon siègent à la Chambre des Communes, ont versé 22,5% de dividendes.

L'influence exercée par l'industrie d'armements sur la politique britannique suffirait à elle seule à dévoiler un système de corruption absolue où il n'est plus possible d'établir de distinction entre les intérêts privés et publics. Et pourtant il ne s'agit là que d'un secteur de ce système qui n'atteint pas encore le centre nerveux des rapports entre affaires et politique en Angleterre. C'est dans les grandes sociétés financières et de capitaux, dans la banque et sur le marché de l'argent, qu'il faut le chercher. Quoi qu'il en soit, les relations entre l'industrie d'armements, le Parlement et les cabinets conservateurs, relations que nous avons exposées ici, permettent de se faire une juste idée des raisons personnelles qui ont dicté la politique d'armements des dernières années. Lorsque l'on connaît ces collusions, on comprend alors pourquoi l'Angleterre a repoussé si brusquement l'offre faite par le Führer aux grandes

A 121406

H4743-0220

Puissances européennes de réduire les armements sur la base d'armées de 200 000 hommes, d'abord, puis de 300 000 hommes.

Ramsay MacDonald fut envoyé à Genève comme apôtre du désarmement, mais ce sont les conseils d'administration des grandes industries d'armements, siégeant au Parlement anglais, aux Communes, représentation du simple peuple, qui décidaient du réarmement.

A 101407

H4743-0221

Les banquiers, vrais maîtres de l'Angletevre.

Lorsqu'au cours de l'été de 1939, Chamberlain se vit obligé d'imiter les méthodes nazies, tant vitupérées, et de trouver un dictateur économique pour organiser l'économie anglaise en économie de guerre, son choix tomba sur un homme qui, étant donnée son origine, dirigerait l'économie de guerre dans le sens voulu par la haute finance et le grand capital. C'est ainsi que fut nommé Lord Josiah Stamp, membre du conseil de régence de la Banque d'Angleterre, président de la plus importante des sociétés de chemins de fer d'Angleterre, la Midland & Scottish Railway Co., l'homme « dans la coulisse ». On sait que la Banque d'Angleterre n'est pas un institut public, mais une banque privée dotée de privilèges spéciaux. Cette banque est au fond l'institut central représentant les intérêts du grand capital de l'Empire britannique. C'est donc de ce centre suprême de la haute finance que se trouve immédiatement dirigée l'économie de guerre anglaise. Dans les milieux de la City, Lord Stamp porte le surnom de « Railwaysking ». Il est le prototype des représentants de la haute finance et du grand capital anglais et rappelle, par son air digne et son aspect, Morgan l'ancien. Lord Stamp est connu par l'absence absolue de scrupules avec laquelle il a amassé ses millions.

Lors du remaniement du Cabinet, qui eut lieu le 6 janvier 1940, après que Hore-Belisha eut été débarqué, Sir Rae Duncan fut nommé Ministre du Commerce à la place d'Oliver Stanley qui passa au Ministère de la Guerre. Ainsi se trouvait placé à la tête du Ministère du Commerce un collègue de Lord Stamp au conseil d'administration de la Banque d'Angleterre.

A 121408

H4743-0222

Si Stamp est président du conseil d'administration d'une des plus grandes compagnies de chemins de fer et membre de nombreux conseils d'administration de sociétés de l'industrie lourde, Duncan, outre ses fonctions à la Banque d'Angleterre, est également président du Comité exécutif du Syndicat du fer et de l'acier, membre du Central Electricity Board et vice-président de la Ship Buildings Employers Federation. Stamp et Duncan, qui, avec le Lord de l'Échiquier, dirigent maintenant l'économie de guerre en Angleterre, sont tous deux membres du Reformclub, où se réunit le grand capital, et qui porte ce nom apparemment par dérision et parce que ses membres s'efforcent d'étouffer toute réforme. En choisissant ces personnes, Neville Chamberlain a donc pris soin que l'économie de guerre anglaise fût organisée de manière à servir les intérêts de la haute finance et de l'industrie du fer et de l'acier. On dissimule ces intentions sous le prétexte, si souvent entendu en Angleterre depuis la guerre, qu'il faut avant tout des spécialistes.

Lord Stamp et Sir Rae Duncan, outsiders que l'on a appelés aux postes de commande de l'économie de guerre en Angleterre, ne sont, du reste, pas les seuls représentants des intérêts de la haute finance à Westminster. Un autre membre du conseil de régence de la Banque d'Angleterre, Sir Allan Anderson, est également député conservateur (pour la City de Londres) et fait également partie du conseil d'administration de la London Midland & Scottish Railway Co. Il est en même temps président de deux grandes sociétés de navigation, l'Anderson, Green & Co Ltd et la Peninsular & Oriental Steam Navigation, qui, ensemble, représentent un capital de 9 millions de livres. Les pertes de ces sociétés par suite de la guerre sont couvertes par les sociétés d'assurances qui ont pu envoyer à la Chambre des Communes 43 membres de leurs conseils d'administration. Sir Samuel Hoare, l'ami intime de Chamberlain, est venu du conseil de direction de quelques-unes de ces sociétés d'assurances, entre autres de la General Life

A 101409

H4743-0223

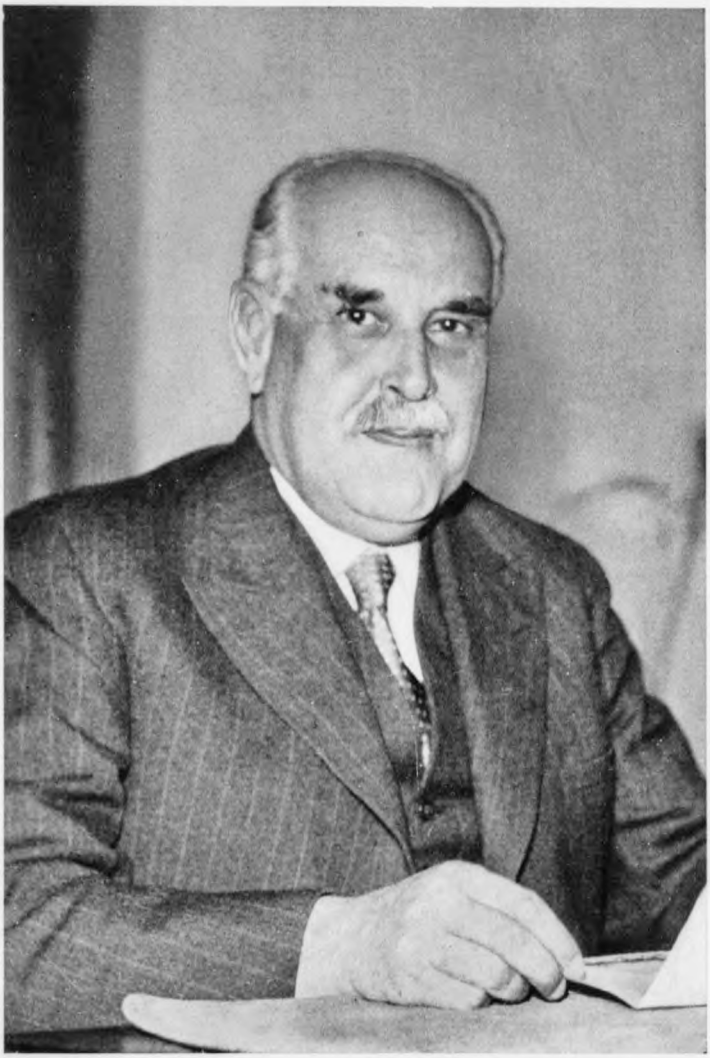
Assurance Co, tandis que son ancien chef, Baldwin, a suivi la route inverse. Après avoir quitté son poste de Premier ministre et être entré à la Chambre des Lords, il fait l'ornement, sous le nom d'Earl Baldwin, du conseil d'administration d'une société d'assurances, la Scottish Equitable Life Assurance Society.

Le comité de direction de ce que l'on appelle les Big Five, c'est-à-dire les cinq grandes banques qui régentent tout l'ensemble des finances de l'Empire anglais, se compose d'anciens ministres, de membres et d'anciens membres du Parlement, de la Chambre des Communes et de la Chambre des Lords. C'est là qu'il faut chercher la clef de voûte de tout le système ploutocratique. Le capital social des Big Five accuse un chiffre de plus de 205 millions de livres et les dépôts dépassent 2 milliards de livres. Ces cinq grandes banques contrôlent de fait la majeure partie de toutes les sociétés industrielles et financières, tant en Angleterre même que dans le reste de l'Empire et jusque dans les contrées les plus éloignées du monde. Les postes de commande de cette puissante machinerie financière sont occupés par des hommes politiques ou par d'anciens politiciens, tantôt passant des bancs de la Chambre des Communes, voire des bancs du Cabinet, aux fauteuils des conseils d'administration de ces grandes banques, ou vice versa.

Depuis 1931, les gouvernements Baldwin et Chamberlain n'ont pas créé moins de 15 pairies pour des directeurs et des membres du comité de direction des Big Five; en revanche, nous voyons, par exemple, un Ministre de l'Intérieur, Sir John Anderson, dont nous avons déjà mentionné l'activité comme représentant d'énormes intérêts dans l'industrie d'armement, siéger au conseil d'administration de la Midland Bank, l'une de ces cinq grandes banques. Anderson doit donc être considéré, à côté de Chamberlain, de Duncan et de Stamp, comme l'un des principaux hommes de confiance du grand capital au sein du Gouvernement. Membre du comité de direction des plus grandes usines chimiques, de la plus importante maison d'armements et de l'une des cinq grandes banques, le

A 101410

H4743-0224



Lord Stamp, en sa qualité de directeur de la Banque d'Angleterre et de « roi des chemins de fer », est un des magnats de la haute finance britannique. Chamberlain a fait de lui le dictateur de l'économie de guerre anglaise, que lord Stamp organise conformément aux intérêts du capital britannique.

A 101411

H4743-0225

Lord Hailsham, qui fut pendant de nombreuses années ministre de la guerre, a également pendant sa longue activité ministérielle participé, en tant que possesseur d'un énorme paquet d'actions, aux affaires d'armement. Il a été un adversaire acharné du désarmement.

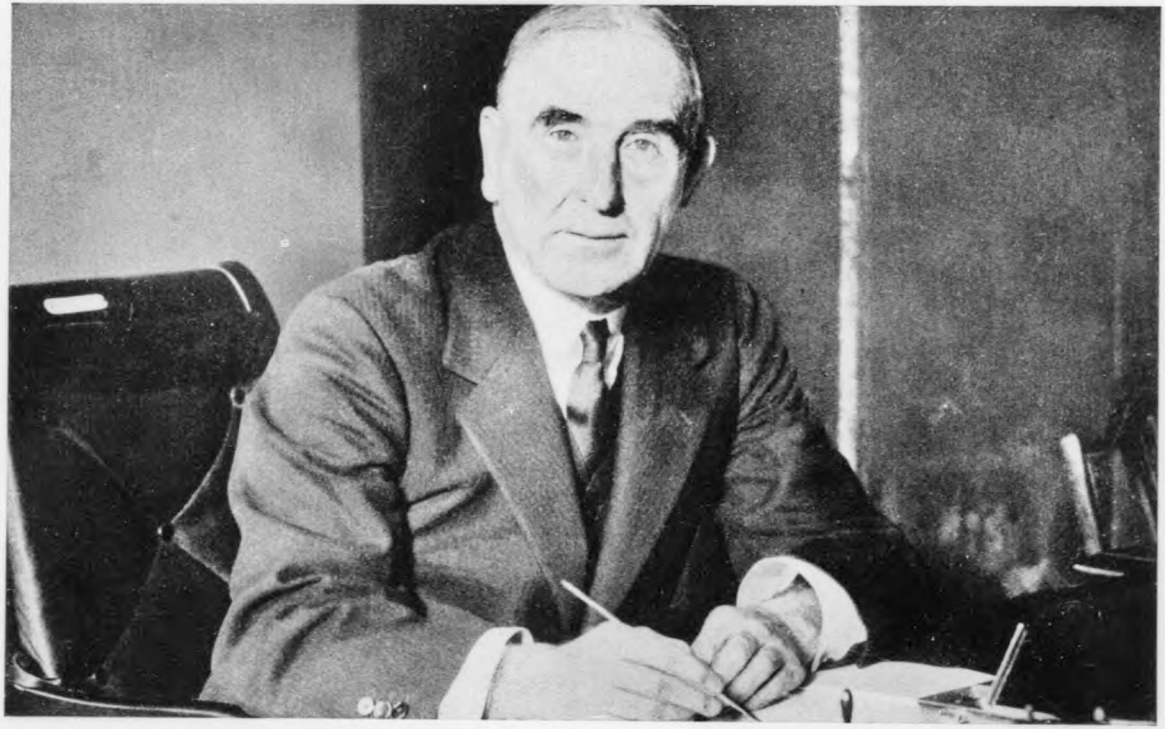
A 121412

M. Eden et son épouse Béatrice (Beckett). Mme Eden est issue d'une famille de grands banquiers qui, par l'intermédiaire de la Westminsterbank, dispose de capitaux énormes.

A 01413

H4743-0226

H4743-0227



Sir Robert Horne, conservateur, ministre à de multiples reprises, est un des plus puissants magnats de l'Angleterre. Il est l'exemple typique de la façon de mêler la politique aux affaires.

A 101414

H4743-0228

Ministre de l'Intérieur est vraisemblablement le plus solide pilier de la ploutocratie anglaise.

La National Provincial Bank est représentée, en outre, à la Chambre des Communes par Lord Burghley et par le Viscount Wolmer. La Midland Bank est représentée à la Chambre des Communes, en dehors d'Anderson, par le lieutenant-colonel G. K. Mason, membre de son conseil d'administration. Le Viscount Runciman également, bien connu depuis la crise des Sudètes, et qui durant 31 ans a siégé à la Chambre des Communes, maintenant membre de la Chambre des Lords, a fait partie, de 1924 à 1931, du conseil d'administration de la Westminster Bank. A son entrée au Cabinet, en qualité de Ministre du Commerce, il abandonna son siége au conseil d'administration, mais rentra aussitôt à la Westminster Bank après avoir remis son portefeuille de ministre. De même que Stamp et Duncan, Runciman siège au conseil d'administration de la London Midland & Scottish Railway Co. Il est aussi membre de nombreux conseils d'administration de sociétés de navigation, entre autres de la Royal Mail Steam Packard Co, aussi a-t-il été considéré comme la personnalité indiquée pour occuper le poste de président de la Chambre de navigation du Royaume-Uni. Son père, décédé en 1937, a laissé à Lord Runciman, qui possède de nombreux millions, une fortune de 2,3 millions de livres.

Un autre personnage remarquable, qui compte également parmi les amis intimes des Chamberlain, Hoare et Simon, est le Viscount Horne, élevé à la pairie en 1937. De 1918 jusqu'à son entrée à la Chambre des Lords, il a siégé aux Communes et a occupé différentes positions lui donnant le droit de siéger au Ministère ; entre autres, il fut Ministre du Commerce. Horne retrouve au conseil d'administration de la Société du canal de Suez Sir Maurice Hankey, ancien Secrétaire d'État. Il retrouve le député Allan Anderson au conseil d'administration de la Peninsular & Oriental Steam Navigation Co. Il est, en outre, président du conseil d'administration de la Great

101415

H4743-0229

Western Railway et l'homme le plus influent du conseil d'administration de la Lloyds Bank, l'une des cinq grandes banques. Nous le trouvons, en outre, en qualité de président du conseil d'administration de trois grandes sociétés qui opèrent dans l'Empire, dont la Burma Corporation, et, en cette qualité, il a étroitement collaboré avec le Ministre actuel de l'Intérieur, ancien gouverneur du Bengale.

Si l'on veut saisir parfaitement toutes les ramifications du système ploutocratique en Angleterre, il faut connaître les liens de parenté qui unissent les directeurs des grandes banques, les membres de la Chambre des Communes et de la Chambre des Lords. Alors seulement on pourra se faire une idée à peu près complète de ce système. Outre les Big Five, onze autres banques sont représentées par des membres de leurs conseils d'administration ou de leur comité de direction à la Chambre des Communes. Citons, entre autres, la Hambro Bank, qui appartient au clan des Hambro, famille qui contrôle ainsi un capital global de 132 millions de livres. Cette famille est représentée à la Chambre des Communes par le captain Angus Hambro. Son neveu, le président de la Banque Hambro, est en même temps membre du conseil d'administration de la Banque d'Angleterre et vice-président du conseil d'administration de la Great-Western Railway, ainsi que de nombreuses autres grandes sociétés. Son frère est vice-gouverneur d'une des plus grandes sociétés d'assurances. D'autre part, Lord Richard Cavendish, l'un des membres du conseil d'administration de la Westminster Bank, est le beau-père de deux députés à la Chambre des Communes, tandis que le père du député Wolmer, l'Earl of Selborne, fait partie du comité de direction de la Lloyds Bank.

Rappelons à ce propos les relations de famille d'Anthony Eden avec la haute finance. On ne le trouve pas lui-même sur la liste des comités de direction. La famille Eden, famille aristocratique, dont le fils aîné, huitième du nom, porte le titre de baronnet, ne peut être rangée parmi les membres de la

A 101416

H4743-0230

haute aristocratie financière. Cependant, par sa femme Béatrice, Eden est directement apparenté à la haute finance. Son beau-père, Sir Gervase Beckett, a fait partie du Parlement en qualité de député conservateur, de 1906 à 1922. Il était copropriétaire de la maison Beckett & Co, qui fusionna avec l'une des cinq grandes banques, la Westminster Bank, au conseil d'administration de laquelle entra alors Sir Gervase Beckett. Un de ses frères, Rupert Beckett, donc l'oncle de Madame Eden, est depuis 1931 président du conseil d'administration de la Westminster Bank et, en même temps, président du conseil d'administration de la « Yorkshire Post » qui est, comme on le sait, l'organe d'Eden. Rupert Beckett siège, en outre, au conseil d'administration de la London and North Eastern Railway Co. et de la Yorkshire Penny Bank. Ces liens de parenté avec la haute finance et la famille Beckett ont eu indubitablement une influence décisive sur la carrière d'Eden. Ce n'est évidemment pas seulement au pli soigneux de ses pantalons et à son agréable français qu'il doit une ascension si soudaine, mais à la position occupée à la puissante Westminster Bank par la famille dans laquelle il avait choisi son épouse.

On voit donc que l'on se trouve en présence d'un étroit réseau de relations personnelles et de rapports entre la haute finance, la grande industrie, les sociétés de navigation et la représentation politique de l'Empire anglais. La suprématie du grand capital a pris là des dimensions qui dépassent celles que l'on était accoutumé à considérer comme caractéristiques de la situation en Amérique. Il en résulte évidemment que la façon dont en Angleterre les décisions politiques sont prises, sont affectées profondément par de telles influences.

A101417

H4743-0231

Le réseau des relations.

Ce qui caractérise le grand capitalisme anglais, c'est que les leviers de commande dans les banques, les sociétés d'assurances, l'industrie et la navigation sont passés peu à peu au cours des dernières dizaines d'années aux mains de quelques membres de la haute société. La collusion décrite au chapitre précédent entre la haute finance et la politique du Cabinet anglais, ne forme cependant qu'une partie du système. Des 90 personnes appelées à la pairie depuis 1931 par les gouvernements Baldwin et Chamberlain, on ne trouve pas moins de 35 membres de conseils d'administration et de direction de sociétés d'assurances. En outre, ces sociétés sont représentées à la Chambre des Communes par 43 députés, représentant 32 sociétés différentes.

Les quatre sociétés d'assurances les plus importantes sont la London and Lancashire Insurance Company, dont le président est Lord Burghley, député à la Chambre des Communes, et qui est connu du grand public en sa qualité de membre du Comité olympique international. Il siège également au conseil d'administration de l'une des Big Five, la National Provincial d'administration de la London and Bank, ainsi qu'au conseil North-Eastern Railway. Lord Burghley est, en outre, lié à l'industrie du caoutchouc, ayant des intérêts dans les usines Firestone bien connues. La Royal Insurance Company est représentée par le député conservateur Sir John Power; la Guardian Assurance Company a même deux sièges à la Chambre des Communes, elle y est, en effet, représentée par son vice-président Mason, que nous avons mentionné en sa qualité de membre du conseil d'administration de la Midland Bank, et par le captain Sir William Brass ; la Phoenix Assurance Com-

A101418

H4743-0232

pany compte deux députés parmi les membres de son conseil d'administration : le major Astor, le propriétaire bien connu du « Times », et Sir Charles Barrie, l'un des hommes les plus influents de la haute finance anglaise, qui représente à la Chambre des Communes l'arrondissement de Southampton. Ces quatre sociétés d'assurances disposent d'un capital de 15 millions de livres, et les dépôts se montent à 138 millions. Il s'agit là également d'énormes accumulations de capitaux qui, parallèlement à la politique financière des grandes banques, influencent les placements industriels et commerciaux dans tout l'Empire.

On ne pénétrera toutefois les détails de la structure de la ploutocratie anglaise que si l'on se représente que chacune de ces positions au sein des centrales de la haute finance, jointes presque automatiquement à des sièges à la Chambre des Com-

Député	Arrondissement	Participation dans Banques ou Assurances	Participation dans l'Industrie
Sir Alan Anderson	City of London	Bank of England	Sociétés de navigation, London Midland & Scottish Railway
Hon. J. J. Astor	Dover	Hambros Bank & Phoenix Assurance	"The Times", Great Western Railway
George Balfour	Hampstead	Commercial Bank of Scotland	24 Sociétés d'électricité
Sir C. C. Barrie	Southampton	Mercantile Bank of India, Phoenix Assurance	Sociétés de câbles, de télégraphie et de navigation, London North Eastern Railway
Lord Burghley	Peterborough	National Provincial Bank, London & Lancashire Insurance (London Board)	London North Eastern Railway

A 101419

H4743-0233

Député	Arrondissement	Participation dans Banques ou Assurances	Participation dans l'Industrie
Lt.-Col. R. S. Clarke	E. Grinstead	Northof England Protecting & Indemnity Association	Mines de charbon
Hon. R. D. Denman	Leeds Central	Marine & General Mutual Life Assurance	Caoutchouc
W. L. Everard	Melton	Aliance Assurance (Local Board)	Brasseries
Major Sir Ralph Glyn	Abingdon	Griffith Tate (Insurance) Ltd.	British Match Corporation, London Midland & Scotish Railway
Sir P. Hannon	Moseley	Ideal Benefit Society	"Evening Standard" Birmingham, Small Arms Co.
Lt. Col. Hon. G. K. M. Mason	Croydon N.	Midland Bank, Guardian Assurance	Brasseries
Sir Hugh O'Neill	Antrim	Colonial Mutual Life Assurance (London board)	Mines d'or
Osbert Peake	Leeds N.	Royal Exchange Assurance (Local board)	Mines de charbon
E. A. Radford	Rusholme	Eagle Star Insurance (Local board)	Industrie du ciment, ind. du textile et fabriques de machines
Sir E. Ramsden	Bradford N.	Eagle Star Insurance (Local board)	Birmingham Small Arms Co..
Brg. Gen. Spears	Carlisle	Commercial Union Assurance (Local committee)	Ciment, British Bata Shoe Co.

A 101420

H4743-0234

munes, est liée à d'autres positions d'où l'on domine les postes de commande dans l'industrie. La liste ci-jointe présente, entre tant d'autres, 16 membres de la Chambre des Communes, jouant un grand rôle dans la banque et les sociétés d'assurances, en qualité de membres de conseils d'administration ou de direction, et qui, en même temps, possèdent de puissants intérêts dans de grandes entreprises industrielles. Nous empruntons cette liste au volume de Simon Haxey, qui a paru à Londres peu avant le début de la guerre.

De tels rapports avec l'industrie et la haute finance existent également en ce qui concerne un grand nombre de membres de la Chambre des Lords. Nous nous contenterons ici d'étudier plus spécialement une des physionomies les plus marquantes de la ploutocratie anglaise, celle de Sir Charles Barrie, député de Southampton, qui entretient d'imposantes relations dans les milieux de la finance et de l'industrie. Nous l'avons déjà rencontré en sa qualité de membre du conseil d'administration de la Phoenix Assurance Company. Barrie siège dans 19 conseils d'administration; un bon nombre de sociétés où il joue un rôle de premier plan, ont leurs ramifications dans le monde entier, comme le montre notre tableau. Avec Lord Stamp et le nouveau Ministre du Commerce, Duncan, il siège au Conseil Économique Suprême, l'instance la plus élevée de la vie économique en Angleterre. Durant la Conférence de la paix, à Paris, il était déjà le délégué du Ministère des Munitions, dont nous avons montré ci-dessus qu'à plus d'un égard il servait de sinécure à des politiciens anglais ayant des relations dans l'industrie lourde. En sa qualité de vice-président de l'United Baltic Corporation, au capital de 2 millions de livres, Barrie a également d'importants intérêts dans les grandes sociétés de navigation (outre Barrie, 17 députés à la Chambre des Communes siègent aux conseils d'administration de 39 sociétés de navigation). Barrie étant non seulement membre du Conseil Économique Suprême, mais encore membre du Comité consultatif pour le commerce d'outre-mer, on peut se faire une

A101421

H4743-0235

idée du genre de « conseils » que ce personnage influent donne à son gouvernement.

Nous avons déjà vu que les grandes compagnies de chemins de fer, qui toutes, on le sait, sont constituées sur base privée, sont représentées au Parlement par des membres de leurs conseils d'administration et de direction. Les bénéfices de ces compagnies de chemins de fer sont évalués pour 1938 à 29 millions de livres en chiffres ronds. Ce n'est, du reste, pas le seul cas d'institutions ayant le caractère de monopoles, et qualifiées de « Public utilities », c'est-à-dire d'institutions devant servir au public, se trouvant en mains privées et chez lesquelles on peut dépister une collusion avec la politique. C'est par exemple le cas, et dans une aussi grande mesure, des sociétés d'électricité, représentées, elles aussi, par une série de députés. Le tableau synoptique établi par Simon Haxey, et qui indique les postes que détient dans les conseils d'administration le député de l'arrondissement de Hampstead, George Balfour, nous éclaire sur l'immense accumulation de pouvoirs réunis en une seule main. Ce parlementaire ne cumule pas moins de 25 postes de membre de conseils d'administration d'entreprises d'énergie et de lumière électriques. Dans le cas de M. Balfour de tels postes sont presque toujours joints à celui de la présidence de ces conseils. Balfour contrôle par les sociétés dont il fait partie plus de 45 millions de livres, rien que dans le domaine de l'électricité. Au nombre de ces sociétés se trouve la London Power Company qui fournit la plus grande partie de l'énergie électrique de Londres. Les bénéfices de ces immenses monopoles ne profitent donc pas à l'État ou aux communes, mais à quelques personnes privées pouvant défendre en même temps leurs intérêts politiques à la Chambre des Communes.

Ce que nous venons de dire s'applique également aux sociétés des usines à gaz et aux entreprises hydrauliques. Dix députés à la Chambre des Communes représentent les intérêts de ces sociétés, citons parmi eux le captain Angus Hambro, que nous avons déjà rencontré représentant au Parlement les

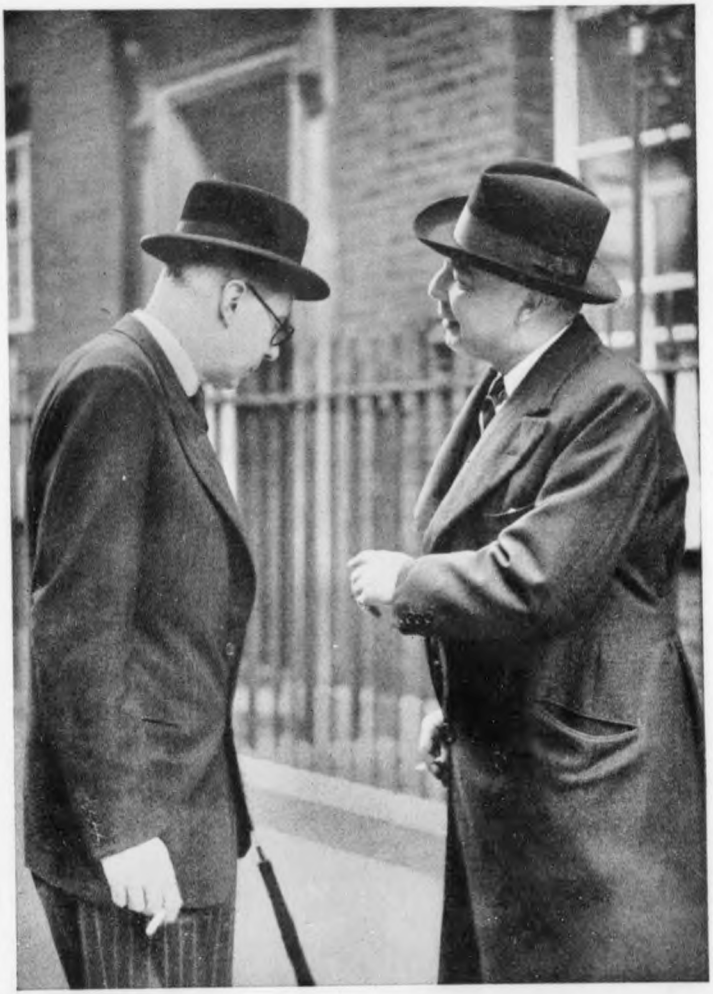
A 101422

H4743-0236

Sir Isidore Salmon, membre de la Chambre des Communes, a été élevé par son ami Hore Belisha aux fonctions de dictateur à l'alimentation de l'armée britannique. Salmon exploite, en outre, à Londres des affaires de thé en gros, qui, grâce aux commandes du gouvernement, sont devenues particulièrement florissantes.

A101423

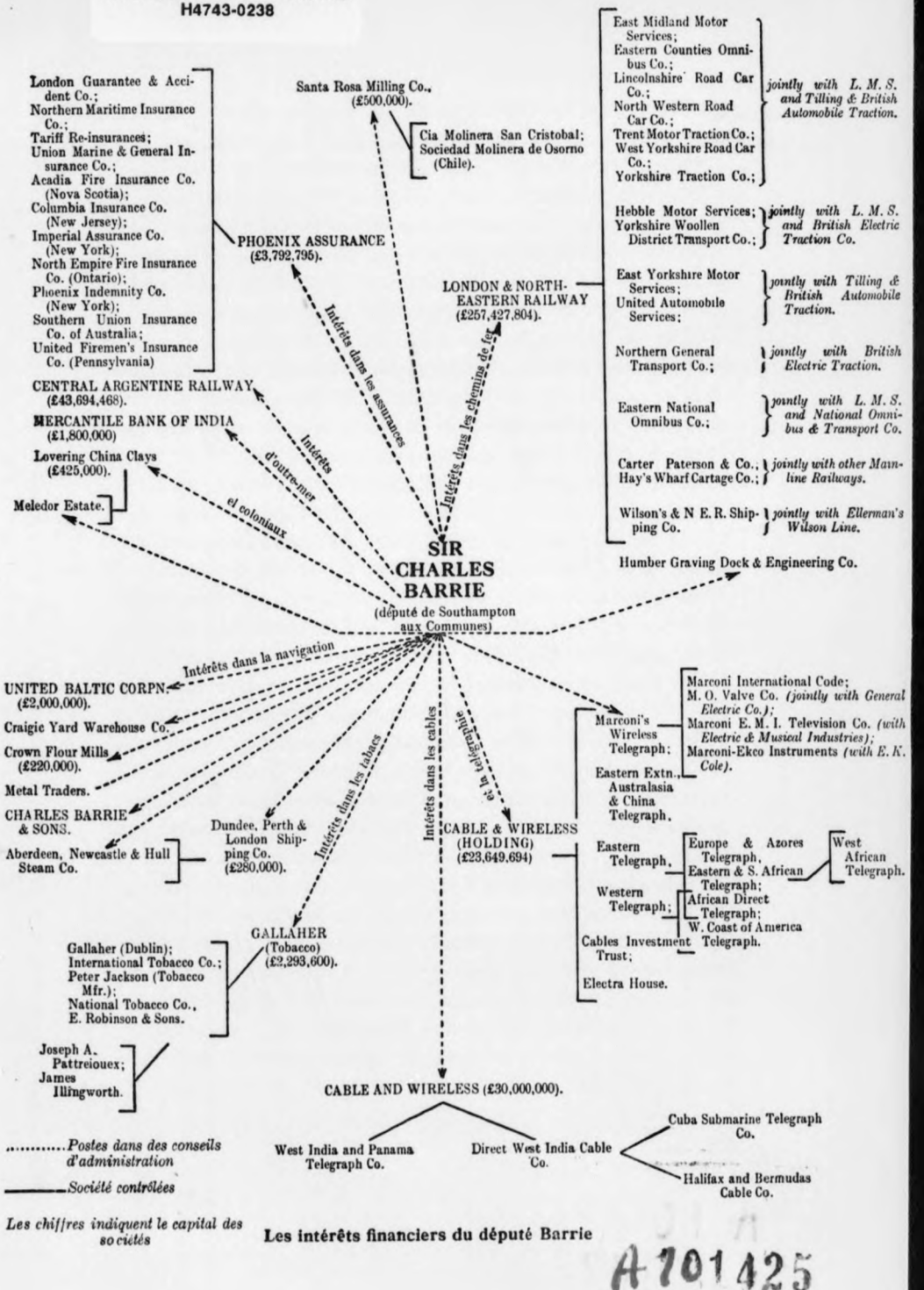
H4743-0237



Oliver Stanley et Leslie Hore Belisha, tous les deux ministres de la guerre dans le cabinet Chamberlain, discutent la question du « regroupement ». Oliver Stanley est le fils d'un des hommes les plus riches d'Angleterre. Hore Belisha s'est enrichi par de louches spéculations commerciales.

A 101429

H4743-0238



Les intérêts financiers du député Barrie

A701425

H4743-0239

puissants intérêts financiers de la banque Hambro. Il est membre du conseil d'administration de l'United Kingdom Gas Corporation, qui contrôle 45 sociétés d'usines à gaz dans toute l'Angleterre. Certes, il existe, même en Angleterre, un droit de surveillance de l'État sur les sociétés d'électricité comme sur celles qui fournissent le gaz et l'eau, tout comme sur les compagnies de chemins de fer, mais ceci n'empêche pas que des membres du Parlement n'empochent chaque année, avec ces affaires de tout repos, des bénéfices extraordinaires qui, par exemple en Allemagne, profitent naturellement aux institutions sociales de l'État et des communes. L'écrivain anglais Cronin, devenu si populaire dans ces dernières années, a montré lui-même dans ses romans que, dans les contrées minières où règne la misère, l'ouvrier mineur souvent est hors d'état de payer le courant électrique. En allant au fond des choses on s'aperçoit que la faute en est à la cupidité des directeurs de sociétés qui siègent à la Chambre des Communes.

Sir Charles Barrie, que nous venons de mentionner, exerce également par la Cable & Wireless Ltd un véritable monopole. Cette société au capital de 30 millions de livres, contrôle, en effet, pratiquement toutes les communications par câble ou par TSF dans tout l'Empire britannique. Elle possède 165.000 milles marins de câbles sous-marins permettant d'établir les communications avec les pays d'outre-mer. Sir Charles Barrie partage le pouvoir dans cette société avec Lord Pender, le directeur-gérant, qui, en 1937, fut appelé à la Chambre des Lords et qui, comme Barrie, a siégé de nombreuses années à la Chambre des Communes. Lord Pender est également président de l'Associated Cable Companies et, en outre, de The Globe, Telegraph & Trust Ltd. Nous le trouvons au conseil d'administration de la National Provincial Bank, une des Big Five, et, finalement, au conseil d'administration de la Peninsular and Oriental Steamship Navigation Company, où il siège avec le député de la City de Londres, Sir Alan Anderson, dont nous avons déjà parlé.

A 101426

H4743-0240

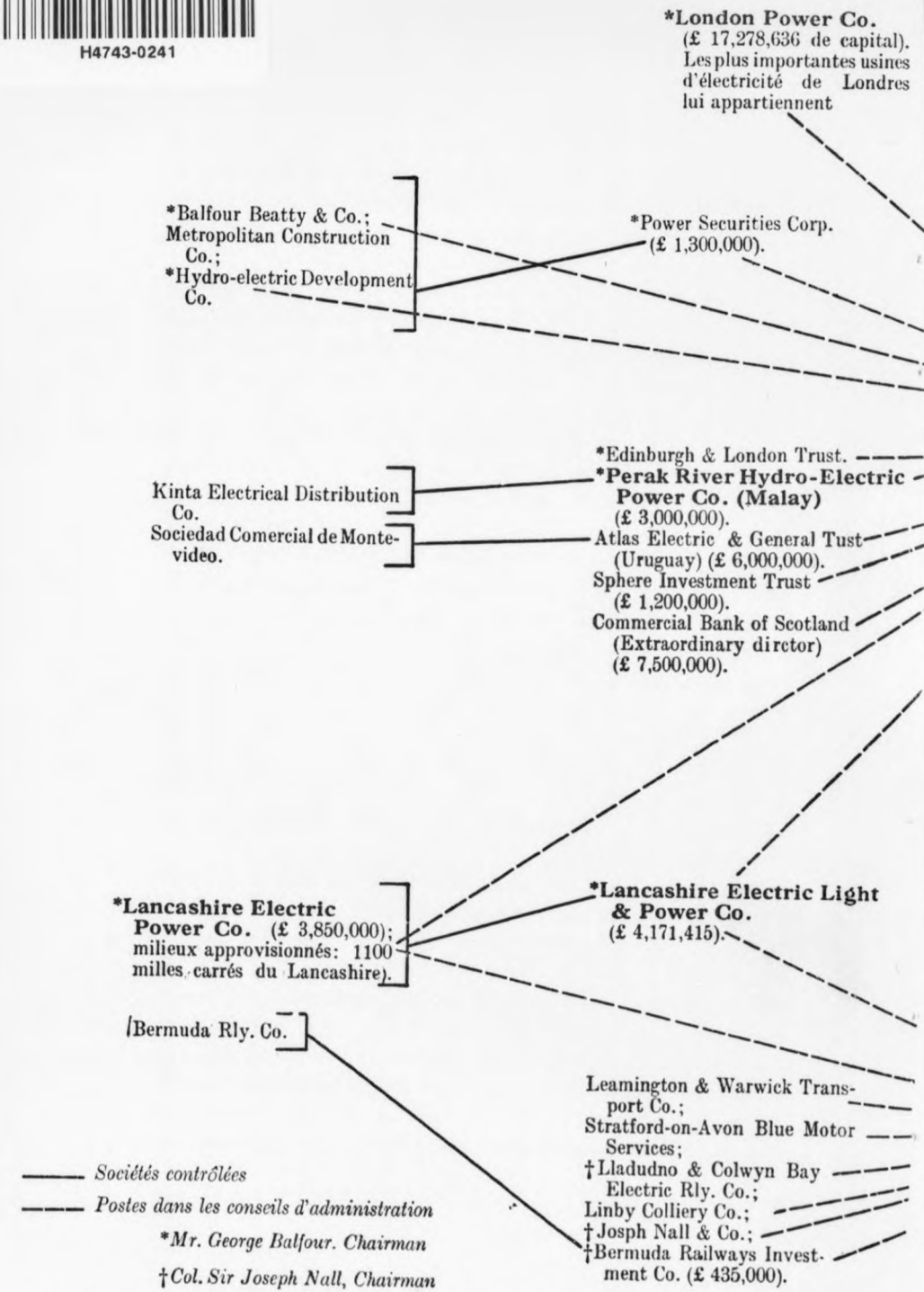
Dans une des salles du Parlement, supposons-le, siège donc une commission qui doit statuer sur d'importantes questions de la politique économique de l'Empire anglais. Le président résume les débats. Les résolutions prises par la commission et qui seront soumises au Parlement sont formulées. Le président se lève, les députés ramassent hâtivement leurs papiers dans de grosses serviettes gonflées de documents et se dispersent. L'après-midi du même jour, réunion du conseil d'administration d'une grande compagnie de chemins de fer, séance du conseil de direction d'une grande banque et négociations entre un consortium bancaire et diverses sociétés de navigation.

Dans la salle des séances de la compagnie de chemins de fer, ces messieurs prennent place. C'est à peine s'ils se saluent. Ne se sont-ils pas déjà rencontrés, pour une bonne part, le matin même à la Chambre des Communes ? Mais le temps les presse. Une heure plus tard ils doivent assister à une séance de grande banque. Le président, correct et digne, s'assied et, jetant un regard autour de lui, aperçoit une foule de visages qu'il a déjà vus à la Chambre des Communes, à la compagnie de chemins de fer. Les rôles seulement sont parfois intervertis. Le député X qui, à la Chambre des Communes, remplit les fonctions de président, à la compagnie de chemins de fer n'est que simple membre de la conférence. En revanche, le député Y, qui, à la commission de la Chambre, ne jouait pas le premier rôle, est maintenant le chairman.

Ce sont toujours les mêmes personnes, les mêmes milieux. Tantôt ces gens se rencontrent pour débattre des intérêts privés, tantôt on les rencontre comme parlementaires ou faisant fonction de ministres. Rappelons-nous encore une fois les chiffres indiqués au début : 181 députés disposent de 775 postes de membres de conseils d'administration! On comprendra ce que cela signifie dans la réalité. Les intérêts de l'État, voire de toute la politique britannique, sont subordonnés aux intérêts privés de quelques centaines de familles, dont les membres, à côté de leurs fonctions politiques, détiennent tous les leviers de

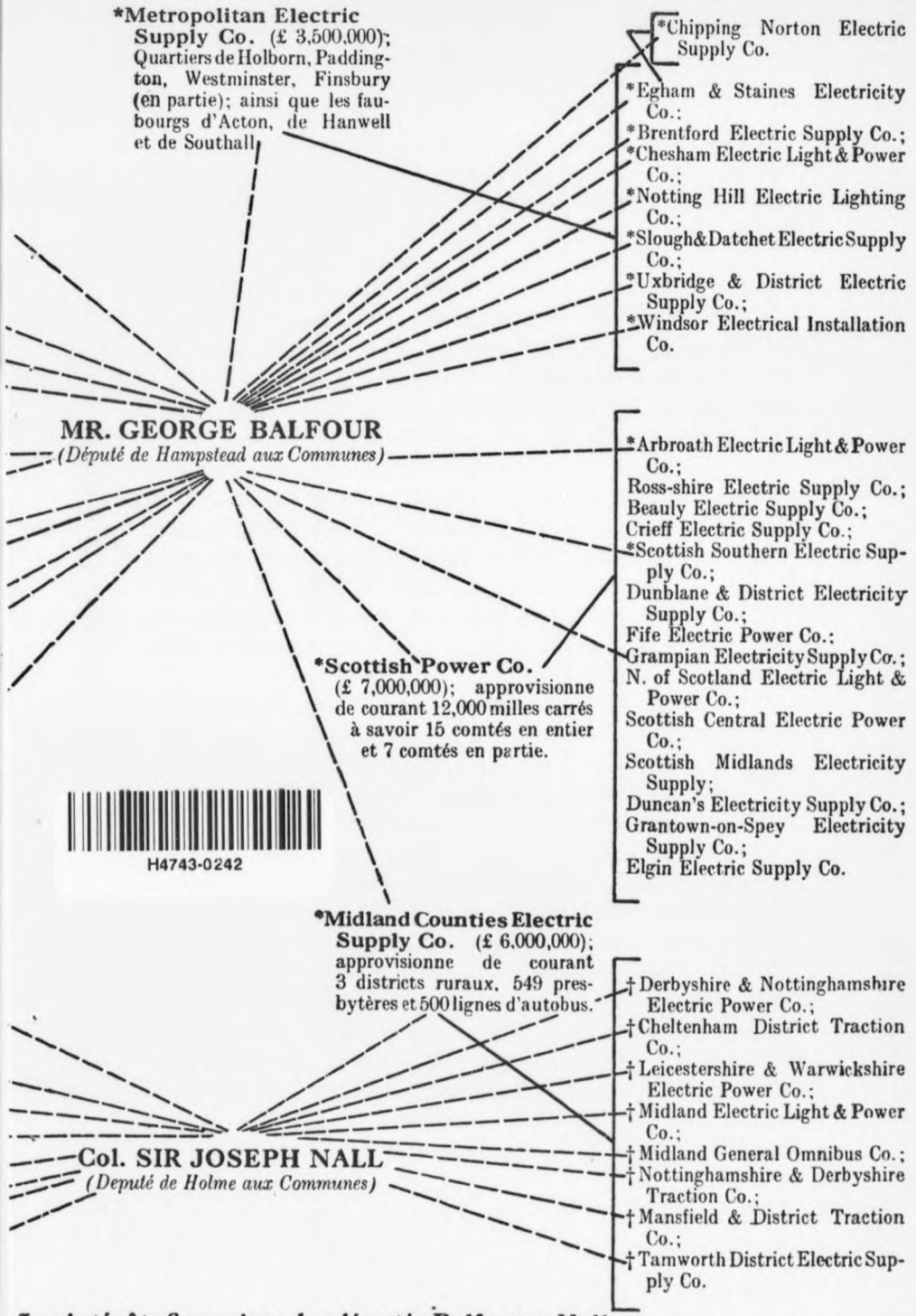
A 101427

H4743-0241



Les chiffres qui suivent les noms des sociétés indiquent le capital social.

A 101428



H4743-0242

Les intérêts financiers des députés Balfour et Nall

A 101429

commande de la haute finance britannique. En quoi se distinguent donc les séances des commissions du Parlement de celles des conseils d'administration? C'est ce que nous voudrions savoir.

Nous avons déjà rencontré à diverses reprises le Reform-Club comme facteur essentiel d'un certain milieu de la ploutocratie anglaise. L'un de ses membres les plus actifs est le député de Montgomery, Clement Edward Davies. En sa personne siège au Parlement le représentant de l'un des plus grands consortiums économiques de l'Angleterre, la Lever Bros. & Unilever Ltd, dans le conseil d'administration de laquelle M. Davies joue un rôle des plus importants. La Lever Bros. & Unilever Ltd est une des sociétés les plus puissantes, qui groupe 300 sous-sociétés, sous les noms les plus divers. Pratiquement, presque toute la production de savon et de poudre de savon dans le monde entier, à l'exception de l'Europe Centrale, est aux mains de ce consortium, dont le capital est évalué à 67 millions de livres (en Allemagne, la Sunlightseife fait partie de ce consortium).

Plus on examine ces diverses ramifications des industries anglaises au sein du Parlement, plus s'approfondit l'impression qu'il n'existe guère en réalité d'entreprise économique de quelque importance en Angleterre qui n'ait ses intérêts représentés au clearinghouse de la ploutocratie britannique, c'est-à-dire au Parlement. Ainsi, Sir Edward Grigg, ancien gouverneur du Kénia, et qui actuellement remplit au Ministère de l'Information britannique les fonctions de Sous-Secrétaire d'État, est en même temps président du conseil d'administration de la fameuse Agence de voyages Thomas Cook.

Mentionnons encore deux autres exemples, celui de Sir Isidore Salmon, que son frère de race, Hore-Belisha, a contribué à faire connaître, et qui a l'honneur de représenter à la Chambre des Communes Harrow, précisément Harrow où se trouve l'une des plus fameuses écoles de l'Angleterre. Sir Isidore Salmon, qui fut anobli en 1933, est à la fois président

A 201430

H4743-0243

du conseil d'administration et directeur-gérant de la J. Lyons & Co Ltd, maison qui entretient dans toute l'Angleterre des tea rooms et des crèmeries. Hore-Belisha, qui, du reste, est également membre du Reform-Club, a fait la connaissance de ce Juif avant de devenir ministre, à une époque où, on le sait, il brassait des affaires on ne peut plus louches. Aussitôt après avoir été nommé Ministre de la Guerre, Hore-Belisha fit de son ami Sir Isidore le dictateur aux approvisionnements de l'Armée britannique, et, du coup, la maison Lyons & Co devint soudainement fournisseuse de grand style aux armées. Elle accuse pour l'année 1937/38, 1 million de livres de bénéfices nets et a pu verser 22,5 % de dividendes. Tels sont les dessous de la soi-disant démocratisation de l'Armée anglaise. Hore-Belisha a pu faire valoir que, déjà en 1917, Salmon avait organisé les cantines de la section des femmes de l'Armée anglaise. Le capital des sociétés contrôlées par ce Juif, au nombre desquelles il faut citer le Strand Hôtel et le Palace Hôtel, est évalué à 12 millions de livres. Avec ses nouvelles affaires de fournitures à l'Armée, Salmon a réalisé des bénéfices si énormes que ses collègues à la Chambre des Communes, accoutumés cependant à de telles pratiques, ont trouvé qu'il exagérait. On a étouffé le scandale Salmon, mais il aura contribué, à côté de nombreux autres faits, à la chute de Hore-Belisha. Du reste, Salmon a été président et membre d'innombrables commissions du Parlement après la guerre.

Passons maintenant à Hore-Belisha lui-même. Nous n'avons pas là affaire à l'un des types de la grande finance anglo-juive, mais à un parvenu juif qui, dans ses jeunes années, a trempé les mains dans des affaires plus ou moins malpropres. Il semble que sa carrière commerciale parte de la firme Smart Bros. Ltd qui s'occupait de l'achat et de la location de meubles. En 1931, il était, en outre, dans le conseil d'administration d'une obscure société de pétrole, l'Antwerp Oil Wharves Ltd. Son père était agent de change au début et, plus tard, se glissa dans le monde des assurances, tandis que Hore-Belisha s'intéressa

H4743-0244
A101431

davantage aux affaires d'armements, après être entré au conseil d'administration de la Turner Automatic Machines, ainsi qu'au commerce de produits chimiques. Dans ce domaine il a été intéressé à l'Electrical-Chemical Process d'Einstein. On voit donc qu'il s'agit là d'un individu qui, dès la jeunesse, promettait; peu lui importait que les bénéfices vinssent du commerce de meubles, de vêtements, de l'industrie d'armements ou d'affaires de bourse. Ce n'est que plus tard que l'on se fera une idée exacte des affaires louches réalisées durant la guerre par Hore-Belisha.

Certaines industries de luxe sont également représentées au Parlement. Ainsi, le député Bracewell Smith, probablement un Juif, siège au comité de direction de la Loyds Bank. Les deux hôtels les plus élégants de Londres lui appartiennent, le Ritz et le Carlton, de même le Ritz et le Café Royal à Paris, ainsi qu'une série d'hôtels en Angleterre, sur la Côte d'Azur et même au Canada.

Il me faut encore parler d'une branche de l'industrie dont l'influence au Parlement britannique est connue depuis longtemps du grand public, celle des brasseries. Onze députés à la Chambre des Communes ont de très grands intérêts dans l'industrie anglaise de la brasserie et représentent des sociétés anonymes riches à millions. Nommons, en première ligne, Sir George Courthope, président du conseil d'administration de la grande brasserie Ind, Coope & Allsopp, société dont le capital est évalué à 3,6 mill. de livres. Cette société est la holding de 19 autres. Elle a pu distribuer, en 1936/37, 27,5 % de dividendes. Du reste, Courthope siège également au conseil d'administration de la Southern Railway. Un autre membre de la Chambre des Communes, le colonel John Gretton, est président du conseil d'administration d'une société de brasseries, la Bass Ratcliff & Gretton Ltd, dont le capital est évalué à 3,5 mill. de livres. Les dividendes versés par cette société furent, en 1936/37, de 20 %. Le grand financier Mason lui-même, dont nous avons déjà parlé à diverses reprises, est également intéressé

A 101432

H4743-0245

à la City of London Brewery & Investment Trust, qui accuse un capital de 2,5 millions de livres.

Les exemples que nous avons donnés des relations du monde des grandes affaires avec le Parlement anglais n'ont aucunement la prétention d'être complets, mais ils suffisent du moins à fournir un aperçu des points essentiels et à faire ressortir nettement les traits du système. Simon Haxey a calculé que les 33 députés décédés entre 1931 et 1938, ont laissé une fortune de 7,1 mill. de livres, de sorte qu'en moyenne chacun de ces députés possédait 218,156 livres. De ces 33 députés

2 ont laissé plus d'un million de livres,
12 entre 100,000 et 1 million de livres,
7 entre 40,000 et 100,000 livres,
7 entre 20,000 et 40,000 livres,
5 entre 10,000 et 20,000 livres,

42 % de ces députés ont donc laissé une fortune de plus de 100,000 livres, alors que seulement 0,1 % de la population anglaise est en possession de telles fortunes. Ces chiffres sont caractéristiques de l'état dans lequel se présente à nous l'Angleterre. Presque 90 % des revenus en Angleterre ne dépassent pas 250 livres par an. Or, le standard de vie s'exprimant dans la monnaie nationale ne pouvant trouver son expression adéquate dans une autre monnaie, mentionnons du moins qu'à Eton ou à Harrow, les deux grandes écoles représentatives de l'Angleterre, les parents doivent dépenser pour y faire étudier leur enfant, au moins 300 livres. Ainsi, 90 % du peuple anglais gagnent 1/6 de moins que la somme nécessaire pour entretenir un seul Etonboy. On peut donc déduire de cette constatation que les députés conservateurs du parti gouvernemental, de par leur origine déjà, n'appartiennent pas à ces 90 % de la population anglaise, et ne la représentent pas, et qu'à y regarder de près, cette petite minorité est encore plus infime que les 10 % restants. Toutefois, nous ne tirerons pas de conclusion définitive du matériel que nous venons d'exposer. Nous ne le

H4743-0246
A 101433

pourrons que lorsque nous aurons examiné les rapports des députés avec l'Empire et leurs relations de famille entre eux. Il ressort cependant de ce que nous avons déjà dit que cette assemblée qui, en Angleterre, a à décider de la guerre ou de la paix, et qui mène la politique du pays, est parfaitement identique à la haute finance, au grand capital, et à ceux qui dirigent l'énorme puissance financière de l'Angleterre. Bon nombre de phrases humanitaires proférées par cette même ploutocratie anglaise prennent un tout autre aspect lorsque l'on sait quels secrets motifs les ont dictées.

Ce système britannique est si solidement agencé que la classe dominante peut se permettre à l'occasion, sans aucun risque, de faire des recherches sur les rapports des affaires et de la politique. Or, on n'a jamais vu au cours des dernières dizaines d'années, voire des derniers siècles, que la classe dominante, qui réagit aussitôt solidairement, n'ait pu surmonter de telles difficultés. En France et en Amérique, d'énormes scandales se sont produits à diverses reprises au cours des dernières dizaines d'années, scandales causés par la corruption politique, c'est-à-dire par la collusion de la politique et des affaires. En Angleterre, de tels scandales ont été beaucoup plus rares. Les causes n'en existaient-elles donc pas ? Les faits que nous avons cités prouvent le contraire. Mais la classe dominante en Angleterre a su couvrir et protéger les points où de tels scandales menaçaient. Les affaires suspectes des Joseph et Austen Chamberlain en 1900, et la façon dont le Parlement les a couvertes, sont un exemple, entre tant d'autres, de ce que nous avançons, de même que le rapport concernant le commerce privé des armes en 1936, et c'est là un fait que nous avons déjà mentionné. Sir Philip Gibbs, l'un des membres de la commission d'enquête, parle dans son livre « Ordeal in England » en ces termes du sort qu'a eu ce rapport :

« Dans ce rapport on trouvait vraiment une foule de choses concrètes, bien que la Presse l'eût grandement ignoré et que le Gouvernement n'eût pour ainsi dire prêté aucune attention

A 101434
H4743-0247

à ce qui s'y trouvait . . . J'ai assisté moi-même à l'enterrement des déclarations de la Commission Royale. Il eut lieu à la Chambre des Communes, dans le calme le plus complet. Deux ou trois députés libéraux préconisèrent sur un ton réservé et avec douceur d'adopter les conclusions du rapport, mais il me semble qu'ils oublièrent totalement de souligner l'urgence et le but de leur proposition. Alors Sir Thomas Inskip se leva et, après avoir prononcé quelques paroles élogieuses pour reconnaître les efforts de Sir John Eldon Bankes, il avoua qu'il y avait une bonne partie de notre argumentation qu'il ne comprenait pas bien et que, pour cette raison, le Gouvernement avait chargé quelques experts de fournir des renseignements complémentaires . . .

« La simplicité et la clarté de notre exposé étaient telles que cette mesure n'éclaire pas favorablement le degré d'intelligence des membres du Gouvernement et de leurs conseillers. Manifestement, notre rapport ne plaisait pas à Sir Thomas Inskip. Il lui consacra quelques mielleuses paroles d'éloge et l'embauma. Le Parti travailliste feuilleta le rapport superficiellement ; après avoir vu que nous ne réclamions pas l'étatisation, il ne sut non plus rien dire de favorable à son sujet . . . .

« J'appris de source privée que le rapport avait irrité certains membres du Cabinet. Nos propositions leur semblaient trop radicales. S'ils les avaient suivies, ils auraient travaillé contre l'industrie d'armements. Du reste, le réarmement remettrait en question, tout naturellement, nos résolutions et nos exposés relatifs à la restriction des bénéfices et à la lutte contre les abus. »

Voilà donc un rapport typique. Une commission est constituée, elle travaille durant toute une année, mais son rapport est préjudiciable aux intérêts de la ploutocratie. Il disparaît donc à tout jamais. Les Anglais ont accoutumé le monde à l'idée que la politique britannique est faite par le « gentleman ». Mais on n'a jamais mentionné que la machinerie de l'État anglais et de tout l'Empire était soumise entièrement aux

H4743-0248

A 101435

H4743-0249

intérêts privés de cette petite classe de « gentlemen ». De malpropres scandales, du genre du scandale de Panama, ou du scandale Stavisky, ou encore des événements comme ceux qui ont amené la mort du Président des États-Unis Harding, n'éclatent nécessairement pas sous un tel régime, précisément parce que toute la machinerie de la vie publique est, dès le principe, adaptée de manière à ce que la classe dominante ploutocratique tire ses énormes revenus de la collusion entre les fonctions publiques et les affaires privées. Il n'est donc pas surprenant que le monde presque entier ait pu être trompé sur ces rapports, puisque la classe dominante a su tenir le propre peuple anglais dans l'ignorance du véritable caractère de la classe qui gouverne l'Angleterre. Le vieux proverbe romain: « Mundus vult decipi », le monde veut être trompé, trouve là sa parfaite application.

A 101436

H4743-0250

L'Empire, proie des cent familles.

On évalue à 500 millions le nombre des habitants de l'Empire anglais. De ce nombre, 60 millions habitent l'Angleterre et les Dominions où domine la caste des maîtres blancs, le reste, soit 440 millions, est également administré indirectement par le Parlement britannique, à savoir par le Cabinet admis par ce Parlement. Nous avons montré qu'en réalité ce Parlement britannique n'est rien d'autre qu'un clearinghouse de puissants intérêts économiques privés, que l'État se charge de couvrir et d'appuyer. La participation des grandes banques et des sociétés d'assurances à ce système représente le centre nerveux de tout l'Empire mondial de l'Angleterre. Les muscles, cependant, qui enveloppent les cordons nerveux, ce sont les vastes contrées de l'Empire, exploitées depuis des siècles par la petite classe dominante en Angleterre.

Ce sont les grandes entreprises bancaires, qui contrôlent la plus grande partie de l'industrie, de la navigation anglaise, des affaires d'exportation et d'importation, qui sont les agents proprement dits du capitalisme financier de la classe dominante, dont les effets se font sentir dans tout l'empire colonial britannique. Suivant des indications fournies en décembre 1937 par l'« Economic Journal », les placements de capitaux anglais dans les Dominions et dans les autres possessions britanniques, s'élevaient à la somme de 1.981 millions de livres et les placements de capitaux anglais dans le reste du monde se chiffrent à 1.259 millions de l. st. Cette évaluation, due à Sir Robert Kindersley, du haut personnel de la Banque d'Angleterre, est sans doute trop modeste en ce qui concerne l'Amérique du Sud, car il n'indique pour ce continent, y compris le Mexique

A 101437

H4743-0251

et l'Amérique Centrale, qu'une somme d'environ 700 mill. de livres, alors que, suivant d'autres évaluations, elle s'élèverait à environ 1 milliard de livres. Les principaux placements de capitaux anglais sont les suivants:

Territoire	Mill. de livres
Australie et Nouvelle-Zélande	651
Inde et Ceylan	438
Canada et Terre-Neuve	443
Afrique du Sud et Rhodésie	248
Argentine	372
Brésil	160
Japon	53
Chine	41

Ces masses énormes de capitaux sont administrées en l'essentiel par les cinq grandes banques et par les grandes sociétés d'assurances. Nous avons déjà montré sous quelle forme ces grandes banques sont personnellement liées avec le Gouvernement et avec la Chambre des Communes, et qu'il s'agit pratiquement de la même caste dirigeante, opérant tantôt dans le domaine politique, tantôt dans le domaine économique. Nous ne possédons naturellement pas de données exactes relativement à la manière dont les Big Five exercent le contrôle effectif, direct ou indirect, sur ces avoirs britanniques à l'étranger. Les données connues permettent toutefois d'estimer que la plus grande partie des sociétés britanniques opérant à l'étranger dépendent, dans leurs opérations de crédit, des grandes banques, et que, par conséquent, ce sont elles qui forment le centre de cette servitude de l'argent que l'Angleterre fait peser sur de vastes contrées de cet univers.

De plus, la collusion entre la direction politique de l'Angleterre et l'exploitation économique des Dominions peut être déduite du fait que 35 députés à la Chambre des Communes participent à 43 grandes sociétés opérant dans les quatre Dominions : Canada, Australie, Afrique du Sud et Nouvelle-

A 101438

H4743-0252

Zélande. La plupart de ces sociétés sont, comme nous le montrerons, des holding ramifiées en une foule d'autres sociétés, de sorte que l'influence effective de ce groupe de parlementaires sur l'économie de l'Empire est beaucoup plus grande encore qu'il n'apparaît.

Douze autres membres de la Chambre des Communes participent à 13 sociétés qui exploitent l'Inde, dans le domaine de la banque, de l'extraction de l'or, de l'exploitation des chemins de fer, du caoutchouc etc. Dans tout le reste de l'empire colonial, environ 30 députés à la Chambre des Communes occupent des sièges dans les conseils d'administration d'environ 40 sociétés. En tout, pas moins de 48 membres du Parlement sont directeurs, membres de conseils d'administration, de sociétés qui travaillent dans l'Empire britannique, la plupart cumulant plusieurs de ces positions. Cinq députés, entre autres, occupent dix postes de directeurs ou de membres de conseils d'administration de sociétés opérant dans l'Archipel malais. Il s'agit là surtout d'intérêts dans des sociétés d'électricité, de caoutchouc et d'étain. Six autres députés sont intéressés à huit sociétés travaillant, dans le Niger et sur la Côte d'Or, à l'extraction de l'or, de l'étain, du Wolfram, du minerai de manganèse ou qui font le commerce de l'huile de polmier. Trois députés à la Chambre des Communes siègent dans les conseils d'administration des sociétés pétrolières qui travaillent à la Trinité où l'on extrait 62 % de tout le pétrole de l'Empire anglais. Trois membres de la Chambre des Communes sont intéressés aux chemins de fer et à l'extraction de l'or en Rhodésie. Les autres intérêts se répartissent entre le Kénia, le Tanganyika, le Betchouanaland, l'Afrique du Sud-Ouest, la Birmanie, Ceylan et Bornéo. En ce qui concerne la Palestine, Lord Lytton, connu par son rapport sur la Mandchourie, s'est prononcé dans le sens juif au cours de nombreux débats à la Chambre des Lords. La raison de l'attitude de ce pair très représentatif, doit être cherchée dans le fait qu'il est le président du conseil d'adminis-

A 101439

H4743-0253

tration de la Palestina Potash Co qui extrait de la Mer Morte de la potasse et du sel.

Le capitalisme colonial de l'Angleterre est une des sources principales de l'essor de la ploutocratie britannique. Les milliards que l'Angleterre a su placer dans les contrées d'outre-mer, depuis sa révolution industrielle, ont fourni à la classe dominante, déjà si riche, ces énormes profits, d'intérêts et de dividendes, qui ont permis à l'Angleterre, durant plus d'un siècle, de devenir la maîtresse du marché mondial de l'argent. D'autre part, ces placements de capitaux dans les pays d'outre-mer ont automatiquement entraîné à leur suite les troupes anglaises au moment où, sur quelque point du monde, les grands intérêts financiers de l'Angleterre se trouvaient en jeu. Les Anglais se sont alors présentés en conquérants et ont soumis par la force des armes les peuples déjà réduits financièrement à l'esclavage. La guerre contre les Boers est un exemple frappant de ce que nous avançons.

Depuis longtemps se sont dissipés les nuages de poudre qui enveloppaient les malheureuses provinces boers lorsqu'elles furent assaillies par des troupes anglaises d'une écrasante supériorité numérique. Mais les énormes fortunes sont demeurées, au profit desquelles le peuple des Boers a été assujetti par l'Angleterre au début de ce siècle, fortunes qui, le plus souvent, sont en mains juives et comptent aujourd'hui encore parmi les plus gigantesques accumulations de capitaux que possède la classe anglaise dominante dans les pays d'outre-mer.

Les trois grands randlords, Cecil Rhodes, Barney Barnato, d'origine judéo-portugaise, et le Juif Alfred Beit, qui sont les véritables auteurs de la guerre contre les Boers, ont laissé à leurs héritiers les plus énormes intérêts financiers, que défendent encore à la Chambre des Communes des membres de ces familles, exerçant une influence extraordinaire non seulement sur le Gouvernement anglais, mais aussi et surtout sur la situation politique dans l'Afrique du Sud. Nous examinerons ici avant tout la fortune des Barnato Joel et des Beit.

A 101140

H4743-0254

M. Sally Joel, un des héritiers — aujourd'hui décédés — des richesses acquises dans le Sud africain par le juif Barnato, était une des sommités de la «society» anglaise. Son fils est un des ornements du Parlement actuel.

A 101441

H4743-0255

L. S. Amery, député aux Communes, ancien ministre de la Marine et des Colonies, représente au Parlement les intérêts de la firme d'armement Cammel Laird & Co. Il est membre du conseil d'administration d'innombrables autres sociétés et a su utiliser au profit de ses transactions financières les relations qu'il s'était créées en sa qualité de ministre.

A101442

H4743-0256

Le Juif Barney Barnato fut le concurrent le plus acharné de Cecil Rhodes dont les spéculations fantastiques ont failli plus d'une fois être ruinées par le roi du diamant. Finalement Rhodes finit par s'entendre avec Barnato. Ils devinrent partenaires égaux en droits de la Chartered Company De Beers Consolidated Mines Ltd. Dès 1880, Rhodes et Barnato avaient absorbé dans la Société De Beers la majeure partie des sociétés de mines d'or et de diamants qui se faisaient concurrence dans l'Afrique du Sud. Après la mort de Rhodes, la part du lion revint à cette société, qui accuse actuellement un capital de 4,869,472 livres, c'est-à-dire à Barnato qui, entretemps, avait obtenu un siège au Parlement sud-africain. La fortune de Barnato fut partagée après sa mort entre ses trois neveux qui désormais portèrent le nom de Joel, conservant celui de Barnato seulement comme prénom. De ces trois neveux, deux sont déjà morts : Wolf Joel et Solly Barnato Joel. Le plus jeune des trois neveux, Jack Barnato Joel, est maintenant le chef de cette famille juive de la haute finance. Si l'on feuillette le « Who's Who », on y peut lire que ce Joel est cosociétaire de la Maison Barnato Bros., président permanent de la Johannisburgh Consolidated Investment Co., président et directeur de nombreuses sociétés de mines d'or dans le Rand, et, finalement, qu'il est grandement intéressé dans la Diamond Corporation et De Beers Consolidated Mines Ltd. Avec ses fils Geoffrey Joel et Harry Joel, Jack Barnato Joel contrôle 45 sociétés, ayant un capital global de 43 millions de livres. Une feuille synoptique établie par Simon Haxey montre quels sont les principaux intérêts du clan Joel. La société De Beers, à elle seule, a versé, entre 1923 et 1929, de 20 à 60 % de dividendes. En 1937, elle a versé 30 %. Jack Barnato Joel, qui a établi sa résidence au Grosvenor Square à Londres, n'a pas jugé opportun de poser lui-même sa candidature à un siège de la Chambre des Communes, mais il a délégué à cet effet un des neveux de sa famille, le fils de Solly Barnato Joel qui, sous le nom de Dudley Jack Barnato Joel, représente depuis 1931 à la Chambre des Communes

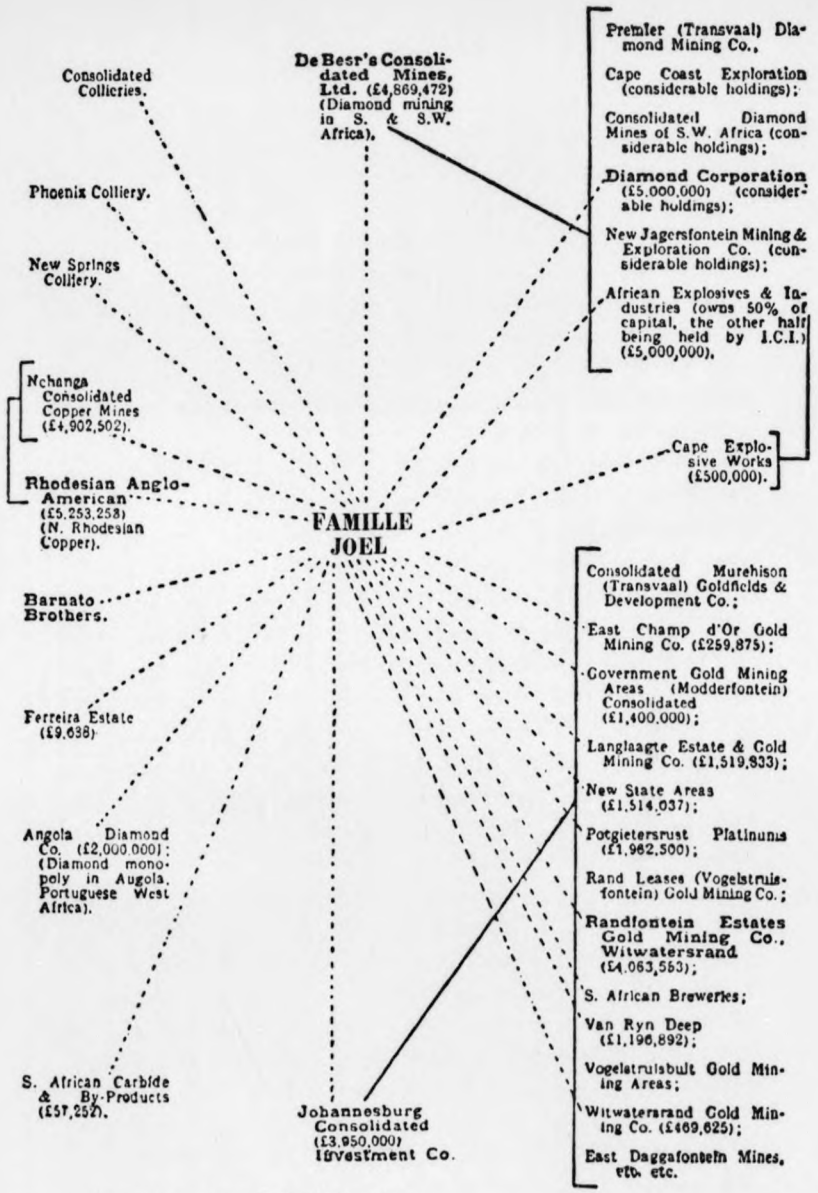
A 101443

l'arrondissement de Borough of Dudley. Sur les listes des sociétés anonymes anglaises on ne trouve pas son nom à la rubrique des conseils d'administration, mais il est évident, cependant, que ce membre du clan de la finance juive en Angleterre représente les intérêts financiers de sa famille dans la machinerie du Gouvernement britannique.

Du reste, le clan des Joel est déjà représenté sous d'autres rapports à la Chambre des Communes. Le directeur général actuel de la société De Beers, le Juif Sir Ernest Oppenheimer, représente depuis 1924 l'arrondissement de Kimberley au Parlement sud-africain. Oppenheimer, qui est également directeur de 36 sociétés de mines de diamant, d'or et de cuivre, sans compter un certain nombre d'autres, a fait épouser sa belle-sœur au captain Harold Balfour qui, depuis 1929, représente à la Chambre des Communes l'arrondissement d'Isle of Thanet. Il fait actuellement partie du Cabinet en qualité de Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Air. Nous ne savons si ce captain Harold Balfour que « Who's Who » indique comme étant membre de conseils d'administration de sociétés publiques, est un parent du député George Balfour, le roi de l'électricité, dont nous avons déjà mentionné le nom.

L'histoire de la famille d'Alfred Beit, l'autre partenaire de Rhodes, est aussi instructive que celle des familles Joel et Oppenheimer. Alfred Beit fut cosociétaire de Rhodes à la British South Africa Co., cette Chartered Company qui, en dehors de ses intérêts immédiats dans l'Afrique du Sud, devait étendre son influence prédominante dans les deux Rhodésies. La Charte royale a été accordée à cette société en 1889. Au cours de la dizaine d'années suivante, Rhodes et Beit ont gagné 2 millions de livres en chiffres ronds, par des manipulations financières se rapportant au raid de Jameson et au début de la guerre contre les Boers. Le territoire de cette Chartered Company dans la Rhodésie du Sud s'étendait sur 149.000 milles carrés et, dans la Rhodésie du Nord, sur 292.000 milles carrés. La Rhodésie du Sud est devenue, en 1923, colonie de la

A 101443
H4743-0257



——— Postes dans les conseils d'administration

..... Sociétés contrôlées

Les chiffres indiquent le capital des sociétés

Les intérêts financiers de la famille juive Joel

5*

A 101445

H4743-0258

couronne et la Rhodésie du Nord, en 1924. Pour les cessions que la compagnie eut à faire à cette occasion au Gouvernement anglais, elle obtint une somme de 3.750.000 livres. Il est prévu, en outre, au contrat, qu'elle recevra jusqu'en 1964 la moitié du bénéfice net réalié par les ventes de terre dans la Rhodésie du nord-ouest. La British South Africa Co. possède encore au Betchouanaland et en Rhodésie 3.500.000 acres, et, en outre, 2.708 milles anglais de lignes de chemins de fer, ainsi que la Rhodesia Land Bank. Pratiquement, ces énormes possessions sont contrôlées presque uniquement par la famille de financiers juifs Beit.

Le fondateur de cette famille, le partenaire de Rhodes, Alfred Beit, laissa, lorsqu'il mourut célibataire, 10 millions de livres. Son frère Otto, qui mourut en 1930, fut anobli et reçut le titre de baronnet. Son fils, Sir Alfred Beit, est actuellement le chef de la famille. Il est député aux Communes depuis 1931 et, outre sa participation à la British South Africa Co., président du conseil d'administration de la Rhodesia Railways Ltd. De plus, il est l'un des plus puissants représentants de l'industrie britannique d'armements par sa participation au Producers Investment Trust, qui a des intérêts dans une série de fabriques de constructions d'avions, entre autres dans l'Austin Moto Co., la Bristol Aeroplane Co., la Havilland Aircraft, la Hawker Siddeley Aircraft, et nombre d'autres. Un autre membre du conseil d'administration de la British South Africa Co., le duc d'Abercorn qui, avant d'être élevé à la pairie, représentait aux Communes la ville de Londonderry, et qui a été gouverneur du nord de l'Irlande, sert d'agent de liaison entre les entreprises Beit et un certain nombre de clans de la haute aristocratie anglaise, parmi lesquels nous nous contenterons de nommer ici les Seymour et l'Earl Winterton, lequel, en sa qualité de député aux Communes depuis 1904, compte parmi les plus sûrs appuis du parti conservateur et a déjà occupé à diverses reprises un siège dans les Cabinets d'après-guerre. L'Earl Winterton, étroitement lié ainsi avec le

A101116

H4743-0259

capital de la finance juive, joue notamment le rôle d'agent de liaison avec Chaim Weizmann, le fameux chef du sionisme. Il s'est également fait remarquer comme délégué de l'Angleterre à la conférence d'Evian où l'on devait s'occuper du sort des Juifs.

Lorsqu'on lit dans les journaux les péripéties de la lutte de Hertzog contre Smuts, on ne devra pas oublier que Smuts est le représentant des intérêts britanniques dans l'Afrique du Sud et que, par conséquent, il dispose de toute la puissance que lui fournissent les capitaux des familles juives Beit, Joel, et d'un certain nombre d'autres clans analogues. On comprendra donc pourquoi l'Angleterre s'est décidée sans peine à accorder à ses Dominions au sein du Commonwealth, ces fameuses libertés dont on fait tant état. Qu'il s'agisse du Canada ou de l'Afrique du Sud, partout le capitalisme financier britannique est assez fort pour imposer ses volontés à un gouvernement colonial qui tenterait de s'y opposer et pour garantir ainsi l'unité politique. Les chaînes d'or sont plus solides que celles que pourrait imposer n'importe quelle constitution. La ploutocratie anglaise, au moyen de ses placements de capitaux, par les grandes banques qu'elle contrôle, a su opérer une pénétration financière si complète de tout l'Empire, que les forces autochtones, comme on l'a vu au début de la guerre dans l'Afrique du Sud et aussi au Canada, peuvent être assez facilement réprimées avec l'aide de la puissance financière. Les 100 familles de l'aristocratie politico-financière peuvent riposter à toute révolte des Dominions par des mesures qui, pratiquement, reviendraient à la ruine financière de ces pays. L'Afrique du Sud en fournit un exemple frappant. D'autre part, ces puissances ploutocratiques ont toujours la possibilité de maintenir la population de couleur, qui n'est aucunement représentée à Londres, à un niveau social qui ne diffère en rien de l'état d'esclavage. Les débats qui eurent lieu au Parlement, le 28 février 1938, fournissent à ce propos des détails significatifs concernant la colonie de la Trinité. Une révolte d'ouvriers de couleur y avait éclaté au

A101447
H4743-0260

cours de l'été 1937. Cette révolte qui s'était produite dans l'industrie pétrolière et avait causé des désordres sanglants, fut écrasée par un corps expéditionnaire qu'avait débarqué le croiseur « Exeter », si fort endommagé plus tard par le cuirassé allemand « Graf Spee ». Une commission royale envoyée à la Trinité après cette révolte, en rapporta un exposé saisissant des conditions sociales régnant dans cette colonie anglaise, bien qu'elle eût rédigé son rapport entièrement dans le sens voulu par les grands propriétaires de puits de pétrole. Il fallut bien dire cependant dans ce rapport que sur les terrains pétrolifères les ouvriers étaient logés par les sociétés en des baraquements « dans un état indescriptible et où faisaient défaut les plus élémentaires lois de la décence ». Les débats qui eurent lieu au Parlement, le 28 février 1938, sur la Trinité dévoilèrent l'un des plus épouvantables scandales de l'Empire mondial anglais.

Néanmoins il se trouva un député pour défendre en bloc la situation existant à la Trinité. Ce député était Sir Arnold Gridley, qui occupe un siège au conseil d'administration de la British Borneo Petroleum Syndicate, société à laquelle appartient l'Apex, la plus importante société pétrolière de la Trinité. Voici quels sont les dividendes versés par cette société dans ces dernières années:

1930/31 . . .	20 %	1934/35 . . .	27,5 %
1931/32 . . .	25 %	1935/36 . . .	35 %
1932/34 . . .	35 %	1936/37 . . .	45 %

Une autre grande société pétrolière, la Trinidad Leaseholds Ltd, a versé, en 1936/37, 30 % de dividendes. L'United British Oilfelds, appartenant au groupe Shell, et qui vient de commencer l'exploitation à la Trinité, sous la direction du grand pétrolier juif Sir Valley Cohen, reste au dessous de si beaux résultats, car elle n'a versé que 8¾ de dividendes.

Les désordres qui s'étaient produits à la Trinité avaient été causés en partie par le fait que les ouvriers des champs pétroli-

A101448
H4743-0261

fères avaient appris, pendant l'été 1937, que la société versait 45 % de dividendes à ses actionnaires, alors que rien n'était fait pour améliorer la condition sociale des travailleurs. On peut même lire, dans un rapport du Ministère des Colonies sur les conditions d'alimentation dans l'Empire, que cette colonie compte parmi les régions où l'on doit constater une sous-alimentation, la présence d'épidémies et une mortalité infantile extraordinairement élevée. Evidemment les intérêts des magnats du pétrole représentés aux Communes se montrèrent les plus forts. Quelques députés du Parti travailliste eurent le loisir de fulminer contre le gouvernement et les capitalistes des sociétés pétrolières, ses alliés, mais à la Trinité rien ne changea. Ce ne sont là que quelques exemples d'une situation qui se répète dans presque toutes les parties de l'Empire britannique. Il faut remplacer le terme anonyme d'Angleterre par le nom d'un petit nombre de familles de la classe dominante pour se faire une juste idée des véritables auteurs de tels abus et d'une telle exploitation qui déshonore la race blanche. Simon Haxey, déjà plusieurs fois cité, en arrive à la conclusion sarcastique que la seule forme sous laquelle l'Empire colonial britannique, qui n'a aucun droit, est représenté au Parlement, consiste en ceci que ceux qui sont intéressés dans les grandes sociétés d'exploitation de l'Empire ont en même temps leurs sièges aux Communes.

Le tableau ci-joint montre comment se répartissent dans le monde entier par l'intermédiaire des sociétés, les intérêts des membres de la Chambre des Communes. Il ne nous donne toutefois qu'une idée incomplète, car les relations financières entretenues avec les États-Unis n'y sont pas indiquées, non plus que les relations commerciales des membres de la Chambre des Lords, dont l'influence politique n'est guère moindre. Tel qu'il est, cet aperçu reste cependant des plus significatifs.

Dans 27 sociétés travaillant hors de l'Empire, 24 membres des Communes occupent des postes dans des conseils d'administra-

A 101449
H4743-0262

tion ou de direction, comme le montre par le détail le tableau ci-après.

Participations de députés aux Communes, dans les pays étrangers

Pays	Membre des Communes	Branche	Postes de directeur
Espagne ...	2	Minerai de fer, navigation	2
Yougoslavie	1	Plomb	1
Norvège ...	2	Pêche à la baleine	2
Égypte	2	Canaux, assurances	2
Irak	1	Assurance	1
Chine	1	Banques	1
Mexique ...	3	Pétrole, Ciment	3
Panama.....	1	Services de bateaux-citernes	1
Colombie ..	1	Or	3
Vénézuéla ..	2	Pétrole	2
Pérou	1	Blé	1
Chili	1	Blé	1
Brésil	2	Or, café, coton, travaux publics	3
Argentine...	2	Financement, chemins de fer ...	2
Uruguay....	2	Financement	2

Mentionnons encore tout spécialement les relations entretenues par la politique anglaise dans l'Amérique du Sud, relations qui expliquent certains symptômes observés dans les pays de ce continent, notamment durant la guerre. Quinze membres des Communes siègent dans des conseils d'administration de grandes sociétés en Amérique du Sud. Nous devons mentionner parmi eux Sir Charles Barrie, dont nous avons déjà examiné les innombrables relations d'affaires avec des sociétés où il occupe un poste dans les conseils d'administration. Nous avons vu que Barrie est un ami intime de la famille Chamberlain et qu'il joue un rôle extrêmement important à la Chambre des Communes. Il siège, entre autres, au conseil d'administration de la Central Argentine Railways, qui dispose d'un capital de 43,6 millions de livres et entretient en Argentine un réseau

A 101450

H4743-0263

de chemins de fer d'au moins 3.700 milles. Par l'intermédiaire de cette société, étroitement liée avec les grandes banques de l'Argentine, l'Angleterre contrôle une notable partie de la fortune nationale de ce pays. C'est de la centrale de cette société que s'étend l'influence exercée de façon permanente sur les plus importants journaux argentins dans un sens favorable à l'Angleterre.

On estime que le capital britannique placé dans l'Amérique du Sud représente des sommes bien plus importantes que celles qui ont été placées dans aucun Dominion quelconque. Suivant une communication, faite, le 3 novembre 1930, par le député aux Communes Graham, les placements anglais en Argentine auraient atteint, déjà à cette époque, la somme d'environ 1 milliard de livres. Il se peut que la pénétration effectuée entretemps par les États-Unis ait contribué à réduire un peu cette somme, notamment à la suite des expropriations par le Mexique des sociétés pétrolières étrangères. Les intérêts essentiels sont cependant défendus indirectement, là aussi, par les banques que contrôle la ploutocratie anglaise. Mentionnons seulement que l'une des sociétés du roi de l'électricité, George Balfour, l'Atlas Electric & General Trust, au capital de 6 millions de livres, possède, par exemple, la Sociedad Comercial de Montevideo, une grande société financière et d'électricité de l'Uruguay.

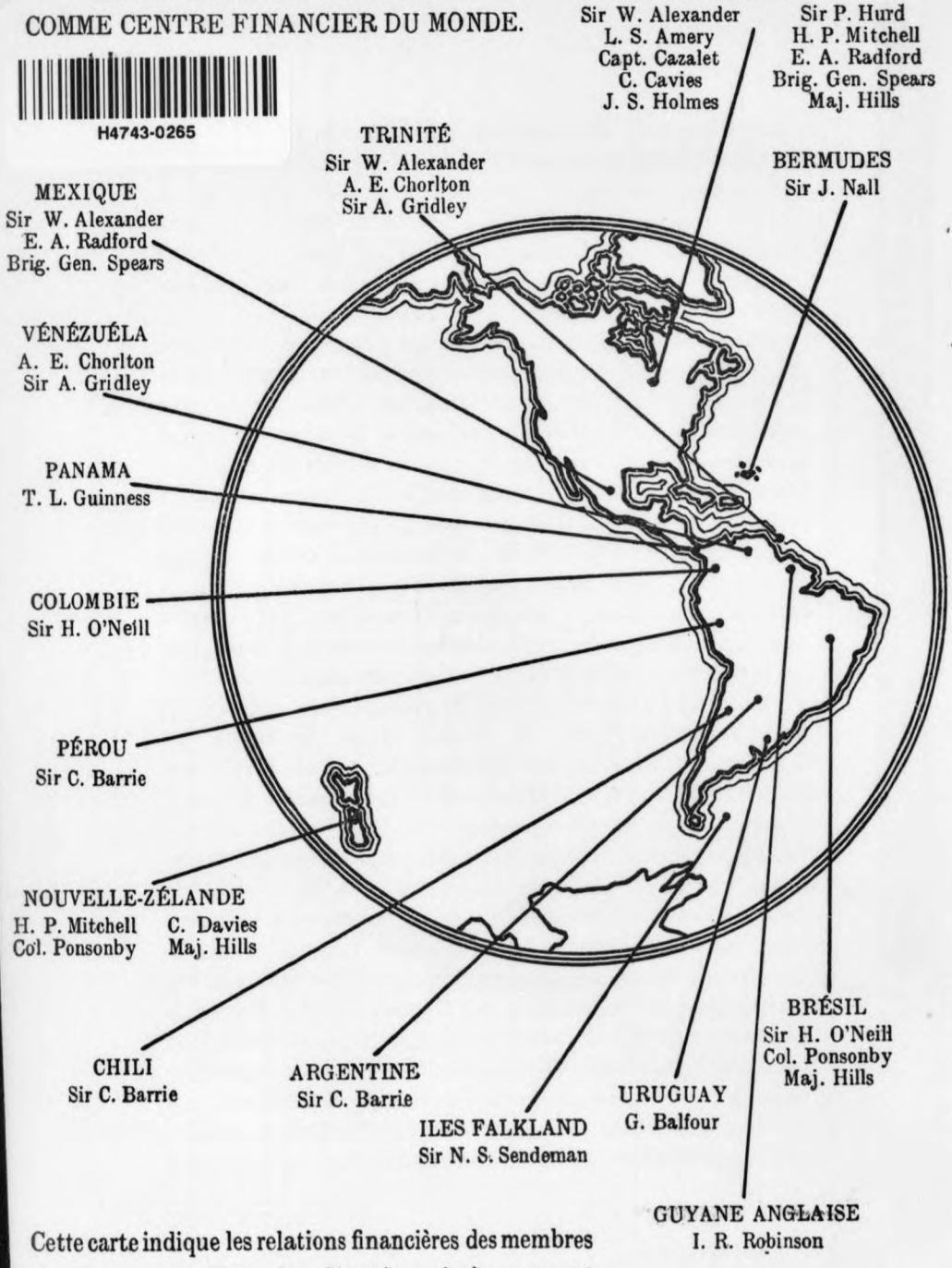
Cet aperçu de l'enchevêtrement des relations financières de la classe anglaise dominante dans l'Empire et le reste du monde, n'est, soulignons-le, aucunement complet. Ce qui nous importait, c'était de faire ressortir les caractéristiques du système et de montrer en première ligne les relations entretenues par les membres des Communes avec le monde des grandes affaires, puisque, suivant la constitution non écrite de l'Angleterre, les Communes représentent à proprement parler le Gouvernement. Suivant des recherches faites par l'économiste anglais Campion, en 1938, 5% de la population anglaise âgée de plus de 25 ans, se trouvaient en

H4743-0264

A101451

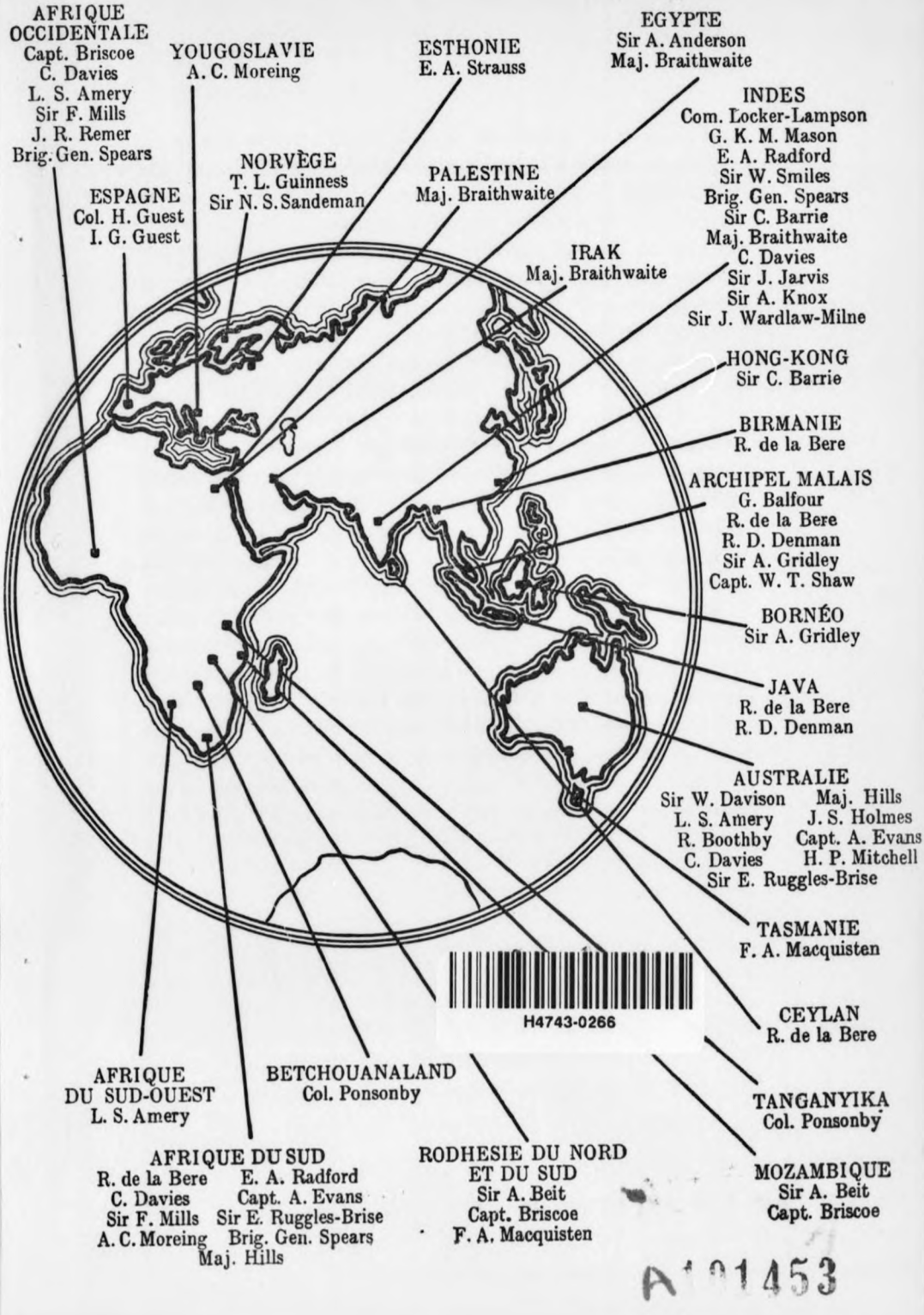
LA CHAMBRE DES COMMUNES COMME CENTRE FINANCIER DU MONDE.

H4743-0265



Cette carte indique les relations financières des membres des Communes. Tous les députés qui s'y trouvent mentionnés sont directeurs ou membres des conseils d'administration de sociétés opérant dans les Pays indiqués.

A 101452



H4743-0266

A 21453

possession de 75 à 80% de toute la fortune privée du peuple anglais et même une plus petite fraction encore de ces 5%, représentant à peine 1% de toute la population, disposait de plus de 55% de la propriété anglaise privée. Il ressort de tels chiffres que le système démocratique en Angleterre, qui, en réalité, est simplement la domination du pays par certains clans de quelques centaines de familles, a eu pour résultat une répartition des revenus extrêmement injuste. La masse ne participe aucunement aux énormes richesses accumulées dans la City de Londres; 95% du peuple anglais doivent se contenter d'environ 20 à 25% de toute la fortune privée de l'Angleterre. Il se peut que l'Empire britannique ait mis l'Angleterre en mesure d'accorder à la masse du peuple une marge assez large de ravitaillement en denrées alimentaires à meilleur compte que ne le peuvent les pays du continent, mais c'est là tout ce qu'elle a su lui offrir. La ploutocratie anglaise n'a donc même pas voulu faire profiter le peuple anglais des énormes richesses accumulées, richesses obtenues par la sujétion d'un quart des pays de ce monde. Ceci n'a pu se produire que parce que la caste dominante, par les mariages et alliances entre familles de ploutocrates, a fini par constituer un clan des plus étroitement unis par des liens de parenté. La politique de famille est donc une des caractéristiques essentielles de l'organisation ploutocratique de la société anglaise, et nous allons maintenant l'étudier.

A 101454

H4743-0267

H4743-0268

Le Parlement, entreprise de famille.

Il est extrêmement difficile pour tout Anglais, à plus forte raison pour l'observateur étranger, de pénétrer les secrets de l'enchevêtrement des relations personnelles et financières dans la classe dominante en Angleterre, d'autant plus qu'elle a développé un système de camouflage qui nécessite une étude spéciale rien que pour dépister l'identité du même personnage au cours de sa carrière politique.

Ainsi, depuis des années nous entendons parler des actions d'éclat du Ministre des Affaires Étrangères, Lord Halifax. Or, même en Angleterre, la foule ne se rend pas compte que ce même Viscount Halifax a été, sous le nom d'Irwin, vice-roi de l'Inde de 1926 à 1931, et qu'avant d'être nommé vice-roi, il était député conservateur sous le nom de Wood. Son fils, Charles Wood, est entré au Parlement entretemps. A la première occasion, il changera certainement ce nom contre un titre quelconque que lui décernera le roi. Ainsi s'effacent admirablement les traces.

Certains, comme Churchill, Lloyd George, Baldwin, Chamberlain, n'ont pas changé de nom au cours de leur carrière politique, mais ce n'est point la règle, ce sont, au contraire, des exceptions. La plus grande partie des dirigeants politiques en Angleterre viennent, en effet, de familles nobles, dont l'aîné prend, à la mort de celui qui le portait, le titre de la famille. Cela a été le cas, au cours des dernières années, de ministres connus. Ainsi, Sir Eric Drummond, qui fut durant une décade Secrétaire Général de la Société des Nations, et plus tard Ambassadeur d'Angleterre à Rome,

A 101455

H4743-0269

est devenu soudainement, à l'âge de 61 ans, Lord Perth. Citons un autre cas, celui du Ministre des Colonies, William Ormaby-Gore, qui, à la mort de son père, en 1938, a pris le titre de Lord Harlech. Ce système de camouflage s'est montré des plus pratiques pour les Juifs qui ont pénétré dans la haute aristocratie anglaise. Le fils de Lord Halifax, par exemple, Charles Wood, a épousé une dame Ruth Primrose, nom derrière lequel se cachent des descendants d'une branche de la famille Rothschild, que l'ancien Premier ministre Rosebery a jadis introduite dans les milieux les plus élevés de la société anglaise, en épousant une femme de la maison Rothschild. Qui pourrait deviner que derrière le nom de Lord Swaythling se cache en réalité un descendant de la famille juive des Montagu, et que la famille juive des Samuel, grands pétroliers qui ont fondé la Société Shell, porte maintenant, — du moins, le fils aîné — le titre de Lord Bearsted.

Simon Haxey a prouvé par un tableau détaillé, reproduit ci-après, que le noyau des familles qui actuellement gouvernent la nation britannique n'est en réalité qu'une seule et vaste clique de clans apparentés. Le tableau que nous reproduisons cite 53 députés aux Communes qui, par ces liens de parenté, se trouvent unis à de nombreuses familles de membres de la Chambre des Lords. Ce tableau est incomplet, et l'on peut supposer qu'au moins 150 députés aux Communes ont entre eux des liens de parenté, directe ou indirecte, soit par naissance, soit par mariage. On sait que la parenté n'a vraiment d'importance que si l'on peut en tirer quelque avantage. Dans d'autres pays, il y aura certainement des ministres ayant une nombreuse parenté, mais cela n'a généralement aucune influence, à l'exception de quelques cas particuliers, sur le personnel et la marche de la politique de l'État. En Angleterre, par contre, l'outsider qui s'est d'abord fait un nom dans la haute finance ou le grand capital, ne jouera vraiment un rôle dans la grande politique qu'après avoir réussi, soit personnellement, soit par l'intermédiaire de

A 101456

H4743-0270

ses frères, de ses fils, de ses filles ou de ses soeurs, à nouer des liens de parenté avec le noyau de la haute société anglaise. La liste de Simon Haxey nous montre que parmi les personnalités dirigeantes de la politique actuelle en Angleterre, les personnes suivantes sont indirectement unies par des liens de parenté: le Ministre de la Marine Churchill, le Ministre de l'Inde Zetland, le Ministre de l'Instruction Publique de la Warr, le Chancelier de l'Échiquier Sir Samuel Hoare, le Ministre de la Guerre Oliver Stanley, le Ministre des Affaires Étrangères Lord Halifax et son fils Charles Wood, l'ancien Ministre de la Marine Duff Cooper, le Ministre de la Santé Publique Elliott, l'ancien Ministre de la Défense Nationale Inskip, le Ministre sans portefeuille Earl Winterton et l'ancien Ministre des Colonies Amery.

Les rapports qui existent entre le monde des affaires et celui de la politique dans les milieux de la classe dirigeante en Angleterre, rapports que nous avons déjà étudiés, revêtent par cet imbroglio de parentages un aspect des plus piquants. Il suffit de noter au hasard quelques-unes des familles les plus importantes pour approfondir plus en détail ce système.

Prenons par exemple la famille des Derby, l'une des plus riches familles anglaises. Nous y découvrons les étranges accointances suivantes : le présent Earl of Derby, le 17e du nom, a été, entre autres, membre des Communes de 1892 à 1906. Après avoir occupé des postes de second ordre dans divers Cabinets, il devint Ministre de la Guerre en 1916, puis Ambassadeur d'Angleterre en France, de 1918 à 1920, et de nouveau Ministre de la Guerre de 1922 à 1924.

Il est considéré comme une des personnalités les plus influentes du royaume, qui s'est employée particulièrement aux relations de l'Angleterre avec la France. On peut se faire une idée de la richesse de cette famille lorsqu'on considère qu'en 1924/25 il a vendu ses propriétés foncières dans les villes de Bury, Radcliffe, Whitefield, Manchester et Salford pour environ un million de livres. Deux ans plus tard il aliéna

A101457

H4743-0271

environ vingt deux mille maisons sises à Liverpool, Bootle, Kirkdale et Walton pour la somme globale de un million sept cent cinquante mille livres.

Son fils aîné Lord Edward Stanley, décédé en 1938 — il était alors Ministre des Dominions —, a laissé une fortune de deux millions deux cent mille livres. Avant sa nomination de Ministre Secrétaire d'État, Lord Stanley avait été directeur de la Barclay's Bank, une des cinq grandes banques. On sait que son frère Oliver Stanley est maintenant Ministre de la Guerre dans le Cabinet de guerre Chamberlain. Le petit-neveu par alliance de Lord Derby est le fils de Lord Halifax déjà mentionné: Charles Wood, et son gendre, captain Malcolm Bullock, est également député à la Chambre des Communes. Le frère de Lord Derby, Sir Arthur Stanley, fut député à la Chambre des Communes de 1898 à 1918. C'est là encore un des gros magnats de la finance britannique. Il est, notamment, président du conseil d'administration de la Buenos Aires Pacific Railway Co et, en outre, membre du conseil d'administration de la Westminster Bank — c'est-à-dire que, du vivant du Ministre des Dominions, Lord Edward Stanley, le clan des Derby était représenté dans les conseils d'administration de deux des cinq grandes banques, tandis qu'Arthur Stanley rencontrait de nouveau le beau-père et l'oncle d'Eden comme collègues dans ces banques. Enfin Lord Stanley fait encore partie du conseil de direction de la grande British Match Corporation.

On estime à environ cinquante mille livres par an les dépenses engagées par Lord Derby pour son écurie de chevaux de course. Lord Londonderry, le beau-père de son fils Oliver Stanley, partage également cette passion coûteuse. Londonderry est en même temps le président de l'organisation du parti conservateur. Il est depuis 1935 le « leader » de la Chambre des Lords. Un de ses fils, le Vicomte Castlereagh, est aussi député à la Chambre des Communes.

A 191453

60

H4743-0272

Femme fille de	DUKE of DEVONSHIRE	beau-frère	HAROLD MACMILLAN	M.P. (U.)
		beau-frère	HON. JAMES STUART	M.P. (U.)
		beau-frère	HENRY HUNLOKE	M.P. (U.)
		cousine germaine épousa	VISCOUNT CRANBORNE	M.P. (U.)
		cousine germaine épousa	LORD BALNIEL	M.P. (U.)
		cousine germaine épousa	ROBERT BOOTHBY [1]	M.P. (U.)
	EARL of CRAWFORD and BALCARRES	fils et héritier		
		gendre	GODFREY NICHOLSON	M.P. (U.)
Petite-fille épousa	10th DUKE of ST. ALBANS	beau-petit-fils		
	DUKE of BUCCLEUCH	beau-frère	LORD BURGHLEY	M.P. (U.)
		frère		
	EARL of HOME	gendre	LORD WILLIAM SCOTT	M.P. (U.)
petit-fils		fils et héritier		
	H.R.H. the DUKE of GLOUCESTER	beau-frère	LORD DUNGLASS	M.P. (U.)
	4th BARON LYTTELTON	beau-petit-fils		
6th DUKE of BUCCLEUCH		beau-petit-fils	COL. HON. HENRY GUEST	M.P. (U.)
	7th DUKE of MARLBOROUGH	petit-fils	RT. HON. WINSTON CHURCHILL	M.P. (U.) Membre du Cabinet
	fille épousa	1st BARON WIMBORNE	fils	
			neveu	
		beau-frère de 8th EARL of BESSBOROUGH	cousin germain	COL. C. E. PONSONBY	M.P. (U.)
Soeur épousa petit-fils de		BARON DE MAULEY	neveu	
		fils épousa niece de 1st MARQUESS of ZETLAND	fils	MOST HON. MARQUESS OF ZETLAND	Membre du Cabinet
		beau-père de BARON SOUTHAMPTON	frère	CAPT. RT. HON. E. A. FITZROY	M.P. (U.) Speaker
Oncle	DUKE of GRAFTON	oncle		
2nd DUKE of SUTHERLAND	VISCOUNT WIMBORNE	frère	MAJ. HON. OSCAR GUEST	M.P. (U.)
	gendre frère de	fils	HON. IVOR GUEST	M.P (Nat.)
	EARL of ERROLL [1]	beau-frère	RT. HON. EARL DE LA WARR	Membre du Cabinet
Fille épousa	2nd BARON CHESHAM	beau-petit-fils		
	fille epousa	beau-petit-fils	SIR M. MANNINGHAM-BULLER	M.P. (U.)
Arrière-petite-fille épousa	2nd EARL of LEICESTER	petit-fils		
Fille épousa	1st DUKE of WESTMINSTER	arrière-petit-fils	VISCOUNT ELMLEY	M.P. (L.N.)
	DUKE of NORFOLK	fils de cousin germain	CAPT. HON. ARTHUR HOPE	M.P. (U.)
	6th EARL BEAUCHAMP	neveu	RT. HON. EARL STANHOPE	Membre du Cabinet
DUKE of [illegible]		petit-fils		
		gendre	RT. HON. SIR SAMUEL HOARE	M.P. (U.) Membre du Cabinet
épousa fille de	fille epousa fils de	beau-petit-fils		
	20th BARON CLINTON	neveu	LT.-COL. G. WINDSOR-CLIVE	M.P. (U.)
	7th DUKE of MANCHESTER	beau-petit-fils	CAPT. MALCOLM BULLOCK	M.P. (U.)
1st MARQUESS of CAMBRIDGE	fille epousa fils de	16th EARL of DERBY	RT. HON. OLIVER STANLEY	M.P. (U.) Membre du Cabinet
épousa fille de	père de			
	fille épousa frère de	EARL of DERBY	gendre	
			fils	
			beau-petit-fils	HON. CHARLES WOOD	M.P. (U.)
	3rd MARQUESS of HEADFORT	arrière-petit-fils	HON. SOMERSET MAXWELL	M.P. (U.)
	MARQUESS of LONDONDERRY	gendre		
		fils	VISCOUNT CASTLEREAGH	M.P. (U.U.)
		cousin germain	HON. R. E. B. BEAUMONT	M.P. (U.)
		nièce épousa	MAJ. J. A. HERBERT	M.P. (U.)
	Soeur épousa	EARL of ILCHESTER	gendre	
		EARL of FEVERSHAM	beau-frère		
			beau-père	RT. HON. VISCOUNT HALIFAX	Membre du Cabinet
	fille épousa fils de	5th EARL of ROSEBERY	beau-petit-fils	
	MARQUESS of CREWE	4th EARL of ONSLOW	gendre	
			beau-petit-fils	HENRY CHANNON	M.P. (U.)
	fille épousa fils de	2nd BARON O'NEILL	fils	RT. HON. SIR HUGH O'NEILL	M.P. (U.U.)
	gendre de	11th EARL of DUNDONALD	beau-arrière-petit-fils	SIR GIFFORD FOX	M.P. (U.)
Fils épousa fille de	7th DUKE of RUTLAND		beau-petit-fils	CAPT. P. D. MACDONALD	M.P. (U.)
	Grand-père de		beau-frère	RT. HON. A. DUFF COOPER	M.P. (U.)
	DUKE of RUTLAND		gendre	LOEL GUINNESS	M.P. (U.)
			demi-soeur épousa	CAPT. T. DUGDALE	M.P. (U.)
	épousa nièce de	1st BARON GLENCONNER	demi-soeur épousa	RT. HON. WALTER ELLIOT	M.P. (U.) Membre du Cabinet
	fille épousa frère de	3rd EARL of CRANBROOK	beau-frère de la femme	RT. HON. SIR THOMAS INSKIP	M.P. (U.) Membre du Cabinet
	Neveu épousa fille de				
	1st DUKE of FIFE		neveu		
	père de H.R.H. the DUCHESS of FIFE		cousin germain		
	épousa fils de	4th EARL of DONOUGHMORE	petit-fils	M. R. HELY-HUTCHINSON	M.P. (U.)
		14th EARL of DALHOUSIE			
Beau-frère	H.R.H. the DUKE of CONNAUGHT	frère de Vice-Admiral HON. Sir A. R. M. RAMSAY	cousin en 2me ligne	CAPT. A. H. M. RAMSAY	M.P. (U.)
épousa fille de	1st DUKE of ABERCORN		beau-fils	RT. HON. EARL WINTERTON	M.P. (U.) Membre du Cabinet
			neveu	CHARLES EMMOT	M.P. (U.)
Grand-père	9th DUKE of ARGYLL		neveu	MAJ. SIR RALPH GLYN	M.P. (U.)
Grand-oncle	LORD LOUIS MOUNTBATTEN		beau-frère de la femme	CAPT. A. S. CUNNINGHAM-REID	M.P. (U.)
	épousa fille de BARON MOUNT TEMPLE		beau-frère		
	beau-frère de la femme		gendre	SIR VICTOR WARRENDER	M.P. (U.)
	VISCOUNT GREENWOOD		beau-frère	RT. HON. L. S. AMERY	M.P. (U.)
MARQUESS of SALISBURY	Soeur femme de	EARL of SELBORNE	fils	RT. HON. VISCOUNT WOLMER	M.P. (U.)
	Beau-frère	2nd VISCOUNT RIDLEY	beau-frère		
	père de VISCOUNT RIDLEY		belle-soeur épousa	CAPT. RT. HON. D. EUAN WALLACE	M.P. (U.)
	Fils épousa fille de	4th EARL of MINTO	fils du cousin en 2me ligne	LT.-COL. C. I. KERR	M.P. (L.N.)
			gendre	MAJ. HON. J. J. ASTOR	M.P. (U.)
		VISCOUNT ASTOR	frère		
			femme	VISCOUNTESS ASTOR	M.P. (U.)
			fils	HON. W. W. ASTOR	M.P. (U.)
			gendre	LORD WILLOUGHBY DE ERESBY	M.P. (U.)
	épousa fille de	1st EARL of ANCASTER	beau-fils		
			neveu	MAJ. RT. HON. G. C. TRYON	M.P. (U.)

[1] diversé en 1930
[2] diversé en 1937

A101459

Le clan des parents aux Communes

environ ving
Kirkdale et V
cent cinquant

Son fils aî
était alors Mi
deux millions
Ministre Secr
la Barclay's E
son frère Oli
dans le Cabi
alliance de l
mentionné: C
Bullock, est é
Le frère de I
Chambre des
des gros magi
président du c
Railway Co e
de la Westm
Ministre des
Derby était
deux des cin
rencontrait de
collègues dan
partie du co
Corporation.

On estime à
ses engagées p
course. Lord
Stanley, parta
est en même
conservateur.
des Lords. Un
député à la C

A 101453

H4743-0273

Pareillement, le clan de la famille des Dundonald n'a pas fourni moins de sept députés à la Chambre des Communes, dont un ministre, dans les deux dernières générations. La famille des Ducs de Devonshire a donné dans le même temps seize députés à la Chambre des Communes, dont un gouverneur général du Canada, un vice-roi des Indes et deux ministres.

Cependant, il est incontestable que les représentants des vieilles familles conservatrices de la noblesse terrienne se plaignent à part eux du développement du parlementarisme en Angleterre et en particulier des fonctions de la Chambre des Lords. C'est que l'ancienne landed gentry ne joue plus, et il s'en faut de beaucoup, le rôle qui lui revenait autrefois dans la direction du pays. Environ la moitié des membres actuels de la Chambre des Lords appartiennent à des familles qui n'ont été élevées à la pairie qu'au cours des derniers soixante ans. Cent soxiante-quinze lords seulement représentent encore à la Chambre Haute des familles qui y ont déjà eu un siège avant le début du XIXe siècle. Les familles de deux cent soixante-seize lords se sont introduites à la Chambre Haute au cours du XIXe siècle, et les familles de trois cent dix lords au XXe siècle. Le fait est qu'à l'heure actuelle la House of Lords ne représente guère autre chose qu'une assemblée des plus riches banquiers et industriels pourvus de titres par le Roi, auxquels se joignent encore, comme gardiens de la tradition, les cent soixante-quinze familles d'avant l'époque de la grande révolution industrielle de l'Angleterre, dont la majeure partie en est d'ailleurs venue aussi depuis longtemps à se livrer aux « grandes affaires ».

De cette manière, la vieille classe supérieure d'Angleterre a su intercepter une révolution bourgeoise telle que celle qui se propagea dans tous les pays du continent au XIXe siècle. Avec le temps on a élevé de la bourgeoisie à la noblesse et au pouvoir les personnalités qui se distinguaient par la richesse, brisant ainsi dans l'œuf les mouvements révolutionnaires. On pourrait toujours démontrer que le grand-père de Lord X

A 101460

ou Lord Y n'était qu'un petit fabricant du centre de l'Angleterre. Ce système était sans aucun doute très habile et tout à fait adapté à la mentalité anglaise. Le résultat en est toutefois que cette soi-disant noblesse qui se pavane maintenant à la Chambre des Lords ne se distingue plus que très peu d'une réunion de Chambre de commerce. Il y a là un fait peu connu sur le continent, où l'on se laisse facilement donner le change sur la situation réelle par la façade, par les titres portés et les charges exercées dans la Maison Royale. Dans les 150 dernières années, pour que quelqu'un fût nommé « cousin du roi », l'essentiel était que l'intéressé eût amassé assez de richesses pour être à même de soutenir le train de vie des grands seigneurs de la vieille noblesse terrienne, c'est-à-dire de maîtriser les règles du jeu. On s'attachait ainsi des outsiders qui, sans cela, auraient peut-être pu devenir dangereux pour tout le système, tandis que, par ailleurs, la capacité d'acquérir des richesses devenait naturellement la seule qualification pour accéder aux charges et dignités. En 1924, MacDonald a essayé de faire entrer à la Chambre des Lords quelques-uns de ses amis travaillistes, par exemple Snowden et le fameux théoricien socialiste Webb. Philipp Snowden devint Lord Snowden et Sidney Webb s'appela désormais Lord Passfield of Passfield. Les banquiers et les gros industriels de la Chambre Haute accueillirent ces promotions avec le sourire. Aucun de ces députés travaillistes élevés à la pairie ne saurait jouer quelque rôle que ce soit. Lord Snell, qui fait également partie de ces « lords-ouvriers » prononce à l'occasion quelque discours oppositionnel, et c'est assez pour la parité! Mais, en vérité, c'est le clan des familles, strictement fermé, qui gouverne.

Deux familles, qui caractérisent bien ce développement, méritent encore une mention particulière : la famille Guest et la famille Astor.

Au milieu du XVIIIe siècle, John Guest fonda dans le Sud du Pays de Galles une usine sidérurgique avec laquelle lui et ses fils parvinrent à la grande fortune en trois générations. Son oncle,

A101461

H4743-0274

Sir Josiah John Guest, fut déjà député à la Chambre des Communes pour le Sud du Pays de Galles. Il prit femme parmi les filles de pairs. Le fils de Sir Josiah fut fait baron et épousa une fille du Duc de Marlborough, de la maison duquel sort Churchill. Sur les neuf enfants de ce baron Guest, six se marièrent dans la pairie. Son fils aîné fut fait vicomte, tandis que trois de ses autres fils entraient à la Chambre des Communes, ainsi que plus tard le fils du Guest devenu lui-même vicomte. Le clan des Guest est ainsi représenté à la Chambre des Communes par quatre députés — dont l'un toutefois n'a plus été candidat à la dernière législature. Le vicomte — il porte maintenant le nom de Lord Wimborne—est membre du conseil d'administration de la banque Barclay. Son frère Henry Guest est membre du conseil d'administration de quatre grandes entreprises sidérurgiques et de trois autres sociétés. Un second frère, également membre du Parlement, préside une des plus importantes sociétés de téléphones, et le fils du Vicomte Wimborne, lui aussi, joue déjà dans la City un rôle considérable comme président du conseil d'administration de diverses sociétés. Si l'on voulait mettre en évidence toutes les relations de famille qui se sont établies au cours du dernier siècle par les mariages du clan des Guest, on devrait compter des douzaines de familles de pairs avec des douzaines et des douzaines de postes de directeurs et de membres de conseils d'administration. C'est là une carrière tout à fait typique.

Une histoire encore plus intéressante est celle de la famille des Astor, à qui appartient le « Times ». Il suffira ici de la mentionner en passant, car elle a été souvent décrite. Le fondateur de la famille, Jacob Astor, était un fils de paysans des environs de Heidelberg qui émigra en Amérique dans la seconde moitié du XIXe siècle et y amassa une fortune colossale dans le commerce des peaux — c'est-à-dire en trompant les Indiens. Son neveu, William Waldorf Astor, fut nommé ambassadeur des Etats-Unis à Rome. Plus tard il alla s'établir en Angleterre, où il devint citoyen anglais en 1899. Lorsqu'il mourut

H4743-0275

A 101462

en 1919, il était devenu vicomte. Les biens immenses de la famille américaine des Astor lui avaient aplani le chemin. De ses deux fils, l'un, le major G. G. Astor, est maintenant député de Douvres, tandis que l'autre représente les intérêts de la famille à la Chambre des Lords sous le nom de Vicomte Astor. Avec les quelque quinze millions de livres laissés par le premier Vicomte Astor, il ne doit pas être difficile à ses fils de briller parmi la fleur de la société anglaise.

En attendant, la famille Astor dispose des sièges suivants au Parlement : Lord Astor pare la Chambre Haute, sa femme Lady Astor est député conservateur à la Chambre des Communes. Leur fils W. W. Astor est également député conservateur à la Chambre des Communes, tandis que son oncle est, comme nous l'avons déjà dit, député de la circonscription de Douvres. Une des filles de Lord Astor a épousé le député à la Chambre des Communes Lord Willoughby et une de ses nièces, le député Ronald Tree. En d'autres termes : les quinze millions de livres d'héritage ont procuré au clan des Astor un siège à la Chambre Haute et cinq sièges à la Chambre Basse.

Lorsque le fils du Viscount et de Lady Astor voulut entrer à la Chambre des Communes, sa mère, qui était depuis 1919 député de la circonscription de Plymouth, prononça le discours électoral suivant : « J'ai des idées particulièrement sévères sur l'éducation préparatoire des jeunes gens appelés à siéger au Parlement. On a essayé de faire mon fils député à vingt-et-un ans. J'ai empêché cela et l'ai fait tout d'abord voyager. Maintenant, par contre, vous avez un candidat parfaitement formé et bien élevé. Et qui plus est, sa propre mère siège déjà au Parlement et peut veiller à ce qu'il se comporte comme il convient. Vous avez l'occasion d'envoyer à la Chambre des Communes un jeune homme dont la mère y est déjà et peut y prendre soin de lui. Aucune autre candidature en Angleterre ne pourrait en dire autant. »

Ces considérations maternelles amusantes de Lady Astor, qui auraient pu intéresser même un fourneau, donnent une idée

A 101463

H4743-0276

H4743-0277

de la naïveté avec laquelle la ploutocratie britannique revendique comme lui revenant tout naturellement les privilèges politiques, et les obtient grâce à la dégénérescence politique de la masse du peuple anglais, qui ne paraît pas être capable de se rendre compte de ce qu'on lui offre de cette manière en fait de « démocratie ».

Nous dirons tout au moins un mot en passant des relations économiques de la famille Astor. Le Vicomte Astor est le propriétaire de l'« Observer », tandis que major G. G. Astor préside le conseil d'administration du « Times ». Il est, en même temps, à la présidence du conseil d'administration de la banque Hambro, avec laquelle nous avons déjà fait connaissance, de la Great Western Railway et de la Phoenix Assurance Co.

L'exemple de la famille des Guest comme celui de la famille des Astor montrent comment la ploutocratie britannique complète ses cadres par des liaisons avec les outsiders les plus riches et, par ailleurs, comment la fortune ouvre sans difficulté toute carrière politique qu'on voudra en Angleterre. Chaque Cabinet britannique s'entoure, suivant la coutume, d'un essaim de jeunes gens pris dans les familles les plus riches, qui font fonction de Sous-Secrétaires d'État parlementaires — poste rémunéré seulement par un bon argent de poche —, de secrétaires aux finances et de secrétaires particuliers. On peut admettre qu'en général trente à quarante jeunes membres de la ploutocratie sont élevés à des charges inféodées de près ou de loin au Gouvernement. Ce faisant, on veille constamment à ce que la ploutocratie régnante ne soit pas mise en danger par des outsiders. La caractéristique de ce népotisme est précisément que ce ne sont pas tellement les capacités d'un chacun qui importent, mais plutôt — pourvu que l'intéressé ne soit pas tout à fait nul — l'appartenance au clan.

A ce sujet, il nous suffira d'effleurer seulement l'importance de certaines écoles et universités par lesquelles passe presque exclusivement la progéniture de la ploutocratie, car il s'agit

A 101464

H4743-0278

là de choses relativement connues. Baldwin a déclaré lors de la constitution d'un de ses nombreux gouvernements: « Lorsque j'ai été choisi, ma première pensée a été de constituer un gouvernement qui ne fasse pas honte à Harrow ». La part des anciens élèves d'Eton et de Harrow dans le nombre des députés conservateurs était de 37% en 1905, de 43% en 1909, de 31% en 1928 et de 30% en 1938. Nous avons déjà mentionné qu'un élève d'Eton ou de Harrow doit recevoir au moins trois cents livres par an de ses parents. Les fameuses écoles d'Angleterre dans lesquelles la classe politique dirigeante se recrute en majeure partie ne sont pas du tout — exception faite de quelques places libres — les pépinières de la démocratie, comme ont l'habitude de l'admettre des observateurs étrangers plus ou moins idéalistes; elles sont au contraire réservées à ce même cercle supérieur restreint. Leur principe de sélection essentiel reste toujours le porte-monnaie du papa. Comme on le voit, la situation est ici tout à fait à l'opposé des efforts qu'on fait en Allemagne pour une nouvelle formation démocratique de la jeunesse dans le vrai sens du terme, et qui consistent à aider les meilleurs du peuple entier à percer et à les faire sortir de la masse des élèves. Nous nous garderons bien de vouloir prononcer ici un jugement sur les méthodes de l'enseignement scolaire anglais. Il nous importe seulement de montrer sur quelles bases s'échafaude la domination de la haute finance en Angleterre.

En fin de compte, il ne nous reste plus qu'à jeter un coup d'œil sur la Chambre des Lords, sur laquelle le plus important a déjà été dit plus haut. Simon Haxey a compté que, parmi les quatre-vingt-dix « nouveaux » pairs qui, depuis 1931, sont entrés à la Chambre Haute ou ont reçu depuis de plus hauts quartiers de noblesse, on trouve soixante présidents et membres de conseils d'administration. Ils détiennent ensemble quatre cent vingt sièges dans de tels conseils. Tandis que les députés à la Chambre des Communes ont en moyenne trois ou quatre postes dans

A 101165

H4743-0279

des conseils d'administration, les nouveaux pairs, qui sont en même temps présidents ou membres de tels conseils, détiennent en moyenne sept postes chacun. C'est-à-dire que la ploutocratie s'y prélasse plus largement encore. Quarante-deux de ces pairs, nommés depuis 1931, font partie du conseil de direction de banques et compagnies d'assurances. Ils possèdent ensemble dans les conseils d'administration quatre-vingt-six postes, représentant chacun de grosses parts d'influence dans le monde de la haute finance internnationale. Au reste, la répartition des postes de membres de conseils d'administration parmi les membres de la Chambre des Lords correspond approximativement aux conditions déjà décrites en détail pour la Chambre des Communes. Une des spécialités de la Chambre des Lords est la possession des journaux. Presque tous les présidents des conseils d'administration des grands trusts de presse (y compris les journaux socialistes, représentés par Lord Southwood) sont à la Chambre des Lords. Une autre spécialité de cette Chambre, ce sont les affaires de pétrole. Nous avons déjà mentionné le juif Lord Bearsted de la Shell. On peut ranger à ses côtes le président du conseil d'administration de l'Anglo-Iranian Oil CO., Lord Cadman, ainsi que divers autres magnats du pétrole.

La Chambre des Lords, dont l'importance est demeurée limitée, en dépit de quelques tentatives de « valorisation » faites ces dernières années, pour autant qu'il s'agit de la machinerie gouvernementale directe, exerce comme par le passé une fonction représentative importante. Pris dans leur ensemble, ses membres forment le noyau de la « society ». Le schéma des liens de parenté entre la Chambre des Communes et la Chambre des Lords montre que, sous ce rapport aussi, il y a là une classe parfaitement homogène déterminant l'histoire de l'Angleterre. Dans les siècles passés, le titre de lord était en quelque sorte la résultante automatique du fait de posséder de grandes propriétés foncières. Aujourd'hui le lord anglais est ou bien banquier ou bien membre de conseils d'administration de gran-

A 101466

des entreprises industrielles, de navigation ou de commerce. Dans bien des cas, il est les deux à la fois.

On ne saurait donc comparer la Chambre des Lords à ce qu'était la gérousie dans la Grèce ancienne, le conseil des vieillards expérimentés et sages qui ont acquis par des services insignes rendus à l'État le droit de dire leur mot dans les affaires publiques d'importance. La Chambre des Lords correspond bien davantage au sénat romain de la décadence, qui, avant l'irruption définitive de ceux qu'on appela les barbares, se composait aussi en majeure partie de banquiers et de gros négociants qui exploitaient des peuples subjugués par les légions dans toutes les contrées alors connues, depuis l'Espagne, en passant par l'Égypte, jusqu'au royaume des Parthes. Le sénat romain de la décadence n'a pas su conjurer les dangers qui, à l'époque, menaçaient l'Italie à l'intérieur et à l'extérieur. La tentative des Gracques d'entraver l'exode rural et d'empêcher le système, qui commençait déjà à apparaître, de l'absentéisme et de l'accaparement par l'aristocratie des terres et de la paysannerie attachée à la glèbe a échoué. De vastes territoires italiens se transformèrent en déserts parce que les intérêts des gros propriétaires terriens, qui étaient en même temps les importateurs des blés d'Égypte, étaient incompatibles avec une agriculture saine.

Le résultat de l'évolution de la classe supérieure anglaise a été très analogue à celui-là, comme on le voit par un coup d'œil jeté sur la carte de l'Angleterre actuelle. A perte de vue, par delà les collines et les boqueteaux, s'étendent les paysages de parcs appartenant aux grands seigneurs de la ville, aux banquiers, brasseurs et trafiquants d'armes — affublés de titres de lords, — qui en ont besoin pour leurs chasses au renard. Mais la base de l'alimentation anglaise a été ruinée par cette classe supérieure. Il n'en est pas autrement à l'extérieur. Le sénat romain de la décadence a tenté de maintenir la situation existante en la préservant des dangers menaçant l'Empire romain sur ses frontières en faisant appel à des armées de

A 121467

H4743-0280

Lord Derby, un des personnages les plus riches d'Angleterre, consacre chaque année environ 50 000 livres sterling au sport hippique. Pendant le conflit mondial, il a été — comme aujourd'hui son fils, Oliver Stanley — ministre de la guerre. Il est la personnification de la ploutocratie britannique.

X 91468

H4743-0281

H4743-0282

Feu Lord Stanley, frère de l'actuel ministre de la guerre Oliver Stanley et fils de Lord Derby, représentait, au gouvernement, les intérêts du grand capital. Avant d'être appelé au Ministère des Dominions, il était directeur de la Banque Barclay.

A 101469

H4743-0283

Sir Patrick Hannon est, simultanément, membre de la Chambre des Communes et membre du conseil d'administration des usines d'armement Smal Arms, de Birmingham, à la direction desquelles appartenait, antérieurement, aussi Neville Chamberlain.

A101470

mercenaires, le plus souvent de sang étranger. Mais ce fut peine perdue ! Et comment en va-t-il avec la ploutocratie britannique ? Elle tente d'après les mêmes principes, en faisant appel au sang de ses alliés et de leurs peuples satellites, de maintenir la forme de domination qui s'est développée en Angleterre et a rayonné, de là, dans tout l'Empire.

Mais dans la guerre du XXe siècle les peuples doivent savoir pourquoi ils luttent. L'embarras que provoque la question des buts de guerre dans la classe supérieure anglaise n'est pas un pur hasard. Car comment peut-on dire à son propre peuple — sans parler des peuples étrangers — qu'ils ont à sacrifier leur avoir et leur sang pour les intérêts d'une oligarchie financière ! Une certaine partie de cette classe supérieure a donc essayé de s'opposer aux éléments qui ont travaillé avec préméditation à provoquer la guerre. Ils ont perdu le jeu et se voient maintenant engagés dans une lutte dont on peut dire presque avec certitude qu'elle touchera, — car cela finit toujours ainsi —, la classe privilégiée de l'Angleterre dans ses œuvres vives.

H4743-0284

A101471

Honni soit qui mal y pense.

A la Bourse de Londres, on peut lire la sentence: « La terre est au Seigneur et il en est de même de ses fruits. » La domination à peine contestée jusqu'ici de la ploutocratie britannique est liée des plus étroitement avec le fait que le puritanisme anglais a fondé en général la pensée politique de l'Angleterre sur le mot de la Bible bien connu du « talent » qu'il faut faire fructifier par l'usure et sur la parabole des vignerons. Un homme ou une classe d'hommes sont-ils plus mauvais parce qu'ils sont démesurément riches? Il n'est certes pas question de l'affirmer; toutefois, le puritanisme anglais a bien pris soin d'éliminer de la conscience anglaise cette autre parabole de la Bible du chameau et du trou de l'aiguille. Ce n'est donc pas de cela qu'il s'agit.

Il y a pourtant une immense différence entre un grand empire et un peuple de valeur dirigés par des maîtres qui, en vertu de leurs qualités spéciales, ont été chargés par le peuple de faire la politique, et les intérêts absolument privés d'une certaine caste qui décide du sort des millions d'hommes non seulement de son propre pays, mais des plus vastes territoires du monde. Il faut au moins voir clairement ce qui se cache aujourd'hui derrière d'aussi vénérables façades que, par exemple, celle que la Chambre des Communes présente au monde civilisé des blancs. Le puritanisme anglais a fait tant et si bien que ce peuple se croit littéralement le successeur du peuple d'Israël. Les soldats et les officiers de Cromwell déposèrent leurs noms anglais et se donnèrent entre eux des noms empruntés aux personnages de l'Ancien Testament. Ceci avait

A 101472

H4743-0285

une bien plus profonde signification que celle d'une mode correspondant à un certain moment de l'histoire. Cela exprimait littéralement la croyance que l'Angleterre devait désormais, en qualité de peuple élu, se préparer à la domination du monde et l'exercer ensuite, y ayant été appelée par Dieu. Comme cette conception s'en accompagnait d'une autre, selon laquelle il était agréable à Dieu de faire rapporter le « talent » avec usure, les principes justifiant la domination de l'argent se trouvaient établis.

C'est ainsi que se développe en Angleterre un tableau diamétralement opposé à la conception sociale du continent européen. Dans « le peuple élu », régne, d'après la volonté de Dieu, la « caste élue », qui utilise la puissance de l'État pour exploiter les richesses du globe. Celui qui n'en fait pas partie n'a non plus aucun droit de participer aux bienfaits de ce système. Il est tout au plus l'objet d'une assistance caritative qui est exercée, il est vrai, sur une certaine échelle par les possesseurs des grandes fortunes. Mais on voit clairement quelle différence il y a entre ces aumônes des bals de bienfaisance et l'effort commun de tout un peuple, tel que le « Secours d'hiver allemand ». Tout d'abord, il va de soi qu'un pareil effort collectif permet d'obtenir des réalisations incomparablement plus grandes, et, en outre — ce qui est plus important encore —, les principes éthiques des deux systèmes sont diamétralement opposés.

En Angleterre, toute tentative d'aborder un problème tel que, par exemple, celui du taudis ou du sort effrayant des chômeurs, d'un point de vue différent et plus élevé est rendue impossible par la solidarité de caste. A ce sujet, le destin du roi Edouard VIII est caractéristique: éconduit avec force compliments par Baldwin, il redevint duc de Windsor. Mme Simpson est beaucoup moins responsable de sa chute et de l'ostracisme dont il fut frappé jusqu' à la déclaration de guerre, que ces photos qui nous montrent Edouard VIII visitant les régions misérables du Pays de Galles pour des

A101473
H4743-0286

H4743-0287

raisons autres que celles d'une simple « représentation ». Cet homme a certainement manqué aussi bien de vitalité que de courage pour réaliser ses idées sociales. Mais ici, il était déjà défendu de cueillir même un fruit de l'arbre de la science. Nous arrivons ainsi à un nouveau point également important.

La condition tacite du fonctionnement du système ploutocratique est — le silence. A l'exception de quelques groupes sans importance ni influence, restés en marge de la politique intérieure anglaise, personne n'a même jamais essayé de dévoiler les secrets rapports qui existent entre l'argent et le pouvoir en Angleterre, ni de faire réellement comprendre aux masses que la caste politique dirigeante a un intérêt personnel et privé à presque toutes les actions qu'elle entreprend au dedans comme au dehors et en tire profit. Les journaux populaires et la presse des masses jusqu'au « Daily Herald » veillent à ce que les réceptions, les potins et tout ce qui se passe dans la haute société soient traités et présentés comme un « événement national ». Il est prouvé, par suite, que le contrôle parlementaire tant célébré ne peut en réalité jamais s'exercer là où il s'agit de défendre les vrais intérêts du peuple contre les intérêts d'affaires de la caste privilégiée. Il en est de même, dans une mesure beaucoup plus large encore, de la plus grande partie de la presse qui, en tant qu'entreprise capitaliste, fait l'éloge de cette même caste, ainsi que les journaux d'opposition le soulignent constamment, comme il se doit, mais sans aucun succès.

Un journaliste américain, peu suspect de sympathie pour l'Allemagne — donc un témoin certainement impartial — a, dans un reportage sur la société anglaise, présenté comme suit cet état de choses :

« Les journaux londoniens font en de longues pages la description des toilettes des dames. A l'occasion d'une réception, on a dépeint, en dehors du cercle étroit de la Cour et du corps diplomatique, environ 400 dames avec une minutieuse précision. Plus de cent portaient des bijoux que l'on con-

A 101471

H4743-0288

sidéra dignes d'être mentionnés. Les diamants venaient au premier rang, ensuite les perles et les saphirs. Un observateur, spécialiste de la question, qui connaît bien son Londres, pense que l'on n'est pas loin de la vérité en estimant au total de 2 à 4 millions de dollars [1]) les sommes que les dames dépensèrent exclusivement pour leurs toilettes au cours des quatre manifestations de Cour.

Pour la saison de Londres, on édite un calendrier spécial. On y trouve relatés les événements les plus importants et finalement les réceptions organisées chez les personnes présentées à la Cour. Et ceci ne constitue qu'un très petit tableau de toutes les manifestations mondaines. On ne dénombre pas moins, dans ce calendrier, de 175 bals et fêtes dansantes officiels et 130 dîners officiels pour les dix semaines de la saison. Les invités de plus d'un de ces bals se comptent par milliers. Une moyenne de 200 invités serait une assez faible estimation . . .»

Cette description ne laisse pas de nous donner un tableau du train de vie de cette soi-disant société. Dans cette étude, nous n'avons désigné que par de simples chiffres les immenses sommes d'argent qui se sont amassées dans la haute classe et surtout chez les parlementaires influents. Mais derrière ces chiffres nus, il y a la vie du grand monde, le « high life », il y a le déploiement de pompes de cette caste, qu'il est difficile de faire accorder avec le fait que le nombre de chômeurs a toujours été de plusieurs millions pendant toute la période d'après-guerre — pendant la guerre actuelle, il s'élève encore à plus d'un million et demi. Le même journaliste américain décrit comme suit les conditions d'existence de ces malheureuses créatures dont le sort n'a jamais intéressé réellement la classe dominante:

« John Evans, un mécanicien chômeur, n'a eu de travail

[1]) Le journaliste américain a ici et dans les passages suivants converti en dollars les montants en livres.

A101475

H4743-0289

que pendant 4 ans au cours des 11 dernières années. Il est marié, a deux enfants de huit et onze ans, et ces quatre personnes ne touchent ensemble qu'une allocation de 6,81 dollars par semaine.

— Nous payons 2,75 dollars de location, déclara Evans, 25 cents de gaz, 25 cents d'électricité, 27 cents d'assurance-maladie, 75 cents de charbon et 25 cents pour de petites choses comme le savon, la poudre à lessive, la poudre de nettoyage, les allumettes; en outre 27 cents par semaine pour mon club.

Il nous reste donc 2 dollars par semaine pour nous nourrir tous les quatre. Ce qui fait environ 7 cents par jour et par tête.

Nous dépensons nos deux dollars comme suit :nous achetons trois boîtes de lait condensé, les meilleur marché à 6 cents, une demi-livre de thé, quatre livres de sucre, une livre et demie de margarine, la meilleur marché, deux livres de farine d'avoine au détail, une demi-livre du lard le meilleur marché, une livre de marmelade, une demi-livre de fromage et une demi-livre d'orge perlé.

Mais la nourriture essentielle d'un chômeur, c'est le pain blanc. 75 cents par semaine de pain. Le pain, je hais déjà ce mot. Lorsque je vois du pain, la nausée me prend. Souvent, ma femme et moi, nous avons jeté un regard sur le pain et nous avons renoncé à manger. Quand on veut changer un peu, on passe de la marmelade au saindoux, et quand on a assez du saindoux, on recommence avec la marmelade — s'il y en a encore; mais, la plupart du temps, ma femme et moi laissons la marmelade pour les enfants et nous contentons de la belle et savoureuse étiquette du verre ».

Et, néanmoins, Mr. John Evans a réussi à vivre cinq années sur onze à ce régime. Plus de cinq millions d'autres humains ont fait la même chose pendant des périodes de durée diverse ».

Par contre, le journaliste américain constate qu'un salon de mode de la Bond Street lui a dit que le minimum de ce que

A 101476

H4743-0290

dépense pour sa garde-robe une dame qui va à la Cour, est de 1.000 dollars.

« Dans les manifestations de Cour de leurs Majestés, écrit-il, on reçoit environ 2.000 dames. Au bas mot, les seules dépenses de garde-robe de ces dames se montent à 1 million de dollars. Des amis de Mayfair m'assurent cependant que cette estimation est ridiculement basse. »

C'est la réalité qui s'offre à nous derrière les faits purs et simples que nous avons recueillis ici. La collusion des affaires et de la politique, qui est la caractéristique de cette caste, a rapporté des fruits abondants. Des fruits épouvantables, car, d'une façon ou d'une autre, les millions que ces dames de la ploutocratie promènent dans les occasions solennelles, proviennent tous de l'asservissement de peuples innombrables, de l'exploitation de gens sans défense et, en fin de compte, de toute une série de guerres sanglantes. Sur les gros volumes rouges de l'annuaire de la société britannique « Who's who » on trouve, un peu naïve, la devise de l'Angleterre : « Honni soit qui mal y pense ». C'est bien là d'ailleurs le seul danger qu'ait à redouter cette caste, le fait que l'on puisse se mettre à réfléchir sur elle et sur le sang qui colle à ses millions ; comme tout le monde le sait, en effet, il n'y a presque pas eu d'année depuis trois siècles pendant laquelle une troupe de mercenaires de la haute classe anglaise n'ait fait la guerre.

A 101477

Les «gueux» et la ploutocratie anglaise.

Quels intérêts sert donc la guerre de 1939 voulue par l'Angleterre contre l'Allemagne? Sert-elle vraiment les intérêts du peuple anglais? Il est impossible de l'admettre. Car, à proprement parler, qu'est-ce que le peuple anglais peut bien espérer de cette guerre? Il est parfaitement clair que, dans une guerre moderne entre des nations puissantes et très fortement armées, les pertes inévitables l'emportent sur les chances de gain. Cela, Adolf Hitler a cherché vainement à le faire comprendre aux Anglais pendant des années. Aux Anglais? En tout cas, à la haute classe anglaise, qu'il devait compter avoir comme partenaire dans les négociations. Si, malgré cela, la caste régnante en Angleterre a poussé les choses à l'extrême et ne s'est pas trouvée prête à intervenir à Varsovie en faveur d'une solution juste et équitable de la question de Dantzig et du Corridor, sur la base des propositions allemandes si mesurées et si souvent répétées, c'est que cela a d'autres raisons.

Les milieux dirigeants de la ploutocratie britannique virent qu'ils s'étaient trompés sur tous les points décisifs au cours de la deuxième dizaine d'années de l'après-guerre. Ils s'étaient dressés devant le Japon pour défendre les immenses intérêts du monde des affaires anglaises en Chine. Ceci s'avéra, aussi bien en 1932 qu'en 1937, comme inutile et impossible. La ploutocratie britannique a essayé ensuite d'empêcher l'annexion de l'Abyssinie par l'Italie. Cette tentative aussi ne fut qu'un échec. Ces deux événements, auxquels s'ajouta, au début de l'été 1939, le vain effort d'atteler l'Union Soviétique aux intérêts anglais dans le front de l'encerclement, ont déjà

A 101478

H4743-0291

BIBLIOTHÈQUE DE LA GUERRE MUSÉE

nettement montré que la période de domination et d'exploitation illimitées de la politique britannique dans toutes les parties du monde, touchait à sa fin. La situation embrouillée des Indes, les troubles croissants dans les territoires du Proche-Orient, directement ou indirectement dominés par l'Angleterre, l'affirmation de plus en plus violente de la concurrence nord-américaine dans l'Amérique du Sud, tout cela vint s'ajouter au reste pour accroître les soucis de l'Angleterre. Ensuite l'Espagne parut devenir champ de bataille entre l'Angleterre et les grandes puissances nouvellement constituées en Europe. Le gouvernement Baldwin s'engagea à fond derrière le gouvernement de Front populaire espagnol. Lorsque Chamberlain recueillit ensuite cet héritage, il ne lui restait plus qu'à avouer qu'ici aussi l'Angleterre s'était complètement méprise dans ses calculs. En même temps, la Société des Nations inféodée aux intérêts anglais cessait d'être une institution influente en politique.

Tous ces phénomènes firent comprendre à la haute classe anglaise qu'une nouvelle ère de l'histoire du monde commençait à s'annoncer, au cours de laquelle la domination britannique serait mise en question dans toutes les parties de l'univers.

Mais c'est dans le redressement de l'Allemagne que la caste ploutocratique vit l'élément le plus dangereux pour son avenir; car, ici, la conquête de la place de grande puissance s'unissait à une nouvelle idée sociale et révolutionnaire, qui se trouvait diamétralement opposée au régime d'une société ploutocratique. Bien que l'Allemagne nationale-socialiste ait souligné sans cesse qu'elle ne voulait voir appliquer ses lois que dans son propre espace vital — mais là, il est vrai, sans insolente tentative d'immixtion de tiers —, la haute classe anglaise n'envisageait que deux possibilités de cette évolution sur le continent : ou bien l'Allemagne se montrait prête à s'insérer comme partenaire junior dans le système mondial anglais existant et à reconnaître, dans la plus large mesure, la suprématie et l'arbitrage de l'Angleterre en Europe, ou bien la caste

H4743-0292
A161479

ploutocratique considérait comme inévitable une campagne d'extermination contre la nouvelle Allemagne. La conviction erronée de pouvoir, grâce à une guerre contre l'Allemagne, stabiliser pour un nouveau siècle la position de l'Angleterre comme puissance mondiale, fut la véritable cause de la décision du Cabinet Chamberlain.

La caste ploutocratique de l'Angleterre se trouvait psychologiquement dans la situation même dont Jacob Burckhardt a fait la description classique à propos de l'Ancien Régime en France. Il dit, dans ses « Considérations d'histoire mondiale », au chapitre consacré aux crises historiques: «Des castes, telles que la hiérarchie ecclésiastique et l'ancienne noblesse française, sont absolument incorrigibles, même si quelques isolés voient clairement l'abîme. Sur le moment, il est plus désagréable de se lier avec ceux de son opinion et de succomber certainement que de devoir assister peut-être à un déluge général. Et, même abstraction faite d'un tel calcul de probabilités, l'état de décadence peut être déjà trop avancé pour que les castes aient encore la chance de s'améliorer; il y a peut-être déjà une perspective prédominante: celle de voir d'autres éléments du dehors s'emparer du mouvement une fois qu'il sera déclenché. »

C'est bien là, sur tous les points, la situation de la caste ploutocratique d'Angleterre.

Ce sont toujours les épithètes méprisantes données à de nouveaux mouvements par une caste régnante infatuée qui deviennent ensuite les qualificatifs glorieux du régime nouveau. Il en fut ainsi lorsque l'entourage fossile de Charles-Quint traita, à la Diète d'Augsbourg, les princes partisans des idées nouvelles de « protestants ». Il en fut de même des sans-culottes de la Révolution française et maintenant, à l'échelle mondiale, des « Havenots », les gueux, ainsi que la ploutocratie britannique, dans son fol aveuglement, s'est plu à intituler les puissantes énergies des jeunes nations et grandes puissances en plein essor. La guerre qui a commencé

A 101 480

H4743-0293

en 1939, et dont il faut chercher les précédents immédiats dans l'action du Japon en Chine, de l'Italie en Abyssinie et dans la guerre civile espagnole, a été déchaînée par la ploutocratie britannique, afin d'abattre définitivement les uns après les autres ces gueux.

Ce combat se présente donc comme une immense lutte des peuples jeunes des nouvelles grandes puissances qui, n'ayant rien, se battent pour avoir leur part des biens de ce monde, contre une petite classe de quelques centaines de familles, qui sont les véritables profiteuses de la grande razzia que l'Angleterre poursuit depuis trois siècles dans le monde. Cette classe restreinte a réussi à mobiliser, pour ses petites affaires privées, tout un Empire. Elle a suscité guerre sur guerre afin d'étendre ses positions pas à pas, tantôt dans la mer des Caraïbes, tantôt en Afrique, tantôt en Asie — toujours dans le but de ne pas laisser monter une autre Puissance européenne. Finalement, lorsque les exigences vitales de l'Allemagne, de l'Italie, du Japon, de la Russie (mais aussi des Indes et de beaucoup d'autres parties du monde) ne cessèrent d'affirmer leur droit, elle a même tenté de limiter ces peuples dans leur propre espace vital et d'y intervenir. C'était là l'esprit du « dictat » de Versailles, mais c'était là aussi la tromperie commise à l'égard de l'Italie pendant et après la guerre mondiale, c'était là enfin la position anglo-saxonne prise contre le Japon, et c'est ce qui inspira l'intervention du général Ironside contre la Russie en 1919, pour passer ici complètement sous silence l'oppression de l'Inde et des pays arabes.

Le fait que la caste dirigeante de l'Angleterre lie indissolublement la politique de ce pays et ses affaires privées, voire même les affaires avec la mort — faites par d'anciens et d'actuels industriels d'armements devenus ministres et premiers ministres —, n'intéresserait que le peuple anglais si ce système de corruption de toute la classe dirigeante d'une Puissance mondiale ne s'exerçait que sur l'Angleterre. Mais on est bien loin de compte ! La ploutocratie britannique, qui livre main-

H4743-0294

A 101481

H4743-0295

tenant une lutte désespérée pour la conservation de ses positions financières, n'a pas cessé de jeter sur le monde la torche incendiaire de la guerre. Qu'il se fût agi du petit peuple boer, qui fut écrasé par la Puissance britannique exclusivement pour l'amour des intérêts capitalistes de parlementaires anglais, ou qu'il faille maintenant entraîner la Turquie — cette même Turquie que l'Angleterre voulait déjà après la guerre mondiale faire attaquer et détruire par la Grèce — dans le système fatal des coalitions britanniques, qui ont toujours coûté cher aux petits peuples, pour le plus grand profit de l'Angleterre, c'est toujours le même procédé. On le retrouve aussi dans cette guerre. Comme nous le voyons, la ploutocratie anglaise, qui a déjà réalisé des gains énormes dans les affaires d'armements, a commencé aussi à profiter directement de la guerre en relevant les tarifs voyageurs et marchandises des chemins de fer anglais, ce qui rapportera pratiquement des gains de plusieurs millions aux gros actionnaires, directeurs et membres de conseils d'administration de ces compagnies ferroviaires. Nous avons vu quelle est, précisément dans les conseils d'administration des compagnies de chemins de fer, l'énorme proportion de membres du Gouvernement ou de parlementaires.

Qu'est-ce donc que cette guerre? On peut, dès maintenant, en considérant ses précédents, la qualifier de révolution mondiale des jeunes peuples des nouvelles grandes Puissances contre la ploutocratie anglaise.

Cette caste de quelque cents familles doit-elle encore une fois sortir de cette lutte en continuant à exploiter et à accumuler les profits ? C'est impossible. Puisque le peuple anglais est déjà lui-même assez aveuglé pour se laisser, contre toute raison, précipiter dans la guerre par cette caste, ce seront les jeunes peuples, que la ploutocratie anglaise voudrait exterminer et rejeter dans la misère, qui devront finalement régler cette créance, ce compte créé par la rapacité des mêmes familles depuis des générations. L'idéal du gentleman, qui présente, comme un séduisant morceau de propagande, cet homme mûr

N 101 482

H4743-0296

distingué et distant en habit soigné, mais pas trop soigné, qui, à côté de son occupation favorite, les chasses au renard et la traduction de vers latins, renonce à se soustraire à la vie publique et à ses fatigues — et cela par seule conscience du devoir — cet idéal qui est sans cesse resservi au monde avec toute l'hypocrisie élégante du « cant » anglais, ne peut plus cacher quels sont véritablement les antagonistes que les peuples socialistes, les gueux, trouvent devant eux dans cette lutte mondiale.

Un empire mondial fait la guerre pour quelques centaines de familles ! Mais les peuples qui sont menacés dans leur existence par cette classe ploutocratique, ils n'ont pas envie de se déchirer encore une fois pour le plus grand profit de cette petite caste et de se laisser réduire en esclavage. Les énergies, qui ont été libérées par cette guerre, sont plus puissantes que le relevé de comptes et le carnet de chèques. C'est pourquoi cette guerre prononcera le verdict de la ploutocratie britannique.

A101483

H4743-0297

Bibliographie.

La présente étude repose surtout sur le livre très souvent cité de Simon Haxey « Tory M. P. », qui a paru à Londres en août 1939.

On a utilisé de plus :

« Parliamentary Debates », années 1900, 1906, 1926;

« Labour Research », années 1929, 1937 jusqu'à 1939;

Philip Noel-Baker : « The private Manufacture of Armaments », Londres 1936;

Sir Philip Gibbs : « Ordeal in England », Londres 1937;

J. A. Spender : « Great Britain, Empire and Commonwealth 1886 to 1936 », Londres 1936;

Karl Heinz Abshagen : « König, Lords und Gentlemen », Stuttgart 1938;

Dagobert v. Mikusch : « Cecil Rhodes », Berlin 1936;

Helmut Kirchner : « Erbeutung und Ausbeutung Südafrikas » ainsi que d'autres séries d'écrits sur l'Angleterre publiés par l'Institut allemand de recherches de politique étrangère, en collaboration avec l'Institut allemand d'études étrangères.

Dr. Peter Aldag : « Juden beherrschen England », Berlin 1939;

Sir Charles Petrie : « The Chamberlain Tradition », Londres 1938;

G. L. Garvin : « The life of Joseph Chamberlain », Londres 1934;

D. Giselher Wirsing : « Engländer, Juden, Araber in Palästina », Iéna 1939;

« The Times »;

« The Daily Telegraph »;

« Münchner Neueste Nachrichten »;

« Das XX. Jahrhundert »;

« Who's who », diverses années.

A 101184

H4743-0298

französisch

MUSÉE * BIBLIOTHÈQUE DE LA GUERRE *

R F 1106 bis

PAUL SCHMITZ-KAIRO

LA POLITIQUE DE VIOLENCE DE L'ANGLETERRE DANS LA VALLÉE DU NIL

R. F. 1106 bis

A 101485

H4743-0299

033980

H-4743(0)

LA POLITIQUE DE VIOLENCE DE L'ANGLETERRE DANS LA VALLÉE DU NIL

INTERNATIONAL MILITARY TRIBUNAL
NURNBERG, GERMANY
Exhibit RF 1106 bis
Filed July 5, 1946

A 101486

H4743-0300

H4743-0301

OFFICE D'INFORMATION ALLEMAND

L'Angleterre sans masque

N° 4

A 101487

H4743-0302

Acq. 48801

PAUL SCHMITZ-KAIRO

BIBLIOTHÈQUE DE LA GUERRE MUSÉE

LA POLITIQUE DE VIOLENCE DE L'ANGLETERRE DANS LA VALLÉE DU NIL

BERLIN 1940

A101488

O 33980

H4743-0303

SOMMAIRE

		page
I.	L'Égypte sous le joug anglais malgré le traité d'indépendance	5
II.	Comment l'Angleterre « occupa » l'Égypte....	8
III.	L'Égypte sous le knout de Lord Cromer	17
IV.	L'Angleterre ravit le Soudan à l'Égypte.....	21
V.	Le jugement effroyable de Denschawai.....	25
VI.	Les coups de feu tirés sur le Khédive Abbas Hilmi — Les fellahs réduits à l'esclavage ...	28
VII.	Zaghloul est écrasé	34
VIII.	L'Égypte est toujours dans les rets anglais....	40

Imprimerie: M. Müller & fils, Berlin SW 68

A 101489

H4743-0304

I. L'ÉGYPTE SOUS LE JOUG ANGLAIS MALGRÉ LE TRAITÉ D'INDÉPENDANCE

Pendant les périodes de tension internationale de 1938 et de 1939, la propaganda anglaise en Égypte, dirigée par Mister Napier, alors chef du Service de Presse et de Propagande de l'Ambassade d'Angleterre au Caire, avait réussi par de larges distributions de « subventions » à des journaux et publicistes égyptiens ainsi que par la mise en œuvre de moyens financiers énormes à créer dans le public de l'Égypte une psychose de menace qui atteignit même des milieux égyptiens avertis. On raviva la méfiance envers Rome qui datait de la campagne italienne d'Abyssinie. On entretint dans l'âme du peuple et dans les milieux dirigeants un sentiment de haine contre le prétendu agresseur italien. Et cette action de l'artiste de la propagande anglaise qu'était Napier, à laquelle la diplomatie italienne répondit toujours par des assurances sans cesse renouvelées d'amitié et de désir d'entente avec l'Égypte, fut poussée si loin par les insinuations politiques de l'Ambassadeur d'Angleterre au Caire Miles Lampson que le terrain sembla alors suffisamment préparé pour une initiative que l'Angleterre considérait depuis longtemps comme nécessaire. En 1938 l'État-Major anglais proposa pour la première fois au Ministère de la Guerre égyptien une coordination d'activité entre l'État-Major de l'armée égyptienne et le commandement de l'armée anglaise d'occupation. A en croire les Anglais, une telle coopération était devenue indispensable par suite des « menaces » auxquelles, conformément à la propaganda anglaise, l'Égypte se serait trouvée exposée devant le développement de la puissance italienne. Mais les Égyptiens firent tout d'abord la sourde oreille. Ils étaient avertis par l'expérience du passé et répugnaient à accepter une alliance et une collaboration dépassant le cadre prévu au traité d'indépendance de 1936. C'étaient les milieux de la cour surtout qui manifestaient des doutes.

Mais les agents anglais au pays du Nil tinrent bon. Ils se rapprochèrent par tous les moyens du Ministre de la Guerre

A 101490

H4743-0305

d'alors, Hussein Sirry Pacha, qui ne sut pas résister aux insinuations anglaises et à la « cavalerie de Saint-Georges ». Et lorsque le chef de l'État-Major anglais, le général Gort, vint en Égypte au cours d'un voyage d'inspection, au printemps de 1939, le fer égyptien était assez chaud pour pouvoir être forgé par Londres. La coordination des États-Majors fut de nouveau l'objet des négociations. Et l'on arriva à un accord faisant des deux États-Majors une organisation unique dans les périodes de tension et en temps de guerre « dans l'intérêt de la défense nationale égyptienne ».

Cette réunion était prévue de telle sorte que l'État-Major égyptien fut pratiquement subordonné à l'État-Major anglais.

Cela se fit sans avoir à changer grand'chose et fut à peine remarqué en Égypte, bien que nombre d'officiers supérieurs se soient insurgés contre une telle décision.

Combien ladite coordination des deux États-Majors sous la direction anglaise devait en réalité devenir lourde de conséquences pour l'Égypte, on put s'en rendre compte déjà au bout de quelques mois. Lorsqu'en septembre 1939 la diplomatie anglaise, appuyée par les baïonnettes des bataillons anglais en garnison au pays du Nil, contraignit le Gouvernement égyptien, par une fausse interprétation du traité d'alliance de 1936, à rompre les relations diplomatiques avec l'Allemagne et à se ranger dans le front de guerre anglais, la ruse diabolique qui avait préside à l'accord anglo-égyptien sur les États-Majors se manifesta alors aux yeux de tous les observateurs. Après la rupture des relations diplomatiques entre l'Égypte et l'Allemagne, l'Ambassadeur d'Angleterre, Sir Miles Lampson exigea du Premier Ministre égyptien Ali Maher la proclamation de l'état de guerre en Égypte. Le résultat fut que l'on déclara l'état de circonstances exceptionnelles dans tout le pays et que les pleins pouvoirs du Gouvernement civil dans les secteurs décisifs de la vie publique furent remis à l'autorité militaire, représentée par l'État-Major égyptien. L'accord du printemps 1939 sur les États-Majors n'avait attaché des officiers d'État-Major anglais à cet État-Major égyptien que pour la forme. En fait le commandant en chef des troupes anglaises en Égypte avait autorité sur lui.

A 101491

H4743-0306

Par suite de cette situation, après la proclamation de l'état de circonstances exceptionnelles, le pouvoir exécutif en Égypte était pratiquement entre les mains des Anglais. La souveraineté du pays du Nil était de nouveau tombée au rang d'une fiction grâce aux intrigues diplomatiques et militaires de l'Angleterre qui avait pu, dans ces circonstances, s'appuyer sur ses troupes d'occupation.

On s'aperçut bientôt des conséquences fatales que cette nouvelle violation de la souveraineté égyptienne par l'Angleterre allaient avoir. Sous la pression de l'Angleterre, la police égyptienne dut prendre toute une série de mesures contre l'allemanité, mesures comportant sous la direction du Chef de Police anglais Russel Pacha, l'arrestation de tous les Allemands d'Égypte, qui n'avaient pu fuir à temps. Et sur l'ordre de l'Angleterre, le Gouvernement égyptien, livré désormais à l'autorité militaire anglaise, dut procéder à la confiscation des biens privés allemands. L'Angleterre étendit sur tout le pays du Nil la réseau serré d'une censure aux mailles étroites. Le contrôle postal fut institué et la Presse, pour autant qu'elle n'avait pas été asservie par les deniers de Napier, fut contrainte au silence par le poing menaçant du contrôle militaire anglais. L'immixtion anglaise dans la souveraineté de l'État égyptien alla même si loin que le discours du trône prononcé par le roi Farouk au milieu de novembre, à l'ouverture du Parlement égyptien, dut être soumis à l'approbation préalable de l'Ambassade d'Angleterre. Les feuilles anglaises purent parler de la « syntonisation » de ce discours du trône.

A 101492

H4743-0307

II. COMMENT L'ANGLETERRE «OCCUPA» L'ÉGYPTE

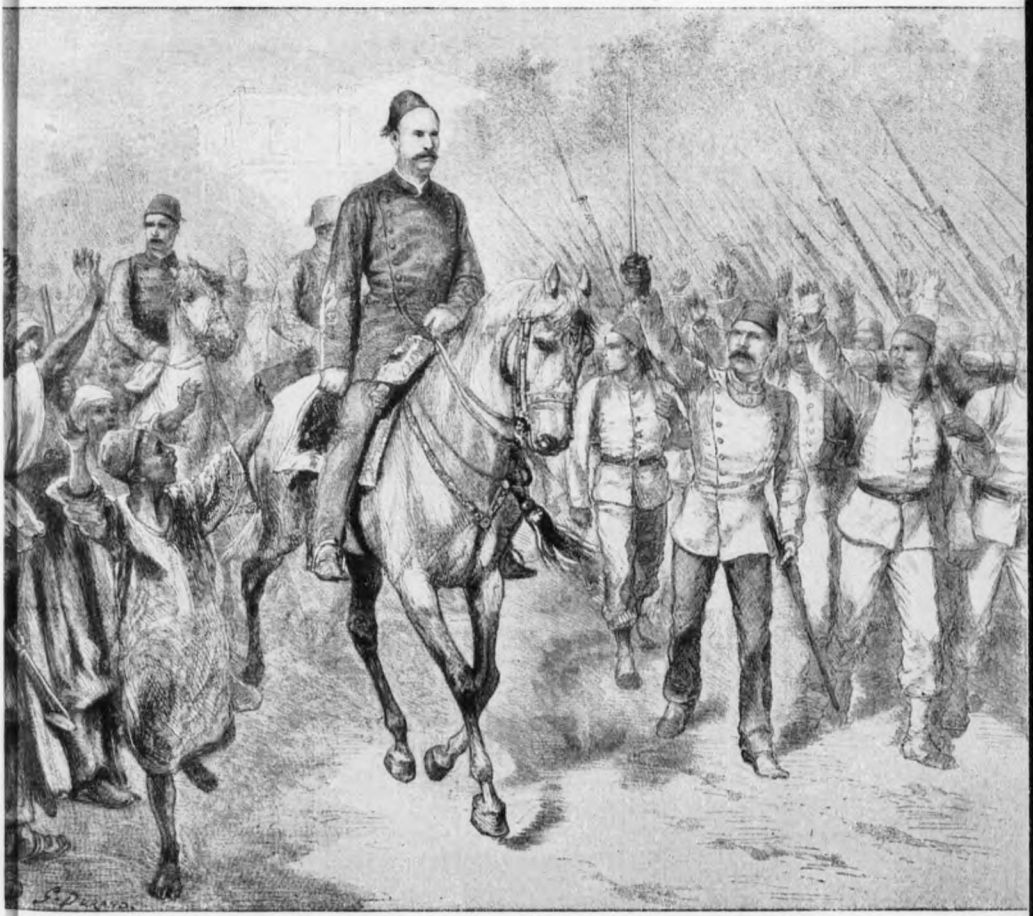
Sous le signe de cette évolution et les événements de 1939 aidant, événements au cours desquels l'Égypte perdit pratiquement sa souveraineté trois ans après la signature du traité d'indépendance anglo-égyptien et fut de nouveau livrée à l'arbitraire de l'Angleterre comme dans les années qui avaient précédé. Une nouvelle page s'inscrivait dans les annales de la politique de violence anglaise sur le Nil. Une nouvelle page dans l'œuvre que les grands responsables anglais ont commencée en Asie Mineure par la poursuite de leur politique d'impérialisme après le percement du Canal de Suez, et dont les chapitres significatifs sont remplis des rapports sur les actes de violence des Gouvernements anglais, des politiciens anglais et des troupes anglaises en Égypte et au Soudan.

La politique de violence anglaise remonte à l'époque qui suivit l'ouverture du Canal de Suez en 1869. Le percement de ce canal avait été mené à bien contre les désirs et les intentions de l'Angleterre et en dépit des intrigues de Londres, avant tout grâce à l'admirable énergie de Ferdinand de Lesseps. Non seulement l'Angleterre n'avait rien fait pour encourager cette grande œuvre civilisatrice de création d'une nouvelle route mondiale, mais encore elle s'était employée de tous ses efforts à la faire échouer. Les Anglais ne songeaient aucunement à aider à établir une nouvelle voie commerciale qui devait profiter aux navires marchands de toutes les nations. Pour eux il ne s'agissait tout égoïstement que de trouver le moyen de garder les monopoles commerciaux qu'ils s'étaient acquis, au plus grand désavantage et aux dépens des autres pays.

Mais après que le canal reliant Port-Saïd et Suez fut terminé et que la nouvelle communication plus courte avec l'Orient eut été créée, l'attitude de Londres changea du tout au tout. Le Gouvernement anglais s'ingénia à trouver la possibilité de

A 101493

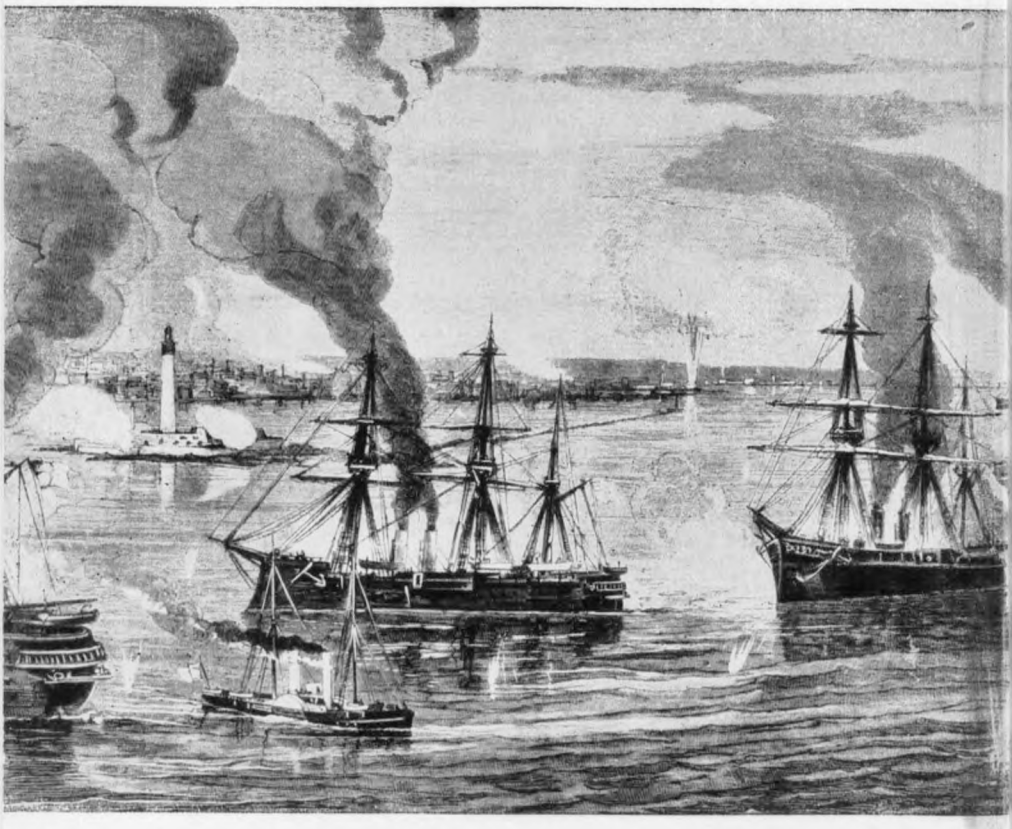
H4743-0308



Arabi-Pacha à la tête de ses troupes.
La reproduction du dessinateur anglais, parue dans la revue anglaise « The Graphic » de juillet 1882, nous montre nettement qu'il faut voir en Arabi-Pacha non pas un rebelle, mais un général à la tête de ses troupes.

A 121494

H4743-0309



La flotte anglaise pendant le bombardement d'Alexandrie. Représenté par un correspondant spécial de la revue anglaise « The Graphic » de 1882.

A101495

H4743-0310

placer cet ouvrage construit par les Français et les Égyptiens sous le contrôle de l'Angleterre. On se rendit bientôt compte à Londres que le seul contrôle véritable du canal ne pouvait être obtenu que par la possession exclusive de l'Égypte, possession à laquelle, en dépit des assurances contraires qu'elle a toujours données, la politique anglaise, comme le montre le succès final, n'a cessé de viser. Le premier pas dans la voie de la pénétration en Égypte et en vue du contrôle du canal que cette pénétration impliquait, fut effectué sur le terrain financier. Le Khédive Ismaïl-Pascha, qui dilapidait des sommes énormes pour son train de vie et avait fait appel à des crédits étrangers en vue de subvenir à ses exigences, eut en 1875 l'idée de vendre ses actions du canal de Suez pour échapper à ses embarras financiers. Le service secret anglais eut vent de cette intention et avertit Londres. Le Président du Conseil d'alors, Disraëli, sans consulter le Parlement anglais, négocia avec le Khédive Ismaïl-Pacha, et exploitant la situation difficile dans laquelle celui-ci se trouvait, assura à son Gouvernement la possession de 176.206 actions, achetées par les soins de la banque Rothschild pour une somme dérisoire.

Ces actions, il est vrai, ne donnaient pas la majorité, mais elles constituaient tout de même le plus gros paquet se trouvant dans les mêmes mains et l'Angleterre acquérait ainsi une influence considérable dans la société du canal de Suez. Par cette transaction l'Angleterre s'était irrémédiablement engagée en Égypte, et elle ne devait plus en démordre pendant plus d'un demi siècle. Après quoi continuant à se tenir aux aguets, elle attendit le moment où elle pourrait mettre entièrement la main sur le pays du Nil et évincer l'importun partenaire français dans la partié qui commençait désormais à se jouer pour la possession de l'Égypte.

En vendant ses actions du canal de Suez, le Khédive s'était procuré un peu d'argent liquide, mais en quantité tout à fait insuffisante pour mettre sa situation financière à jour. C'était une goutte d'eau dans l'océan, d'autant plus que Ismaïl continua à gérer ses finances comme devant. De sorte qu'en 1875 ce fut la faillite et que les Puissances créancières organisèrent un contrôle financier international. On fonda la « Caisse de la Dette Publique », mesure à laquelle l'Angleterre ne se rallia

A 101496

H4743-0311

qu'à regret, car elle n'y voyait encore aucune possibilité d'évincer d'Égypte ses rivaux. Elle ne voulait, en effet, à aucun prix leur permettre de consolider leur position dans le pays du Nil. Un tel renforcement eût été à l'encontre du but final de la politique anglaise. En 1878 le contrôle financier international fut accentué, et, en mettant à profit la situation prépondérante de l'Angleterre et de la France, transformé en un contrôle franco-anglais. Désormais l'Angleterre n'avait plus à faire qu'à un seul rival: il est vrai que c'était le plus ancien et le plus acharné. Elle trouvait enfin l'occasion de s'immiscer définitivement dans les affaires de l'Égypte et de peser sur l'Administration égyptienne en invoquant des intérêts internationaux. L'empressement avec lequel en 1878 les Anglais — qui s'assuraient ainsi une première base pratique pour leurs opérations futures en Égypte — se firent céder l'île de Chypre par le Sultan de Turquie, talonné alors par les Russes, montre en toute netteté à quel point l'Angleterre à cette époque déjà, visait à la domination exclusive du pays du Nil. Que par l'acquisition de Chypre l'Angleterre ait eu des intentions sur l'Égypte, c'est ce dont le Ministre des Affaires Étrangères d'alors, Lord Salisbury, nous fournit dans ses mémoires le témoignage capital. Mais les choses prirent une tournure définitive en Égypte même avant que fût effectué l'aménagement de Chypre comme point d'appui pour la flotte britannique. C'est que l'Angleterre se servit du mouvement nationaliste égyptien, qui surgissant alors sous la direction d'Arabi-Pacha, officier égyptien, tendait à une réorganisation interne de l'Égypte, comme prétexte pour intervenir d'une manière décisive et définitive dans le développement de l'Égypte et s'assurer le pays. Arabi appartenait à une famille de fellahs du delta. Avec l'esprit de solidarité qu'il éprouvait pour la classe paysanne dont il était sorti ainsi qu'avec les impressions que lui laissait sa carrière d'officier égyptien, il avait pendant toute sa vie ressenti cette oppression de puissances et de forces étrangères qui pesait si durement sur le peuple de son pays et le ravalait à l'esclavage. Arabi voyait dans le Khédive Ismaïl-Pascha et dans sa politique financière l'obstacle décisif au rassemblement des forces nationales et au relèvement égyptien. Les Anglais profitèrent de cette opposition existant contre le Khédive pour s'immiscer pour la première fois dans les affaires intérieures de l'Égypte. Ils établirent une coordination

A 101497

H4743-0312

apparente entre leurs intentions impérialistes et le programme du mouvement nationaliste d'Arabi

et contraignirent le Khédive Ismaïl-Pacha à abdiquer.

En 1879 déjà, lord Salisbury, alors Ministre des Affaires Étrangères de Grande-Bretagne, écrivait que le Khédive Ismaïl-Pacha devait se conformer à la volonté de l'Angleterre s'il voulait en garder l'amitié qu'il ne manquerait pas de perdre sans cela. « En pareille circonstance », continuait le Ministre des Affaires Étrangères anglais dans une note de son journal le 25 avril 1879, « le cabinet ne saurait faire autrement que de se réserver toute liberté quant à son attitude et son intervention pour la défense de ses intérêts en Égypte, et prendre les mesures les mieux appropriées pour assurer un bon Gouvernement ». Salisbury confirme en somme que l'Angleterre était déjà décidée à ne tolérer qu'un Gouvernement égyptien qui lui fût soumis et obéît aux ordres anglais, afin d'imposer son influence dans le pays du Nil. Mais Ismaïl-Pacha n'était pas décidé à faire la volonté des Anglais. Le Gouvernement britannique lui remit alors le 26 juin 1879 une note conseillant au Khédive, en faisant allusion à la puissance de l'Angleterre, d'abdiquer et de quitter immédiatement l'Égypte. Pour la première fois un monarque égyptien était chassé du trône par les Anglais. Ce jeu devait se reproduire à plusieurs reprises.

Le Khédive Ismaïl Pacha partit. Son successeur Mohammed Tewfik vint au pouvoir avec l'appui de l'Angleterre. Ce changement de règne fut accompagné d'une modification remarquable de la politique anglaise. Si jusqu'alors la diplomatie anglaise avait pactisé avec Arabi pour faire partir le Khédive, elle se tourna maintenant avec le Khédive contre le mouvement d'Arabi, qui visait à un nouvel ordre moral, politique et social pour l'Égypte et devait nécessairement se heurter aux intentions impérialistes de l'Angleterre. Sous l'impression de l'intervention anglaise lors du détrônement d'Ismaïl-Pacha, le mouvement d'Arabi avait pris une nouvelle attitude. Arabi se tourna desormais contre les Puissances qui voulaient intervenir dans le développement intérieur de l'Égypte avec la même vigeur qu'il avait employée auparavant à attaquer l'économie ruineuse du monarque égyptien. La tension intérieure en Égypte s'accrut ainsi entre les milieux à tendance nationaliste et les Puissances étrangères qui s'étaient déjà

A 101498

H4743-0313

assuré une position solide par le contrôle financier qu'elles exerçaient et par leurs consuls en Égypte. A la tête de ces Puissances étrangères se trouvaient l'Angleterre et la France. L'Angleterre manifesta tout d'abord à l'égard des Français pressés d'intervenir une prudente réserve. Elle se prononçait en apparence contre une intervention militaire ouverte et faisait ainsi d'une pierre deux coups: d'une part, le monde croyait de nouveau à une attitude correcte de l'Angleterre et, d'autre part, elle évitait que son partenaire français gagnât encore du terrain dans cette concurrence pour l'Égypte. Mais cette retenue apparente de l'Angleterre n'était en fait qu'un trompe-l'œil. Londres n'attendait que le moment où l'occasion s'offrirait de marcher en Égypte sans la France. Cette intention de duper la France a déjà été prouvée par un publiciste français en décembre 1882 dans la revue « Nineteenth-Century ». Il établit en détail que Londres ne fit traîner en longueur la question de l'action militaire en Egypte que dans la ferme intention d'évincer définitivement la France et de se procurer en même temps un alibi moral devant le monde par opposition à la France par trop dynamique.

Le moment proprice pour intervenir isolément en Égypte se présenta lorsqu'après la chute de Gambetta le cabinet français Freycinet se fut prononcé contre toute opération en Égypte dans une série de déclarations politiques de principe. Le signal de la retraite donné par les Français fut pour les Anglais le signal de l'action. Celle-ci était devenue d'autant plus nécessaire qu'entretemps Arabi avait trouvé une base d'entente avec le nouveau Khédive et de l'opposition était ainsi passé dans le Gouvernement. Le front anglophobe d'Égypte s'était ainsi renforcé. Le 8 janvier 1882 l'Angleterre adressa au Gouvernement égyptien une note comminatoire, le rendant responsable de l'esprit anglophobe et xénophobe se manifestant dans le pays. Les menaces exprimées dans la note étaient catégoriques. Une telle note ne pouvait qu'aggraver la situation et c'est manifestement dans cette intention de provocation qu'elle avait été lancée par l'Angleterre. Elle déclencha une indignation générale dans l'opinion publique égyptienne. Cette note montrait clairement que dès ce moment-là l'Angleterre ne tenait plus d'aucune façon à opérer la réforme intérieure nécessaire de l'Égypte, pour, ainsi qu'elle le déclarait auparavant, se mettre ensuite d'accord avec une Égypte intérieure-

A 101499

H4743-0314

ment forte en vue de satisfaire les créanciers du pays. Il était bien davantage manifeste que les intérêts anglais à la sécurité des capitaux investis n'étaient mis en avant que pour prendre l'Égypte en main de manière illimitée.

Il n'y avait par d'adversaire plus décidé de cette politique qu'Arabi. Il importait donc de l'écarter, soit par la diplomatie soit par la force. On essaya tout d'abord avec la diplomatie, et, le 24 mai 1882, on remit au Khédive Mohammed Tewfik un ultimatum le sommant de destituer Arabi. La flotte anglaise ancrée devant Alexandrie conférait à cet ultimatum le poids nécessaire. Le Khédive Mohammed Tewfik s'inclinant devant la force menaçante, accepta l'ultimatum et renvoya Arabi. A ce moment là le peuple se tourna ouvertement contre le Khédive qui, sous la pression de la rue, rétablit Arabi dans ses fonctions. Par suite de cette dissension provoquée par l'Angleterre la tension politique intérieure avait atteint la limite extrême. Une détende était nécessaire. Le 11 juin il se produisit à Alexandrie des troubles dont on ne savait pas clairement qui les fomentait et contre qui ils étaient dirigés. Les Égyptiens d'alors ont à maintes reprises exprimé l'opinion qu'ils avaient été provoqués par l'Angleterre. Cette version est d'autant plus vraisemblable que ces troubles devaient avoir des conséquences fatales pour Arabi, pour le mouvement qu'il dirigeait et pour la nation égyptienne tout entière, et ne servaient que les intérêts de la Grande-Bretagne. Par son intervention personnelle, Arabi réussit à rétablir l'ordre et l'union dans le peuple. Pratiquement, il devenait ainsi le maître de l'Égypte et, avec les pleins pouvoirs dont il disposait alors, il eut une initiative à tous points de vue juridiquement fondée: il donna l'ordre de fortifier Alexandrie contre la flotte anglaise mouillée dans la rade, afin que la ville fût à même de résister à une attaque anglaise éventuelle.

C'était là une mesure contre laquelle les Anglais n'avaient à aucun titre le droit de protester. Ce qui n'empêcha pas l'amiral britannique qui commandait la flotte ancrée devant Alexandrie de remettre à Arabi, le 3 juin 1882, sur l'ordre de Londres, un ultimatum l'invitant à arrêter les travaux de fortifications de la localité.

A 101500

H4743-0315

Arabi passa outre à cet ultimatum. Un deuxième ultimatum fixant un délai de 24 heures suivit trois jours plus tard. Les travaux de fortifications devant Alexandrie furent continués: ils ne constituaient d'ailleurs aucune menace contre la flotte anglaise stationnée devant la ville. Les Anglais laissèrent tout d'abord accomplir les travaux de terrassement, puis, sur l'ordre de Londres, changèrent d'attitude. Le 11 juillet leur flotte était prête au combat.

Le premier coup de canon fut tiré ce même jour à 7 heures du matin par le vaisseau amiral « Alexandrie ». Une heure plus tard toute l'escadre prenait part à la canonnade d'Alexandrie. Cette canonnade continua le lendemain et ne se borna pas à la destruction d'objectifs militaires. On tira tout autant dans la ville sans défense, et extrêmement peuplée. Le jour suivant, à midi, la ville d'Alexandrie était en flammes.

Cet incendie fut le flambeau qui illumina la fin du premier mouvement national égyptien. L'Angleterre l'avait allumé. Un publiciste anglais, Hulme Beaman, qui faisait partie du corps de débarquement et prit une part active à la prétendue « action d'épuration » des 13 et 14 juillet 1882, décrit en des lignes impressionnantes l'œuvre de destruction accomplie dans le secteur civil de la ville par les canons des vaisseaux anglais. Alexandrie était devenue « un Enfer de Dante, entouré de flammes de tous côtés, avec un feu se propageant de rue en rue, tandis que des apparitions sauvages se démenaient partout au milieu de cadavres monstrueusement boursouflés, nus et à demi carbonisés gisant dans les fossés ».

Pour rétablir « l'ordre » dans cette ville saccagée et bouleversée, les troupes anglaises eurent recours à des moyens effroyables, que relate le même témoin anglais. Il écrit: « Trois grosses fosses ouvertes sur la grand'place servaient d'avertissement. Aussitôt qu'une des fosses était pleine de cadavres, on en creusait une autre. On ligotait les hommes à des arbres et on les passait par les armes publiquement. Tous ceux qui étaient arrêtés par l'armée étaient traduits devant une cour martiale dont les jugements étaient exécutés sur le champ. Et peu à peu les Anglais tirèrent la ville de

A 21501

H4743-0316

l'Enfer » . . . dans lequel ils l'avaient plongée, aurait dû ajouter notre publiciste anglais pour terminer sa phrase comme il convenait. Des historiens de toutes langues, même des Anglais contemporains se sont dressés en accusateurs contre ce bombardement atroce par la flotte anglaise. Officiellement, les Anglais se justifièrent de ce crime en prétextant des « nécessités militaires ».

Cinq semaines après le bombardement d'Alexandrie, un corps expéditionnaire anglais commandé par sir Garnet Wolseley, corps formé de troupes envoyées de Malte et de Chypre, débarqua près d'Ismaïlia. Le 13 septembre Arabi-Pacha engagea une résistance désespérée. Son sort, et avec lui le sort de l'Égypte, fut scellé à Tel-el-Kébir. Il perdit la bataille et le lendemain les troupes anglaises entraient dans Abassia faubourg du Caire, et occupaient les casernes dans la banlieue de la capitale. Se rendant compte que la partie était perdue pour lui, Arabi se remit aux mains de ses adversaires anglais en rendant son épée au commandant en chef de l'armée anglaise. Mais il avait compté sans l'absence totale d'esprit chevaleresque des Britanniques, qui jetèrent dans un cachot un prisonnier qui aurait dû bénéficier des lois de la guerre. Son rêve d'une libération de l'Égypte se termina pour Arabi à la prison de Deira Sanien. Que ce « premier Égyptien » fût condamné à mort pour mutinerie, puis, en revision de ce premier procès, relégué à Ceylan, ce fut la dernière des indignités dont les Anglais eurent le front à son égard. Ses partenaires et ses soldats — soldats de l'armée égyptienne — furent poursuivis comme rebelles par les troupes anglaises avec la plus grande rigueur et la plus grande cruauté.

La tyrannie anglaise qui fut instaurée avec l'occupation débuta par des mesures d'anéantissement dirigées contre les milieux qui avaient osé lutter pour le bien du peuple égyptien et braver les violences de l'Angleterre. Wilfrid Scawen Blund, homme politique et publiciste anglais, écrit à ce sujet dans un pamphlet paru en 1906 « Atrocities of Justice under British Rule in Egypt » (« Atrocités judiciaires sous la domination anglaise en Égypte » (« Le nouveau régime instauré par les Anglais en août 1882 s'avéra, si possible, pire que l'ancien pour les indigènes, car aux sentences de caractère arbitraire prononcées par les cours martiales de lord Charles

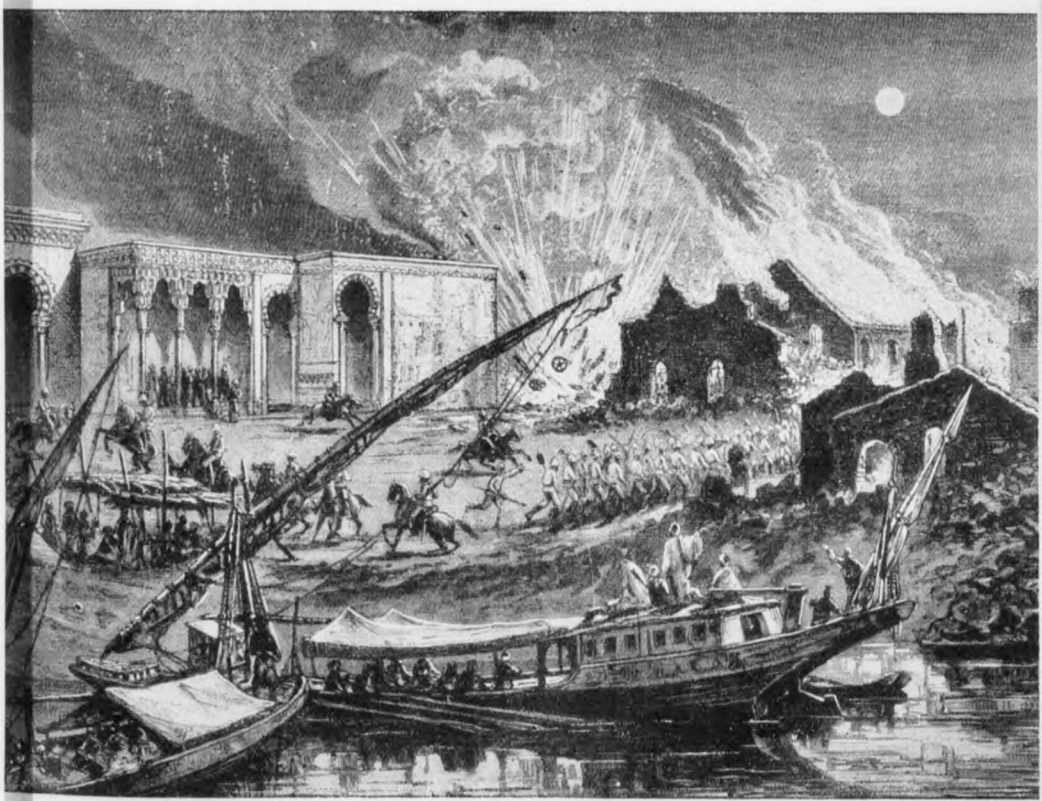
A 101502

H4743-0317

Beresford s'ajoutèrent des jugements empreints de barbarie et d'esprit de vengeance, jugements jusque là inconnus même en temps de guerre à la pratique judiciaire moderne anglaise. Les peines appliquées comportaient, entre autres, des tortures dans la prison, les « poucettes », la cravache, la bastonnade et même, dans un cas, le supplice de la grande estrapade infligé à trois prisonniers. On put dans la suite parfaitement prouver que ces tortures avaient été pratiquées alors, tandis qu'au début les Anglais avaient nié quelles eussent été appliquées. » C'est sur de telle horreurs, de telles bestialités que se termine le premier chapitre de la tyrannie anglaise en Égypte. Et ce sont des officiers anglais qui doivent assumer la responsabilité de sa rédaction.

A 121503

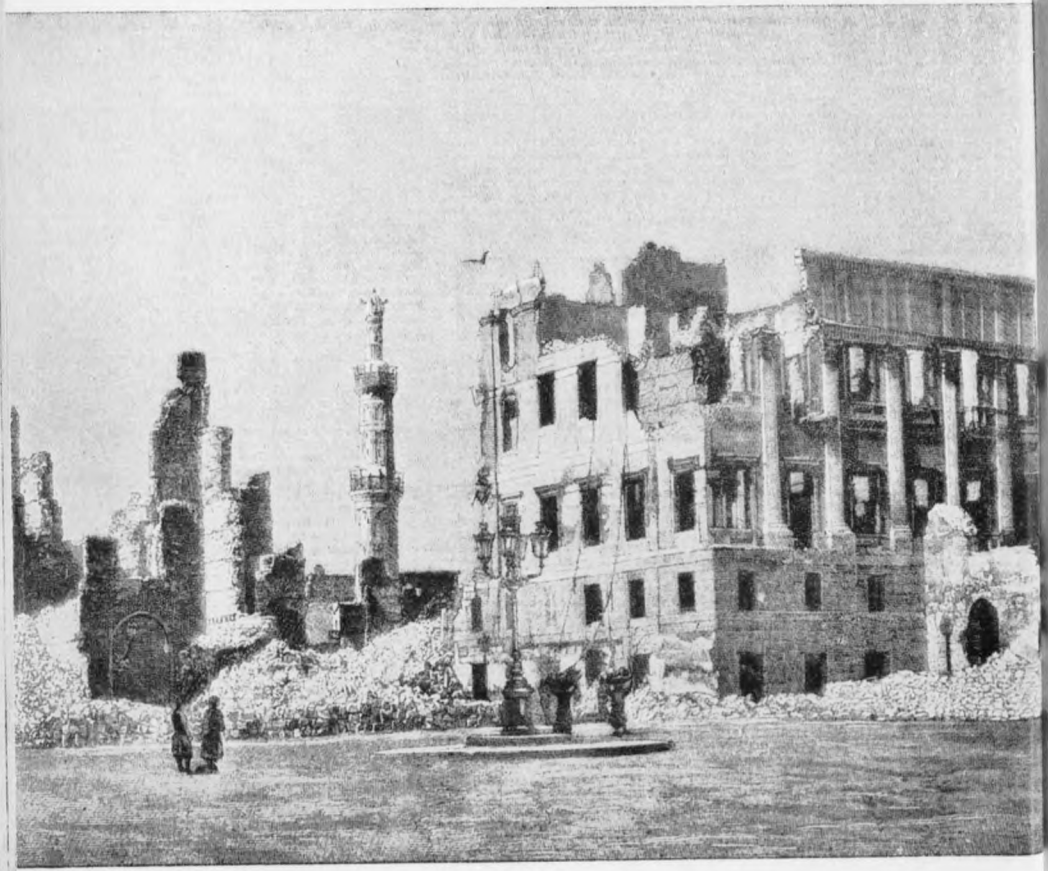
H4743-0318



Les ruines du Palais d'Ibrahim-Pacha après le bombardement d'Alexandrie.
Il semble que les Anglais aient alors également pris ce palais comme objectif. L'illustration est empruntée à la revue anglaise « The Graphic » de 1882.

A 101504

H4743-0319



Les ruines de la grand'place d'Alexandrie après le bombardement de la ville par la flotte anglaise.
La reproduction contemporaine du dessinateur français, F. Villiers, qui parut en août 1882 dans la revue anglaise « The Graphic » réfute l'assertion anglaise que la flotte britannique lors du bombardement d'Alexandie n'aurait tiré que sur des objectifs militaires.

A 101595

H4743-0320

III. L'ÉGYPTE SOUS LE KNOUT DE LORD CROMER

Les publicistes anglais de 1882 déclarent au sujet de cette occupation de l'Égypte qu'il ne s'agissait là que d'une mesure temporaire destinée à rétablir le calme et l'ordre dans le pays et à en assainir les finances délabrées pour le bien des débiteurs comme des créanciers. Et les historiens anglais des années suivantes se sont sans cesse efforcés de présenter le prolongement de l'occupation comme une suite de circonstances fortuites. L'histoire de l'Égypte après l'occupation de 1882 est tout à fait à l'encontre de ces affirmations téméraires d'impérialistes anglais. Car, depuis la garantie accordée aux créanciers britanniques en 1882 jusqu'à celle dont bénéficièrent les intérêts économiques et militaires de l'Angleterre et de l'Empire par le traité d'indépendance soi-disant entièrement unilatéral de 1936, les brutalités anglaises et les protestations égyptiennes qu'elles provoquent se suivent en un témoignage ininterrompu de souffrances nationales. Et si le calme et l'ordre régnaient au pays du Nil, il s'agissait là d'une « Pax Britannica », d'une paix du tombeau et d'un ordre imposé, dans lequel le libre jeu des forces nationales et la possibilité de déploiement d'une existence indépendante demeuraient totalement exclus. L'occupation de l'Égypte en 1882 marqua le commencement d'une époque que le publiciste anglais W. S. Blund, alors fonctionnaire anglais en Égypte et collaborateur du premier dictateur anglais dans ce pays, Lord Cromer, a caractérisée dans les termes suivants: « La mise en œuvre de la politique tristement fameuse du protectorat déguisé supposait deux conditions préalables essentielles. Tout d'abord le Khédive devait accepter de jouer dans cette manœuvre apparente le rôle de partenaire d'accord et, ensuite, le caractère véritable du jeu devait autant que possible demeurer caché au peuple égyptien. On attendait du Khédive

A101596

qu'il nommât lui-même ses ministres mais que le choix lui fût dicté par les agents britanniques. Les fonctionnaires étaient coiffés du fez ottoman, mais les plus importants d'entre eux étaient anglais. Ceux-ci, il est vrai, devaient conseiller et non pas ordonner. Mais il fallait à tout prix déférer à leurs conseils. Il y avait là un système de gouvernement génial, qu'employait également le Gouvernement de l'Inde envers les États indigènes. Il était indispensable de satisfaire à une troisième condition préalable essentielle. Derrière l'Agent britannique devait se trouver une armée suffisamment forte — l'armée anglaise d'occupation — donnant du poids à ses conseils et à sa volonté l'efficacité qu'il fallait! » Ces termes de W. S. Blund, dans le premier volume de son ouvrage « My Diaries », ne prêtent pas à équivoque. Ils caractérisent toute l'hypocrisie de la politique anglaise en Égypte, qui parlait d'occupation temporaire en vue de garantir les intérêts financiers et pensait à un protectorat permanent ainsi qu'à la consécration définitive des intérêts militaires et stratégiques de l'Empire. Tandis que le Premier anglais d'alors proclamait dans un langage perfide: « Je puis seulement déclarer qu'une occupation permanente de l'Égypte serait en contradiction avec les traditions de notre politique, qu'elle serait incompatible avec la fidélité et la confiance envers une Puissance souveraine et contreviendrait aux lois de l'Europe », lord Dufferin puis après lui sir Evelyn Baring, le futur lord Cromer, entraient en fonctions en Egypte comme dictateurs appelés à y asseoir la puissance de l'Angleterre. Tandis que Gladstone murmurait au Parlement: « L'Angleterre évacuera bientôt l'Egypte », Cromer, dans ses nouvelles fonctions de despote, préparait tout dans l'ombre pour prolonger l'occupation et lui donner un caractère définitif. C'est-à-dire qu'on entassait hypocrisie sur hypocrisie. Pendant plus d'un demi-siècle les Anglais ont poursuivi en Égypte une politique d'asservissement, réprimant à coups de matraque toute manifestation de sentiment patriotique, toute tentative de développement national, une politique dont Gladstone — dans la déclaration précitée — avait déclaré ouvertement

A 191597

H4743-0321

H4743-0322

qu'elle était en contradiction avec la bonne foi. Non seulement Cromer parvint, en rognant sur tous les besoins culturels et sociaux du peuple égyptien, à remettre les finances égyptiennes en ordre au profit des créanciers anglais, mais il sut aussi, en créant dans une Égypte, qui auparavant se suffisait à elle-même, une monoculture du coton, dictée exclusivement par les intérêts anglais et de l'Empire, à mettre l'Égypte économiquement à la discrétion de l'Angleterre pour une durée illimitée.

Combien la politique anglaise en Égypte était insidieuse c'est ce que montre de façon remarquable l'accord passé le 22 mai 1887 entre la Sublime-Porte et l'Angleterre, accord aux termes duquel l'Angleterre s'engageait à évacuer l'Égypte au plus tard au bout de trois ans. Cromer dit de cet accord qu'on ne l'avait conclu que pour le rompre. Ce qui dispensa l'Angleterre de le violer fut le fait que le Sultan, sur le conseil de la France et de la Russie, ne le ratifia pas, parce que sa teneur prévoyait dans certaines circonstances une réoccupation de l'Égypte par les troupes anglaises. Un autre accord, imposé le 25 septembre 1882 à la signature du Gouvernement égyptien, accord dans lequel la présence sur le sol égyptien d'une armée anglaise permanente de 12.000 hommes se trouvait immoralement légalisée fait par contre ressortir comment l'Angleterre comprenait sa politique égyptienne.

25 années durant, de 1883 à 1907, le proconsul anglais, Lord Cromer, gouverna l'Égypte en dictateur et imprima à la politique égyptienne son sceau exclusif. Il propagea dans le monde entier le bruit que l'État égyptien était totalement insolvable, que les institutions en étaient surannées et pourries, que ses fonctionnaires étaient corrompus, que le Khédive était incapable et malveillant et qu'il n'y avait pas de mouvement national en Égypte. Par de tels arguments de propagande Cromer cherchait à endormir l'opinion publique mondiale et à donner à la politique de tyrannie anglaise couleur de moralité. Les Égyptiens, à quelque classe sociale qu'ils appartinssent, les pachas comme les fellahs, les officiers comme les civils, les fonctionnaires comme les intel-

A 101508

lectuels, bref tous ceux qui en Égypte tentaient de secouer le joug anglais, furent stigmatisés comme rebelles et traités en conséquence, suivant la vieille manière, qui a tant de fois répondu à l'attente dans l'histoire anglaise.

Dès l'année 1889, c'est-à-dire 7 ans après l'occupation, Cromer constata dans son compte-rendu à son Gouvernement que les finances égyptiennes étaient maintenant en ordre et reposaient de nouveau sur une base saine. A ce moment-là les intérêts des Puissances créancières se trouvaient donc garantis. Ainsi tombait le prétexte moral auquel l'Angleterre avait eu recours pour justifier devant l'opinion publique mondiale son intervention au pays du Nil. « Mais la situation politique », écrivait alors lord Cromer, « ne doit être soumise à aucune épreuve et ne doit pas être modifiée. » Ces paroles condamnaient de nouveau l'Égypte, bien que ses créanciers eussent désormais toutes les garanties nécessaires.

A101509

H4743-0323

H4743-0324

IV. L'ANGLETERRE RAVIT LE SOUDAN À L'ÉGYPTE

Combien Cromer, et derrière lui le Gouvernement anglais, pensaient aux intérêts de l'Empire Britannique et peu à ceux de l'Égypte, qu'ils administraient soi-disant en « fiduciaires », on le voit surtout au tour que prit la question du Soudan au cours de ces années-là.

Le soulèvement mahdiste avait éclaté au Soudan qui avait été conquis à l'Égypte par le fondateur de l'État égyptien moderne, Méhémet Ali, et ses successeurs, au moment où, en 1882, l'armée égyptienne se tournait contre l'Angleterre, dans une infructueuse tentative de libérer le pays. Le mouvement mahdiste s'était rapidement propagé. Les garnisons égyptiennes du Soudan, affaiblies en raison des événements d'Égypte, durent évacuer la contrée au sud de la première cataracte du Nil. Les maîtres anglais de l'Égypte, qui depuis l'occupation étaient les dirigeants responsables de la politique égyptienne et se donnaient devant le monde entier comme les protecteurs du pays, ne s'émurent pas de voir leurs protégés perdre le Soudan. Bien mieux, ils ordonnèrent même le retour des garnisons égyptiennes encore dans la vallée du Haut-Nil, afin de consacrer la perte de ce territoire du sud de l'Égypte pour l'État égyptien. Mais en même temps ils engageaient des pourparlers avec le Mahdi par l'entremise du général Gordon qui se trouvait alors à Khartoum sur l'instauration d'un nouveau Gouvernement non-égyptien au Soudan, auprès duquel l'Angleterre aurait une influence adéquate. C'était là la première tentative de l'Angleterre impérialiste pour prendre également pied au Soudan sans tenir compte de l'Égypte. La duplicité de la politique anglaise est claire: A ce moment là déjà elle avait l'intention de laisser les Égyptiens perdre le Soudan et de parvenir de quelque manière à le récupérer à l'influence anglaise. Mais le Mahdi ne se laissa pas prendre aux intrigues de la politique anglaise. Bien mieux, du fait que les tribus du Nord du Soudan se rallièrent également au mahdisme, le négociateur anglais Gordon se trouva coupé de l'Égypte et

A 101510

H4743-0325

investi dans Khartoum. On connaît le dénouement de la tragédie de Gordon et de cette première tentative de pénétration anglaise au Soudan. L'expédition envoyée par le Gouvernement anglais sous le commandement de Lord Wolseley pour débloquer Khartoum arriva trop tard. Khartoum avait été prise d'assaut par les mahdistes, le 25 janvier 1885, et Gordon avait été tué. Il paya de sa tête l'échec des intrigues anglaises par lesquelles l'Égypte devait être frustée de son Soudan.

Mais les plans de brigandage anglais au Soudan n'étaient pas abandonnés pour cela. En 1898 l'Angleterre équipe avec de l'argent et des soldats égyptiens une armée placée sous le commandement du colonel Kitchener, qu'on avait auparavant nommé Sirdar (commandant en chef) de l'armée égyptienne, et destinée à conquérir définitivement le Soudan pour l'Angleterre. Kitchener était fonctionnaire égyptien en sa qualité de Sirdar et recevait sa solde de l'Égypte. Ses soldats étaient recrutés parmi les citoyens du pays du Nil. C'est avec l'argent des contribuables égyptiens qu'était financée cette armée, qui, au cours de l'été 1898, entra au Soudan et, le 2 septembre de la même année, anéantit sous le feu de ses mitrailleuses et de ses canons à la bataille d'Omdurman les mahdistes cependant supérieurs en nombre. Le commandant en chef des troupes Kitchener, qui, dans des circonstances analogues, avait donné l'ordre de ménager les blessés, ne réitéra pas cet ordre avant la bataille. Ainsi que le relate Churchill dans son livre «The River War », les soldats comprirent par cette omission « que le sirdar serait d'autant plus satisfait que l'on aurait fait moins de prisonniers! » Les conséquences de l'omission de Kitchener furent effroyables. Dans les rangs des mahdistes, mal ou pas du tout armés, on fit un massacre qui n'a pas d'équivalent même dans l'histoire des guerres coloniales anglaises. Après cet atroce carnage

— Churchill en témoigne également dans son livre susindiqué — Kitchener fit détruire complètement le tombeau du Mahdi mort sept ans auparavant. La dépouille du fanatique musulman fut exhumée sur l'ordre du chef anglais, le corps et les membres furent jetés dans le Nil tandis que le crâne passa de main en main et fut finalement apporté au Caire.

A 191511

H4743-0326

La véracité de ce récit est indiscutable: Churchill en fut lui-même témoin comme correspondant de guerre. Il est vrai que quelques années plus tard, alors qu'entré à la Chambre des Communes il était devenu une personnalité officielle, il chercha à voiler cette défaillance de Kitchener, cette terrible accusation pesant sur le chef militaire anglais. Les passages compromettants pour la réputation de Kitchener furent supprimés dans la nouvelle édition de son livre « The River War » qui parut en 1902.

La reconquête du Soudan avait été faite par un militaire anglais au service de l'Égypte et grâce à l'argent des contribuables égyptiens. Le « statu quo ante » était rétabli. Le pays situé au sud de Wadi Halfa parut de nouveau appartenir à l'Égypte. Pour la première fois depuis l'occupation, l'Angleterre semblait avoir fourni la preuve de l'activité fiduciaire, dont elle se vantait tant devant l'opinion publique mondiale. Mais ce n'était qu'une apparence. L'inscription au compte de l'Égypte du retour du Soudan avait eu lieu sans l'assentiment de l'Angleterre. Et le Gouvernement anglais était « d'un autre avis ». Il réclamait « par droit de conquête » une part du Soudan qui, incontestablement appartenait tout entier à l'Égypte, et il réussit à faire triompher cette prétention dans une convention passée le 19 janvier 1899, convention que le Gouvernement égyptien fut contraint de signer sous la menace des baïonnettes anglaises. Cette convention établissait un condominium anglo-égyptien sur le Soudan. L'Angleterre s'adjugea le territoire reconquis par les troupes égyptiennes, le plaça sous l'administration de ses fonctionnaires et l'inséra dans le cadre de son organisation économique impériale. Elle toléra l'apparence de la participation égyptienne, afin de couvrir par une fiction morale, misérablement et en se donnant beaucoup de mal, ce procédé tout à fait illégal, dicté exclusivement par une politique de force.

Cette institution d'un condominium était sans conteste contraire au droit des gens.

En outre les stipulations de la convention sur le Soudan ne donnaient à l'Égypte de droits égaux que pour la forme D'après l'article 3 de cette convention, l'autorité civile et militaire suprême était, en effet, entre les mains d'un gouverneur général nommé par le Khédive égyptien sur la

A 101512

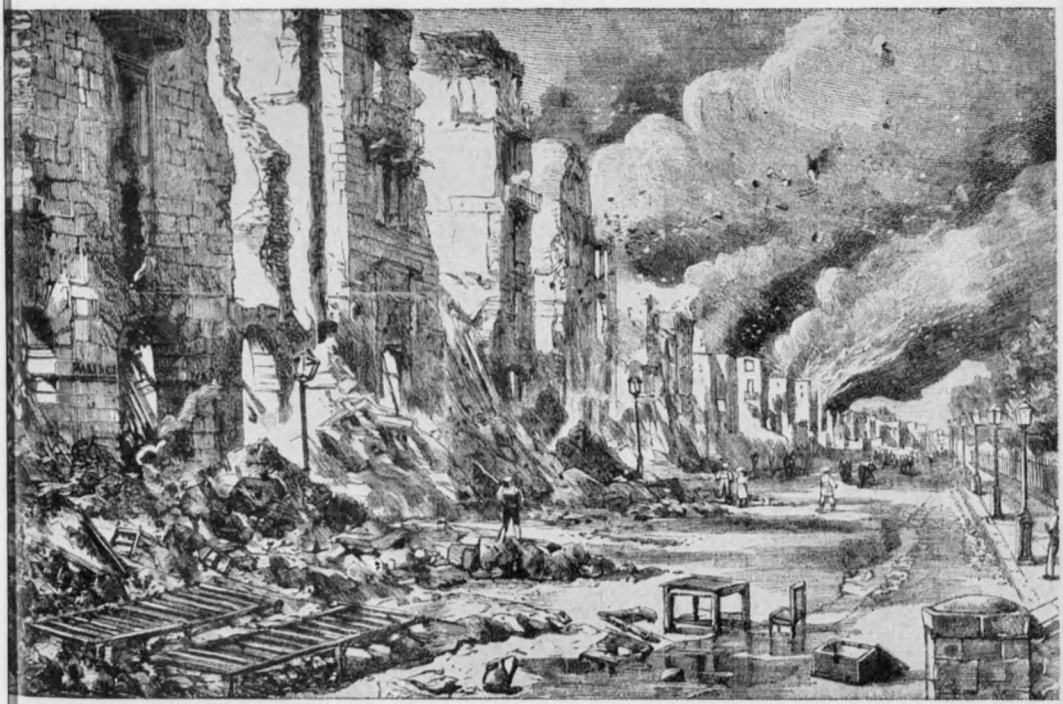
H4743-0327

proposition du Gouvernement britannique. Ce gouverneur général anglais, qui était l'homme de confiance du Gouvernement britannique, avait aussi, d'après l'article 4 de la convention, le pouvoir législatif. C'est-à-dire que tous les pouvoirs au Soudan étaient exercés par un gouverneur général britannique auquel une foule de fonctionnaires égyptiens devaient, tout au plus, servir d'agents d'exécution.

Le premier gouverneur général anglais, le premier maître absolu du Soudan, Sir Reginald Wingate, arriva à Khartoum vers le milieu de 1899 et y resta dix-sept ans en fonctions. L'Égypte était pratiquement mise hors de jeu et ne pouvait exercer aucune influence sur l'organisation et le développement donnés au Soudan. Et cette situation a subsisté jusqu'à présent, en dépit des nombreuses modifications formelles apportées au pacte de 1899. Le Soudan, sur lequel l'Égypte a un droit inaliénable et inaliéné, est resté pratiquement une colonie anglaise jusqu'à l'heure actuelle.

A 101513

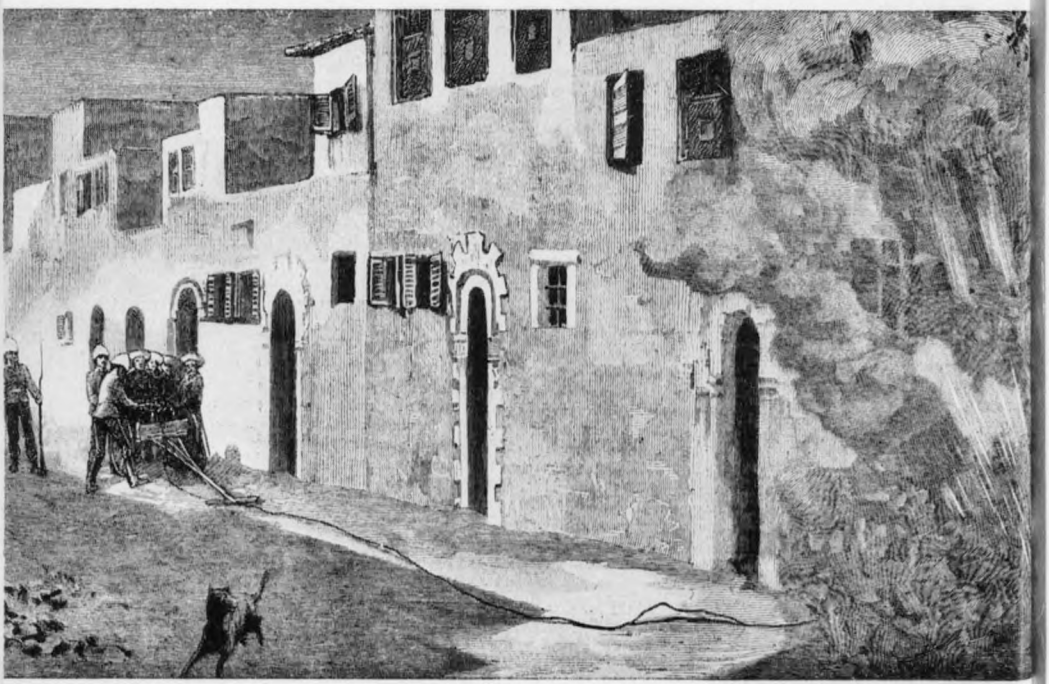
H4743-0328



Destructions à l'explosif auxquelles les Anglais procédèrent au cours de l'« action d'épuration »
à Alexandrie après le bombardement de la ville par la flotte anglaise. Représenté par un témoin oculaire, l'Hon. J. Colborne, commandant, dans « The Graphic » de 1882.

A 101514

H4743-0329



Les Anglais font sauter une maison d'Arabe.
Reproduit par un dessinateur de la revue anglaise « The Graphic » d'après des indications de témoins oculaires (« The Graphic » de 1882).

A 101515

H4743-0330

V. LE JUGEMENT EFFROYABLE DE DENSCHAWAI

Entretemps Lord Cromer instaurait en Égypte un despotisme sans exemple. Il renvoyait et formait les gouvernements, il contraignait les Khédives à donner des signatures, à procéder à des nominations et à des licenciements, et en 1904, lorsque fut conclue l'Entente cordiale par laquelle la France, considérée jusqu'alors comme une rivale, était éloignée définitivement de la ligne du Nil et aiguillée vers le Maroc, Lord Cromer se sentit définitivement maître de la situation en Égypte et se crut dégagé de toute responsabilité devant une opinion publique mondiale guidée par des observateurs français méfiants. Le despotisme de Lord Cromer atteignit son apogée en même temps que son hypogée en 1906 dans l'affaire de Denschawai, qui tout à coup dévoila au monde entier en traits fulgurants le régime de despotisme que l'Angleterre avait établi sur l'Égypte. Le pauvre village de Denschawai, dans de delta du Nil, était fameux par les pigeons qu'élevaient ses habitants. Quelques officiers anglais tinrent à montrer qu'ils estimaient avoir le droit d'y aller à la chasse aux pigeons, bien qu'ils en aient été expressément mis en garde, les habitants du village étant exaspérés de chasses de ce genre sur des volatiles leur appartenant, chasses qui n'étaient que du braconnage pur et simple. Une femme du village fut grièvement blessée d'un coup de feu au cours d'une de ces battues organisées par des officiers. Puis une meule de foin prit feu par suite d'une imprudence des braconniers militaires anglais. Cet incident provoqua une dispute entre officiers et paysans. Un mot amenant l'autre, la situation s'envenima et les fellahs prirent une attitude menaçante, les officiers anglais se croyant, grâce à leurs fusils chargés, maîtres de la situation. Une bagarre éclata au cours de laquelle les officiers anglais durent prendre la fuite, l'un d'eux fut légèrement blessé. Ce dernier courut en pleine chaleur de midi chercher du secours au poste mili-

A 101516

H4743-0331

taire le plus proche. Il y gagna une insolation, ainsi que l'établit le procès-verbal de l'enquête qui suivit. En dépit de ce constat très net les Anglais affichèrent une indignation extrême faisant courir le bruit qu'un des leurs avait été assommé par les paysans. Cromer, rendu nerveux par l'indignation que l'incident avait soulevée partout dans le pays et poussé par la clique militaire anglaise du Caire décida d'intervenir et de frapper avec dureté, afin de faire une fois pour toutes un exemple servant à l'intimidation de tous les autres cas « d'insubordination » susceptibles de se produire. Un tribunal spécial fut réuni, composé de trois Anglais et de deux Égyptiens, sous la présidence du cophte égyptien Butros-Pacha. L'instruction fut menée rondement, avec une frivolité et un parti pris effrayants et l'on prononça un jugement qui stupéfia les Égyptiens.

Sur les 15 paysans innocents traduits devant le tribunal, quatre furent condamnés à mort, deux à la détention à vie et les autres à de courtes peines de prison. En outre un grand nombre des habitants du village, qui avaient tous été arrêtés, furent cravachés.

Ce jugement cruel et que rien ne justifiait fut exécuté en public dans le village de Denschawai, où avait eu lieu l'incident provoqué par les officiers anglais.

Tout le village dut assister à cette exécution.

Si cette condamnation de terreur ne déchaîna pas un soulèvement général du pays, cela prouve tout simplement jusqu'à quel point, avec quelle absence de tous égards et quelle cruauté la tyrannie anglaise exercée par lord Cromer pesait sur l'Égypte. En revanche, si, l'ombre des baïonnettes anglaises, l'Égypte ne broncha pas, même à l'annonce de cette sentence sanglante, ce fut dans le monde entier une vague d'indignation. Londres dut abandonner son agent politique en Égypte, pour sauver la face. Cromer fut destitué définitivement le 6 mai 1907, après 24 ans de fonctions comme Agent général de Sa Majesté Britannique.

L'histoire anglaise présente Cromer comme un « despote juste ». Ce « despote juste » écrit à la fin du rapport où il rend compte de sa mission dans son livre « Modern Egypt »

A 101517

H4743-0332

que l'absence de reconnaissance de la part d'une nation envers ses bienfaiteurs étrangers est presque aussi vieille que le monde. Ce mot que Lord Cromer emploie « pro domo », pour lui et ses relations avec l'Égypte, montre quelles étaient la suffisance et la présomption pleines d'hypocrisie de cet homme qui termina son activité politique en Égypte par un jugement sanguinaire, comme il en est peu parmi cent prononcés même au nom de la justice anglaise.

101518

H4743-0333

VI. LES COUPS DE FEU TIRÉS SUR LE KHÉDIVE ABBAS HILMY — LES FELLAHS RÉDUITS A L'ESCLAVAGE

Le successeur de Lord Cromer, parti d'une façon si peu glorieuse, fut Sir Eldon Gorst. Son premier acte consista à imposer aux Égyptiens un cabinet qui constituait une flagrante provocation. Il nomma Butros-Pacha Président du Conseil. Butros était cophte, c'est-à-dire chrétien, et c'était là le choix qui pouvait le mieux blesser les sentiments des Égyptiens musulmans. De plus, c'était lui qui devant l'opinion publique supportait l'odieux du jugement effroyable de Denschawai, qu'il avait prononcé sur l'ordre de Lord Cromer. Il était l'instrument anglais avec lequel on voulait réprimer brutalement les instincts nationaux de la bourgeoisie égyptienne conduite par le militant de la liberté Mustafa Kemal, instincts qui commençaient à se faire jour sous l'impression de la révolution des Jeunes Turcs. La réaction à la politique de provocations anglaise ne pouvait manquer de se produire. Butros-Pacha fut assassiné le 20 février par l'étudiant égyptien Ibrahim Wardani. Si ce meurtre n'a pas été le flambeau d'une révolution générale, l'Angleterre le doit à son armée d'occupation, qui devant les échecs des diplomates anglais, contenait les aspirations à la liberté des Égyptiens par la force des baïonnettes.

Après Sir Eldon Gorst ce fut un militaire qui vint, Kitchener, personnalité bien connue en Égypte par la profanation de la dépouille du Mahdi. Et peu après ce fut la guerre.

La Grande Guerre devait être une nouvelle pierre de touche pour le despotisme et la tyrannie britanniques en Égypte. Les dessous et les arrière-pensées de la politique anglaise dans le pays furent entièrement dévoilés. La légende anglaise de la bienveillante tutelle économique et financière du pays du Nil tomba à néant et il s'avéra avec une netteté crue que dans la politique anglaise en Égypte, telle qu'elle avait été

A 101519

H4743-0334

pratiquée depuis près de quarante ans, les intérêts du pays ne signifiaient rien tandis que ceux de l'Empire Britannique étaient tout.

Le 5 août 1914, sous la menace des armes anglaises, Londres extorqua au Gouvernement de Rutschi-Pacha une déclaration par laquelle l'Égypte s'engageait à rompre les relations diplomatiques avec les pays en guerre avec l'Angleterre et à reconnaître aux forces militaires anglaises du Nil le droit d'exercer les pouvoirs resultant de l'état de guerre.

Mais cela ne suffisait pas à l'Angleterre qui voulait profiter des circonstances pour se débarrasser de l'homme qui malgré tout devait être considéré comme un adversaire de la politique anglaise sur le Nil: le Khédive Abbas Hilmy.

Au moment de la déclaration de guerre celui-ci ne se trouvait pas en Égypte mais dans la capitale turque, où il s'était rendu pour fêter le beirâm.

Avant même que le public turc ait appris quoi que ce soit de l'arrivée du Khédive, venu plus tôt qu'il n'était prévu, un attentat eut lieu contre lui à l'entrée du grand vizirat, le 24 juillet 1914, jour de son arrivée. L'instruction fut menée assez superficiellement. Et cependant il s'avéra que le crime ne pouvait avoir pour instigateurs que des milieux bien au courant du voyage et de l'arrivée du Khédive antérieurement au programme, et interessés à la disparition du monarque égyptien.

Mais on ne les trouvait que dans le voisinage immédiat du sultan, et ils n'avaient aucun grief contre Abbas Hilmy, parce que le Khédive s'était montré à un point extraordinaire défenseur des intérêts turcs en contrecarrant le jeu de Kitchener.

Un autre milieu, qui connaissait l'arrivée prématurée du Khédive, était celui de l'ambassade britannique. Or cette ambassade, en présance de l'imminence de la guerre mondiale, avait le plus grand intérêt à se débarrasser de Abbas

A 101520

H4743-0335

Hilmy. Elle accusa cet intérêt lorsque, huit semaines après l'attentat, l'Ambassadeur anglais Sir Levis Mallett visita le Khédive à son lit de blessé, au palais Bebek á Constantinople, le 27 septembre 1914, et lui communiqua sous forme d'ultimatum que l'Angleterre désirait qu'il ne revînt pas en Égypte,

mais allât résider à Naples. Pour le cas où il tenterait de retourner dans son pays, on lui fit entrevoir la perspective d'une arrestation suivie de captivité. Les milieux clairvoyants ne pouvaient plus avoir aucun doute sur l'origine des coups destinés à supprimer le Khédive. Nous avons un témoin de premier ordre en la personne du publiciste et historien anglais Beaman en ce qui concerne les événements qui accompagnèrent la destitution du Khédive Abbas Hilmy. Dans son livre « The Destroyment of the Khedive », il a dévoilé toute la brutalité du procédé par lequel l'Angleterre opéra pour détrôner le monarque égyptien. Contrairement aux désirs des Anglais, Abbas Hilmy ne se rendit pas en Italie, mais en Suisse. Là, on essaya de lui extorquer une abdication formelle. Pour aggraver la pression exercée sur lui, les Anglais avaient confisqué tous ses biens en Égypte, en vue de le ruiner.

Par le détrônement du souverain égyptien, Londres continuait dignement la tradition de ses coups de force dans la vallée du Nil. Lorsque la Turquie prit parti pour l'Allemagne en déclarant la guerre à l'Angleterre, le 28 octobre 1914,

Londres laissa enfin tomber la fiction maintenue pendant quarante ans d'une souveraineté turco-égyptienne et proclama le protectorat de l'Angleterre sur le pays du Nil. Le jour suivant la proclamation du Protectorat, on déclara déposé le Khédive Abbas Hilmy, qui s'était refusé, malgré la pression anglaise, à signer une abdication formelle

et on nomma à sa place le prince vivant le plus âgé de la maison de Méhémet-Ali, Hussein Kamel, qui fut l'instrument docile des Anglais. C'était la deuxième fois qu'un monarque égyptien était chassé parce qu'il ne plaisait pas aux Anglais. Le commandant Polson Newmann, historien anglais, qualifia ce changement de règne de violence manifeste, et la proclamation du

A 101521

H4743-0336

Protectorat de nouvelle fiction pour fonder moralement en apparence la position de l'Angleterre sur le Nil, car une annexion de l'Égypte aurait été la solution la plus franche étant donné les circonstances. « Mais tous les rapports de l'Angleterre avec l'Égypte étaient placés sous le signe de l'hypocrisie », écrit précisément Polson Newman à cet égard.

L'Égypte dut pendant la guerre mondiale subir toute une série d'humiliations et de violences. Bientôt, en effet, les militaires anglais commençeient à former des bataillons de travail avec les fellahs égyptiens. Comme ceux-ci n'étaient pas disposés à servir volontairement d'esclaves aux Anglais, le haut-commandement de l'armée anglaise passa ouvertement au système des levées forcées, grâce auxquelles les fellahs furent contraints à toutes les corvées derrière tous les fronts anglais des divers théâtres de guerre. Systématiquement, tous les villages égyptiens furent fouillés par les militaires anglais accompagnés de policiers égyptiens et les hommes les plus robuste, furent rassemblés comme du bétail et transportés au Caire.

Les fellahs, qui essayaient d'échapper au service de la corvée, furent traités comme des déserteurs et fusillés.

Le nombre de ceux qui furent ainsi fusillés s'élève à plusieurs centaines d'après des estimations égyptiennes de l'époque.

Sur le front de Palestine, grâce à ce travail forcé d'esclaves, le chemin de fer dont avait besoin l'armée anglaise du Sinaï fut construit en quelques mois à travers le désert. Mais les paysans égyptiens durent aussi apporter, sous la menace des baïonnettes anglaises, leur concours à la guerre anglaise sur le front de Salonique, en Mésopotamie et même en France. Et l'on fit encore souvent travailler les fellahs, esclaves et sans défense, sur des points particulièrement exposés et dangereux. Les équipes de travail des fellahs, qui furent poussés par l'Angleterre sur les divers fronts de la guerre mondiale, se chiffraient à environ 200.000 hommes. Et leur existence ne différait pas de celle d'esclaves, au moment même où l'on proclamait à Londres en de grandes phrases creuses la thèse du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Plus la guerre se développa, et plus grossit l'afflux de soldats anglais en Égypte. Le pays du Nil se transforma en un vaste camp, la grande étape du front des Balkans et de Palestine. Et dans cette étape, les

A101522

H4743-0337

Anglais réquisitionnèrent tout ce qui, à un titre quelconque, leur semblait bon pour faire la guerre, et n'épargnant même pas ce qui était indispensable à l'existence des fellahs. C'est ainsi que des soldats anglais prirent sans paiement, dans les écuries des fellahs égyptiens, chameaux, mulets, ânes et chevaux, leur enlevant ainsi le bétail de trait si nécessaire pour la culture de leurs champs. Et lorsque les anciens du village protestaient auprès des autorités anglaises compétentes contre ces réquisitions exécutées d'une façon pleinement arbitraire et sans aucun contrôle, à la manière d'un pillage pur et simple, on les raillait quand l'affaire ne tournait pas mal et ils s'entendaient dire qu'ils n'avaient qu'a faire atteler des gens aux charrues des paysans égyptiens. Mais s'ils étaient moins heureux, ils faisaient alors connaissance avec le fouet anglais bien connu de la population paysanne.

Il est compréhensible dans ces conditons que le fellah égyptien, qui vivait depuis longtemps dans la plus complète apathie et sans manifester aucune résistance politique, fût secoué et songeât à ses droits naturels les plus élémentaires qui semblaient menacés par l'Angleterre. Et lorsque finalement l'administration militaire anglaise organisa « sous le signe de la Croix-Rouge » des collectes dans un pays mahométan, afin d'extorquer avec plus ou moins de pression des dons pour les soldats anglais, le mécontentement devint général et menaçant dans tout le pays.

Cette situation fut encore aggravée par le fait que l'Angleterre se rendit coupable en octobre 1917 d'un nouvel acte de violence égal à celui du détrônement du Khédive Abbas Hilmy en 1914. Le 9 octobre 1917 le sultan Hussein, monarque par la grâce de l'Angleterre, mourait, et le Gouvernement anglais somma son fils, Kemal el Dine, d'accepter des directives déterminées avant de se voir autorisé par lui à monter sur le trône. Mais Kemal el Dine refusa d'être l'épouvantail de la politique de force de l'Angleterre.

Aussi lui refusa-t-on l'accès au trône

et désigna-t-on comme successeur son frère plus souple Ahmed Fouad, qui sera plus tard le roi Fouad Ier. Celui-ci semblait aux nationalistes égyptiens un veule instrument des Anglais, toujours prêt à sacrifier les intérêts de l'Égypte aux siens propres et à ceux de l'Angleterre.

A 1015223

H4743-0338

Rue d'Alexandrie pendant la lutte qui se déroula entre les troupes de débarquement britanniques et la population d'Alexandrie après le bombardement de cette ville en 1882.
Reproduction de l'époque, due à un officier anglais, dans « The Graphic » de 1883.

A101524

H4743-0339

Exécutions de héros de l'indépendance égyptienne.
D'après une reproduction de l'époque due à un correspondant spécial du «Graphic» de 1883.

A 101525

H4743-0340

C'est ainsi que de lourdes nuées d'orage s'étaient amoncelées sur le pays ensoleillé du Nil au cours de l'année où la guerre se termina enfin, nuées qui s'épaissirent encore lorsque les autorités militaires anglaises réquisitionnèrent tellement de vivres dans les villes et les villages que la population indigène en fut réduite à la famine. De sorte que la guerre mondiale, à laquelle l'Égypte était restée moralement complètement étrangère et pendant laquelle elle était devenue une base d'opérations pour les entreprises anglaises, n'a cessé d'être pour le peuple égyptien une voie douloureuse, et un calvaire pour ceux qui luttaient en vue de la libération de l'Égypte. Toutefois, par suite de cette politique anglaise de violence, qui avait perdu toute mesure, la guerre mondiale devait conduire au point où la volonté de liberté de l'Égypte allait se manifester en révolte ouverte, pour être de nouveau réduite à coups de crosses anglaises ou être frustrée de ses légitimes succès par les intrigues de la diplomatie britannique.

A101526

VII. ZAGHLOUL EST ÉCRASÉ

« Lorsque la guerre s'acheva, les Anglais étaient l'objet de l'aversion exaspérée de la grande masse de la population égyptienne. » C'est en ces termes que le publiciste anglais déjà cité, le commandant Polson Newman, caractérise, dans son livre « La lutte de la Grande-Bretagne pour l'Égypte » (Great Britain in Egypt), l'état d'esprit qui régnait sur les bords du Nil à la fin de la guerre, état d'esprit qui devait décider du développement politique ultérieur du pays. C'est en effet de toutes les souffrances infligées par l'Angleterre à l'Égypte au cours de la guerre mondiale que devait sortir l'esprit qui allait donner naissance au grand soulèvement égyptien contre la domination arbitraire de l'Angleterre en 1919. A cette époque parut en la personne de Zaghloul Pacha un puissant porte-parole du désir de liberté de l'Égypte. Le 13 novembre 1918, il se rendit, accompagné de trois amis, devant le haut commissaire anglais Sir Reginald Wingate pour réclamer, en s'appuyant sur les déclarations de Wilson sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et en faisant sonner bien fort les droits de l'Égypte, la souveraineté de l'État ravie par l'Angleterre et la liberté du peuple.

A partir de ce jour commença une nouvelle phase de la lutte pour la libération de l'Égypte, une nouvelle phase de la politique de violence de l'Angleterre sur le Nil. Sir Reginald Wingate prit, il est vrai, connaissance des revendications de Zaghloul et de ses amis, mais il refusa par la suite, sur l'ordre de Londres, de jamais recevoir de nouveau « le Fellah ». Londres expliquait hypocritement que l'Égypte avait bien son gouvernement pour présenter de tels vœux et, avec hauteur, mettait en doute, le droit du grand chef national égyptien Zaghloul Pacha d'agir comme il le faisait. Et ceci à un moment où, par toute l'Égypte, circulaient des listes qui confirmaient que Zaghloul et ses amis étaient les chefs du peuple. En une journée, 10.000 signatures avaient été recueillies sur ces listes. Mais, afin de donner encore plus de force aux doutes exprimés par le Gouvernement anglais quant à la qualification de Zaghloul, le

A 101527

H4743-0341

haut commissaire anglais fit simplement saisir ces listes et arrêter ceux qui se dépensaient pour la libération de leur pays. Dans ses rapports au Gouvernement anglais, Wingate reconnut cependant la mission de Zaghloul et conseilla à Londres de nouer des négociations. Mais Londres s'entêta à poursuivre sa politique de violence et donna

au Caire l'ordre d'écraser toute résistance, le cas échéant même par les armes.

Wingate vit venir la catastrophe et partit pour Londres afin de faire un rapport verbal au Gouvernement anglais, mais Londres désavoua son propre haut commissaire qui était prêt à renoncer aux lois de violence, à la base de la politique pratiquée jusqu'ici en Égypte. Londres se dérobait, ne voulant entendre parler d'aucune concession. Pendant l'absence de Wingate, c'est Sir Milke Chietham qui exerçait l'intérim au Caire. Cet homme parvint, grâce aux mesures brutales qu'il décréta contre les nationalistes égyptiens, à déchaîner en moins de quelques jours une tempête telle que l'Angleterre n'en n'avait pas encore connu de semblable pendant toute la période de son occupation. Chietham interdit à Zaghloul et à ses amis de parler,

et menaça de faire respecter cette interdiction par la force armée si elle était enfreinte.

Il croyait pouvoir, suivant des méthodes depuis longtemps éprouvées, continuer à faire de la politique avec des baïonnettes. Il voulait se rendre maître par la violence de la situation au pays du Nil. Mais le désir de liberté des Égyptiens avait déjà pénétré dans des milieux trop vastes, avait gagné et éveillé trop de gens qui, pendant la guerre mondiale, avaient été molestés, lésés et déshonorés par les Anglais jusqu'au plus profond de leur être. Zaghloul et ses amis ne tinrent pas compte de l'interdiction de parler et, arrière du résident anglais, prirent contact avec les représentants des autres Puissances au Caire. Ce fut pour les Anglais l'occasion de faire jouer une fois encore tous les moyens de la violence et de l'intrigue, en vue d'écraser le mouvement national de l'Égypte et de le rendre suspect à la face du monde. La propagande anglaise tenta de faire passer pour des rebelles les protagonistes de la libération de l'Égypte et avec eux le peuple tout entier. Les soldats anglais tirèrent

H4743-0342
A101528

les conséquences de cette attitude et agirent dans cet esprit. Le 8 mars 1919, Zaghloul fut arrêté par les militaires anglais avec trois de ses amis les plus intimes, conduit sur un vaisseau de guerre et déporté à Malte. Par cet acte, l'Angleterre avait d'un geste inconsidéré mis le feu au tonneau de poudre égyptien. La catastrophe était déchaînée. Le jour où l'on traîna Zaghloul sur le vaisseau de guerre anglais pour le déporter, les cheiks et les étudiants de l'Azhar, la grande université musulmane du Caire, descendirent dans la rue en signe de protestation contre le nouvel acte de violence de l'Angleterre, et donnèrent au peuple le signal du soulèvement. Dans toutes les mosquées, on prêcha l'insurrection et, déjà vingt quatre heures plus tard, l'Angleterre devait faire appel à toute son armée d'occupation pour rester maîtresse du pays. Elle se trouvait maintenant directement aux prises avec le peuple égyptien, qui montrait une unanimité encore inconnue, unanimité que les politiciens anglais avaient forgée avec le marteau de leur violence sur l'enclume de l'injustice. Les militaires anglais armés jusqu'aux dents se trouvaient maintenant avec leur dureté impitoyable et leurs menaces plus que précises en face du peuple égyptien non-armé.

Et l'on vit que les armes des soldats anglais restaient, après près d'un demi-siècle de politique égyptienne de l'Angleterre, le seul fondement de la puissance britannique en Égypte.

Du Caire, la flamme de l'insurrection se propagea aux campagnes où les fellahs s'ameutèrent contre le régime britannique. La capitale elle-même fut pendant une semaine coupée du reste du monde, malgré les plus violentes mesures militaires des Anglais. De la capitale, ceux-ci envoyèrent des expéditions militaires dans la province pour « pacifier » le pays. Mais le prix de cette pacification, telle que l'entendait l'Angleterre, fut pour la population égyptienne des sacrifices d'hommes et de choses, les soldats anglais dans leur action contre les civils ayant recours à l'assassinat et à la destruction.

Pendant quatre semaines, la guerre anglaise fit rage sur l'Égypte contre laquelle on avait engagé l'armée d'occupation, forte de 10.000 hommes, pour écraser des fellahs sans défense.

A 101529
H4743-0343

Fin mars 1919, l'armée anglaise redevint lentement maîtresse de la situation et rétablit le calme. Mais c'était le calme du cimetière. Et lorsque, le 25 mars, le général anglais Allenby, que Londres avait envoyé pour réduire ceux qui combattaient pour la liberté de l'Égypte et mettre le peuple égyptien hors d'état de nuire, fit son entrée au Caire, la soldatesque anglaise avait déjà fait le plus gros travail. On avait rétabli l'ordre à tout prix. On avait bâillonné ce peuple pour lui faire taire ses vœux. On n'avait toutefois pas atteint le mal dont la nation avide de liberté souffrait; on n'avait que traité inexorablement et cruellement les symptômes et prouvé encore une fois devant le monde entier combien l'Angleterre se sentait peu qualifiée et impropre à conduire l'Égypte vers une existence nationale indépendante, L'envoi d'Allenby en Égypte en 1919 est caractéristique de l'état d'esprit de Londres quant à la politique à pratiquer sur les bords du Nil, parfois même à l'encontre de ses commissaires du Caire. Allenby était soldat et commandait à des soldats.

Et depuis toujours, le Gouvernement anglais considérait que la question égyptienne était de l'ordre de celles qu'un soldat doit résoudre, comme une rebellion d'hommes paraissant soulevés par principe contre toute autorité et tout ordre établi.

Car il n'y avait pour Londres, dans son aveugle présomption, qu'une autorité: celle de l'Angleterre. Et il n'y avait qu'une paix: celle de la Grande-Bretagne. Celui qui s'élevait contre l'une et l'autre n'était qu'un criminel, un rebelle sans honneur, avec lequel il ne fallait employer que le langage de la force.

Allenby arriva en Égypte au moment où l'insurrection des fellahs et des bourgeois en était à ses dernières convulsions. Les pas des bataillons anglais martelaient les routes d'Égypte et piétinaient les floraisons à peine épanouies des espérances égyptiennes de libération. Le soulèvement public d'un peuple sans armes avait été brisé sous les salves des soldats anglais. Il fit place à une résistance passive par laquelle les Égyptiens voulaient paralyser toute la vie publique du pays et son administration. Les avocats et les juges se mirent en grève, les fonctionnaires suivirent et, pendant un certain temps,

H4743-0344

A 101530

toutes les roues des chemins de fer égyptiens furent immobilisées. Pour la première fois dans l'histoire de l'Égypte le mot d'ordre de grève générale avait été donné. Allenby était soldat et gouvernait en maintenant l'état de siège, à l'ombre des mitrailleuses anglaises prêtes à faire feu. Mais avec son honnête instinct militaire il sentait qu'en Égypte « tout ne marchait pas comme il fallait » — ainsi qu'il l'écrivait alors dans un rapport. Il se rendit compte qu'un rétablissement définitif de l'ordre ne pouvait être acheté qu'au prix de compromis. Aussi se décida-t-il, bien que Londres eût déjà fait des réserves à ce sujet, à remettre en liberté Zaghloul Pacha espérant avec cette misérable concession, avec cette insuffisante réparation d'une injustice criante, convaincre les Égyptiens « de la grâce et de la bienveillance du Gouvernement de Sa Majesté Britannique ».

Mais Allenby et le Gouvernement de Londres s'étaient trompés. Zaghloul, après son retour de Malte, où il avait eu directement à pâtir de la puissance anglaise, était resté le même. Il se montra incorruptible à l'égard des livres anglaises et inexorable dans ses revendications politiques. De l'exultation avec laquelle le peuple avait salué Zaghloul à sa rentrée en Égypte sortit une nouvelle insurrection à laquelle les femmes d'Égypte elles-mêmes prirent aussi une part active sous la direction de Madame Charawi. De nouveau le soldat anglais reconquit la rue à l'arme blanche pour l'Angleterre. L'indignation du peuple fut si forte que même le Gouvernement égyptien de Ruschdi Pacha docile aux Anglais se retira devant la brutalité de la politique anglaise. L'Égypte était sans gouvernement, et chez Allenby c'était le soldat anglais qui allait se manifester désormais. Puisque ce nœud gordien de la situation égyptienne ne pouvait être dénoué, il n'y avait plus, d'après lui, qu'à le trancher. Et les officiers et soldats d'Allenby le tranchèrent. On adressa un ultimatum aux fonctionnaires en grève,

puis des conseils de guerre se réunirent qui prononcèrent des jugements draconiens en série.

Suivant des rapports contemporains du journal du Caire « Al Ahram », des licenciements, des peines de prison et des amendes furent prononcés contre 1200 fonctionnaires égyptiens. Allenby, le délégué de l'Angleterre, était décidé à briser

A101531
H4743-0345

H4743-0346

jusqu'à la dernière résistance qu'il sentirait dans le pays, à éteindre jusqu'à la dernière étincelle de volonté nationale qui animerait encore le peuple égyptien. La sagesse politique d'Allenby n'allait pas au-delà et les milieux du Gouvernement de Londres applaudirent à ses mesures.

Lorsque la dernière voix de la liberté eut été réduite au silence au pays du Nil, lorsqu'un calme de nécropole régna sur les villages de fellahs, lorsque les tombes se furent refermées sur les victimes de l'Angleterre, cette dernière se souvint de la « mission morale et politique » dont elle s'était apparemment chargée en Égypte. Et elle fit ce qu'elle a toujours fait lorsqu'un peuple a été de nouveau berné dans son droit à la vie: elle envoya une commission. Mais cette commission, qui vint en Égypte sous la direction de Lord Milner en décembre 1919, fut mise en quarantaine par les Egyptiens. Les Égyptiens et leur direction nationale avaient entretemps suffisamment compris ce qu'il fallait penser des promesses anglaises, d'une volonté anglaise de négociation. C'est ainsi que l'on se déroba aux Anglais, et Milner dut quitter le pays au bout de trois mois sans avoir pris contact avec les hommes qui auraient pu lui brosser un tableau de la réalité égyptienne. Avec cette mission Milner s'achevait un chapitre de la politique anglaise de violence sur le Nil, un chapitre au cours duquel les Anglais ne purent maintenir leur position contre la volonté de liberté des Égyptiens que les armes à la main, un chapitre d' ailleurs aussi où l'on voyait poindre la fin de la violence anglaise et de la domination militaire sous sa forme la plus brutale et où commençait une époque pendant laquelle l'Angleterre, simulant un recul, substitua aux balles de plomb la cavalerie de Saint Georges et au cours de laquelle les diplomates anglais cherchèrent à tenir par la ruse et l'intrigue ce que l'armée anglaise s'était montrée trop faible à conserver.

A101532

VIII. L'ÉGYPTE EST TOUJOURS DANS LES RETS ANGLAIS

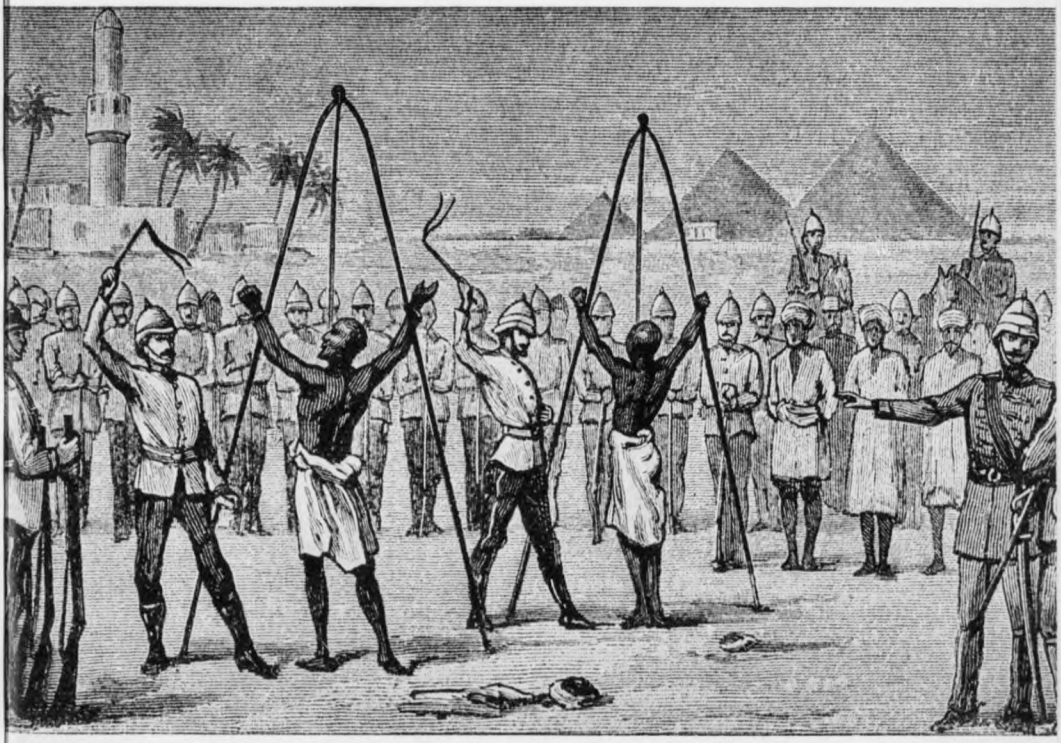
Pendant l'époque qui suivit, la politique de l'Angleterre en Égypte oscilla entre la volonté de négocier et la force brutale. On invita les Égyptiens à des discussions, à des négociations sur leur avenir, mais on rejeta rudement leurs revendications, s'ils abordaient ce qui devait naturellement être l'alpha et l'oméga de toutes les négociations: la fin du régime de violence anglais et l'instauration de la souveraineté égyptienne. On invita Zaghloul, que l'on avait traité en criminel en le déportant à Malte, à venir sur le parquet de Londres pour se livrer à des marchandages sur ses revendications précises. Mais lorsque le « fellah têtu » ne fut accessible ni aux flatteries de la diplomatie anglaise, ni à ses livres sterling, on eut recours à d'autres arguments et l'Angleterre montra de nouveau que pour être gantée du velours diplomatique sa main de fer de despote n'avait pas disparu. Et, à la fin de 1920, lorsque Zaghloul, revenu au Caire après les vaines négociations de Londres, y convoqua le Wafd, fondé dans l'intervalle, à une réunion où les revendications politiques de la nation égyptienne devaient être définitivement formulées et exposées au monde entier, Allenby intervint comme l'année précédente. Il interdit cette assemblée et proclama la loi martiale. Lorsque Zaghloul protesta publiquement contre cet acte de violence et déclara qu'il ne se soumettrait plus à l'avenir à pareille interdiction, il lui arriva ce qui lui était arrivé une première fois. Allenby releva le gant que Zaghloul lui jetait

et fit arrêter son adversaire avec trois de ses amis, pour les déporter tout d'abord à Aden, et ensuite aux Seychelles. Pour la deuxième fois, le héros national de l'Égypte était envoyé en exil par les despotes britannique.

Dans la période qui suivit le deuxième exil de Zaghloul, l'Angleterre s'écarta de l'ancien cours de sa politique de violence, se montra prête à d'apparentes concessions et eut recours à des moyens plus adroits, plus souples et plus silen-

A1015383
H4743-0347

H4743-0348



Fustigation d Egyptiens ligotés.
D'après une reproduction anglaise de l'époque.

A101534

H4743-0349

Reproduction contemporaine des débats du procès intenté à Arabi-Pacha,
au cours duquel les Anglais condamnèrent à mort pour rébellion le général en chef égyptien.

A101535

H4743-0350

cieux pour réprimer le mouvement national en Égypte et entraver la marche du peuple égyptien vers la liberté. Mais tout ceci ne se produisait, d'une part, que dans le fil de la décadence de la puissance mondiale anglaise qui alors déjà se manifestait et se faisait sentir de plus en plus, et d'autre part, parce que Londres reconnut que la volonté d'indépendance de l'Égypte avait tellement grandi et mûri sous la pression d'une impitoyable politique de coercition qu'il fallait lui faire des concessions apparentes et la circonvenir avec d'habiles et trompeuses manœuvres si l'on ne voulait pas courir le risque de soulèvements sanglants sans cesse répétés. Un tel risque devait paraître d'autant moins souhaitable à Londres que le prestige de l'Angleterre dans le monde entier et la foi en la mission morale et civilisatrice de l'Angleterre se trouvaient en tout lieu fort chancelants.

Dans les négociations que l'Angleterre mena avec les Égyptiens après la deuxième révolution de Zaghloul et dans les concessions apparentes auxquelles elle condescendit, on put se rendre de plus en plus nettement compte que l'Angleterre ne s'était jamais préoccupée, pendant toutes les décades de son occupation de l'Égypte, de la prospérité de ce pays, ou de la mission politique de créer une Égypte forte et unie, mais exclusivement de visées impérialistes et d'égoïstes buts.

Cela paraît déjà dans la soi-disant première « Déclaration d'indépendance » de 1922, dans laquelle l'Angleterre reconnaissait, il est vrai, formellement la souveraineté de l'État égyptien, mais faisait en même temps des réserves par lesquelles cette souveraineté devenait complètement illusoire et restait aux mains de l'Angleterre sur les points décisifs.

Ces points concernaient la sécurité des communications de l'Empire britannique, la protection des intérêts économiques anglais et le Soudan. L'Angleterre conservait donc au fond ce qu'elle détenait en Égypte, et l'octroi de la souveraineté égyptienne devait se révéler au cours des dix années qui suivirent cette étrange « Déclaration d'indépendance » comme une grande et unique manœuvre à donner le change, ainsi que le prouva l'interprétation que l'Angleterre devait en faire. Car, en vertu de ces réserves, l'Angleterre conservait

A101536

les positions qu'elle occupait. Son armée d'occupation lui assurait la puissance militaire et la mise en œuvre de la stratégique de l'Égypte dans le cadre du système de défense de l'Empire. Elle pouvait de plus encore, par la soi-disant protection des étrangers, intervenir à chaque instant dans la politique intérieure de l'Égypte et écarter toute menace contre son monopole économique. Que de pareilles « concessions » ne pussent apporter de véritable détente à l'Égypte, que l'interprétation par l'Angleterre de la prétendue indépendance égyptienne dût conduire à de nouveaux troubles, c'est ce qu'on allait voir rapidement. L'électricité accumulée encore par la dangereuse politique de coups d'épingle de l'Angleterre allait se décharger fin 1924. Le 19 novembre de cette année-là, sept étudiants commirent un attentat contre Sir Lee Stack gouverneur général anglais du Soudan et Sirdar de l'armée égyptienne. Stack fut gravement blessé et mourut au bout de 24 heures. Lorsque le Président du Conseil égyptien — c'était Zaghloul Pacha — apprit cet acte de jeunes « ultras », il se rendit aussitôt à la résidence anglaise au bord du Nil, pour y exprimer les regrets du Gouvernement égypten qui condamnait très sévèrement l'attentat. Le haut commissaire anglais — c'était toujours Allenby — reçut l'Égyptien d'une façon glaciale. Il le conduisit auprès de Sir Lee Stack mourant et prit congé de lui comme il l'avait reçu: glacial, avec une réserve hostile comme si Zaghloul avait été responsable du meurtre.

Et pourtant il était clair que l'Angleterre avait préparé le terrain qui avait donné naissance à cet attentat de jeunes irréfléchis.

Par son interprétation de la souveraineté égyptienne octroyée, par son constant sabotage de concessions une fois accordées et par une politique qui n'était qu'une insulte à la souveraineté réelle de l'État, l'Angleterre avait créé toutes les conditions qui avaient conduit à l'attentat contre Sir Lee Stack. Mais Londres ne tenant pas compte de la responsabilité morale qu'elle avait assumée dans l'enchaînement des choses, décida d'user de la mainièrs forte. Trois vaisseaux de ligne reçurent l'ordre de quitter Malte pour Alexandrie et transportèrent de nouvelles troupes de Malte au Caire. Le 22 novembre 1920, le jour où avait lieu dans la capitale de

A 101537

H4743-0351

l'Égypte une somptueuse cérémonie funèbre en l'honneur de Sir Lee mort entretemps, Allenby en habit clair d'été, escorté de tout un régiment de cavalerie anglaise, parut dans les services de Zaghloul et lut, sans saluer, une note de son Gouvernement pour se retirer au bout de quelques minutes, en laissant la note, et sans plus de salut. Pendant cette scène, un corps de trompettes anglais jouait l'hymne national britannique dans l'avant-cour. Et tout ceci s'accomplissait dans un État dont l'Angleterre avait « reconnu en principe » la souveraineté moins d'un an auparavant. La scène n'avait duré que quelques minutes, mais c'était une scène dont les régisseurs visaient à humilier l'Égypte jusqu'à l'extrême et à lui montrer la supériorité du puissant sur le faible d'une manière qu'on ne saurait imaginer moins chevalesque. L'Angleterre s'érigea consciemment et hypocritement en juge d'une action dont elle portait la responsabilité morale. La note qu'Allenby avait lue était rédigée sous forme d'ultimatum et démesurée dans ses exigences. Elle devait être démesurée car l'Angleterre voulait que sa démesure la fit rejeter.

On voulait tirer de l'assassinat du Sirdar des avantages politiques et acquérir un droit à des prétentions auxquelles on n'avait pas renoncé jusqu'ici et que l'on maintenait avec une force voilée malgré la prétendue reconnaissance de la souveraineté égyptienne.

L'Angleterre exigeait les excuses les plus complètes, la punition des coupables, l'interdiction de toutes les manifestations politiques, un amende de 500.000 livres, le retrait dans les 24 heures des garnisons égyptiennes du Soudan, le droit d'exploiter les eaux du Nil au Soudan au désavantage de l'agriculture égyptienne et, enfin, des droits les plus étendus en ce qui concerne la protection des étrangers, en d'autres termes, un droit d'intervention encore beaucoup plus large dans la politique intérieure de l'Égypte. On voyait apparaître encore une fois dans ces exigences les ressorts secrets de toute la politique égyptienne de l'Angleterre, politique appuyée uniquement sur la force et tendant à une exploitation brutale du pays en faveur des intérêts des capitalistes anglais. Zaghloul repoussa les exigences anglaises, dans la mesure où elles étaient inconciliables avec la souveraineté de l'Égypte, mais il

H4743-0352

A101538

était prêt quant au reste à donner les plus complètes satisfactions.

L'Angleterre menaça par son haut commissaire d'une intervention armée.

Zaghloul se retira devant cette menace, et son successeur, créature de l'Angleterre, accepta les exigences formulées. Mais pas au nom du peuple égyptien. Ce dernier se dressa contre cette acceptation. Les garnisons soudanaises refusèrent de quitter le Soudan. Mais elles furent réduites à merci par des troupes anglaises supérieures en nombre,

leurs officiers furent condamnés pour mutinerie par les Anglais et fusillés.

L'Angleterre paraissait avoir aussi bien en Égypte qu'au Soudan atteint ses désirs. De Khartoum jusqu'à Alexandrie, rien ne se passait sans le consentement du haut commissaire de Sa Majesté Britannique.

De Khartoum jusqu'à Alexandrie, le pays impuissant demeura un objet d'exploitation pour les intérêts de la Cité de Londres et le rendez-vous des capitaux anglais privilégiés, qui pouvaient réaliser au bord du Nil des gains fantastiques sous la protection des baïonnettes anglaises. Car, la politique anglaise au bord du Nil avait depuis toujours secrètement nourri des projets économiques. C'est ce que montre nettement le changement de structure économique que l'Egypte dût subir pendant l'occupation anglaise. Ce pays agricole qui se suffisait autrefois à lui-même se transforma sous la domination anglaise en une plantation de coton pour l'industrie du Lancashire. Tandis que toutes les autres branches de l'agriculture égyptienne étaient systématiquement délaissées sous l'influence de l'Angleterre, la culture du coton passait au premier plan de toutes les considérations économiques. Bien que la population égyptienne eût environ doublé de 1890 à nos jours, les superficies emblavées diminuèrent. Ceci eut pour conséquence que l'Égypte, qui était encore au milieu du siècle dernier un pays exportateur de céréales, dut en importer de plus en plus ainsi que d'autres produits alimentaires. L'Égypte payait en 1890 115.000 livres égyptiennes pour ses importations de céréales, 1.600.000 en 1901 et 3.490.000 en 1925. Aujourd'hui, l'Egypte mourrait de faim si elle n'importait pas de céréales.

A 101539

H4743-0353

Mais cette importation est alimentée par le marché anglais et se fait sous contrôle britannique. On comprend ce que cela veut dire. Grâce au développement unilatéral de la monoculture du coton répondant aux besoins économiques anglais, le pays d'Égypte est à la merci de l'Angleterre.

Mais la pénétration économique de l'Égypte par les intérêts anglais ne s'est nullement bornée à s'accomplir indirectement par cette menaçante monoculture du coton. En faisant jouer énergiquement sa puissance politique, l'Angleterre assura à ses capitaux une place privilégiée dans tous les secteurs de l'économie égyptienne.

Le privilège de l'émission de billets de banque appartient à une banque anglaise, la « National Bank of Egypt ». Cette banque contrôle la masse de tous les crédits industriels et commerciaux et, par suite, indirectement de vastes domaines de l'économie du pays, dans la mesure où ils ne sont pas déjà directement en mains anglaises. La part anglaise dans les établissements industriels de l'Égypte est estimée à environ 30 %. L'Angleterre a su aussi, en s'appuyant sur sa puissance politique, s'assurer la part du lion en écartant toute concurrence. Le plus grand importateur d'Égypte est le Gouvernement égyptien. Celui-ci donne officiellement les commandes par adjudication. Mais les adjudications sont préparées par les « experts anglais » qui se sont introduits dans toutes les branches de l'administration et qui formulent les conditions d'adjudication de telle sorte que seules les maisons anglaises peuvent soutenir la concurrence, et que c'est l'Angleterre qui entre seule en ligne de compte pour l'adjudication. Par de telles manipulations déloyales, l'État égyptien est lésé annuellement de plusieurs millions, car il doit fréquemment, pour « des raisons techniques », préférer l'offre anglaise plus chère que celle de la concurrence. Précisons à l'aide d'exemples ce système trompeur des « experts anglais ». En 1936, l'administration des Chemins de fer égyptiens fit de grosses provisions de charbon. Le prix de l'offre anglaise dépassait considérablement celui de l'offre allemande. Mais la commande fut passée à l'Angleterre, parce que l'expert anglais avait « calculé » que le pouvoir calorifique plus élevé du charbon anglais compensait largement la différence de prix. On peut voir aussi, à propos de livraisons d'armes pour lesquelles l'Angleterre détient le monopole en vertu du traité

H4743-0354

A101540

H4743-0355

de 1936, avec quel manque de scrupules elle fait ses affaires aux frais de l'Égypte. Il est prouvé que l'Angleterre a, en exploitant ce monopole, livré au pays du Nil des armes que le Ministère de la Guerre anglais avait qualifié de démodées et d'inutilisables pour l'armée anglaise.

Mais c'est certainement avec ses livraisons de masques à gaz en 1938 que l'Angleterre montra jusqu'où pouvait aller son manque de scrupules. On vendit alors un immense stock de masques à gaz anglais au Gouvernement égyptien. Le Home-Office de Londres les avait déclarés impropres pour la population civile anglaise. Le masque avait un défaut de construction et n'avait pas subi victorieusement l'épreuve des essais, aussi le Home-Office avait, comme on vient de le dire, interdit de les distribuer. L'Angleterre vendit très cher aux Égyptiens ces masques perméables au gaz.

La plus grande transaction de l'Angleterre en Égypte demeure sans contredit celle des actions du canal de Suez détenues par le Khédive Ismaïl. Disraeli acquit le paquet d'actions en question au prix de 4 millions de livres. Dès 1905, la valeur de ce paquet atteignait 33 millions de livres. En trente ans, le capital anglais investi s'était multiplié par huit.

Sous la pression d'une exploitation économique aussi dénuée de scrupules, la volonté d'indépendance de l'Égypte ne fit que grandir malgré les revers. Aux yeux du monde, la position de l'Angleterre ne faisait que faiblir. C'est sous cette impression que l'Angleterre se vit contrainte, en 1936, devant l'Italie qui menaçait de devenir la première Puissance méditerranéenne, de s'entendre avec les Égyptiens pour s'assurer l'alliance de leur pays qui prenait conscience de lui-même — afin de fortifier la position britannique. Sous l'ombre menaçante de Rome s'effectua en 1936 le rapprochement anglo-égyptien, au cours duquel fut signé ledit traité d'indépendance qui devait rendre à l'Égypte tout au moins une partie de sa souveraineté et son droit de libre disposition d'elle-même. Ce qui avait été alors consenti avec force intrigues et réticences sous la pression du conflit anglo-italien menaçant, fut de nouveau réduit à néant par la diplomatie anglaise, qui s'appuya sur les réserves formulées dans le traité de 1936, une fois écarté le danger italien. La position de l'Égypte fut sapée systématiquement au point de vue économique, politique et financier. Et le dernier succès de ces efforts fut, au moment de la déclaration

A101541

H4743-0356

de guerre en 1939, le fait que l'Angleterre, avec son rôle prépondérant dans l'état-major commun anglo-égyptien, reprit pratiquement le pouvoir exécutif au pays du Nil.

Malgré les déclarations d'indépendance de 1922 et de 1936, l'Égypte est redevenue en fait, grâce à cette politique de force, un protectorat anglais.

Le cycle est clos. Ce qui s'est passé pour la première fois en 1882 s'est répété en 1939. Malgré toutes les promesses, malgré toute l'indépendance et toute l'autonomie apparentes, malgré tout un simulacre de progrès, rien ne s'est amélioré en Égypte depuis 57 ans. Sans doute, on a créé, dans ce pays transitaire du commerce anglais et dans cette région d'amusement hivernal des nababs anglais, des voies ferrées, des routes, des installations sanitaires et des palaces, mais le pauvre fellah n'a rien retiré de tout cela. Il sent seulement qu'on l'a arraché à la sécurité de son existence paysanne et qu'il se trouve de plus en plus livré sans défense aux vicissitudes de la conjoncture mondiale. Il sent seulement la vis fiscale accentuer sa pression. Il voit à chaque pas les privilèges de la caste des maîtres anglais, et le traitement désavantageux de l'indigène. L'Angleterre a su, dans une très large mesure, rendre sa domination « invisible ». Mais cette domination n'en reste pas moins appuyée uniquement sur la force, sur les baïonnettes des garnisons anglaises. Par sa situation stratégique et son importance au point de vue des communications, l'Égypte est la malheureuse victime de la violence anglaise, comme anneau indispensable du système de la domination anglaise mondiale. Les intérêts nationaux de l'Égypte ne sont rien pour la caste dominante judéo-capitalise de Londres, pour laquelle ses propres intérêts, qu'elle fait prévaloir sans scrupules et sans pitié contre tant de peuples subjugués, sont la seule et unique considération.

A101542

H4743-0357

4 Frcs

1106

RF ~~1105~~ bis.....5 ~~6~~ books.

H4743-0358

~~Legislation de L'Occupation~~"

La Tyrannie Anglaise en Irlande"

La Politique de Violence de L'Angleterre dans
la Vallee du NIL.

L'Angleterre et les Boer s

Cent Familles Dominent L'Europe"

Le Calvaire de Chypre"

All these books will be found in the pigeon-hole cabinet, section 4D.

INTERNATIONAL MILITARY TRIBUNAL
NUERNBERG, GERMANY
Exhibit R F 1106 bis
Filed Feb 4, 1946

DOC. R.F. N° 1105 Gs

TRIBUNAL MILITAIRE INTERNATIONAL des GRANDS CRIMINELS de GUERRE - MINISTÈRE PUBLIC DÉLÉGATION FRANÇAISE

N-4743

A 101 195

4-D

H4743-0359